

MOURAD BOUKELLA(*)

AHMED BOUAITA(**)

Les évolutions récentes dans le secteur des IAA en Algérie : entre dynamisme et pesanteurs

PROBLÉMATIQUE :

Il s'agit, dans cet article, d'appréhender les changements en cours dans le secteur des IAA et de dessiner, sur cette base, ses évolutions possibles à moyen terme. Le point de départ de la réflexion est le constat, vérifié par les données statistiques disponibles, de l'importance grandissante de ces industries tant du point de vue de leur contribution à la création de richesses et d'emplois que du point de vue de leur participation active dans l'approvisionnement des populations en produits alimentaires. Par ailleurs, ces industries ont la particularité d'être naturellement adossées à l'agriculture, autre secteur important de l'économie nationale. Aussi, l'impact positif attendu des réformes qui y sont engagées devraient aller bien au-delà de la sphère alimentaire pour englober l'économie algérienne dans son ensemble. Compte tenu de leur « poids » dans l'économie, il est en effet raisonnable d'espérer voir les IAA constituer le noyau d'un système économique national solide, productif et compétitif. Elles pourraient, à la faveur des réformes économiques, jouer le rôle moteur conféré autrefois aux industries lourdes réputées « industrialisantes ». Or, les résultats obtenus jusqu'à présent sont encore insuffisants et sont même décevants pour ce qui concerne les entreprises agroalimentaires publiques. Globalement, leur production croît à un rythme lent, les emplois reculent, et leurs performances économiques et financières ne se sont pas améliorées malgré les réorganisations institutionnelles successives et les nombreux « assainissements financiers » dont elles ont bénéficiés. En quête d'une autonomie de gestion introuvable et en butte à un arrêt brutal des investissements productifs de la part de l'Etat, ces entreprises éprouvent de plus en plus de difficultés à s'adapter et à maîtriser les changements qui affectent leur environnement.

Pourtant, les contre-performances des EPE n'autorisent pas à parler d'immobilisme ou d'inertie du secteur des IAA. En effet, ces contre-performances sont contrebalancées par un dynamisme remarquable des entreprises agroalimentaires privées dans la plupart des branches d'activité, à un moment où la croissance économique globale semble plutôt marquer le pas.

Comment expliquer ces évolutions contrastées et quelles en seront les retombées à terme sur le devenir du secteur des IAA dans son

ensemble? Peut-on voir dans le développement des entreprises privées le signe que l'économie concurrentielle de marché est désormais une réalité dans ce secteur? Quels types de spécialisation et d'intégration au système agroalimentaire euro-méditerranéen, voire mondial, vont prévaloir à l'horizon 2010 à la faveur du démantèlement programmé des barrières douanières et du libre-échange intégral? Enfin, dans quelles conditions les entreprises agroalimentaires publiques et privées pourraient-elles supporter le jeu de la concurrence et assurer leur «mise à niveau» en vue d'une amélioration globale de leur compétitivité?

Des éléments de réponse à ces questions sont proposés ici sous forme d'hypothèses de travail. La plus importante est que les avancées (même si elles sont relatives et lentes à se concrétiser) vers une plus grande libéralisation interne et externe de l'économie ainsi que l'ouverture progressive au jeu de la concurrence dessinent peu à peu une configuration nouvelle et inédite du secteur des IAA. Des transformations structurelles y sont perceptibles à travers le renversement progressif du poids relatif des secteurs juridiques au profit du secteur privé, mais aussi à travers des modifications dans la hiérarchie des différentes filières de production.

Trois conséquences majeures en découlent :

1- Confrontées à la concurrence dans l'ensemble des filières agroalimentaires, les entreprises publiques économiques perdent de plus en plus leur statut de force principale du changement au profit des entreprises privées. Or, on peut observer que dans le secteur des IAA davantage encore que dans les autres secteurs, le passage à la propriété privée progresse non pas par suite de la privatisation des entreprises publiques, mais grâce à la démonopolisation du secteur et à la création de nombreuses petites et moyennes entreprises privées dans les différents créneaux. Cette évolution rend compte de la nécessité de réviser fondamentalement le contenu et les démarches des politiques publiques afin de tenir compte de l'importance grandissante *des stratégies concurrentielles des entreprises agroalimentaires et des mécanismes du marché dans la régulation du secteur.*

2- L'avancée de la démonopolisation dans le secteur des IAA pourrait se renforcer avec la signature récente de l'Accord de libre échange avec l'Union européenne et l'adhésion toute prochaine à l'OMC. Ces deux événements ouvrent en effet des opportunités et des perspectives nouvelles en matière de modernisation du système agroalimentaire national caractérisé encore par de nombreux handicaps, notamment une dépendance quasi-absolue vis-à-vis de l'extérieur (importation de matières premières agricoles, d'équipements industriels, de technologies...) et une désarticulation forte de l'amont (agriculture) et de l'aval (industries) du système.

3- Cependant, de telles opportunités et perspectives favorables ne pourraient connaître, nous semble-t-il, un début de concrétisation qu'à la double condition que soit garantie la stabilité durable du cadre macroéconomique et que soit achevé le processus d'émancipation de la sphère économique vis-à-vis du politique.

Après un rappel nécessaire de la définition des IAA et des problèmes liés au repérage des branches et des produits qu'elles recouvrent(1), la vérification de nos hypothèses sera entamée par une interrogation sur le sens à donner à l'émergence du secteur des IAA en tant que secteur industriel «leader» dans un contexte où l'Etat a cessé, depuis la fin des années 1980, de jouer son rôle de principal investisseur et employeur dans l'économie(2). Il sera ensuite établi une liaison entre l'instabilité du cadre juridique et institutionnelle des entreprises agroalimentaires publiques d'une part, et la crise dans laquelle ce secteur semble être durablement installé, d'autre part(3). Enfin, le dernier point traitera de la dynamique de croissance du secteur privé et de la stratégie de partenariat qu'il met en oeuvre(4).

1- L'anachronisme de l'actuelle nomenclature des activités et produits (NAP).

Rappelons que, conventionnellement, les IAA regroupent l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est la transformation de matières agricoles au sens large (et accessoirement des matières biotechnologiques) pour la consommation alimentaire finale. Elles sont partie intégrante du système alimentaire qui comprend aussi les activités classées habituellement en agriculture, distribution alimentaire (transport, commerce, cafés–restaurants), mais aussi la production de moyens de production spécifiques fabriqués par d'autres secteurs: tracteurs, engrais, équipements industriels,...(L.Malassis, 1973). Elles comportent plusieurs filières de fabrication fortement hétérogènes allant de la transformation des végétaux à l'abattage de volailles, la fabrication de fromages, l'embouteillage d'eaux minérales, etc... (J.F Audroing, 1995).

Les entreprises classées dans ces industries sont celles réalisant plus de 50% de leur chiffre d'affaires dans la production de denrées alimentaires. Leur identification précise et leur classification parmi les différentes filières des IAA supposent donc une bonne connaissance de la totalité de leurs activités. La difficulté pour y parvenir augmentera à mesure que ces entreprises se développent et se diversifient. Ceci souligne la nécessité d'une couverture statistique correcte de l'ensemble des activités industrielles nationales, ce qui n'est pas encore le cas en Algérie.

Un autre problème important est celui du repérage des différents produits et groupes de produits saisis par les statistiques officielles comme appartenant aux IAA. La nomenclature en vigueur à ce jour (la Nomenclature des Activités et Produits - NAP) est très ancienne puisqu'elle est empruntée à la nomenclature française des activités et produits datant de 1973. Elle n'est ni adaptée à l'évolution des habitudes de consommation et des structures de production en Algérie, ni compatible avec les normes internationales conçues pour faciliter les comparaisons. Contre toute logique, des produits non alimentaires y figurent (tabacs et allumettes - NAPR 53) alors que des produits alimentaires aujourd'hui en plein essor y sont exclus et classés parmi les produits agricoles (huiles d'olives et vins).

Une nouvelle nomenclature des activités, dite Nomenclature Algérienne des Activités (NAA), vient d'être finalisée par les services de l'ONS. Inspirée de celles en usage dans les autres pays maghrébins et dans les pays de l'Union européenne, son mérite est d'avoir levé les insuffisances mentionnées plus haut concernant les IAA. Mais sa mise en oeuvre demeure encore tributaire de mesures de validation officielle (décret d'abrogation de la NAP et nouveau décret d'application de la NAA) qui tardent à venir. Elle est aussi bloquée pour des considérations techniques liées à l'absence de travaux intermédiaires indispensables comme l'élaboration d'une Table de passage entre les deux nomenclatures.

Pourtant, l'application effective de cette nouvelle nomenclature revêt un caractère urgent dans la mesure où cela permet aux analystes comme aux décideurs d'accéder à une meilleure connaissance des structures de l'économie nationale. Il est évident qu'en l'absence d'un tel instrument, la connaissance qualitative et chiffrée du poids réel du secteur des IAA, des flux économiques et financiers qui le caractérisent et des acteurs qui l'animent, ne peut être qu'approximative. Du reste, cette carence vient compliquer les difficultés bien connues en Algérie à mobiliser des statistiques complètes et fiables sur les différents secteurs d'activité. Il faut donc garder à l'esprit que les données actuelles concernant le secteur (et que nous utilisons dans ce travail) sont à relativiser fortement et ne peuvent autoriser des conclusions et des extrapolations hâtives.

2- La reconfiguration industrielle en faveur des IAA.

En termes de mutations structurelles lourdes, un tournant est pris au cours de la seconde moitié des années 1990. En effet, la crise économique durable, qui renvoie en tout premier lieu à l'échec consommé du modèle d'industrialisation adopté dans les années 1970, s'est accompagnée au cours de cette période d'un réajustement des structures industrielles au profit des industries agroalimentaires, dont la dynamique de croissance est portée par un secteur privé en pleine expansion.

2.1- Il est aujourd'hui avéré que ni les plans de développement successifs entre 1966 et 1978 qui accordaient la priorité absolue au secteur industriel, ni les nombreuses tentatives de réforme et de restructuration lancées dans les années 1980 et 1990, n'ont permis une élévation conséquente du niveau de performance de l'économie par la voie de l'industrialisation et de la modernisation. Contrairement à ce qui a pu être observé dans l'évolution des économies modernes, au Nord comme au Sud, le secteur industriel hors hydrocarbures (ou secteur manufacturier proprement dit) a exercé peu d'effets d'entraînement positifs sur le reste de l'économie algérienne. L'examen de l'importance économique de ce secteur à travers les indicateurs usuels témoigne de cette évolution négative. L'industrie manufacturière a systématiquement été devancée par les secteurs des hydrocarbures, des services au sens large, des BTP, et souvent même de l'agriculture. La dernière décennie (1989-1999) a été marquée par une chute significative de son indice de production comparativement aux indices enregistrés par les secteurs

des hydrocarbures et de l'énergie qui apparaissent ainsi comme des «îlots de croissance» dans une économie en crise (tableau 1):

**Tableau 1 : Indice de la production industrielle de 1989 à 1999
(base 100 en 1989)**

Secteurs d'activité	1989	1996	1999
Indice général	100	81.4	85.6
Industrie hors hydr	100	74.0	77.3
Energie	100	138.3	152.7
Hydrocarbures	100	113.2	121.6

Source: *Données statistiques - n°289 - ONS - 1999 - cité par A. Bouyacoub (2001- p.191)*

Il faut relever par ailleurs que l'industrie hors hydrocarbures n'a pu se doter, au cours de son histoire plus que trentenaire, ni d'une tradition dans les exportations (alors qu'elle est massivement importatrice de produits de base et de biens d'équipement), ni dans l'investissement à l'étranger. Enfin, jusqu'à une date très récente, les flux d'investissements étrangers en direction d secteur étaient complètement inexistant. Ceci renseigne sur le faible degré de «maturité» de l'industrie manufacturière nationale et sur son orientation vers le seul marché domestique. Ces handicaps structurels ont pesé lourdement sur la croissance des autres secteurs, notamment l'agriculture, qui auraient pu bénéficier des externalités positives de la croissance industrielle et stimuler, à leur tour, cette dernière **(1)**.

Au total, l'Algérie conserve encore aujourd'hui les traits d'une économie globalement sous industrialisée. Ses capacités technologiques sont particulièrement faibles au regard de ses potentialités et en comparaison avec les niveaux atteints par les pays méditerranéens voisins comme le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, ou encore la Turquie. Cette situation n'est pas étrangère à la logique rentière suivie par les pouvoirs publics préoccupés davantage par la valorisation des hydrocarbures et la captation des recettes procurées par leur vente sur les marchés extérieurs que par le développement économique global. Aujourd'hui, il est clair que l'inachèvement de l'industrialisation rend plus problématique encore la prise en charge des préoccupations nouvelles nées de la dynamique de l'économie mondiale passée déjà à l'ère post-industrielle, et de la confrontation brutale des entreprises algériennes à la concurrence externe.

2.2 Le deuxième fait d'importance est que la crise économique n'a pas frappé avec une égale intensité les divers secteurs industriels hors hydrocarbures et hors énergie. En effet, les IAA sont celles qui ont le mieux résisté à la crise. Alors que l'industrie lourde (les ISMME) a fortement régressé et que les industries dites manufacturières (textiles, cuirs et chaussures, bois, papier,...) se sont littéralement effondrées au cours de la dernière décennie, les IAA ont pratiquement retrouvé, à la fin des années 90, leur niveau de production de 1989 (A. Bouyacoub-2001). Surtout, elles ne cessent de renforcer leur poids relatif déjà traditionnellement élevé en terme de chiffre d'affaires et d'emplois. Depuis 1994, leur part dans la production brute a en effet littéralement «explosé» et l'écart ne cesse de se creuser par rapport aux ISMME qui

sont leur poursuivant immédiat. Avec un produit brut de 460 Milliards de DA en 1999, elles couvrent pas moins de 56% de la production brute totale du secteur des industries hors hydrocarbures. La même prépondérance se retrouve pour la valeur ajoutée avec une valeur de 120.8 Milliards de DA et un taux de 41% de l'ensemble en 1999 contre tout juste 11% pour les ISMME. Du reste, ces écarts concernent à la fois le secteur industriel public et le secteur industriel privé. Ainsi, en 1999, la part des IAA publiques et privées dans l'industrie hors hydrocarbures représente respectivement 36.93% de la production brute et 26.64% de la valeur ajoutée pour le secteur public, 78.5% de la production brute et 71% de la valeur ajoutée pour le secteur privé(2). Enfin, si l'on intègre le poids très conséquent de l'agriculture, principal fournisseur potentiel des IAA, il apparaît que le «système agroalimentaire national» au sens strict (c'est-à-dire non compris les secteurs de la distribution, de la restauration, de l'agro-fourniture,...) est le secteur économique le plus important. Il égale pratiquement en importance le secteur des hydrocarbures en terme de valeur ajoutée et le dépasse largement en terme d'emplois.

Cette hiérarchisation nouvelle au profit des IAA mérite un commentaire: certes, il a été observé depuis les années 70 et dans tous les pays méditerranéens, au Nord comme au Sud, une progression de la part des IAA, au point où elles occupent souvent le premier rang dans le tissu industriel de ces pays. Ceci s'expliquerait par le fait qu'en période de crise, la fonction alimentaire (qui est une fonction de consommation essentielle pour les populations) se trouve beaucoup moins exposée à la baisse du pouvoir d'achat des ménages que ne le sont les autres postes de consommation (J.L. Rastoin - 1995). Mais cette prépondérance varie, selon le niveau d'industrialisation et le degré de diversification de l'activité industrielle, dans un intervalle très étroit compris entre 16 et 20% de la valeur ajoutée et entre 14 et 16% de l'emploi industriel global(3). Elle n'atteint nulle part ailleurs la proportion «écrasante» observée en Algérie. Dans ce dernier pays, il s'agit incontestablement d'une progression «par défaut» qui renvoie aux faibles progrès – de modernisation, de diversification, d'innovations technologiques- de l'entière économie algérienne par rapport aux performances enregistrées par beaucoup d'autres pays méditerranéens. Il y a aussi le fait que les IAA algériennes ont bénéficié d'une croissance de la demande alimentaire relativement plus élevée que celle dont ont bénéficié les IAA des autres pays méditerranéens: d'une part, la croissance très rapide de la population urbaine a joué en faveur d'une orientation marquée vers la consommation de produits alimentaires ayant subi une première transformation industrielle, même rudimentaire. D'autre part, les dépenses alimentaires déjà structurellement importantes, ont encore progressé et représentent aujourd'hui 56% des dépenses globales des ménages, c'est-à-dire un taux parmi les plus élevés en Méditerranée. Il semble que les produits alimentaires, notamment les produits de base comme la semoule, le lait, le sucre, et les huiles alimentaires ont acquis en Algérie le statut de «produits-refuge» sur lesquels se replie la majorité de la population confrontée à la chute de son pouvoir d'achat.

Il reste que le dynamisme -relatif- des IAA cache des disparités fortes, en terme de performances, entre les deux secteurs juridiques qui les composent.

2.3- Le troisième trait de l'évolution récente des IAA est, en effet, l'ascension apparemment irrésistible du secteur privé dont la progression tranche nettement avec l'immobilisme que subit la plupart des entreprises publiques.

Pour mieux apprécier cette évolution contrastée, il faut la situer dans le contexte macroéconomique de l'Algérie et s'appuyer sur les données de la comptabilité nationale. Celles-ci montrent qu'en dehors du secteur des hydrocarbures à prédominance publique (95,5% du chiffre d'affaires en 1998 sont réalisés par SONATRACH), le reste de l'économie connaît une dynamique de privatisation commencée déjà au début des années 80. C'est ainsi qu'en 1980, le secteur économique privé hors hydrocarbures réalisait 49% de la valeur ajoutée globale, pour passer ensuite à 62% en 1990, 66% en 1994 et 76% en 1998 (A.Bouyacoub-2002). Mais là encore, le secteur industriel est en retrait par rapport aux autres secteurs d'activité comme l'agriculture, les BTP, les transports et communication, le commerce et les services. Les entreprises publiques y prédominaient encore en 1999, en production et en valeur ajoutée: sur une production industrielle de 819,3 Milliards de DA, elles ont réalisé 439,6 Milliards de DA, soit 53,6% du total. De même, leur valeur ajoutée à la même date a été de 195 Milliards de DA sur 297,5 Milliards de DA, soit 65,5% de la valeur ajoutée globale du secteur industriel hors hydrocarbures (voir annexe 1).

Cette progression relativement « timide » du capital privé dans l'activité industrielle doit néanmoins être relativisée. Elle ne paraît pas devoir durer dans le temps si l'on en juge par le rythme de croissance plus élevé du secteur privé et sa montée en puissance au sein de l'industrie manufacturière. De ce point de vue, l'évolution des IAA anticipe déjà les configurations futures dans l'industrie nationale hors hydrocarbures. En effet, le secteur des IAA demeure marqué par les monopoles publics antérieurs dans la mesure où les entreprises publiques y dominent par leur taille dans chacune des grandes filières d'activité. Les cinq ERIAD dans la filière semoulerie-minoterie, GIPLAIT dans le lait et dérivés, ENCG dans les huiles de graines, ONCV, ENAJUC, ONAB,.... sont de véritables «groupes industriels» dont le chiffre d'affaires se compte aujourd'hui par dizaines de Milliards de DA et dont les effectifs tourneraient en moyenne autour de 3000 à 4000 travailleurs(4). Par contre, les entreprises privées les plus importantes (SIM, CEVITAL, DJURDJURA, IFRI, UNION-PECHE, etc...) sont pour la plupart des SARL dont le chiffre d'affaires ne dépasse guère les deux Milliards de DA et dont les effectifs employés sont de quelques dizaines de travailleurs. Cependant, les entreprises du secteur agroalimentaire privé semblent s'inscrire globalement dans une dynamique de croissance que le secteur public n'arrive pas à égaler :

Tableau n°2 : Part du secteur privé dans la production brute et la valeur ajoutée des IAA (%).

	1989	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Production brute	40	45	47	43	43	41	36	37	45	50	63
Valeur ajoutée	42	48	55	44	41	37	41	40	47	52	66

Source: Données de l'Office National des Statistiques, citées par S. Bédrani et F. Brabez (2000)

Après avoir subi très fortement les effets de la crise au cours de la période 1991-1996, elles ont accéléré leur croissance relative en 1997 jusqu'à dépasser le secteur public en 1998 et 1999 en terme de production brute et de valeur ajoutée. Cette évolution est d'ailleurs une tendance générale observable dans tous les pays du bassin méditerranéen où seule la Turquie conserve encore un secteur agroalimentaire étatique très important avec 22% des entreprises, 31% des emplois et 34% de la production totale du secteur (CIHEAM-2001).

Il faut bien voir que cette recomposition favorable au secteur privé s'est opérée sans qu'il n'y ait eu la moindre privatisation, totale ou partielle, d'entreprises publiques, du moins les plus importantes d'entre elles. Ceci confirme bien notre hypothèse de travail selon laquelle la transition vers l'économie de marché en Algérie s'analyse non pas en terme de privatisation des actifs des entreprises publiques, mais en terme d'ouverture graduelle de secteurs et de branches d'activités auparavant monopoles d'Etat, par le jeu de la concurrence.

Ainsi, le capital privé est le premier bénéficiaire de l'ouverture du secteur des IAA à la concurrence. Mettant à profit une politique active de soutien à l'investissement et un accès libre aux marchés extérieurs, il s'est doté ces dernières années de biens d'équipement récents et modernes. Dans le même temps, les entreprises publiques, souvent très endettées, n'arrivent plus à réaliser de nouveaux investissements pour le renouvellement de l'outil de production et l'extension de capacités productives installées pour l'essentiel depuis plus de vingt ans et devenues donc obsolètes. De plus, le secteur privé paraît plus réceptif aux techniques du management moderne et a même bénéficié de l'apport de personnels compétents venus du secteur public, ce qui a contribué à vider ce dernier secteur de ces cadres sans que cela ne résolve pour autant le sérieux problème de sur-effectif auquel il se heurte toujours. Enfin, la politique de partenariat avec des entreprises étrangères de l'agroalimentaire, lancée depuis deux ou trois années, concerne pour l'instant surtout le secteur privé.

Cette dualité de situation ouvre, bien évidemment, des perspectives d'avenir différentes pour les deux secteurs.

3- Un secteur public victime de l'absence de vision pour son avenir :

La prise de conscience de la nécessité de réformer en profondeur le secteur économique public date du début des années 1980. Mais ce n'est que dans la seconde moitié des années 1990 que cet impératif s'est réellement imposé aux responsables nationaux à la faveur des engagements d'ouverture et de libéralisation pris auprès des institutions financières internationales. Accompagnant les changements institutionnels et législatifs amorcés depuis les réformes de 1988-1989, la

restructuration industrielle avait pour objectif explicite «la mise à niveau» des entreprises publiques et, au-delà, la construction d'un secteur performant et compétitif. Cette objectif est d'autant plus stratégique qu'il concerne des entreprises largement prédominantes dans leur branche respective et bénéficiant de l'essentiel des ressources budgétaires affectées au développement. Pourtant, les mesures prises et les dispositifs mis en place par les nombreux gouvernements qui se sont succédés au cours de la période pour concrétiser cet objectif ont toujours été en deçà des attentes. Pléthoriques, incohérents et souvent même contradictoires, ils illustrent bien la difficulté pour les pouvoirs publics et les autres acteurs en présence (syndicats, patronat, dirigeants d'entreprise,...) à s'accorder sur un contenu précis de la restructuration industrielle du secteur public, notamment dans le domaine des IAA.

3.1- Dès 1988, les lois sur l'autonomie des EPE (entreprises publiques économiques) énoncent le principe de l'émancipation de la sphère économique vis-à-vis de l'Etat, c'est-à-dire l'abandon de la régulation administrative de l'économie au profit des règles strictes du marché jugées plus efficaces. Elles reconnaissent aux dirigeants des EPE la liberté totale de définir leur stratégie en considération des seuls intérêts de l'entreprise. Pour concrétiser cette nouvelle orientation, il a été décidé la création de huit Fonds de participation, sociétés par action gérées par un Conseil d'administration dont les membres (de 5 à 9) sont désignés par le gouvernement pour une période de cinq années renouvelables. C'est ainsi que le Fonds de participation des IAA a eu à gérer les capitaux des principales entreprises du secteur. Mais rapidement, il était apparu que ces structures avaient été conçues comme de simples agents fiduciaires de l'Etat, sans réelle autonomie et sans grande liberté d'action. Elles n'avaient, entre autres, aucune possibilité de céder à des tiers les actifs qu'elles géraient ou de décider de la dissolution des entreprises.

3.2- L'ordonnance 15.25 du 06.10.1995 relative à «la gestion des capitaux marchands de l'Etat» dissout les huit Fonds de participation et les remplace par onze(11) Holdings publiques (auxquelles viendront s'ajouter cinq Holdings régionales) désormais gérées non plus par un Conseil d'administration, mais par un Directoire, sous le contrôle d'un Conseil de surveillance. Ces deux derniers organes sont nommés par l'Assemblée générale pour une période de six ans. Chaque Holding regroupe des EPE opérant dans des branches d'activité homogènes. Ainsi, le Fonds de participation des IAA a été scindé en deux Holdings distinctes, la Holding agroalimentaire de base (HAAB) et la Holding agroalimentaire divers (Agrodiv), dont la répartition des portefeuilles d'entreprises est donnée en annexe 2. Surtout, l'ordonnance crée un Conseil national des participations de l'Etat (CNPE) chargé de l'orientation et de la coordination des activités des Holdings. Placé sous l'autorité du Chef de gouvernement qui en assure la présidence, ce Conseil est doté d'un Secrétariat technique permanent dirigé par un «Délégué aux participations de l'Etat».

Le fonctionnement concret de ces institutions montre que les Holdings et, a fortiori les entreprises, se trouvent dessaisies des décisions les

plus importantes concernant la restructuration industrielle.. Elles ne sont que de simples organes d'exécution des décisions du CNPE, qu'il s'agisse de la nomination de leurs dirigeants, des plans de développement arrêtés ou des plans de privatisation totale ou partielle envisagés. Ainsi, le droit reconnu par la loi aux Holdings de pouvoir vendre et acheter des actifs ou de décider de la dissolution des entreprises s'est avéré purement formel.

Le fait marquant au cours de cette période est justement le type de restructuration des EPE que le Ministère de l'industrie et de la restructuration (MIR) a fait adopter par le CNPE en 1996 et que les Holdings étaient chargées de mettre en application. Un même «schéma directeur» de restructuration est proposé pour toutes les entreprises publiques du secteur industriel. Il comporte un «plan de redressement interne» visant d'abord la préservation de l'outil de production. Au delà, la volonté affichée est de préparer les EPE à affronter la montée de la concurrence et de la démonopolisation rendues possibles par le désengagement progressif de l'Etat de la sphère économique.

Deux lignes de force émergent de cette orientation générale de la restructuration:

- D'abord, la modification de la structure interne de toutes les grandes EPE par la filialisation, les filiales étant «des structures opérationnelles autonomes et pouvant revêtir plusieurs formes juridiques: SPA, SARL, EURL,...» selon le code de commerce algérien. Regroupant un certain nombre d'unités de production, les filiales sont réunies au sein de maisons-mères (appelées Groupes industriels) qui détiennent généralement 100% de leurs actions. Le mode de direction des filiales s'apparentent à la structure des sociétés anonymes classiques, avec un PDG et un Conseil d'administration. Mais pour les groupes industriels, l'organisation classique coexiste avec un autre type d'organisation moins fréquent fondé sur une direction collégiale (un Directoire de trois membres et un Conseil de surveillance).

Comme dans les pays avancés, le choix de la filialisation est justifié par la possibilité qu'elle permet de distinguer entre les unités viables et non viables, de faciliter l'évaluation de leurs actifs et de permettre la vente de certaines d'entre elles à des conditions avantageuses pour le Groupe. Autrement dit, la filialisation aurait été conçue comme l'antichambre de la privatisation des EPE, laquelle privatisation est quasiment perçue comme la clef de la relance économique. Or, nous avons précisé précédemment que la privatisation, sous quelque forme que ce soit, n'a concerné à ce jour aucune des grandes entreprises publiques, du moins dans le secteur des IAA. Même l'ouverture, si souvent évoquée, du capital de l'entreprise d' ERIAD-Sétif (semoulerie-minoterie) ne correspond pas à une privatisation à proprement parler puisque l'acquisition de 20% de son capital social a été principalement le fait des... banques publiques.

- La deuxième ligne de force de la restructuration est le choix opéré en faveur d'une simplification de l'activité des entreprises par le moyen d'un «recentrage sur le métier de base». Il s'agit là d'une orientation à

laquelle sont soumises indistinctement toutes les entreprises industrielles publiques. Elle ne procède pas d'un choix stratégique dicté par le souci d'améliorer la position concurrentielle de l'entreprise, mais de la volonté d'en assurer la survie par le délestage de toutes les activités considérées comme secondaires et peu maîtrisées par l'entreprise (entreposage, transport, distribution, oeuvres sociales,...). Dans les faits, cette mesure a quand même permis d'alléger le poids des sureffectifs des entreprises publiques en cédant aux travailleurs toutes les activités périphériques (par exemple les points de vente aux consommateurs) selon la formule dite de l'essaimage.

La lenteur et les hésitations qui ont caractérisé la conduite de ces opérations de restructuration sont particulièrement frappantes. Il faut se rappeler en effet que la création du CNPE et des Holdings, fers de lance de la restructuration, date de Septembre 1995. Or, la filialisation dans le secteur des IAA n'a effectivement démarré qu'au cours du troisième trimestre 1997, en même temps que la publication par le CNPE d'une liste- jamais appliquée- des entreprises agroalimentaires à privatiser (21 Septembre 1997) et après amendement de la loi sur la privatisation en Mars 1997.

3.3- En Juin 2000, une nouvelle organisation des entreprises publiques économiques voit le jour, avec la réduction du nombre de Holdings nationales de 11 à 5 et la désignation, à la tête de chacune de ces nouvelles Holdings, d'un Directeur général unique à la place des anciens Directoires. Ainsi, les entreprises agroalimentaires publiques connaissent une nouvelle recombinaison institutionnelle avec la création de la Holding Agroman regroupant la HAAB et Agrodiv, mais aussi l'ancienne Holding manufacturière (cf. annexes 3 et 4). Cette nouvelle mesure est présentée comme répondant au souci de rationalisation de l'action des responsables chargés de conduire la restructuration industrielle. Elle garantirait l'exécution rapide et efficace des décisions prises au sein du CNPE. En fait, il faut y voir l'expression de la fin d'un compromis entre les principaux acteurs du secteur industriel public et le retour à une concentration plus forte du pouvoir économique dans ce secteur.

3.4- Enfin, récemment (Août 2001), une ordonnance portant "organisation, gestion et privatisation des entreprises publiques économiques" (ordonnance n°01-04 du 20-08-2001) est adoptée dans le but explicite de mettre fin aux blocages de la restructuration industrielle et d'y encourager l'investissement productif. Elle se propose d'en finir avec la multiplicité des centres de décision, avec les chevauchements de prérogatives issus de l'existence d'organes et de textes concurrents et avec la lourdeur des procédures bureaucratiques qui ont caractérisé les anciens schémas. L'ordonnance procéderait ainsi d'une volonté politique de lever les contraintes légales et réglementaires qui entravent l'acte d'investir et de restituer le pouvoir de gestion aux managers des EPE qui deviendraient ainsi des centres de décision autonomes.

Pour atteindre cet objectif, il a été décidé la fusion en un seul texte de

l'ordonnance du 06.11.1995 relative à la gestion des capitaux

marchands de l'Etat et de l'ordonnance du 26.08.1995 portant privatisation des EPE. Cette mesure est accompagnée de la dissolution de tous les organes mis en place par les anciennes ordonnances (Holdings, CNPE, Secrétariat technique permanent, Délégué aux participations de l'Etat, Conseil de privatisation,...). Leurs prérogatives reviennent désormais à un Conseil des participations de l'Etat (CPE) présidé par le chef du gouvernement et chargé des missions "d'orientations stratégiques et politiques" selon les termes de l'ordonnance. Le secrétariat du CPE sera assuré par un Ministère de la participation et de la coordination des réformes (MPCR) aux attributions renforcées puisqu'il aura en charge la préparation de tous les décrets exécutifs organisant le secteur industriel public(5).

Dans cette nouvelle architecture, la gestion du portefeuille de la majorité des EPE industrielles et commerciales pour le compte de l'Etat a été confiée à 28 "Sociétés de gestion des participations "(SGP), conçues elles-mêmes comme des sociétés par actions encadrées chacune par un Directoire de trois membres. Leur mission n'est pas éloignée de celle dévolue aux ex-Holdings puisqu'elles ont la charge de mettre en oeuvre des plans de redressement, de développement et de privatisation des EPE en portefeuille appartenant à la même filière(6).

Retour implicite aux Fonds de participation, c'est-à-dire à la case-départ? Démultiplication des Holdings nationales qui passent de 5 à 28? Le fait est que l'histoire des EPE depuis le lancement des réformes en 1988-89 est marquée de tâtonnements institutionnels très coûteux en argent et en temps, portés par des programmes d'action variant d'un gouvernement à un autre, et dont le dénominateur commun est l'absence d'une stratégie industrielle et d'un projet cohérent à long terme. Ces programmes ne pouvaient donc constituer une réponse sérieuse à la dégradation régulière de la situation des EPE et ne pouvaient converger vers l'amélioration durable de leurs performances. Surtout, la question de l'autonomie des EPE reste encore posée, plus de dix années après la promulgation des premiers textes sur les réformes. On ne peut pousser à la centralisation de la décision au profit de l'Administration centrale (ici le CPE et le MPCR) et revendiquer dans le même temps l'autonomie de gestion des EPE et la libération des initiatives de leurs gestionnaires. Si l'on définit la restructuration industrielle comme un processus qui transforme l'EPE en agent économique s'organisant et fonctionnant selon les signaux du marché et non selon les injonctions politico-administratives, force est de constater que ce processus demeure encore inachevé: les dirigeants y sont désignés par l'Administration centrale, en considération des clientélismes davantage qu'en considération de leurs compétences. Ceci explique en grande partie la déficience managériale dont souffrent les EPE. Au delà des modalités de désignation des dirigeants, les EPE subissent la persistance d'ingérences permanentes des tutelles directes et indirectes, les décisions les plus importantes devant engager leur avenir étant soumises systématiquement à l'accord préalable du CNP(7). Il s'agit là d'un handicap de taille pour des entreprises publiques insérées de plus en plus dans un environnement mondialisé

où la «démocratie d'entreprise» (stocks options, participation des travailleurs au capital social,...) devient désormais une réalité.

4- Un secteur privé entre ambition et contraintes.

Sous la poussée de l'explosion de ses investissements à partir de 1996 (alors que l'investissement public recule dans le même temps), le secteur agroalimentaire privé connaît une évolution remarquable depuis une dizaine d'années. Celle-ci paraît devoir s'accélérer pour les années à venir. Elle se manifeste par l'émergence d'un tissu dense de PME dynamiques dans des filières auparavant monopolisées ou dominées par les entreprises publiques. Qu'il s'agisse de la semoulerie-minoterie, des corps gras, du lait et produits laitiers, des boissons, etc..., le privé tend à investir des créneaux de la première transformation dont il était quasiment exclu depuis les années 1970, de sorte que toutes les filières sont désormais ouvertes à la concurrence interne et externe.

Même si l'absence de données chiffrées fiables et complètes empêche de mesurer précisément le poids de chacun des deux secteurs juridiques pour tous les produits et groupes de produits(8), il est possible de relever que la domination du privé est désormais acquise dans de nombreux créneaux. Il s'agit notamment des produits laitiers avec Djurdjura, leader national de la filière avec une estimation de 60% du marché national des yaourts, crème-desserts, fromages, mais aussi d'autres entreprises comme Tchir-Lait, Soummam, Trèfle,... C'est le cas aussi des boissons gazeuses, eaux minérales et bières avec ABC-Pepsi-Cola (Groupe MEHRI), Fruitai-Coca-cola (Groupe Athmani), Hamoud Boualem, Vitajus, Flash, Ifri, Sidi Lekbir(9). Enfin, l'entreprise CEVITAL tend aussi à dominer la branche des corps gras dans laquelle elle opère. Même dans la semoulerie-minoterie et pâtes alimentaires, les produits des ERIAD sont confrontés - et le seront de plus en plus- à une rude concurrence avec la montée en puissance de la SIM (semoulerie-minoterie industrielle de la Mitidja), de la SOSEMIE (S.M de Beni Mered), des Moulins du Sahel de Zéralda, de Mehbouba (S.M et pâtes alimentaires de Annaba),... Les créneaux de la pêche (Union - Pêche, filiale de Union Bank, Carex Agro-Bio,...) et de la conserverie d'agrumes et jus de fruits (NCA- Rouiba) sont également objets d'intérêt de la part d'opérateurs privés. Enfin, des « produits du terroir» comme le vin et les huiles d'olives sont en voie de réhabilitation et d'autres se développent pour la première fois. Ainsi, la SARL CK Fleisch, établie à Akbou, se spécialise dans les produits à base de viandes blanches et rouges très appréciés des consommateurs.

On le voit bien: une classe d'entrepreneurs dynamiques se constitue et renforce peu à peu sa base matérielle et son pouvoir(10). Son ambition est de «capter», grâce à une stratégie d'import-substitution, «une rente» dont l'importance équivaut aux 2.5 milliards de dollars US d'importations annuelles de produits alimentaires. Mais elle cherche aussi à investir le créneau des exportations à chaque fois que la réglementation des échanges internationaux des produits agroalimentaires le permet.

Libérés en grande partie de l'emprise du politique et de l'idéologie depuis l'avènement de l'économie de marché, les opérateurs privés

exploitent au mieux les dispositifs institutionnels comme l'APSI (Agence pour la Promotion et le Soutien de l'Investissement) et l'ANSEJ (Agence de Soutien de l'Emploi des Jeunes) mis en place par les pouvoirs publics pour encourager les PME-PMI. Ils mettent à profit également la récente «Ordonnance portant développement de l'investissement» qui remplace l'ancien code des investissements, crée une Agence Nationale du Développement des Investissements (ANDI) et un Conseil National de l'Investissement (CNI), prévoit un régime général d'avantages pour les investissements courants et un régime dérogatoire pour certaines activités définies par le CNI(11). De plus, les entreprises privées pourront prendre appui sur la récente Loi d'orientation des PME-PMI adoptée à la suite de la signature par l'Algérie, en juin 2000, de la Charte de Bologne sur les PME. Enfin, elles attendent beaucoup des mesures de soutien, de mise à niveau et de modernisation prévues par l'Accord d'association avec l'Union européenne.

Par rapport aux décennies antérieures, le secteur privé se manifeste aussi par sa volonté d'être présent à tous les niveaux où se prennent les décisions engageant son avenir. De nombreux syndicats patronaux ont vu le jour à cet effet: la Confédération National du Patronat Algérien (CNPA), la Confédération des Opérateurs Economiques Algériens (CGOEA), la Confédération des Industriels et Producteurs Algériens (CIPA), ou encore le Forum des chefs d'entreprise (créée en décembre 2002), association qui se veut une force de propositions pour la «construction d'un espace national de dialogue et de concertation avec l'ensemble des acteurs et partenaires économiques et sociaux».

D'autres associations de même type mais d'envergure régionale poursuivent le même objectif . Tel est le cas du Club des Entrepreneurs de la Mitidja (CEIMI) né en mai 2001: groupe patronal régional, sa vocation est d'être un partenaire incontournable des autorités locales et centrales pour l'élaboration des textes de loi, l'octroi d'avantages incitatifs à l'exportation, la protection contre la concurrence déloyale.

Enfin, le opérateurs privés s'organisent de plus en plus par filières pour une défense concrète et ciblée de leurs intérêts particuliers: Association des Meuniers Algériens (AMAL), Association des Conserveurs et Transformateurs de tomate (ACTIM), Association des producteurs de lait, etc...

Dans sa recherche de l'excellence dans le savoir-faire, la qualité des produits, la prospection des marchés, le secteur privé privilégie une stratégie de partenariat comme facteur d'attractivité de technologies nouvelles et de capitaux nouveaux, d'élargissement des parts de marché et d'intégration de nouvelles méthodes de management.

Un point de situation sur les opérations de partenariat avec les firmes étrangères montre que les contrats les plus nombreux et le plus importants sont ceux concernant les secteurs de la chimie-pharmacie et de l'agroalimentaire (H.Amer-Yahia, 2001). Dans ce dernier secteur, on observe encore une fois que ce sont les entreprises privées qui contribuent le plus à la dynamique partenariale.

Les premiers contrats ont été conclus avec les firmes agroalimentaires les plus prestigieuses et dans pratiquement toutes les filières. Deux exemples méritent d'être cités : dans la filière lait, si la firme NESTLE a choisi jusqu'à maintenant de privilégier une présence à travers l'exportation de ses produits en Algérie (laits Gloria, Régilait et France-lait, Nescafé, chocolats instantanés Nesquick et Miko,...), ses concurrents français ont préféré le partenariat en joint-venture (cas de Danone avec Djurdjura) ou en contrat de franchise (cas de Candia avec Tchinq-lait et de SODIAAL avec le groupe Yahiaoui). Dans la filière des corps gras, le géant néerlandais de l'agroalimentaire et des détergents UNILEVER(12) est en partenariat avec CEVITAL pour la création d'une margarinerie (UNICEVITALE) et d'une usine de détergents (UNIVITALE).

Le secteur public enregistre aussi quelques exemples réussis- rares il est vrai- de partenariat. C'est le cas de l'ONAB (Office national des aliments du bétail) qui a créé une société mixte de production et de commercialisation de produits vétérinaires avec le groupe PFIZER. C'est aussi le cas de l'ONCV (Office National de Commercialisation des Vins) en partenariat, entre autres, avec DVM (plus grand importateur français de vins algériens en bouteilles depuis 20 ans) autour d'un vignoble de 100 hectares à Tlemcen, et avec des opérateurs Sud-Africains à Mascara (vignoble de 50 hectares). Mais le secteur public enregistre aussi quelques échecs notables en la matière. Ainsi, l'avortement des négociations pour la prise de participations de la firme française CASTEL dans le capital de GBA, ou l'échec de l'accord de partenariat de ENCG (Entreprise Nationale des Corps Gras) avec le groupe saoudien SAVOLA ont été largement médiatisés. Il semble bien que, dans ce domaine aussi, les perspectives de partenariat sont largement plus ouvertes pour le secteur privé.

Toutes ces manifestations du dynamisme relatif des entreprises agroalimentaires privées sont accompagnées, cependant, de l'apparition de nombreux problèmes, d'obstacles, de contraintes qui limitent leur expansion et risquent, à terme, de freiner sérieusement la dynamique de croissance de ces entreprises. En effet, certaines filières comme la semoulerie-minoterie ou les boissons et eaux minérales s'acheminent déjà vers le surinvestissement et la surproduction en raison de l'arrivée sur le marché, chaque année, de nombreux nouveaux producteurs-opérateurs. D'autres filières comme les produits laitiers ou les huiles végétales risquent, et pour les mêmes causes, de se heurter au même problème. Autrement dit, les lois de la concurrence commencent déjà à produire leurs effets. Au niveau micro-économique, ne subsisteront à terme que les entreprises les plus performantes et les plus compétitives, ayant une grande capacité d'adaptation aux signaux du marché. L'économie agroalimentaire nationale entre désormais de plain-pied dans la phase classique de restructurations économiques et financières marchandes, avec l'apparition de phénomènes bien connus de concentrations -fusions- absorptions, de disparitions d'entreprises, de redéploiements stratégiques,... C'est dire que la responsabilité macro-économique des pouvoirs publics est aussi engagée à travers leur capacité de régulation des marchés des produits agroalimentaires.

En guise de conclusion :

Nous avons proposé, dans ce travail, une interprétation des mutations en cours dans le secteur des industries agroalimentaires et tenté d'en dégager quelques perspectives dans un futur proche.

Il nous est apparu, en premier lieu, que l'impasse dans laquelle se trouve le secteur public est à relier aux immenses enjeux de pouvoir dont ce secteur continue à être le foyer: son contrôle permet encore d'accéder à des rentes et à des privilèges qui expliquent l'opposition forte à sa soumission totale aux règles de l'économie de marché de la part de tous ceux qui en bénéficient. Mais ces résistances au changement s'apparentent à un combat d'arrière-garde dans un contexte de libéralisation inéluctable imposée par la mondialisation. De ce point de vue, la question du maintien en l'état des actifs des entreprises agroalimentaires publiques ou de leur privatisation n'est plus, à notre sens, une question déterminante pour l'avenir. Même si la tendance est à la gestion de l'économie par des agents privés, locaux et étrangers, rien n'exclut a priori la présence du secteur public dans le champ de l'activité marchande, pourvu qu'il soit libéré des multiples contraintes bureaucratiques et que soit réhabilitée la notion de service public. Autrement dit, le statut juridique des entreprises agroalimentaires importe peu et seul comptera, dans l'avenir, leur capacité d'adaptation à la concurrence interne et externe.

Le deuxième point de conclusion est que l'Algérie est confrontée au défi de sortir du modèle agroalimentaire traditionnel, qualifié de modèle agro-importateur net (R. Perez-992), et de construire un système agroalimentaire performant pouvant à la fois réduire l'écart grandissant entre les besoins et les capacités internes de production, garantir une sécurité alimentaire minimale à la majorité de la population, et dégager des surplus à l'exportation. Ce système devrait s'appuyer forcément sur une agriculture et un appareil de transformation et de conditionnement compétitifs, mais aussi sur une logistique efficace de financement, de recherche, d'organisation et de prospection des marchés,... Or, un tel «défi alimentaire» est bien difficile à relever tant les atouts à faire valoir sont limités, en comparaison de ceux dont disposent les puissances agroalimentaires du bassin méditerranéen (France, Italie, Espagne,) mais aussi d'autres pays maghrébins et arabes concurrents de l'Algérie. Ainsi, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte,... ont des agricultures beaucoup moins déstructurées et leurs exportations enregistrent des performances indéniables pour certains produits pour lesquels ils ont pourtant de sérieux compétiteurs sur les marchés européens. Dans aucun de ces pays, le lien reliant l'agriculture et les industries d'amont et d'aval locales n'est aussi mince, la recherche-développement et l'innovation aussi faibles, la maîtrise de la qualité aussi fragile. C'est dire la profondeur et l'urgence du problème de la mise à niveau des entreprises afin de combler rapidement le différentiel de compétitivité existant entre l'Algérie et ses partenaires méditerranéens dans le domaine agroalimentaire.

L'accord d'association avec l'UE, signé officiellement à Valence en Avril 2001, peut-il ouvrir la voie à cette mise à niveau des entreprises

agroalimentaires? Loin d'être une fin en soi, cet accord constitue—tout comme l'adhésion à l'OMC— une opportunité qu'il revient aux responsables algériens de saisir en préparant au mieux l'échéance de 2010 par une bonne gestion et un bon suivi des dispositifs prévus à cet effet. Il s'agit en premier lieu de conduire à son terme le toilettage de l'environnement économique afin de créer un cadre attractif pour l'investissement national et étranger. La création d'un marché financier, l'aménagement de zones industrielles d'accueil des investissements, la mise en place des infrastructures d'accompagnement (routes, banques, assurances,...) peuvent contribuer à tirer le meilleur profit possible des soutiens financiers destinés aux PME. Ces mesures favoriseraient certainement le rattrapage et la convergence avec les économies européennes, objectifs explicitement énoncés dans les «Principes de Barcelone».

Il s'agit ensuite, pour les pouvoirs publics et en concertation avec les partenaires sociaux, de procéder à une évaluation précise de l'impact des réformes tarifaires introduites par la loi de finances complémentaire de 2001. L'exigence de protection minimale de l'économie (et donc l'exigence d'encadrement du commerce extérieur) impose une révision de ces réformes à chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Enfin, et surtout, l'ouverture plus grande devrait conduire l'Algérie à affirmer davantage sa spécialisation agricole et agroalimentaire par la promotion de produits à avantages comparatifs avérés: dattes, vins, huiles d'olives, produits maraîchers primeurs, agrumes, viandes ovines, ... Une réflexion approfondie devrait mobiliser experts et professionnels autour de cette question. Il leur revient, d'une part, d'identifier, à la lumière des développements théoriques récents, les nouvelles bases de la spécialisation internationale pour un pays en développement comme l'Algérie. D'autre part, il s'agit de savoir si la spécialisation envisagée peut se concevoir encore dans un cadre strictement national au risque d'avoir à affronter la concurrence des produits méditerranéens de même type, mais cultivés et transformés dans des conditions de coûts et de qualité plus avantageuses. Ne vaudrait-il pas mieux rechercher dès à présent des complémentarités entre les systèmes agroalimentaires nationaux dans le cadre de l'intégration régionale, au moins à l'échelle du Maghreb?

Références bibliographiques

Banque mondiale., 2000/2001. Rapport sur le développement dans le monde.

Bédrani S. & Brabez F., 2002. «Les stratégies des acteurs du système agro-alimentaire face à l'intégration euro-méditerranéenne» *In Les cahiers du CREAD* n° 61.

Bouchakour R. 2002. *Les investissements agro-alimentaires dans le cadre de l'APSI: cas de la wilaya de Blida*, Mémoire de Magister en

sciences agronomiques - INA El Harrach.

Boukella M., 2001. «Restructuration et développement: le cas des IAA en Algérie», *In Les Cahiers du CREAD n°45-3^e trimestre.*

Bouyacoub A., 2001. «Entreprises publiques, ajustement structurel et privatisation», *In Monnaie, prix et ajustement - Les Cahiers du CREAD-n°57-3^e trimestre.*

Bouyacoub A., 2001. *Les politiques industrielles : état des lieux et perspectives*, in *Où va l'Algérie?* ouvrage collectif sous la direction de Mahiou A et Henri J.P- Khartala IREMAM - Pris-Aix-en-Provence.

Rastoin J.L., 2000. «Une brève histoire économique de l'industrie alimentaire» *In Economie Rurale – n° 255-256.*

Rastoin J.L., 1995. «Dynamique du système alimentaire français», *In Economie et Gestion agroalimentaires- France- n°36.*

CIHEAM., 2000 et 2001. Développement et politiques agroalimentaires dans la région méditerranéenne, *rapports annuels.*

ANNEXE - 1 -

Tableau 1 : Evolution de la production brute par secteur d'activité 1991-1999 (en millions de DA)

	1991	1994	1995	1996	1997	1988	1999
Eau et énergie.	11525	23553	32416	40780	49726	58013	64212
Mines et carrières	3504	5010	6854	7798	7903	9192	8118
ISMIME.	58709	81296	107762	93442	75532	80193	88722
Mat. construction.	13425	25395	34926	40951	41406	48646	41802
Chimie, caoutchouc, plastique.	18967	28722	33719	34299	39290	42038	42764
Agro.alim.	40225	115241	183161	208147	304121	384454	460264
Tex, bonnet. confection.	17036	20122	21804	23522	26651	37019	50229
Cuirs, Chaussures	4962	5975	5736	5368	2510	3107	3229
bois, liège, papier	11532	16916	24428	22460	20921	23489	23708
Industries diverses	2210	2020	2140	2772	35493	35578	36260
Total	182095	233950	452946	479539	603553	721729	819308

Source : ONS: *l'activité industrielle. Séries statistiques - E, n°95. 2000.*

Tableau 2 : Evolution de la production brute par secteur d'activité 1991-1999 (en pourcentage).

	1991	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Eau et énergie	6	7	7	9	8	8	8
Mines et carrières	2	2	2	2	1	1	1
ISMME	32	25	24	19	13	11	11
Mat. construction	7	8	8	9	7	7	5
Chimie, caoutchouc, plast.	10	9	7	7	7	6	5
Agro-alimentaire	22	36	40	43	50	53	56
Tex, bonnet, confection.	9	6	5	5	4	5	6
Cuir, chaussures.	3	2	1	1	0	0	0
Bois, liège, papier.	6	5	5	4	4	4	3
Industrie diverses	1	1	0	1	6	5	4
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source: ONS: l'activité industrielle. Séries statistiques - E, n°95. 2000.

Tableau 3 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur d'activité 1991-1999 (en million de DA).

	1991	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Eau et énergie	7873	13782	19301	24954	30710	35937	40037
Mines et carrières	2309	3223	4415	5051	4497	5117	4711
ISMME	31011	40309	48376	42368	27620	30207	33183
Mat. Construction	9021	16723	22923	26137	25276	28865	25265
Chimie, caoutchouc, plast	8850	13797	15852	15463	18477	19046	19743
Agro-alimentaire.	5614	39722	59391	46019	69964	87334	120892
Tex, bonnet, confection.	8429	7879	8727	7927	7100	9684	12588
Cuir, chaussures	2004	2482	2126	2074	1123	1372	1363
Bois, liège, papier	4893	7415	8707	7390	8653	9808	10151
Industrie diverses	962	911	861	1235	29011	29072	29640
Total	80866	146242	190689	178663	222113	256466	297573

Source: ONS: l'activité industrielle. Séries statistiques - E, n°95. 2000.

Tableau 4 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur d'activité 199 -1999 (en pourcentage).

	1991	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Eau et énergie	10	9	10	14	14	14	13
Mines et carrières	3	2	2	3	2	2	2
ISMME	38	28	25	24	12	12	11
Mat, construction.	11	11	12	15	11	11	8
Chimie, caoutchouc, Plast.	11	9	8	9	8	7	7
Agro-alimentaire	7	27	31	26	31	34	41
Tex, bonnet, confection.	10	5	5	4	3	4	4
Cuir, chaussures	2	2	1	1	1	1	0
Bois, liège, papier	6	5	5	4	4	4	3
Industrie diverses	1	1	0	1	13	11	10
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source: ONS: l'activité industrielle. Séries statistiques - E, n°95. 2000.

ANNEXE - 2 -

Liste de EPE dont les portefeuilles sont détenus par les deux Hholdings des industries agro-alimentaires en 1996.

EPE du Holding Agrodivers	EPE du Holding Agro-alimentaire de base
ORAC	ERRIAD ALGER
ORAVIE	ERLAD SETIF
ORAVIO	ERLAD TIARET
ORVE*	ERLAD SIDI BEL ABBES
ONDPA*	ERLAD CONSTANTINE
EMAL	ORLAC
EMIB	ORELAI
EMIS	OROLAI
ONCV	ENASUCRE
ENAJUC	ENCG
ENAFROID	SNTA
ECACT	
BNEDER	
ENAPAL*	
ONAB	

Source: Holdings agro-alimentaires - 1998

* NB: Entreprises dissoutes:

ANNEXE - 3 -

Reconfiguration des Holdings nationaux.

Holding AGROMAN	Holding Manufactures Holding Agro-Divers Holding Agro de Base
Holding SDMINES	Holding Siderurgie-Metal Holding Mines
Holding Chimie-Services	Holding Pharm-Chimie Holding Services
Holding RMC	Holding Réal-Grands Travaux Holding Batiment-Mat.Constr
Holding HOMELEC	Holding Mécanique Holding Heelit

Source : CNPE . 2001

ANNEXE - 4 -

Groupes constituant le portefeuille agroalimentaire du Holding AGROMAN

Groupes	Filiales
Filière céréales	
	7 filiales de production
Groupe ERIAD Sétif	1 filiale d'études et réalisation 1 filiale transport 1 filiale de développement agricole
Groupe ERIAD Constantine	9 sociétés de production 1 laboratoire central
Groupe ERIAD Tizet	7 filiales de trituration de blés et de production de pâtes
Groupe ERIAD Alger	6 filiales de production
Groupe ERIAD SBA	9 filiales de production
Filière lait et dérivés	
	19 filiales de production
Groupe GIPLAIT	La fromagerie/laiterie d'es-Senia est à l'état de projet en cours de réalisation sous la gestion d'une direction régionale (délégué de l'ouest)
Filière transformation végétale	
Groupe ENCG	5 filiales de production au niveau de l'ENCG
SNTA	Pas de filialisation pour la SNTA
Groupe ENASUCRE	3 filiales
Filière protéines animales	
Groupe ONAB	- 3 filiales avicoles (Groupe Avicole Est, Groupe Avicole Ouest et Groupe Avicole Centre) qui détiennent pour le compte de l'ONAB: 24 unités de production d'aliments de bétail (UAB); 27 EURL (filiales avicoles régionaux); et 3 Sociétés des Abattoirs (SAC, SAE, SAO), filiales des groupes avicoles régionaux totalisant 15 abattoirs. -2 unités de composés minéraux vitaminés en gestion directe par la société mère. - PASNA
Groupe SOTRACOV	8 EURL (SOCOV, LATRACO, CAZEL, Mag Sahel, SEYBOUSE ENTREPOSAGE, Mag Soummam, Mag Skikda, CPKD)
Groupe ORVO	3 filiales (Mag MOS, Mag Oran, Mag Beni Saf)
Filière jus et conserves	
Groupe ENAJUC	5 filiales
Filière boissons	
Groupe GBA	2 unités 10 filiales
Filière vitivinicole et services à l'agriculture	
	10 unités
Groupe ONCV	7 filiales (SAEX Ouest, SAEX Centre, SAGRODEV, SOFAPRO, ONDPA, SUDACO, SOA) BNEDER filiale à 50% de l'ONCV
Services à l'agriculture	97 femmes
Groupe SODIAF	5 filiales agroforestières
G. AGRI (La Générale des Concessions Agricoles)	5 filiales
Approvisionnement des collectivités locales	
CETRADE/Spa	
Groupe GALENCO	6 entreprises (EC Centre, EC Ouest, SAMAG, Docks Ouest, Docks Skikda)
Groupe GCAT	3 entreprises (ECT Est, ECT Centre, ECT Ouest)
ENACT	4 unités (Alger, Annaba, Oran, Béjaïa).

Source: Holding AGROMAN -2001

Notes

(*) Directeur de recherche CREAD.

(**) Chargé de recherche CREAD.

(1) «Depuis 1989, l'indice de la production industrielle a régressé de 25.8% tandis que l'utilisation des capacités s'est stabilisée autour de 30 à 60% selon les unités. La valeur ajoutée du secteur industriel est insuffisamment représentée dans le PIB national. Les exportations de produits industriels ne connaissent pas de progression depuis plusieurs années» H. Amer-Yahia - Directeur Général de la Restructuration au Ministère de l'Industrie et de la Restructuration, in: «Restructuration industrielle: point de situation et perspectives» - Colloque d'Alger - 2-3 mars 1999 .

(2) En 2000, les IAA publiques couvrent 44% du chiffre d'affaires réalisé dans l'industrie publique hors hydrocarbures (soit 187.4 Milliards de DA sur 422 Milliards de DA) contre 27% pour les ISMME, 10% pour les matériaux de construction et 9% pour la chimie – pharmacie

(3) Les IAA françaises par exemple sont le maillon fort de l'industrie manufacturière, notamment dans la transformation de la viande et du lait, les eaux minérales et les vins. Elles occupent, en 1999, le premier rang dans le secteur avec 18% du chiffre d'affaires, 16% de la valeur ajoutée et 14% de l'emploi. Portées par une agriculture puissante, elles totalisent aussi 19% du solde de la balance commerciale de l'industrie dans son ensemble (CIHEAM - 2000). De plus, elles occupent le premier rang dans les exportations agroalimentaires mondiales avec 10% du marché mondiale en 1998. Mais il faut bien voir que cette force des IAA s'est forgée en France au sein d'un tissu industriel très diversifié où toutes les activités industrielles sont présentes, de sorte que l'agriculture et les IAA réunies représentent en 2000 moins de 5% du PIB contre 15% environ en Algérie.

(4) La revue Economica (n°3 - 2001), citant les 30 premières entreprises algériennes en 2000, indique qu' ENCG est la première entreprise agroalimentaire nationale. Avec un chiffre d'affaires de 27 milliards de DA, elle est classée en quatrième position après SONATRACH, SONELGAZ, et AIR ALGERIE. D'autres entreprises agroalimentaires occupent aussi une place appréciable: ERIAD Sétif (septième rang), ERIAD Constantine (huitième rang), Giplait (neuvième rang), ERIAD Alger (dixième rang)

(5) Le MPCR a changé d'appellation dans le tout dernier gouvernement Benflis (juin 2002). Il est désormais dénommé Ministère de la Participation et de la Promotion de l'Investissement.

(6) Prévue par les textes en août 2001, la mise en place effective des SGP et la désignation de leurs dirigeants ont été achevées en mars 2002!!! Et cela n'a pas entraîné pour autant la levée de la confusion des responsabilités entre gestionnaires et propriétaires des EPE. Précisons que certaines entreprises conservent un statut particulier, leur capital social demeurant sous le contrôle du Ministère de la participation. Il s'agit de 11 banques et compagnies d'assurances, ainsi que de huit entreprises et groupes industriels dont SAIDAL, Air-Algérie, SNTA et SNVI.

(7) L'exemple, cité par la presse, du groupe public GBA (Groupe Boissons d'Algérie) est significatif: le Directoire du groupe ne peut prendre aucune initiative pour améliorer les unités de l'entreprise. Les négociations avec le groupe français CASTEL en vue de la privatisation de quatre brasseries – négociations bloquées depuis, puis annulées- ont été menées à l'insu du Directoire.

(8) Il faut espérer que le secteur privé sera mieux connu statistiquement à l'avenir grâce aux enquêtes annuelles que le MIR (Ministère de l'Industrie et de la Restructuration) entreprend depuis 1998. Celles-ci ont couvert à peine 831 entreprises en 1998, 912 en 1999 et

1026 en 2000, soit l'ensemble des entreprises industrielles privées de plus de 10 salariés.

(9) Notons qu'avec la privatisation attendue de GBA et de ENAJUC, l'activité du créneau boissons gazeuses, eaux minérales et bières serait contrôlée à 100% par le secteur privé.

(10) L'implantation des unités de production des entreprises privées couvre la totalité du territoire nationale. Mais les principales usines se concentrent dans les grands pôles agro-industriels comme Alger, Blida, Béjaia, et Annaba

(11) L'ANDI se substitue à l'APSI. Elle dispose de structures au niveau local, gère les fonds d'appui à l'investissement, facilite l'accomplissement des formalités de création d'entreprises, et assure le suivi des investissements. Quant au CNI, présidé par le Chef du Gouvernement, sa mission essentielle est l'élaboration de la stratégie nationale en matière d'investissements.

(12) UNILEVER est né de la fusion, en 1930, de l'entreprise néerlandaise Margarine et de l'entreprise britannique LEVER, fabricant de savon. Aujourd'hui, UNILIVER est le premier producteur mondial de biens alimentaires et de savons. En 2000, le groupe a réalisé 55 Milliards de dollars US de chiffres d'affaire pour 270000 salariés!!

FATIMA BRABEZ(*)

SLIMANE BEDRANI(**)

Les stratégies des acteurs algériens du système agro-alimentaire face à l'intégration euro-méditerranéenne

L'intégration du secteur agro-alimentaire algérien dans la zone de libre-échange proposée par l'Union Européenne confronte l'ensemble des acteurs du secteur à des défis qui semblent difficiles à relever compte tenu de ses caractéristiques actuelles. Cependant, les politiques agricoles et industrielles s'efforcent, depuis les toutes dernières années, à un effort de modernisation des exploitations et des entreprises agro-alimentaires. Mais l'effort reste modeste face à l'ampleur des besoins. Les négociations avec l'Union Européenne pour l'adhésion à la zone de libre-échange et celles avec l'OMC sont préparées par les autorités de façon à minimiser les impacts négatifs sur le secteur.

1. LES CARACTERISTIQUES DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE.

1.1. Une production agricole insuffisante par rapport aux besoins.

Durant la période 1990-1999, le pays n'a couvert par sa production que 30% de sa consommation en légumes secs, 35% de celle de céréales, 42% de celle de lait et dérivés. La production d'huile d'olive étant insignifiante, la consommation en huile ordinaire dépend totalement de l'importation. Le sucre est totalement importé.

Les exportations de produits agricoles et alimentaires sont, depuis fort longtemps, très faibles et ne couvrent les importations de même nature qu'à hauteur de quelques pourcents (1 à 3% selon les années), alors que les importations des mêmes produits représentent entre 20 et 30% des importations totales.

Cette situation de forte dépendance est le résultat d'un taux de croissance agricole faible (2,1% durant la période 1961-2000), inférieur au taux de croissance démographique sur la même période (2,7%). La croissance plus importante durant les deux dernières décennies n'empêche pas le taux de croissance *per capita* de revenir au négatif durant la période 1991-2000.

Tableau n°1: Taux de croissance annuelle de l'indice de la production agricole (totale et par personne).

	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000	1961-2000
Production totale	-0,17	-0,40	+4,40	+1,71	2,10
Par personne	-2,61	-3,46	+1,50	-0,62	-0,72

Source : calculé d'après les données statistiques de la FAO.

Ne couvrant pas les besoins internes, la production agricole ne contribue guère à l'exportation. Le taux de couverture des importations alimentaires par les exportations agricoles n'a varié que de 2,1% à 6,2% entre 1990 et 1999. Les exportations agricoles, depuis fort longtemps, représentent moins de 1% des exportations totales.

1.2. Des rendements faibles par rapport aux concurrents.

Pour un grand nombre de cultures, l'Algérie réalise des rendements inférieurs à ses voisins immédiats et très en dessous de pays de l'Europe méditerranéenne comme l'Espagne (cf. tab. 2).

Tableau n°2: Comparaison des rendements moyens (1995-1999) de quelques cultures (rendement Espagne = 100).

	Blé	Orge	Oranges	Olives	P.de terre	Lég. frais	Tomates	Tabac brut	Viande bov.	Lait
Algérie	40	36	51	86	66	34	28	47	69	26
Espagne	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Maroc	47	34	85	74	83	75	74	54	68	17
Tunisie	59	36	62	33	60	59	53	38	79	34

Source : Calculé d'après les données statistiques de la FAO.

Par ailleurs, les agriculteurs algériens peinent à obtenir une croissance significative des rendements. Par exemple, malgré une politique de soutien (depuis le début des années soixante dix) qui se voulait relativement active en matière d'intensification céréalière, entre 1980 et 1998, le rendement du blé dur n'a enregistré qu'une croissance annuelle moyenne de +1,5%, le blé tendre une croissance de -1,3% et l'orge une croissance de -0,7%**(1)**.

1.3. Des structures agricoles peu propices à une économie compétitive.

Sur le plan foncier, les exploitations algériennes se caractérisent par leur faible superficie et un émiettement continu, tout cela ne permettant pas de réaliser des économies d'échelle conséquentes. Les statistiques officielles avancent, en 2000, plus d'un million d'exploitations pour 8,2 millions d'hectares soit une superficie moyenne de 8 ha. On en comptait 653 000 en 1960 et 899.545 en 1972-1973 (RGA), soit un accroissement de +62% environ entre 1960 et 2000. 30 201 exploitations agricoles collectives (EAC) et 64.597 exploitations agricoles individuelles (EAI)**(2)** présentent des superficies plus importantes que la moyenne, mais les EAC connaissent une très nette tendance à la disparition au profit d'exploitations individuelles formées suite au partage de fait de ces EAC par leurs attributaires initiaux.

Par ailleurs, beaucoup d'exploitations agricoles souffrent de l'indivision, phénomène qui empêche souvent l'exploitant d'investir parce que les co-indivisaires refusent, pour des raisons diverses, de participer aux frais. Dans ces cas, il est connu que les co-indivisaires sont obligés de s'aligner sur celui d'entre eux qui désire en faire le moins**(3)**.

Les systèmes de cultures restent encore largement extensifs du fait de la mobilisation insuffisante des ressources en eau pour l'irrigation et de la

faible utilisation de biens de productivité industriels, celle-ci étant due principalement aux incitations - encore peu importantes - mises en place en ce sens par les pouvoirs publics. Ainsi, bien que relativement mécanisée, l'agriculture algérienne utilise beaucoup moins d'engrais et possède relativement moins de superficies irriguées que celles de ses voisins (cf tab.3).

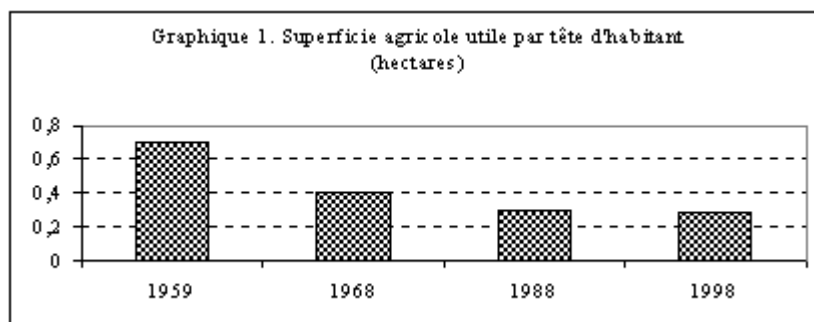
Tableau n°3: Utilisation de quelques intrants.

	Engrais (kg/ha)	Tracteurs (ha/unité)	% de la SAU irrigué
Algérie	12	88	6,9
Maroc	35	231	12,9
Tunisie	25	140	7,8
Espagne	110	23	19,1

Source : Calculé d'après les données statistiques de la FAO.

1.4. Des ressources naturelles en dégradation continue.

Les ressources en bonnes terres cultivables sont rares, comme dans les autres pays du Maghreb, et la superficie par tête d'habitant diminue de façon continue (cf. graphique). En outre, une partie des terres cultivables est soumise à une érosion intense. L'érosion éolienne touche les terres fragiles des hautes plaines et des zones steppiques du fait du système encore dominant du dry farming (4). L'érosion hydrique touche les nombreuses terres en pente sur lesquelles les façons culturales appropriées sont insuffisamment appliquées (prédominance des labours dans le sens de la pente). Par ailleurs, les terres cultivables irriguées sont sujettes, dans certaines zones, à un phénomène de salinisation – dû à un drainage insuffisant - qui semble inquiétant.



Les terres de parcours subissent des sécheresses récurrentes depuis les années soixante-dix et une surexploitation croissante du fait de l'augmentation des populations et des cheptels qui en vivent. Cela a entraîné une diminution drastique des ressources fourragères naturelles et, corrélativement, un fort accroissement des aliments achetés dans la ration du bétail, ceci accroissant les coûts de production des éleveurs (Bédrani, 1995).

Les forêts connaissent une dégradation due aux mêmes phénomènes de sécheresse et de surpâturage auxquels s'ajoutent des incendies dévastateurs. Depuis 1990, d'après les données des services forestiers,

l'écart négatif entre les superficies reboisées et celles des forêts incendiées représente plus de 70.000 hectares.

Les ressources en eau mobilisées sont nettement insuffisantes par rapport aux besoins et sont, en outre, gaspillées du fait de l'utilisation de techniques d'irrigation et d'alimentation en eau potable peu performantes en matière d'économie de l'eau. La politique de l'eau n'a pas encore connu -comme par exemple en Tunisie (Louhichi, Flichman et Comeau, 2000)- une transition d'une politique de mobilisation (stratégie d'augmentation de l'offre) vers une politique d'exploitation des ressources mettant en oeuvre une stratégie de gestion de la demande axée sur une meilleure utilisation de l'eau déjà mobilisée.

1.5. Un secteur des IAA hétérogène dans ses résultats et fortement dépendant de l'extérieur.

Le secteur des IAA a toujours été un secteur important dans l'industrie algérienne. Après avoir occupé la deuxième place après le secteur des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques, aussi bien en terme de production brute que de valeur ajoutée, il gagne la première place à partir de 1996 (cf. tab. 4).

Tableau n°4: Le secteur des IAA en % de la production brute et de la valeur ajoutée du secteur industriel.

	1989	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Production brute	39	38	36	36	38	41	42	48	50	53	56
Valeur ajoutée	24	26	25	24	24	27	23	28	31	34	36

Source : Calculé d'après les données de l'Office National des Statistiques.

Le secteur est très fortement dépendant de l'extérieur pour ses approvisionnements en matières premières et équipements. Ainsi, en matière de lait, la collecte locale ne représente que quelques pourcents du lait transformé dans les usines. Il en va de même pour les céréales, les huiles et autres matières grasses, ainsi que le sucre, les aliments du bétail.

Le secteur privé commence à dominer le secteur des IAA à la fin des années quatre vingt-dix (cf. tab.5), ceci étant le résultat d'une politique active en matière de soutien à l'investissement privé en termes de protection des marchés, d'avantages fiscaux et autres (acquisition de terrains d'assiette).

Tableau n°5: Part du secteur privé dans la production brute et la valeur ajoutée du secteur des IAA (en %).

	1989	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99
Production brute	40	45	47	43	43	41	36	37	45	50	63
Valeur ajoutée	42	48	55	44	41	37	41	40	47	52	66

Source: Calculé d'après les données de l'Office National des Statistiques.

En matière de productivité du travail, le secteur privé présente de meilleures performances que le secteur public (cf. tab. 6). De ce point de vue, ce dernier a des moyens de production plus anciens que le premier

(dont les investissements sont récents) et, surtout, n'a pas pu se débarrasser complètement des sureffectifs hérités de la période d'économie centralisée du fait de la puissance du syndicat (qui reste encore quasiment unique et qui reste aussi un des principaux soutiens politiques des gouvernements successifs).

Tableau n°6: La masse salariale des secteurs privé et public des IAA en % de la production brute et de la valeur ajoutée de chaque secteur juridique

	1995			1996			1997			1998			1999			1995-1999		
	Pub	Priv	Tot	Pub	Priv	Tot	Pub	Priv	Tot	Pub	Priv	Tot	Pub	Priv	Tot	Pub	Priv	Tot
RS/PB en %	9	3	7	8	3	6	9	4	7	8	5	6	9	5	7	9	4	7
RS/VA en %	46	12	32	36	13	27	40	17	29	38	20	29	46	23	31	41	19	29

Source : Calculé d'après les données de l'Office National des Statistiques.
RS : Rémunération des salariés, PB : Production brute, VA: Valeur ajoutée.

Le secteur public des IAA présente des entreprises ayant des résultats hétérogènes quant à leur résultat net: en 1999, les minoteries ont des résultats nets très satisfaisants ainsi que la filière aliments du bétail, celle des vins et des tabacs; les résultats sont positifs mais faibles pour les entreprises des corps gras; ils sont négatifs dans la filière jus et conserves et la filière lait.

2. LES STRATEGIES ET POLITIQUES DE MODERNISATION ET LEURS LIMITES.

2.1. Dans l'agriculture.

La modernisation de l'agriculture est l'un des thèmes les plus récurrents dans le discours des officiels du développement de l'agriculture depuis l'indépendance. Il a été dominant dès la stratégie algérienne de développement en 1966, puis dans les plans quadriennaux des années soixante-dix et les plans quinquennaux des années quatre-vingt. La disparition de la planification "ancien modèle" n'a pas fait disparaître le thème du vocabulaire officiel. Bien au contraire, la libéralisation de l'économie depuis la fin des années quatre-vingt - et surtout depuis le début des années quatre-vingt dix - a renforcé le discours sur le thème, mettant en avant la nécessaire compétitivité de l'agriculture face à la concurrence extérieure déjà présente depuis l'adoption du PAS en 1994 mais qui va se faire plus vive quand l'Algérie fera partie de la zone de libre-échange européenne et adhèrera à l'OMC.

Effectivement, une certaine modernisation a été tentée depuis 1966 dont certains éléments n'ont pas pu se pérenniser mais dont d'autres sont encore présents.

Parmi les échecs de la modernisation, on peut citer celui de l'intégration agriculture-industrie tentée dans la deuxième moitié des années soixante dans la plaine du Chélif et dans la plaine de la Bou Namoussa ainsi qu'à Guelma consistant à promouvoir la culture de la betterave sucrière associée à un élevage intensif de bovins laitiers modernes. On peut citer aussi la tentative avortée -du début des années soixante-dix- de remplacer le traditionnel assolement "céréales-jachère" par l'assolement "céréales-médicago". Le programme d'intensification

céréalière -fondé sur l'application d'un itinéraire technique comprenant de nombreux travaux du sol, un semis régulier, des semences sélectionnées, l'utilisation de doses d'engrais optimales, le désherbage systématique- permanent depuis les années soixante-dix, n'a, lui aussi, donné que des résultats négligeables, voire nuls.

Parmi les réussites plus ou moins affirmées de modernisation, on notera l'accroissement considérable de la mécanisation agricole, l'extension des cultures protégées, l'usage plus fréquent des techniques d'irrigation économes en eau (surtout au cours des dernières années et depuis la mise en oeuvre du Plan National de Développement de l'Agriculture en 2000).

Les politiques agricoles des dernières années -particulièrement les toutes dernières- promeuvent activement les actions de modernisation. Un Fonds National pour le Développement de l'Agriculture, doté de ressources budgétaires plus importantes que dans le passé, mais encore bien insuffisantes par rapport aux besoins, a été institué en 1989 et a commencé à fonctionner en 1992. Son objectif principal est d'encourager l'utilisation de certains intrants et l'équipement à la ferme en subventionnant directement les agriculteurs s'engageant à développer certaines spéculations et utiliser certaines techniques agricoles. Le FNDA soutient particulièrement l'intensification de la production laitière (programme mis en oeuvre en 1995) grâce à la subvention des ouvrages de mobilisation de l'eau, des équipements d'irrigation, de récolte des fourrages, de traite et de stockage du lait. Le programme subventionne aussi la collecte et la transformation du lait. Mais il soutient aussi l'intensification céréalière, la production de la pomme de terre, le vignoble de table et de cuve et l'arboriculture,... Parallèlement au FNDA, un autre fonds est institué dans les années quatre-vingt dix: le Fonds de Mise en Valeur des Terres par la Concession qui a pour objectif de subventionner l'aménagement et l'équipement de nouvelles exploitations créées sur des terres en friche (ou exploitées de façon trop extensive) appartenant à l'Etat et données en concession à de nouveaux agriculteurs. Pour faciliter le rythme des dépenses et donc des réalisations de ce dernier fonds, l'Etat crée une entreprise publique économique à capitaux publics (la Générale des Concessions Agricoles) qu'il charge -contre rémunération- de la réalisation des investissements programmés jusqu'à la remise de l'exploitation équipée à l'agriculteur concessionnaire. Cependant, les ressources de ces deux fonds ont été relativement peu utilisées jusqu'en 2000, principalement à cause du caractère trop étroit des critères d'attribution des subventions et de la lenteur des procédures pour les mobiliser effectivement. Ainsi, les ressources allouées au FNDA entre 1995 et 1999, qui est le fonds le mieux doté, n'ont été consommées qu'à 39% à la fin de l'année 1999.

En 2000, la venue comme ministre de l'Agriculture d'un homme présentant l'avantage de n'appartenir ni au sérail de la haute fonction publique agricole, ni à celui de la nomenclatura politique, médecin de profession mais aussi exploitant agricole, vient donner un cours nouveau à la politique agricole. Acquis à l'économie libérale mais convaincu de

l'importance de l'intervention de l'Etat pour le développement de l'agriculture, il va imposer de nouvelles procédures d'utilisation des ressources dégagées par les budgets pour son secteur et tenter d'insuffler à son administration une nouvelle vision de ses rapports avec les agriculteurs.

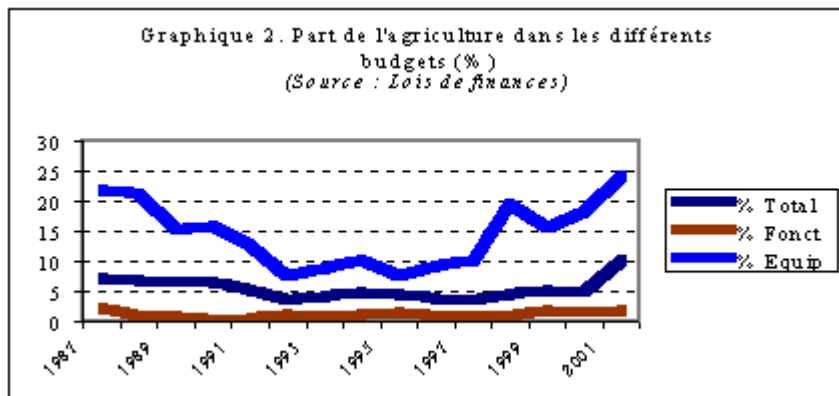
Ces derniers doivent désormais être considérés comme des entrepreneurs et non plus comme -habituellement - des assistés auxquels l'Etat distribue des subsides divers sans demander de comptes. L'agriculture doit leur fournir un revenu tel qu'ils puissent vivre "à l'aise", mais aussi reproduire de façon élargie leurs moyens de production. On avance même un chiffre-cible de revenu par exploitant: 700.000DA par an au minimum (environ 10.000US\$). Les aides en matière d'investissement qu'apporte l'Etat à chaque agriculteur doivent en principe lui faire atteindre ce résultat. En contrepartie, celui-ci doit participer à l'effort de modernisation de son exploitation par son travail ou par son argent (environ 30% des investissements à réaliser) et à respecter un cahier des charges établi par l'administration l'obligeant à respecter les délais de mise en oeuvre, la destination de l'aide reçue et à agir en respectant une gestion durable des ressources naturelles.

Les procédures d'octroi des avantages consentis par l'Etat sont allégées (par la suppression d'un certain nombre de pré-requis auparavant exigés) et l'administration est contrainte de se prononcer sur les demandes de subvention dans un délai réduit au maximum. Ainsi, pour les demandes concernant la mise en valeur de nouvelles terres, le délai ne doit pas dépasser un mois et les travaux commencer immédiatement après sous peine de forclusion.

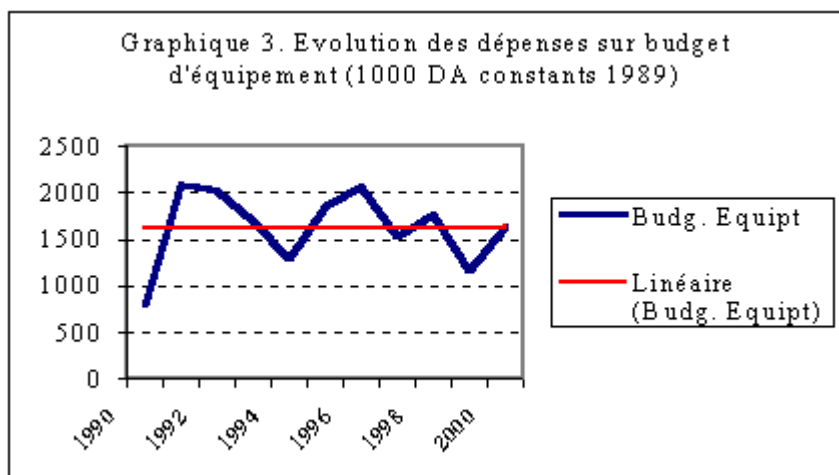
Pour encourager les agriculteurs à s'engager dans la réalisation du PNDA et du programme de mise en valeur des terres piloté par la Générale des Concessions Agricoles, le Ministère de l'Agriculture autorise la CNMA à consentir un crédit à taux réduit de 3% (au lieu du taux normal de 8%) pour couvrir les 30% d'apport de l'agriculteur à l'investissement demandé. Dans le même sens, pour ce qui est de la mise en valeur des terres dans la cadre de la concession, l'Etat finance les études préliminaires et d'exécution des projets. En outre, l'administration décentralisée de l'agriculture (au niveau de la daïra et de la wilaya) -dont les membres sont nombreux mais souvent peu productifs- est fortement incitée par la procédure à s'impliquer dans la préparation correcte, l'exécution et le contrôle des projets des agriculteurs.

Outre les nouvelles procédures mises en oeuvre, l'Etat accroît les moyens budgétaires à la disposition de l'agriculture et de l'hydraulique.

La part de l'agriculture dans l'utilisation des ressources publiques s'est très nettement améliorée à la fin des années quatre vingt-dix, traduisant ainsi une plus grande volonté politique de développer le secteur compte tenu de ses potentialités en matière de création d'emplois et de valeur ajoutée à l'économie nationale (graphique). La reprise est particulièrement nette en matière de budget d'équipement public qui finance les dépenses d'infrastructures agricoles et hydro-agricoles.



Malgré les difficultés financières dues, entre autres, à la faiblesse persistante des prix des hydrocarbures de 1986 à 1999, les efforts budgétaires pour l'agriculture ont été remarquablement maintenus: en termes constants et en tendance, on ne constate qu'une baisse très légère des crédits alloués à ce secteur -et effectivement dépensés- au cours des années 1990-2000 (cf. graphique). La hausse significative des recettes pétrolières en 2000 a dopé les dépenses d'investissement en faveur de l'agriculture qui s'accroissent de 35% en 2000 par rapport à 1999. Le programme de relance économique décidé par le gouvernement en 2001 octroie (en sus des ressources habituellement allouées) à l'agriculture 65 milliards de dinars pour la période 2001-2004 dont plus de 53 milliards destinés aux investissements à la ferme et à l'aval de l'agriculture (mini-laiteries, huileries, conserveries,...).



La principale limite à la modernisation de l'agriculture se trouve dans l'incapacité de beaucoup d'agriculteurs à supporter simultanément les frais de modernisation de leur exploitation et leurs dépenses pour la satisfaction de leurs besoins de consommation croissants. Les accroissements de productivité éventuellement réalisés semblent, en effet, davantage aller vers l'achat de biens de consommation durables, l'amélioration du niveau d'alimentation (encore relativement bas) et à l'acquisition ou l'amélioration du logement que vers plus d'investissement dans l'amélioration de la production agricole. Le problème est rendu encore plus aigu par le fort accroissement démographique en milieu rural (particulièrement chez les agriculteurs), le

supplément de bouches à nourrir accaparant forcément une partie importante des suppléments de revenu gagnés grâce à une éventuelle amélioration de la productivité. La modernisation de l'agriculture passe forcément par une diminution de la pression démographique sur l'agriculture, donc par un accroissement important des emplois dans les secteurs non agricoles, ce qui absorberait la main d'oeuvre agricole excédentaire.

L'autre limite à la modernisation des exploitations se trouve dans l'incapacité de l'Etat à l'assumer pour le million d'exploitations existantes. Ses ressources sont largement insuffisantes, d'autant plus que les exploitations, n'arrivent pas à renouveler les améliorations techniques faites une première fois avec l'aide de l'Etat. Cela oblige l'Etat à un travail toujours recommencé bien au delà des moyens qu'il peut mobiliser pour cela, contraint qu'il est d'assumer des dépenses croissantes en matière d'éducation, de santé, d'infrastructures économiques et sociales... Par ailleurs, la modernisation implique l'importation de biens-capitaux, laquelle se trouve en concurrence défavorable avec l'importation de biens de consommation⁽⁵⁾

2.2. Dans l'agro-industrie.

Dans l'agro-industrie, la stratégie des pouvoirs publics est clairement tout du moins dans le discours- d'encourager le développement du secteur privé et de privatiser les IAA appartenant à l'Etat. Mais si le premier objectif de cette stratégie se réalise plus ou moins, le second s'est heurté, depuis presque 10 ans maintenant, à des résistances plus ou moins feutrées de différentes forces.

Le syndicat des travailleurs freine des quatre fers par crainte des licenciements inévitables en cas de restructuration. C'est tout juste s'il a accepté une politique de départs volontaires, très avantageuse pour les employés de certaines entreprises, politique qui a plus vidé celles-ci de leurs meilleurs éléments (ceux ayant suffisamment de compétences et de qualifications pour trouver de l'embauche ailleurs) qu'amélioré leur situation. Dernièrement, le syndicat a accepté le principe de la privatisation, mais du bout des lèvres, en y mettant tellement de conditions qu'il est peu probable que des repreneurs les acceptent.

Dans sa résistance, le syndicat reçoit l'appui masqué de nombreux dirigeants d'entreprises publiques. Parmi ces derniers, certains – nommés à leurs postes moins pour leurs compétences de managers que pour leur appartenance à telle ou telle coterie des sphères du pouvoir - savent que la privatisation sera la fin de leurs sinécures. D'autres appréhendent la privatisation parce qu'elle changerait radicalement leurs habitudes de gestion et rendrait caduques les réseaux de relation qui les aident à se maintenir au pouvoir dans les entreprises du secteur public.

Par ailleurs, certains entrepreneurs du secteur privé industriel ou commercial ne voient pas d'un bon oeil la privatisation parce qu'ils risquent de perdre les affaires qu'ils traitent avec les entreprises du secteur public moyennant les gratifications qu'ils octroient aux dirigeants

de ces entreprises. Enfin, il est probable que la nomenclature politico-administrative ait des intérêts – bien sûr occultes – au maintien des entreprises publiques (contrôle des marchés extérieurs passés par les entreprises, par exemple)(6).

L'ensemble de ces intérêts a sans doute fait que la privatisation n'a pas eu lieu presque dix ans après qu'elle ait été officiellement à l'ordre du jour et la venue de partenaires étrangers se fait attendre(7). La privatisation étant inéluctable du fait de la pression forte des partenaires occidentaux et de la Banque mondiale, le pouvoir public a nommé récemment un ministre chargé de la privatisation issu du secteur industriel privé, lequel annonce une privatisation rapide et intéressante dans tous les secteurs d'activité. Il a déjà obtenu que les nouveaux textes régissant la privatisation soient promulgués par ordonnances.

Quant aux entrepreneurs du secteur privé des IAA, ils font montre d'un dynamisme certain en matière d'investissement, favorisés qu'ils sont par les avantages nombreux du code des investissements. En l'espace d'une dizaine d'années, beaucoup d'entreprises se sont créées en utilisant les meilleures techniques sur le marché. Ils recherchent activement des partenariats avec des firmes étrangères mais en trouvent encore difficilement, mis à part Pepsi Cola et Coca Cola qui sont déjà sur place. Les stratégies qui semblent être développées par ces acteurs, outre la recherche de partenaires étrangers pour le transfert de technologies modernes, consistent avant tout à satisfaire le marché local dans ses différents segments de pouvoirs d'achat et à trouver suffisamment de capitaux pour étendre leur gamme de production. De ce dernier point de vue, ils sont relativement désavantagés parce que les capitaux sont rares et les banques insuffisamment dynamiques pour drainer l'épargne existante en lui offrant des produits attractifs.

3. LES NEGOCIATIONS POUR LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE AVEC L'UNION EUROPEENNE ET AVEC L'OMC.

Avec la situation de son agriculture et de son alimentation telle que décrite précédemment, avec les limites de la modernisation de l'agriculture telles qu'exposées, que peut espérer l'Algérie de son partenaire européen pour son adhésion à la ZLE?

Engagées en mars 1997, les négociations de l'accord d'association UE-Algérie ont été suspendues en juin 1997 pour reprendre en avril 2000. Fin juin 2001 s'est tenue la onzième session de négociations à Bruxelles. Il est prévu que l'accord soit signé avant la fin de l'année 2001. Que peuvent demander les négociateurs algériens de façon globale?

Ils tiendront sans doute compte des expériences plus anciennes de la Tunisie et du Maroc(8) qui constituent des repères pour les nouveaux entrants dans les accords d'association. Les effets de ces accords – ou l'absence d'effets – sur les économies de ces deux pays pourraient – et devraient – orienter les négociations en cours pour que les profits de l'association soient équilibrés entre les futurs partenaires.

Ces deux expériences -surtout celle de la Tunisie qui est la plus ancienne- montrent que les espoirs mis dans les accords ne se sont que peu réalisés. Tout d'abord, les ressources budgétaires qu'a mis l'Union Européenne à la disposition de ses partenaires du Sud s'avèrent dérisoires par rapport aux besoins. La Tunisie, premier Etat méditerranéen à avoir signé un accord d'association avec l'Union européenne, le 17 juillet 1995, a commencé un démantèlement tarifaire anticipé dès 1996, avant son entrée en vigueur en mars 1998. D'après les données de l'Union Européenne, de 1996 à fin 1999, l'Union européenne aura approuvé le financement de projets et programmes de coopération en Tunisie pour une valeur de 428,4 millions d'euros. Bien que ceci situerait la Tunisie parmi les premiers partenaires dans la coopération financière en Méditerranée, cette somme ne représente que 11 euros par habitant et par an. Pour le Maroc, de 1995 à 1998, les fonds engagés par MEDA I ont atteint la somme de 660 millions d'euros, soit moins de 6 euros par habitant et par an(9)! Ensuite, les accords d'association qui étaient sensés donner plus de confiance aux investisseurs étrangers ne semblent pas avoir abouti à ce résultat malgré des codes d'investissements très avantageux promulgués dans les deux pays. Maroc et Tunisie n'attirent que des miettes des flux de capitaux à l'échelle mondiale et même à l'échelle méditerranéenne. Par ailleurs, l'Europe, à travers la BEI, est particulièrement réticente à mettre à la disposition des entreprises locales des crédits pour le développement ou la création de nouvelles entreprises. En Tunisie, MEDA 1996-1999 n'a consacré que 20 millions d'euros au programme Euro Tunisie Entreprises et la BEI n'a fourni que 30 millions de capital risque. Au Maroc, MEDA de la même période a fourni 30 millions d'euros pour le projet Euro Maroc Entreprises et 30 millions pour la création d'un Fonds de Garantie. Les programmes de mise à niveau des entreprises concernent principalement la formation et la création de centres de conseil pour les PME. Même si cela est utile, on ne peut pas dire que cela est suffisant pour développer significativement dans le moyen terme -ou même le long terme- les économies concernées. Comme le souligne Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, l'un des échecs les plus patents du processus de Barcelone est son incapacité à générer un flux d'investissements importants vers les pays du Sud (EUROMED REPORT, n°28, 2 juillet 2001)

Compte tenu de ces expériences, les négociateurs algériens devront-ils se contenter des mêmes broutilles ou pourront-ils obtenir davantage et promouvoir un partenariat qui mérite son nom entre l'Algérie et l'Union Européenne? Rien n'est moins sûr, surtout en l'absence d'un minimum d'entente et de coordination des politiques entre les pays du Maghreb et -au delà- entre les pays arabes du bassin méditerranéen.

Il faut bien comprendre une chose: pour des raisons objectives (modestie du marché de chaque pays pris séparément(10), environnement des entreprises estimé parfois défavorable), mais surtout subjectives (manque de confiance des investisseurs étrangers quant à la stabilité politique, aversion culturelle plus ou moins consciente envers les pays arabes), les capitaux privés étrangers – quelle que soit leur origine

(européenne, nord américaine, asiatique et même arabes!) – ne s'investiront spontanément que médiocrement dans les pays de l'UMA et dans les pays arabes, sauf pour ce qui concerne les produits stratégiques que sont le pétrole et le gaz naturel(11). Dès lors, ce qu'il faut négocier, c'est le montant des capitaux publics (ou des capitaux privés garantis par l'Europe et/ou les Etats européens) qui doivent s'investir dans les pays du Sud de la Méditerranée. Ce ne sont pas les quelques maigres ressources octroyées pour la mise à niveau des entreprises ou pour améliorer l'environnement de celles-ci qui seront déterminantes -même si elles sont nécessaires- pour un développement véritable de la rive sud de la Méditerranée! Il faut que l'Europe -si elle veut un partenariat véritable, donc qui aille dans le sens du développement des pays du Sud- s'engage à ce qu'il y ait, dans des délais raisonnables, un flux conséquent de capitaux s'investissant dans ces pays. Le démantèlement tarifaire ne doit se réaliser qu'après constat fait de l'existence d'un flux de capitaux suffisamment conséquent et durable. Actuellement, on demande à ce que ce démantèlement soit décidé sans donner aucune garantie qu'il sera bénéfique au développement. Les études prévisionnelles concluant à ses effets positifs restent, pourtant, sommaires et fondées sur des hypothèses souvent fort arbitraires et ne reflétant que peu la réalité(12). Par ailleurs, on ne semble pas tenir compte des études du même type quand elles concluent que la libéralisation des échanges aura un "effet dramatique sur la restructuration industrielle" sur les PTM "si elle ne s'accompagne pas "d'autres mesures ou d'autres changements dans leur environnement économique" (Augier et Gasiorek, 2000).

La bonne foi des Européens doit donc être jugée à l'aune de leur capacité à faire investir les capitaux de leurs ressortissants en Algérie, de leur capacité à convertir la dette du pays en participations dans les entreprises publiques ou privées, de leur capacité à prêter des fonds à des taux avantageux aux entrepreneurs nationaux pour développer l'intégration de l'économie(13). On aimerait que cette bonne foi se prouve autrement que par des initiatives, certes louables mais sans beaucoup d'effets concrets comme le groupe de travail "Coopération industrielle euro-méditerranéenne" dont l'un des axes de travail est l'amélioration du climat de développement des PME, ou comme le réseau UNIMED Business Network (projet soutenu par MEDA et géré par l'Union des Confédérations de l'Industrie et des Employeurs d'Europe (UNICE)) dont l'un des séminaires a porté sur la coopération financière et industrielle, la réforme de l'aide extérieure de l'UE et les interventions bilatérales pouvant intéresser le secteur privé.

Que peuvent demander les négociateurs algériens en matière d'agriculture et de développement rural? La dernière Conférence sur l'agriculture dans la région EUROMED - organisée conjointement par le Parlement européen et l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe - qui s'est tenue les 14 et 15 juin 2001 à Strasbourg (France) à l'initiative du Comité méditerranéen de la Fédération internationale des producteurs agricoles (IFAP) et à laquelle ont participé, entre autres, des parlementaires des différents pays de la région, n'a fait qu'amorcer le débat quant au développement futur d'un volet agricole au sein du

Processus de Barcelone et quant à une approche de coopération entre les rives nord et sud de la Méditerranée (Synopsis n°146, 22 juin 2001). Dans un papier antérieur, il a déjà été dit que l'ukase européen consistant à écarter l'agriculture des négociations n'est guère compatible avec ses discours généreux sur le partenariat et le co-développement (Bédrani et Bencheneb, 2000). Nous avons expliqué l'importance primordiale pour l'Algérie d'avoir un accès libre aux marchés agricoles et alimentaires de l'Europe: le développement nécessite des ressources en devises étrangères colossales (pour le pays) et régulières que le seul pétrole(14) ne peut fournir. Les produits agricoles sont les seuls produits où l'Algérie a un avantage comparatif relativement conséquent, l'émigration étant bloquée. Nous avons suggéré, entre autres, l'idée que l'Algérie -et les autres PTM- demande à l'Europe de compenser les désavantages que leur occasionne cette exception agricole qu'elle impose par des avantages en faveur du développement agricole et rural. Mais les avantages doivent être conséquents, du type de ceux qui font l'objet des programmes LEADER en Europe. En ce sens, les idées évoquées par la Conférence - lancement d'un programme agricole spécifique au sein de MEDA et création d'un fonds spécial destiné à aider les régions rurales à s'adapter à la future zone de libre-échange- devraient être rappelées par les négociateurs algériens qui demanderaient leur réalisation dans les meilleurs délais. Par ailleurs, on pourrait imaginer qu'une partie des producteurs agricoles européens du Sud délocalise, grâce à des aides adéquates de la part de l'Europe, leurs productions de fruits, de légumes et de fleurs dans les pays du Maghreb, ce qui permettrait aux travailleurs immigrés qu'ils font travailler de rester chez eux. Ce qui permettrait aussi d'accroître l'attractivité des marchés locaux grâce au pouvoir d'achat ainsi distribué. Ce qui permettrait enfin le développement de partenariats entre agriculteurs du Nord et du Sud qui seraient fortement bénéfiques à la compréhension des peuples des deux rives de la Méditerranée! On pourrait imaginer que les producteurs européens ayant développé des partenariats avec ceux du Sud voient leurs productions réalisées au Maghreb considérées comme des productions européennes, donc entrant en toute liberté sur les marchés européens.

Références bibliographiques

Augier P. Gasiorek M., 2000. "Les effets de la libéralisation entre l'Union Européenne et les Pays partenaires Méditerranéens". *In Méditerranée: vingt ans pour réussir*, Economica, Paris. (sous la direction de J.L Reiffers).

Bédrani S. Bencheneb S., 2000. "L'Algérie et l'exception agricole européenne". *In Les Cahiers du CREAD, n°51*.

Boudhiab M., 1999. "Elargissement de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne et ses conséquences sur les pays sud-méditerranéens". *In Boudhiab M. Rajhi T. Les enjeux de l'intégration*

économique régionale, La Maghrébine pour l'Impression, l'Édition et la Publicité, Tunis.

Cour P., 1999. "Conséquences de l'élargissement de l'UE pour les pays tiers-méditerranéens: flux d'échanges et de bien-être dans un modèle d'intégration asymétrique". In Boudhiaf (Messaoud) & Rajhi (Taoufik) *Les enjeux de l'intégration économique régionale*, La Maghrébine pour l'Impression, l'Édition et la Publicité, Tunis.

Dudzinski A. Driss S., 1999. "Flux financiers et échanges avec l'Union Européenne: une analyse comparative de la Tunisie et de la Pologne". In Boudhiaf M. Rajhi T. *Les enjeux de l'intégration économique régionale*, La Maghrébine pour l'Impression, l'Édition et la Publicité, Tunis.

Louhichi K., Flichman G., Comeau A., 2000. "L'amélioration de l'efficacité de l'irrigation pour une économie de l'eau; cas d'un périmètre irrigué en Tunisie". In *MEDIT n°3*.

Talha L., 2001. "L'économie algérienne au milieu du gué". In Mahiou (Ahmed) Henry Jean.(sous la direction de) *Où va l'Algérie?*, Karthala-IREMAM, Paris, Aix en Provence.

Notes

(*) Enseignante à l'INA, chercheur associé au CREAD.

()** Enseignant à l'INA, chercheur associé au CREAD.

(1) Ces chiffres sont les résultats de calculs faits à partir de l'enquête annuelle sur les rendements des céréales faite par la Direction des Statistiques du Ministère de l'Agriculture. Il faut noter qu'il s'agit des rendements par rapport aux superficies semées.

(2) Les exploitations agricoles collectives (EAC) et les exploitations agricoles individuelles (EAI) sont les formes d'exploitation qui ont remplacé les domaines autogérés du fait de la restructuration des terres agricoles anciennement coloniales réalisée en 1987. Les membres des EAC et EAI ont la jouissance perpétuelle des terres qui continuent à être la propriété de l'État. Contrairement aux domaines autogérés, ces exploitations ne subissent plus aucune tutelle de l'État.

(3) On notera que, dans certains cas, l'indivision peut être une bonne chose en ce qu'elle évite l'émiettement des propriétés et donc le maintien d'exploitations ayant une taille suffisante pour réaliser des économies d'échelles.

(4) Technique consistant, entre autres, à procéder à de nombreux travaux superficiels du sol pour éviter l'évaporation, favoriser l'infiltration des eaux de pluie et éviter la multiplication des mauvaises herbes.

(5) Talha (2001) montre sur la période 1985-1999 qu'à chaque fois qu'il y a détérioration des recettes pétrolières, l'ajustement se fait au détriment des biens-capitaux. Il y aurait, d'après cet auteur, un rigidification de l'approvisionnement extérieur en biens de consommation.

(6) Il n'existe aucun contrôle démocratique des entreprises publiques. Les membres des conseils d'administration et des conseils de surveillance sont nommés -par les dirigeants des holdings eux-mêmes nommés par les ministres ou hauts fonctionnaires membres du Conseil National des Participations de l'Etat- sur une liste très restreinte de personnes dont les intérêts objectifs s'opposent à un travail sérieux de leur part. Mis à part quelques cas exceptionnels, ceux qui cherchent à fouiner un peu trop sont écartés lors du renouvellement légal des organes des entreprises.

(7) Une seule opération de partenariat s'est réalisée dans le secteur public: celle de la création d'une société mixte de production et de commercialisation de produits vétérinaires entre Pfizer et l'Office National des Aliments du Bétail (ONAB). Des négociations sont cependant en cours avec des partenaires (surtout français) dans les domaines des corps gras, de la transformation des céréales, des boissons, du lait et des produits laitiers, des tabacs, des jus de fruits.

(8) La signature de l'accord d'association a eu lieu en février 1996. L'entrée en vigueur de l'accord a eu lieu en mars 2001. Il comprend la libéralisation progressive des échanges sur une période de douze ans pour aboutir à une zone de libre-échange.

(9) Il est intéressant de comparer ces chiffres aux montants des aides données par l'Europe aux PECO: de 1995 à 1999, ces derniers ont reçu 59% de l'aide extérieure de l'UE aux PECO et aux PSEM alors qu'ils ne représentent que 31% de la population des deux ensembles (Boudhief, 1999).

(10) L'Europe a fortement applaudi à la déclaration du Maroc, de la Tunisie, de l'Egypte et de la Jordanie à Agadir le 8 mai 2001 pour la constitution d'une zone de libre-échange.

(11) Les IDE (y compris dans le pétrole et le gaz) dans les PSM (135 millions d'habitants) n'ont représenté que 21% de ceux dans les PECO (105 millions d'habitants) pour la période 1992-1997 (Boudhief, 1999). Comparant la Tunisie et la Pologne, Dudzinski et Driss (1999) notent que les flux d'IDE se dirigent principalement vers l'industrie en Pologne et massivement vers le secteur de l'énergie en Tunisie.

(12) Cf. les différents papiers dans l'ouvrage édité par Boudhief et Rajhi (1999). Par ailleurs, même ces études concluent parfois à la précarité de la situation des PSM en cas de libre échange, particulièrement avec l'intégration des PECO à l'UE (Cour, 1999).

(13) En ce sens, l'UE a déjà signé un mémorandum d'accord qui prévoit la mise à disposition d'un fonds de 6 millions d'euros en garantie

de prêts à moyen et long terme à environ 200 à 300 PME individuelles jordaniennes (Synopsis n°147, 29 juin 2001).

(14) L'Algérie est un petit pays producteur de pétrole, pas l'Arabie Saoudite!

RACHID BOUDJEMA(*)

La mondialisation : concept et réalité

Le terme *mondialisation* est, depuis peu, sous la plume de bien des observateurs et sur la langue de bon nombre de politiques. Cependant, malgré sa haute fréquence d'usage qui crée dans l'opinion publique la sensation d'en maîtriser le sens, il reste à bien des égards un concept savant, un vocable expert qui ne peut aujourd'hui être facilement compté parmi les ingrédients de la culture économique populaire. De quoi s'agit-il?

D'une manière un peu plus explicite, la mondialisation est-elle une simple notion à la mode, par essence tyrannique et sans contenu économique concret ou traduit-elle au contraire le fait vérifiable que des bouleversements profonds sont intervenus dans le monde et qu'un phénomène nouveau y est né? C'est à cette question centrale que les lignes qui suivent tentent d'apporter une réponse.

1. LES ECHANGES INTER-SOCIETES ANCIENS : LA PSEUDO-MONDIALISATION OU LA LOGIQUE DU POUVOIR, SOURCE DE RICHESSE.

Si la mondialisation désigne un réseau d'interdépendances à l'échelle mondiale des économies contemporaines, force est de constater qu'elle n'est pas un phénomène récent. En effet, pendant longtemps, le monde s'est façonné dans une grande inter-action commerciale, technique, culturelle et religieuse des sociétés. Mais est-ce là l'essence du concept de mondialisation? Il est difficile de donner à cette question une réponse affirmative, eu égard à la configuration économique actuelle du monde.

Les échanges divers inter-sociétés anciens avaient un trait distinctif majeur. Ce qui, sans doute, n'autorise pas leur réductibilité à une quelconque étape quantitativement inférieure de ce que nous appelons, usant d'un pléonasme, la *mondialisation contemporaine*. Ces échanges étaient déterminés par les logiques des systèmes domestiques fondées sur la soumission de l'Economique aux impératifs de la reproduction du pouvoir politico-idéologique. Aussi, étaient-ils compatibles avec un certain degré de différenciation économique et sociale des communautés, au sens où ils ne stipulaient pas de manière dominante le *principe d'uniformisation* des habitudes et des comportements à l'échelle internationale.

Ces échanges ont offert, selon certains auteurs, à toutes les parties du monde, des «chances» de développement. Certaines régions y furent

cependant plus réceptives que d'autres, selon la capacité de réaction et d'adaptation de leurs systèmes intérieurs. L'exemple le plus frappant est celui de l'Europe qui résorba en un temps bref son «déficit de progrès», alors qu'elle était en retard, comparativement à la Chine, à l'Inde et au monde musulman. (Amin, 1997)

2. LA MONDIALISATION CAPITALISTE OU LA LOGIQUE DE LA RICHESSE, SOURCE DE POUVOIR.

La mondialisation dont il est question aujourd'hui est de type capitaliste. Elle est unique et sans équivalent dans l'histoire économique de l'humanité. Elle a une *logique propre* intimement liée aux déterminants de la reproduction du capitalisme à l'échelle mondiale. Consacrant la dominance de la sphère de production capitaliste et donc la libre action planétaire de la loi du profit, elle désigne selon la signification élaborée par les organisations internationales, trois étapes qui en font une «échelle à trois marches», mieux un *processus en cours*, voire un parcours économique inachevé:

- l'étape d'*internationalisation* liée à la croissance des flux de biens et services;
- l'étape de *transnationalité* qui traduit l'accroissement des flux d'investissement et des implantations à l'étranger;
- l'étape de *globalisation* qui exprime la mise en place de réseaux mondiaux de production et d'information .

La mondialisation capitaliste a démarré relativement tôt, mais non sans à-coups qui ont brisé le caractère linéaire de l'histoire politico-économique du capitalisme. Durant le 19^{ème} siècle, l'essor industriel de l'Europe et de l'Amérique (et à un degré moindre du Japon) eut pour effet de hiérarchiser la production industrielle mondiale et devait même édicter les termes d'une structuration économique future du monde. (Djenane, 1999). Le 20^{ème} siècle fut cependant riche en événements qui bouleversèrent le paysage économique mondial. En voici les plus importants :

- Première Guerre mondiale, 1914-18;
- naissance de l'URSS en 1922, comme promesse de rétrécissement de l'espace d'influence du système capitaliste;
- grande dépression de 1929, qui ébranla les règles et mécanismes d'organisation des rapports entre différentes monnaies, tels que définis par la Conférence monétaire de Gênes en 1922;
- Seconde Guerre mondiale, 1939-45.

Forte de son expérience souvent tragique, la communauté internationale (et à sa tête, les Etats-Unis d'Amérique) prend conscience de l'impossible mise en oeuvre d'une dynamique internationale de transformation économique et sociale durable, sans un ensemble d'obligations auxquelles doivent être soumis les pays dans le cadre de la promotion de leur développement économique. Le

coup d'envoi de la *standardisation internationale* fut donc lancé à la fin de la seconde guerre mondiale. En voici les principaux points de repère:

- premièrement, la signature en juin 1945, à San Francisco, par 51 pays de la Charte de l'Organisation des Nations Unies et son entrée en vigueur en octobre 1945, comme gage de paix et de stabilité dans le monde;
- deuxièmement, la signature des accords de Bretton Woods en 1945 qui devaient corriger les imperfections de l'économie internationale, notamment la surenchère ruineuse des dévaluations et les restrictions commerciales des années 30. Il s'agissait alors d'asseoir les mécanismes appropriés à un ordre économique international dans lequel devaient être:
 - encouragées d'une part, la concurrence et la coopération entre nations ou, ce qui revêt le même sens, combattues l'hégémonie et l'autarcie.
 - contrôlés d'autre part, les flux internationaux de capitaux, source de perturbation de l'économie internationale (Boughton, 1998).

Il fallait, en termes imagés, mettre «un pilote dans l'avion» pour tracer et surveiller «la trajectoire du vol». Un Conseiller principal des études du Fonds décrit les accords de Bretton Woods comme «une volonté commune de régler la circulation afin que les agents de l'économie internationale suivent, dans les limites imposées par le code de la route, leur chemin sans embouteillage et collision». (Hirsh, 1972)

Cette interprétation des accords de Bretton Woods repose sur l'hypothèse implicite qu'un processus de développement national renferme dans sa dynamique "un contenu international". Elle limite de fait le pouvoir intérieur des Etats, en vertu du truisme selon lequel la balance des paiements et le taux de change d'un pays membre du Fonds n'étaient pas sans incidences sur les balances des paiements et les monnaies des autres pays membres. (Gold, 1977)

Le principe d'une interdépendance complexe des économies nationales était donc posé à Bretton Woods. Celui-ci, ne pouvant fonctionner naturellement sans heurts, devait être pris en charge par une institution internationale ayant autorité de définir un *corps de normes économiques* et d'inciter ses membres à en observer l'application..

Cette institution est le Fonds Monétaire International chargé de surveiller le système monétaire international et d'appliquer aux pays membres, au motif du nécessaire rééquilibrage de leurs balances des paiements, une thérapeutique souvent socialement douloureuse dite *ajustement structurel*, composée d'un arsenal de mesures de politique économique y compris les réformes structurelles visant à adapter leurs économies aux règles du marché.

- troisièmement, la mise en place, au lendemain de la seconde guerre mondiale, par les Etats-Unis, d'un système d'aide à l'Europe dénommé Plan Marshall auquel sont associés des rythmes de croissance économique inédits et une amélioration très sensible des conditions de vie et d'existence des populations. De tels résultats souvent ramassés dans la littérature économique, dans l'expression des *trente glorieuses* créèrent, là où ils étaient observés, un terrain favorable à l'élargissement de l'influence des Etats- Unis, voire à la consécration de leur suprématie;
- quatrième, la naissance de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) comme moyen d'uniformisation et d'américanisation des habitudes de consommation.

Quant à la «parenthèse historique» ouverte par le socialisme longtemps considéré comme un *style de développement* capable, notamment dans les pays pauvres, de court-circuiter l'avenir, elle s'est fermée dans les rangs de la rationalité économique capitaliste. Cela prouve au moins qu'entre les promesses de la raison idéologique du socialisme et les termes de sa police des faits politiques et économiques, le décalage est énorme.

Vue sous ces aspects, la mondialisation est un phénomène récent. Sa problématique dépasse nécessairement la simple mise en relation des sphères de production nationales, qui ferait des marchés un cadre de coordination et non un lieu où s'expriment des rapports de force. Mais explicitons-la davantage.

3. LA MONDIALISATION : SES GRANDES PARTICULARITES.

La mondialisation peut être perçue comme un ordre économique où l'acte de produire, l'acte d'échanger, l'acte d'investir et l'acte de financer sont les attributions des «forces puissantes», des « autorités concurrentes», des « contre-pouvoirs» formés en dehors de l'Etat et fondés sur des organisations supposées plus proches du marché. Et c'est là que réside *la première grande particularité* de l'économie mondiale.

Ces forces sont identifiées dans la littérature économique: il s'agit des *firmes multinationales*, des *mafias* et des *organisations internationales*. (Henner, 1999)

Il en résulte alors la conséquence suivante: contrairement à l'internationalisation qui met au centre de la production et de l'échange, les *économies nationales*, la mondialisation est dominée par des acteurs autres que les Etats. En d'autres termes, nous n'avons plus affaire à des échanges entre des systèmes de production nationaux ou à une confrontation des sphères de production domestiques, mais à des flux de biens qui se déroulent à l'intérieur de *réseaux de fabrication* qui ont une dimension mondiale. Cette nouvelle organisation de la production et des échanges internationaux est sans doute la *seconde grande particularité* de l'économie mondiale.

Ces réseaux de fabrication sont implantés sur de multiples territoires. L'appartenance ou non d'un territoire donné à ces réseaux, voire son inclusion ou son exclusion, ne dépend plus de la volonté de l'Etat, mais des décisions d'acteurs privés.

La richesse mondiale émanant de manière croissante des sources privées qui exercent au-dessus des frontières des Etats, il devient difficile dans ce processus complexe de reconnaître aux Etats un rôle particulièrement dominant. Cette nouvelle place de l'Etat qui exprime une émancipation de l'économique à l'égard du politique est la *troisième grande particularité* de l'économie mondiale. Nous y reviendrons ultérieurement.

4. LA MONDIALISATION, UN PIS-ALLER IDEOLOGIQUE IDEAL.

Analysée sous l'angle de cette triple particularité, la mondialisation a une idéologie «généreuse»; elle donne à «tout un chacun» les raisons de croire à ses options et d'y camper.

A l'échelle internationale, la mondialisation suppose:

- un déclin relatif des Etats industrialisés. Ces derniers sont présentés comme affaiblis et dominés par des forces concurrentes. Aussi, seraient-ils dans l'incapacité politique et économique d'organiser, comme par le passé, l'exploitation des pays du Tiers Monde. Le discours sur l'impérialisme s'en trouve ainsi définitivement aboli. Le message est clair: le Tiers Monde sera à l'avenir seul responsable de son malheur. La mondialisation permet aux pays industrialisés de se soustraire au devoir d'aider les PVD devenus leurs «égaux»: bien plus, elle leur donne le droit légitime de ne pas s'en soucier.
- que le processus de développement international est appréhendé sous le seul angle économique. Cette façon d'ôter à *l'économie* son aspect *politique* et d'en faire un domaine d'action réservé aux seuls acteurs économiques qui opèrent loin des préoccupations des Etats, n'est pas innocente. Elle permet d'éviter de poser la problématique de la mondialisation en termes *globaux*. Présentée pour l'essentiel comme la circulation des biens et services et des capitaux, la mondialisation semble s'accommoder des régimes dictatoriaux. La démocratie, les droits de l'homme s'y évanouissent. Il s'agit là d'un message fort qui prédispose les régimes autoritaires du Tiers Monde à «jouer le jeu» sans risque pour leur avenir.
- une émergence économique relative des pays du Tiers Monde. Cette *dimension symbolique* (Fitoussi, 1999) de la mondialisation a deux interprétations:
 - d'une part, elle s'identifie à une confirmation du bien-fondé des recettes stylisées proposées il y a un demi-siècle par les gouvernements occidentaux aux gouvernements des PVD. Ces recettes semblent universelles et sans substituts. L'échec du communisme en est la justification patente.

- d'autre part, elle traduit le fait que les PVD méritent la confiance placée en eux, par la communauté internationale. Ces mêmes pays sont reconnus implicitement comme ayant résorbé en un *temps très court* leur retard économique et social et rattrapé dans plusieurs domaines les pays industrialisés.

Ce discours est d'abord particulièrement bien accueilli par les dirigeants des PVD en quête de légitimité populaire. Ensuite, il donne définitivement «un visa» planétaire à la rationalité de type capitaliste.

A l'échelle interne, la mondialisation:

- rend dans les pays industrialisés l'activité syndicale quasiment superflue. Face aux revendications liées aux salaires, à l'emploi, à l'amélioration des conditions de travail, les Etats affaiblis étalent leur incapacité à donner une quelconque réponse. La raison idéologique en est que la dictature des marchés ne leur laisse aucune marge de manoeuvre. Aussi, est-on en droit de penser qu'en l'absence d'une autorité forte chargée d'arbitrer et de réguler, la porte est ouverte à toutes les aventures. En vérité, *l'impuissance entretenue* des Etats peut servir de «prétexte» pour ces mêmes Etats pour mieux défendre, du moins jusqu'à une certaine limite, les intérêts des propriétaires du capital dont ils sont en priorité, les représentants;
- dote les partis libéraux au pouvoir ou en quête de pouvoir, d'un arsenal de justifications aux termes desquelles le monde fonctionnerait selon leur propre vision; d'où leur degré d'intelligence historique plus grand comparativement à celui de leurs rivaux. Cette «qualité politique» devrait leur permettre de garder le pouvoir lorsqu'ils y sont et de le conquérir, s'ils sont dans l'opposition.
- permet aux chantres de la social-démocratie acquis à l'interventionnisme économique de l'Etat de s'imposer sur la scène de la compétition politique, avec pour programme politique résumé, l'acte d'adoucir la mondialisation en lui conférant un «visage humain».
- donne aux jeunes gouvernements démocratiques des pays du Tiers Monde l'occasion de vanter leur mérite d'être au diapason de l'histoire économique mondiale.
- autorise les régimes totalitaires du Tiers Monde à camper sur leurs options comme «bouclier politique contre les déboires de la mondialisation».

La mondialisation semble donc, du moins dans son idéologie, convenir à tous les acteurs de la vie politique, même si sa pratique comporte un degré d'uniformisation et de standardisation qui risque d'être préjudiciable aux régimes politiques anachroniques.

5. QUELQUES ASPECTS POSITIFS DE LA MONDIALISATION.

Selon le rapport mondial sur le développement humain, établi par le PNUD, en 1999 :

- le PIB mondial s'est multiplié par 10 durant la dernière moitié du 20^{ème} siècle, passant de 3000 à 30 000 milliards de dollars. Pendant cette période, le PIB par habitant a plus que triplé;

- les exportations mondiales s'élevaient à la fin des années 90 à 7000 milliards de dollars, soit 21% du PIB contre 17% dans les années 70;

- l'investissement direct étranger atteignait 400 milliards de dollars en 1997 contre 60 milliards environ dans les années 70;

- le montant brut des investissements de portefeuille et d'autres capitaux à court terme était de 2000 milliards de dollars à la fin des années 90, contre 700 milliards environ dans les années 80;

- le tourisme est passé de 260 à 560 millions de voyageurs par an entre 1980 et 1996;

- le volume des appels téléphoniques internationaux a atteint en 1996 70 milliards de minutes contre 33 milliards seulement six ans plus tôt, en 1990;

- l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 10 ans entre 1965 et l'an 2000;

- le taux d'alphabétisation des adultes a également progressé passant de 48 à 72% entre 1970 et 1997;

- plus de 70% de la population mondiale vivent dans des régimes démocratiques pluralistes;

- enfin, on observe une intégration mondiale de plus en plus grande, grâce à une meilleure circulation internationale de l'information, elle-même liée à la mise en oeuvre des nouvelles technologies de la communication.

Ces chiffres sont encourageants. Ils crédibilisent, à priori, le processus de mondialisation au sens où ils traduisent le fait que l'élargissement de la production et des échanges mondiaux permet de diffuser le progrès à travers l'espace planétaire. Ces chiffres globaux masquent évidemment les disparités qui existent entre les pays et les groupes sociaux, qui sont à la fois non seulement réelles mais aussi importantes.

En d'autres termes, peut-on et doit-on vraiment croire que le marché est apte à observer l'intérêt général au point de lui laisser le soin de déterminer seul l'accès à des biens dont dépendent non seulement le bien-être mais aussi la survie de nombreux groupes de population? Nous ne le pensons pas. Examinons, pour nous en convaincre, les points faibles de la mondialisation.

6. LES POINTS FAIBLES DE LA MONDIALISATION: PARADOXE, DEBOIRES ET DANGERS.

Les faiblesses de la mondialisation sont de trois types: son paradoxe, ses déboires et ses dangers. Examinons-les successivement.

- La mondialisation se heurte aujourd'hui à un *paradoxe* fondamental qui risque, s'il n'est pas réellement pris en charge par une autorité ayant pouvoir distributif, de saper de manière précoce ses fondements. D'un côté, on est fier d'actionner l'idée d'un village planétaire où les habitudes de consommation seraient uniformisées, voire américanisées et où «les Etats perdraient les instruments de contrôle de politique économique»; de l'autre, on veut camper solidement sur les spécificités nationales qu'on refuse de voir se dissoudre dans «la norme mondiale». (Chatelus, 1993)

Cette situation, dans laquelle les peuples et les gouvernements tentent et tendent à garder jalousement leur histoire et leur mémoire, est en soi un système de résistances à la standardisation des communautés. Elle n'est pas de nature à éviter la résurgence souvent violente des cultures et des identités nationales. (Chatelus, 1993)

La question qui se pose est donc la suivante: si les nationalismes, les régionalismes, voire les localismes semblent inévitables dans cette nouvelle expérience de transformation économique et sociale du monde, jusqu'à quelle limite pourront-ils faire bon ménage avec la mondialisation? A partir de quand pourront-ils y être préjudiciables? Et comment mesurer ce degré de compatibilité et d'incompatibilité entre celle-ci et ceux-là? Faut-il élaborer des critères quantitatifs? Des critères qualitatifs? Les deux à la fois? Quand pourra-t-on parler de succès relatif de la mondialisation et quand pourra-t-on, au contraire, en souligner l'échec?

Il n'y a pas de réponses toutes faites à ces questions. Il importe cependant de noter que les oppositions ouvertes et larvées auxquelles est aujourd'hui (et sera à l'avenir) exposée la mondialisation s'expliquent aussi bien par la crainte des communautés de se voir aspirer et disparaître dans le «magma mondial» dont elles n'ont aucun contrôle, que par l'incapacité de la mondialisation, saisie à son niveau actuel, de changer autrement que par des «clichés» sans avenir tangible les conditions de vie et d'existence des populations à l'échelle mondiale. En effet, consommer un hamburger et un coca au seuil d'un taudis n'a rien d'américain.

La mondialisation a alors pour défi majeur de proposer des alternatives prometteuses aux populations des différentes régions du monde, pour que celles-ci commencent à accepter au moins l'idée de jeter un regard critique sur leurs organisations sociales et comportements collectifs. Et c'est seulement à ce prix qu'elle pourra prétendre déjouer les obstacles qui se dressent sur sa voie. Mais n'est-ce pas là déjà une attente excessive pour une économie mondiale dont la loi fondamentale est par essence *polarisante*?

• La mondialisation a aussi des «*arriérés*» qu'on a tendance à éluder lorsqu'on n'observe que les valeurs globales relatives aux seuls flux économiques.

A la fin des années 90, les 20% les plus riches de la population mondiale détiennent un revenu qui est de 74 fois le revenu des populations les plus pauvres de la planète. Il y a trente ans, ce coefficient était de 30. On assiste donc à une exacerbation des inégalités de revenu qui caractérise aussi bien les pays riches que les pays pauvres.

En 1998, les deux cents personnes les plus riches de la planète avaient des biens d'une valeur de 1000 milliards de dollars, contre 440 milliards quatre années plus tôt, en 1994.

Quant aux trois personnes les plus riches du monde, la valeur de leurs biens dépasse le produit national brut global des 48 pays les moins avancés.

Dans les pays industrialisés, on estime qu'une personne sur 8 est concernée par un des critères de la pauvreté humaine : chômage de longue durée, revenu inférieur au seuil de pauvreté national, niveau de qualification insuffisant pour se recycler. En 1980, le nombre de familles vivant en dessous du seuil de pauvreté a augmenté de 60% en Angleterre, de près de 40% aux Pays Bas. Aux Etats-Unis, au Canada et en Australie, la moitié des familles monoparentales ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté.

Dans les pays du Tiers Monde, les données disponibles indiquent pour la fin des années 90 une diminution du revenu par habitant en Afrique subsaharienne et dans les pays moins avancés d'Asie, par rapport à celui des années 70. D'autres chiffres permettent de nuancer le caractère prétendument vertueux de la mondialisation:

- Plus de 25% des 4,5 milliards d'habitants qui vivent dans le Tiers Monde sont privés de certains éléments qui définissent la condition humaine: alimentation, logement, soins, éducation;
- 840 millions d'habitants souffrent de malnutrition;
- 1,3 milliard d'habitants n'ont pas accès à l'eau potable;
- 1,3 milliard d'habitants ont un revenu journalier inférieur à un dollar (en parité de pouvoir d'achat de 1987).

La pauvreté étant partout, la mondialisation semble abolir les frontières géographiques qui définissent le Nord et le Sud . Dorénavant, ces deux pôles auront un balisage économique. Nous appellerons le Nord, les riches du Nord et du Sud et le Sud, les pauvres du Nord et du Sud.

La mondialisation cristallise la possibilité pour certains groupes particuliers de faire, dans des territoires donnés, sécession avec le reste de la population. A côté des groupes protégés, liés entre eux à travers le monde par des moyens de communication modernes, vivront des masses de gens paupérisés, s'ignorant les uns les autres. Source

de bien des maux sociaux, les populations marginalisées par le processus d'accumulation du capital à l'échelle mondiale seront vraisemblablement tenues en respect par de puissants appareils de répression internes coordonnés au niveau planétaire. (Giraud, 1999)

- La mondialisation comporte enfin des *dangers*. En voici les principaux sans ordre d'importance aucun : (Giraud, 1999).

- La forte concurrence mondiale qui s'installe entre les entreprises comporte une *forte probabilité* de destruction des emplois, notamment dans les secteurs d'exportation. Pour éviter l'accroissement du nombre de chômeurs et donc l'aggravation des inégalités sociales, il faut au moins que se réalise l'une des deux conditions majeures suivantes: d'une part, une création régulière d'emplois plus intense que leur destruction dans les secteurs compétitifs dits «exposés»; d'autre part, une croissance forte dans les secteurs dits protégés et orientés vers la demande domestique (éducation, santé, commerce, transports urbains, restauration, loisirs, BTP, etc.). A défaut, la précarité de l'emploi et des revenus n'est pas à écarter. La *flexibilisation* des marchés du travail risque de s'installer de manière durable, notamment en l'absence d'un Etat fort chargé de réguler les phénomènes économiques et sociaux.

- Une forte instabilité du développement mondial qui peut s'expliquer par une concurrence accrue des pays forts dans l'appropriation des ressources du pouvoir économique, en particulier les finances. Les pays doivent faire preuve d'une extrême prudence lorsqu'ils s'ouvrent aux capitaux à court terme qui sont éminemment spéculatifs et peuvent, à ce titre, se révéler nuisibles pour les objectifs de politique intérieure. L'exemple de la crise asiatique ne doit pas être perdu de vue. (Pnud, 1999)

- Enfin, sous l'hypothèse de la dissipation de l'autorité de l'Etat, une *délinquance financière* et une *criminalité internationale* de plus en plus grandes. Ces pratiques d'enrichissement illicites sont inquiétantes, en raison de leurs conséquences politiques, sociales, économiques et morales. Aujourd'hui, on estime l'activité des gangs à 1500 milliards de dollars -soit plus de 20% des échanges internationaux- dont 400 milliards concernent le trafic des stupéfiants.

7. L'ETAT DANS LE PROCESSUS DE MONDIALISATION : AVENIR OU DEVENIR?

La plupart des écrits consacrés à la mondialisation pronostiquent la fin de l'Etat-nation, voire le transfert de son autorité à des organisations proches du marché qui, comme nous le soulignons précédemment,

sont les firmes multinationales, les organisations internationales et les mafias.

Ces nouvelles forces sont en principe autonomes; elles n'ont de devoir d'allégeance envers aucun Etat- nation, parce qu'elles ont le pouvoir de:

- menacer la sécurité;
- consentir ou refuser des crédits;
- contrôler l'accès à l'information;
- et décider quoi, comment et où produire;

La célèbre thèse de J.P. Nettl⁽¹⁾ (1968) selon laquelle la constante qui subsisterait est la présence de l'Etat pour chaque acteur national dans le domaine international s'en trouve quelque peu ébranlée.

Formulée différemment, la contre-thèse de l'Etat ou la thèse de l'anti-Etat que renferme la dynamique de la mondialisation suppose que l'Etat gendarme correcteur des imperfections du marché et, plus sûrement, l'Etat propriétaire et producteur, ont de faibles chances d'y survivre. En effet, ni l'un, ni l'autre ne semblent en mesure de mettre en oeuvre efficacement une politique économique nationale dont les déterminants intéressent les phénomènes économiques qui dépassent leur espace d'influence. Il faut souligner que l'autorité de l'Etat telle que façonnée au lendemain de la seconde guerre mondiale, n'est plus observable aujourd'hui.

En sont à l'origine aussi bien la vague des privatisations des années 80 qui a concerné également les monopoles naturels (postes, transports, télécommunications, énergie, eau.) que les secteurs concurrentiels (sidérurgie, automobiles), et les défaites successives des soviétismes.

La mondialisation promet d'accélérer, au nom de l'efficacité productive, la fin de cette mainmise de l'Etat sur l'économie. Il y a à cela quatre raisons immédiates. Les unes sont internes à l'Etat; elles sont liées à l'inefficacité de ses modalités d'intervention tant du point de vue de leur coût que de leurs résultats. Les autres sont externes à l'Etat; elles sont relatives à l'émergence d'acteurs qui maîtrisent les composantes du processus d'accumulation du capital ou les ressources du pouvoir économique mondial (technologie, finances, marchés, biens alimentaires). Ces raisons peuvent être résumées ainsi:

- il n'est pas certain que la *main visible* des pouvoirs publics soit dans tous les cas préférable à la *main invisible* du marché. Le marché a sûrement des imperfections telles que les abus de puissance, la mise en place de barrières sévères à l'entrée, le comportement prédateur des entreprises dominantes. Mais dans sa tentative de leur correction, l'Etat *redresse généralement la barre en la tordant dans l'autre sens*. La création de rentes de situation, la corruption, la mauvaise qualité des services publics accompagnent presque partout sa présence dans la vie économique. C'est dire que la solution de l'excès de marchandisation n'est pas dans une étatisation excessive.

- l'ingérence de l'Etat dans la vie économique est analysée, en raison de son énorme coût, par les «mondialistes purs et durs» comme un «parasitage» du processus de production des richesses. On estime en 1995 à 668 milliards de dollars le seul coût direct de l'intervention publique (paperasserie, coût de la réduction des risques) dans les pays de tradition libérale comme les Etats-Unis. Dans les pays d'Europe de tradition interventionniste, ce coût est encore plus élevé. (Dewatripont, Praest, 1999).
- l'essentiel des transactions commerciales et financières internationales émanent des sources privées qui exercent au dessus des frontières des Etats en en réduisant en même temps le rôle et les attributions. (Evans, 1999). En effet, les chiffres d'affaires de nombreuses firmes multinationales sont supérieurs au budget des Etats-hôtes. Ces firmes dont l'organisation est complexe et l'origine des capitaux multiple sont quasiment incontrôlables. Leur puissance les autorise à mettre en oeuvre «des politiques autonomes dans lesquelles l'Etat est au pire, un gêneur ou une valeur nulle, au mieux, un appui subalterne». (Daguza, 1999)
- il existe, selon bien des auteurs, une dictature des marchés financiers qui punit tout Etat contrevenant ou résistant ou initiateur de politiques autonomes, par la baisse de la valeur de sa monnaie et par des contraintes plus lourdes d'accès aux marchés des capitaux (Block, 1996). A titre d'exemple, sur les marchés financiers du monde, il s'opère 1000 milliards de dollars par jour d'opérations de change, soit une valeur aussi grande que le stock des réserves de change de tous les gouvernements (Evans, 1999).

Cette nouvelle logique de l'économie mondiale limite donc considérablement le domaine d'action de l'Etat. Ce dernier ne semble avoir d'autres choix que de rendre attrayant son territoire pour que les acteurs réels du développement mondial s'y installent massivement et durablement. Ce nouveau rôle subalterne ouvre le champ d'une âpre compétition entre les Etats, face aux exigences de plus en plus grandes des investisseurs. Le risque est gros pour beaucoup d'Etats, en butte à des difficultés structurelles, de brader leur souveraineté.

Mais que vaut la prédiction de la fin de l'autorité de l'Etat-nation? Analysons-la un peu plus. Bien qu'elle ne soit pas dépourvue d'intelligence historique, elle paraît en première lecture insensée. Dans son ultime acception, elle identifie au plan idéologique la mondialisation au communisme dans sa promesse historiquement irréalisée du dépérissement de l'Etat. A croire que l'histoire économique a une fin unique, quelle que soit sa méthode d'évolution. Dans tous les cas, elle semble traduire d'abord un complot contre l'Etat.

Mais le communisme, tout au moins dans sa version soviétiste, n'a pas remporté de victoire contre sa catégorie politique centrale. Qu'en sera-t-il de la mondialisation?

Il serait sans doute imprudent de sous-estimer les dangers de ce processus pour l'autorité de l'Etat. En effet, le risque est gros pour les

pouvoirs publics, eu égard au caractère complexe de la mondialisation, de ne pas pouvoir réagir avec rapidité, efficacité et vigueur aux décisions qui, prises dans le cadre d'une économie privée, n'observent pas l'intérêt général. Les conséquences en seraient insoutenables aussi bien pour les populations que pour les entrepreneurs eux-mêmes. En l'absence d'un contre-pouvoir, que d'aucuns désignent par «négarchie, en tant qu'aptitude à nier, limiter et contraindre l'autorité arbitraire», les déboires économiques et sociaux de la mondialisation seraient sans limites. (Henner, 1999)

En outre, les abus de puissance, de par leurs aspects variables, changeraient fondamentalement la «marche économique» du monde, au point de remettre en cause le marché lui-même.

«Trop de marché tue le marché» par la définition constamment mouvante des règles à respecter pour y accéder. Les acteurs économiques ne les ont pas encore assimilées qu'elles sont déjà obsolètes. Aussi, préfèrent-ils de loin les repères stables et structurés du passé à l'inintelligibilité des relations actuelles. Une telle attitude n'est pas de nature à intensifier le développement à l'échelle mondiale. Au delà d'un certain point, l'émancipation de l'Economie à l'égard de la volonté politique «aggrave les risques collectifs plus qu'elle n'augmente les occasions et les opportunités de profits individuels» (Evans, 1999).

Il importe cependant d'éviter cette approche alarmiste de la mondialisation en nuancant la prédiction de la fin de l'autorité de l'Etat-nation. En effet, la mondialisation n'est pas seulement économique. Elle revêt aussi, bien que timidement encore, une dimension politique qui appelle l'uniformisation des *façons d'agir des gouvernements* à l'échelle planétaire. On est en principe en droit de s'attendre, en la présence des points de repère politiques internationaux communs, à des réactions rapides des Etats, face aux forces qui troublent leur raison d'être. Mais il ne peut s'agir là que d'un vœu pieux. En réalité, la mondialisation est *asymétrique*. Et les rythmes et résultats qui la caractérisent sur le plan économique ne sont pas observés dans d'autres domaines «tels que l'équité sociale, la lutte contre le terrorisme international, la collaboration institutionnelle». «L'action des gouvernements reste aujourd'hui enfermée à l'intérieur de frontières géographiques bien définies. De ce fait, l'interdépendance économique internationale peut coexister avec l'impuissance politique des Etats. (Valaskakis, 1999)

Ce qui menace dans les faits l'Etat est moins la mondialisation que *son incapacité de s'y positionner sans disparaître*. Les nouveaux pays industriels qui ont opéré, par leur dynamisme industriel, des changements profonds dans la division internationale du travail, sont des exemples patents de la possible compatibilité entre la mondialisation et une présence forte de l'Etat. La réussite de ces pays, devenue un référent international, a sans doute parmi ses facteurs explicatifs majeurs, la combinaison historiquement intelligente de l'initiative privée et de l'initiative publique. Rien donc n'est moins sûr

que cette proposition qui fait de l'absence de l'Etat l'occasion de l'accroissement de l'efficacité productive à l'échelle mondiale.

Dans la pratique, il est difficile d'imaginer l'Etat sans le marché et le marché sans l'Etat. L'un sans l'autre est *autodestructeur*. La mondialisation modifie néanmoins quelque peu le contenu du lien entre *souveraineté* et *économie*. Elle redéfinit, à la lumière des marchés interconnectés, le rôle de l'Etat en lui imposant en priorité de se décharger de sa nature *centralisatrice et bureaucratique*, pour devenir *entrepreneur de la régulation des activités organisées en réseaux*. Il ne s'agit pas là d'une tâche facile. Si l'intervention publique, dans sa version ultime de production de biens matériels, semble appartenir à un autre âge, l'Etat devrait pouvoir mettre en place des institutions qui permettraient au marché de fonctionner sans à-coups majeurs, dans un environnement caractérisé par de fortes interdépendances et une imbrication des relations commerciales et financières qui rendent forcément caduques les mesures de *portée nationale*.

On citera à titre d'exemple, «les exigences en matière d'information des consommateurs, le contrôle de qualité, une réglementation antitrust, un système fiscal attractif» (Dewatripont, Praest, 1999) En effet, il y va de la survie du «prince» d'organiser, d'orienter et de contrôler les flux qui traversent son autorité. (Rachline, 1999)

Mais la question du *niveau de gouvernement* reste ouverte. Les Etats des pays industrialisés mieux préparés à la mondialisation, parce qu'ils en sont les principaux artisans, la posent déjà clairement à *l'échelle régionale*, comme marche intermédiaire entre les Etats nationaux et l'économie mondiale. Tout se passe donc comme si, avant de nager sans dangers dans l'océan, il fallait d'abord s'entraîner dans un lac. En témoignent l'Union européenne (UE), l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) et d'autres formes de regroupements régionaux de par le monde, notamment l'APEC (Asia-pacific economy coopération)

L'Etat régional fermé (Europe) ou ouvert (APEC) se pose alors non seulement comme un multiplicateur de la puissance politique, mais aussi, comme une escale dans laquelle est testée l'efficacité des nouveaux leviers d'intervention publique. Quant à la région, oeuvre de grande haleine, en raison des négociations internes et externes devant être menées par les gouvernements (Girault, 1999), sa formation n'est pas forcément conditionnée par l'observation des critères classiques de langue, d'histoire et de culture communes. Elle est vue d'abord comme un espace de réalisation de ce que les acteurs dominants considèrent comme priorités politiques, sans doute, un pouvoir d'influence inconcevable à l'intérieur des frontières nationales (Higgot, 1999, Siroën, 1999).

Les Etats régionaux formés ou en voie de l'être ne fonctionnent pas de manière homogène. Cette caractéristique n'est pas négligeable, tant elle détermine la pertinence de l'action politique. L'effet multiplicateur de la puissance du nouvel Etat attendu de la régionalisation, peut être neutralisé par la lourdeur des moyens d'intervention qui y sont associés et la faible rapidité de leur mise en oeuvre. Cette situation

peut être observée en particulier à l'échelle d'un Etat régional formé d'un groupe de pays ayant des «niveaux de développement sensiblement égaux» et se disputant avec la même intensité, le processus d'appropriation des ressources du pouvoir économique mondial. Dans ce contexte, l'UE est sans doute exposée à plus de risques de dysfonctionnements, que l'ALENA, dominée par un seul pôle de décision, les Etats-Unis.

Ce raisonnement abstrait de l'Etat-nation ou de l'Etat-région au singulier, semble soumettre aux mêmes règles de conduite tous les Etats de la planète. Dans la pratique, les territoires qui n'ont rien à offrir aux firmes multinationales ne seront soumis politiquement à aucune forme de pression internationale. Leurs gouvernements peuvent continuer de s'user par des luttes intestines et d'être encore longtemps en dehors de l'histoire économique du monde.

C'est dire que la mondialisation économique est extrêmement sélective. Ce qui en rend le concept même *superflu*. A titre d'illustration, en 1997, 85% des investissements directs étrangers réalisés dans les PVD ont eu pour destination seulement une vingtaine de pays en Amérique Latine,... (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou, Venezuela), en Asie (Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Hong Kong, Malaisie, Singapour, Taïwan, Thaïlande) et en Europe de l'Est (Hongrie, Pologne). La même observation s'applique avec de légères nuances aux 95% des investissements de portefeuille réalisés à la même date.

8. L'ECONOMIE ALGERIENNE ET LA MONDIALISATION.

Les quelques écrits publiés en la matière évaluent de manière optimiste la probabilité de l'Algérie de s'inscrire sans remous dans la nouvelle dynamique de transformation économique et sociale mondiale. Les raisons généralement évoquées résident dans ses atouts liés à sa position géographique, à ses ressources naturelles, à son potentiel humain et économique, à son degré d'ouverture relativement important, mais surtout à la volonté réformatrice de l'Etat. L'optimisme d'une Algérie «aisément mondialisable» est encore plus fort aujourd'hui avec sa signature de l'Accord d'association avec l'Union européenne à la fin de l'an 2001 et les efforts qu'elle consent pour son adhésion à l'OMC. Ces possibilités auraient pu suffire, si elles ne rencontraient pas dans la pratique une série d'obstacles qui minorent considérablement leurs effets positifs prévisibles. Certains de ces obstacles sont d'ordre externe au système économique algérien et d'autres internes à sa logique même. Les voici en substance:

- La mondialisation est extrêmement sélective. Chaque Etat tente de rendre son territoire plus attractif que d'autres, dans le but de bénéficier de l'action du processus d'appropriation des ressources du pouvoir économique mondial. Aussi, les possibilités réelles ou virtuelles dont dispose l'Algérie face aux conditions sévères de l'implantation des firmes multinationales doivent-elles être analysées de manière comparative et non pas absolue.

- Contrairement à ce que semble sous-entendre l'idéologie de la mondialisation, les firmes multinationales n'ont pas dans les pays d'accueil une mission humanitaire ou civilisatrice. En effet, il ne s'agit pas pour elles, d'apprendre aux peuples comment «être et se comporter» mais de créer de la valeur qui est leur *raison d'être exclusive*. Dans le cadre de cet objectif, elles misent en priorité sur des territoires dont le développement économique est assez dynamique, comme solution de réduction des contraintes de tous ordres qui menacent les possibilités de valorisation rapide de leur capital. Le capitalisme est aujourd'hui sénile. Sa logique de fonctionnement actuelle intègre rarement *l'acceptation de sacrifices à court terme* pour de meilleurs dividendes à long terme, encore moins le risque et les aventures que requiert la mise en oeuvre sur chaque espace du monde, de «mini-révolutions industrielles». Tel ce vieillard aisé, rivé à son fauteuil, les artisans de la mondialisation économique semblent se contenter largement de ce que la longueur de leurs bras leur permet de ramasser.

Certains pays d'Asie et d'Amérique latine, mais aussi certains pays d'Europe de l'Est, peuvent paraître mieux indiqués que l'Algérie d'aujourd'hui à cette *paresseuse réalisation du profit*. Et ce n'est pas un hasard si ces mêmes pays concentrent l'essentiel des investissements directs étrangers.

A l'inverse de ce que stipule l'idéologie de la mondialisation, les firmes multinationales ne sont pas attentives *seulement* aux règles du calcul économique. Elles demeurent, malgré leur action transnationale, sensibles aux décisions des gouvernements de leurs pays d'origine. Elles ne perdent jamais leur nationalité et entretiennent des relations étroites avec leur Etat d'origine qui les aide dans le cadre de la mise en oeuvre de leur stratégie internationale (Cohen, 1996). Dans ce contexte, la notion d'attractivité d'un territoire n'est pas explicable seulement à l'intérieur des frontières de la science économique.

- Le pouvoir politique algérien qui tente de «surfer» au-dessus des tendances politiques rivales et qui ne représente de manière lisible aucune d'entre d'elles, ne semble avoir d'autre finalité qu'un consensus politique minimum dont la réalisation a souvent pour revers un *immobilisme structurel*. Sa crainte de déranger, avec des effets préjudiciables à sa survie, sa logique distributive qui fonde l'organisation économique et sociale nationale, le contraint à une «gestion» de type léthargique qui n'est pas de nature à rendre visible les signaux de sa volonté de construction d'un Etat moderne. Les signes d'essoufflement qu'il présente et qui traduisent en même temps son inaptitude à élaborer un projet de société scientifiquement repérable, ne sont rassurants pour aucun gros investissement national ou étranger. Dans ce contexte, dominé sur le plan politique par la contradiction entre la logique de consolidation du pouvoir et la rationalité de construction de l'Etat, et sur le plan économique par la contradiction entre la logique rentière et la rationalité productive, il est difficile de s'attendre à un degré d'attractivité du territoire économique national qui soit particulièrement important.

• Les entreprises publiques algériennes ont été créées dans le cadre d'une problématique politique étatiste qui les a tenues longtemps loin des impératifs du calcul économique. Leur paresse productive, associée à leurs charges excessives, posait à leur naissance déjà la question de leur survie qui devait les mettre durablement sous «perfusion financière» de l'Etat. Transformer aujourd'hui ces «gouffres financiers» en entités productives ne relève peut-être pas de l'impossible. Mais il faut sans doute plus que les réformes habituelles d'ordre technique (restructuration organique, autonomie) mises en oeuvre en Algérie et qui ont plus sapé «le peu de cohérence interne» qui les caractérisait qu'accru leur productivité de manière substantielle. Entreprises fragilisées par les diverses thérapeutiques auxquelles elles sont soumises d'une part, et le désengagement de l'Etat d'autre part, voilà qui met, entre autre facteurs, le «développement national dans l'impasse». Et la vie économique «au ralenti» qui en résulte décourage les acteurs de la mondialisation motivés d'abord par l'existence d'une «machine économique huilée» qui puisse leur permettre de mettre en oeuvre, sans risques, leur processus de valorisation du capital.

Ces obstacles externes et internes de la mondialisation ne peuvent trouver de solutions que dans une intervention active de *l'Etat rénové*. Il y a à cela une raison fondamentale. En effet, le mode d'organisation de l'économie qui mit, pendant une longue période, le tout-Etat au centre des activités économiques, n'a pas permis l'émergence de pouvoirs internes puissants aptes, en période de désengagement de l'Etat, à prendre le relais de l'élaboration, de la mise en oeuvre et de la surveillance correctrice de la stratégie industrielle en particulier et du développement en général. Dans le cadre de la mondialisation, l'Etat algérien doit apparaître *de manière transformée sur la scène du développement* en usant de leviers différents de ceux qu'il a l'habitude de manier. Il ne s'agira plus pour lui d'imposer, mais d'inciter selon les objectifs sociaux qu'il compte satisfaire et que son administration doit être apte à circonscrire de manière pertinente. L'Etat doit au moins savoir se positionner à la périphérie du marché en vue de lui permettre de fonctionner sans à-coups qui remettraient en cause sa dynamique.

Outre les facilités (infrastructure, avantages financiers et fiscaux, formation, information, réglementation souple) qu'il se doit d'être en mesure d'accorder aux entreprises qui donnent un «contenu» à sa politique sociale, l'Etat doit veiller à ce que le consommateur soit bien informé de ce qu'il a dans son assiette, au contrôle de qualité, au règlement des différends entre les parties contractantes, à freiner de manière efficace le comportement prédateur des entreprises dominantes.

Aussi doit-il faire rapidement «*le ménage chez lui*» pour espérer à moyen terme un soutien international. Contrairement à l'idéologie de la mondialisation qui affaiblit l'Etat, l'expérience de développement des NPI montre que les firmes multinationales ne sont pas insensibles aux efforts déployés par l'Etat pour mettre en place les conditions matérielles, réglementaires et politiques nécessaires à la mise en oeuvre de leur stratégie.

Proposer un nouveau rôle de l'Etat consistant, en termes généraux, à «faire le ménage chez lui», peut paraître relativement aisé. Or, il n'en est rien. Dans la pratique, il s'agira pour l'Etat, d'engager non pas des réformes épisodiques à la fois techniques, partielles et partiales qui s'inscrivent dans le *changement dans la continuité*, mais un *schéma de réforme systémique et synthétique* et de s'y engager pleinement et efficacement. Ayant le monopole de la puissance, l'Etat doit se *réformer lui même*, tel ce «médecin isolé» contraint de s'opérer lui-même, loin de toute assistance. Le pourra-t-il?

L'Etat est en réalité dans une position plus confortable que ce médecin. Il peut toujours, dans le cadre de son action, prendre appui sur des associations, des partis politiques des syndicats. Encore faudrait-il qu'il cesse d'être craintif et d'interpréter chaque risque comme l'occasion de sa ruine. En effet, l'une des grandes différences entre le pouvoir politique et l'Etat réside dans le fait que le premier se nourrit de l'unanimité qui cache des conflits larvés et le second de contradictions qui le font grandir à chacune de leurs solutions. Un pouvoir «mou» a forcément peur du moindre signe fort de l'émergence de l'Etat. Il tourne le dos continûment à son processus de construction, lequel s'identifie à sa propre mort.

L'avenir politique et économique de l'Algérie dans le cadre de la mondialisation n'est pas difficile à prévoir. Il est subordonné à la présence d'un Etat fort (un pléonisme qui corrige le paradoxe de l'Etat faible) chargé de réguler les comportements souvent contradictoires des acteurs économiques et d'asseoir une autorité à laquelle il est possible de recourir, en cas de besoin. Ce nouveau rôle est inséparable de l'exercice *de la bonne gouvernance* que la littérature en la matière définit de la manière suivante :

- l'Etat de droit en tant que garantie de la sécurité des citoyens et du respect de la loi;
- la bonne administration comme gestion efficace et équitable des dépenses publiques;
- la responsabilité et l'imputabilité qui obligent les dirigeants politiques à rendre des comptes de leurs actions à la population;
- la transparence en tant que disponibilité et accès facile à l'information des citoyens.

Ces critères ne caractérisent pas l'Algérie d'aujourd'hui. Aussi, est-il inutile de mettre en oeuvre une quelconque réforme économique, dans un contexte d'invariance politique. Celle-ci est vouée à l'échec. En témoignent avec force, les tentatives répétées de réorganisation de l'économie nationale opérées en Algérie selon le principe du changement économique dans la continuité politique.

En conclusion, au delà de la croissance des flux de divers ordres qu'elle permet d'enregistrer, la mondialisation peut être douloureuse pour de nombreux groupes de population. Fondée sur la réalisation d'une loi économique, celle du profit, qui est par essence polarisante, elle ne peut diffuser, contrairement à ce que stipule son idéologie, le

progrès à l'échelle planétaire. Dans certaines situations, ses dégâts peuvent être plus nombreux que ses avantages. D'où la nécessité de sa régulation par des Etats forts chargés d'en corriger les imperfections.

En effet, aucune loi économique ne saurait être légitime, si elle provoquait la faim de plusieurs centaines de millions d'être humains. Le principe selon lequel des acteurs dominant en dehors de l'Etat seraient les seuls acteurs du développement mondial est non seulement discutable, mais aussi dangereux, s'il place les Etats dans l'expectative ou justifie, au nom de la protection des peuples, la longévité politique des régimes qui tentent de s'inscrire en dehors de la dynamique de la mondialisation.

Références bibliographiques

Amin S., 1997. «Capitalisme, impérialisme et mondialisation», *in Recherches internationales*, N°48, Printemps.

Block F., 1999. "The vampire state and other stories" Ed. New press. New York. 1996 *in* Peter Evans. La mondialisation, mythe ou réalité *in Problèmes Economiques*, Avril.

Boughton J. M., 1998. «Harry dexter White et le FMI», *in Finances et Développement*, septembre.

Boukhaoua S., 1998/1999. «L'économie mondialisée, contradictions d'hier, contraintes d'aujourd'hui». *in Les Cahiers du Cread*, N°47/48.

Chatelus M., 1993. «L'économie et la société à l'aube du XXI^{ème} siècle», *in Dix grands problèmes économiques contemporains*. Ed. OPU, Alger. (sous la direction de M. Chatelus et J. Fontanel.

Daguza J.F., 1999. «L'Etat et l'entreprise face à la mondialisation», *in Problèmes Economique*. .avril.

Dewatripont M. et Praest P., 1999. «Pourquoi l'Etat intervient-il dans l'économie?» *in Problèmes Economiques*, novembre.

Evans P., 1999. «La mondialisation mythe ou réalité? La rhétorique de la mondialisation» *in Problèmes Economiques*, avril.

Fitoussi J.P., 1999. «Mondialisation et inégalités», *in Futuribles*, Octobre.

Giraud P.I., 1999. «Inégalités et efficacité des politiques économiques», *in Problèmes Economiques*, janvier.

Christian Girault, 1999. «L'opposition à la régionalisation: l'exemple de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)», *in Problèmes Economiques*, avril.

Gold J., 1977. «Le droit international et le FMI», in *Finances et Développement*, décembre.

Henri F. Henner, 1999. «Recul de l'Etat et nouvelles configurations du pouvoir»; in *Problèmes Economiques*, avril.

Higgot R., 1999. «Mondialisation et gouvernance: l'émergence du niveau régional», in *Problèmes Economiques*, avril.

Hirsch F., 1972. «L'évolution et le fonctionnement du SMI depuis la guerre», in *Finances et Développement*, juin.

Nettl J.P., 1968. «The State as a conceptual variable in World politics» in *P. Evans* op cit.

PNUD, 1999. «Rapport mondial sur le développement humain», in *Problèmes économiques*, septembre

Rachline F., 1999. «Comment le marché s'est retourné contre son créateur, le souverain». in *Problèmes économiques*, avril.

Siroën J.M., 1999. «Désintégration et intégration régionales», in *Problèmes Economiques*, avril.

Strange S., 1996. «The retreat of the state, the diffusion of power in the world economy», *Cambridge Studies in International Relations*. Cambridge university Press cité par Henri .F. Henner op cit.

Valaskakis K., 1999. «La mondialisation, phénomène asymétrique, source de dysfonctionnements», in *Problèmes Economiques*, avril.

Wolf M., 1996. «Le mythe de l'économie globale» in *Problèmes Economiques*, Mai.

Notes

(*) Chargé de cours, INPS, Alger.

je remercie vivement Monsieur Mourad Boukella, professeur de Sciences Economiques qui m'a fait part de ses remarques et suggestions qui ont enrichi la présente réflexion.

(1) Voir : revue problème économique du 7-14 avril 1999.

AZZEDINE BELKACEM-NACER (*)

Elaboration de comptes consolidés et agrégats à prix constants (exemple particulier du PIB)

Une approche méthodologique

Résumé:

Cet article traite de la question du raisonnement en prix constants et l'importance qu'ils suggèrent à travers l'ampleur de leur usage non seulement pour des besoins de comparabilité mais aussi pour la prise de décisions économiques rationnelles. Si pour certains flux (revenus, transferts financiers...), les comptes en prix constants ne pourraient valablement se substituer aux comptes en prix courants, il n'en est pas de même pour les flux de biens et services, à l'exemple de l'intérêt accordé à l'analyse du PIB en volume.

Cela exige toutefois la prise en compte avec précaution des possibilités offertes par le procédé de "déflation", en respectant, lorsque c'est le cas de séries chronologiques, les propriétés inhérentes à la construction des indices statistiques, en particulier la propriété d'additivité (les données algériennes faisant exemple) dont l'absence peut constituer un inconvénient sérieux pour beaucoup de modèles et analyses axés principalement sur les relations entre les flux de l'économie .

Mots-clés:

Agrégat, comptes à prix constants, volume, déflation, valeur ajoutée, PIB, indices-chaînes .

1. DOMAINE DES COMPTES EN PRIX CONSTANTS.

1.1. Les possibilités de déflation.

L'expression "prix constants" peut s'entendre de deux façons. Soit on évalue les flux de biens ou de services aux prix auxquels ils ont déjà été évalués lors d'une certaine année de base, soit on évalue les flux monétaires par leur pouvoir d'achat réel en ensembles définis de biens et services, c'est-à-dire par déflation (division) de ces flux au moyen d'indices appropriés. Cependant, en pratique, de nombreux diviseurs se proposent, et, le choix est donc inévitablement subjectif et dans une certaine mesure discrétionnaire. De plus, rien n'indique, dans les écrits économiques qui traitent de ces problèmes, qu'un accord est établi sur le diviseur le meilleur ou le plus convenable pour chaque flux. La situation devient encore bien plus complexe pour le système de comptabilité

dans son ensemble quand on a à décider des diviseurs pour toute une série d'articles : le nombre de permutations et combinaisons c'est-à-dire en fait les différents systèmes de comptabilité en prix constants est immense.

Ainsi, dans un tableau entrées-sorties où l'on peut aisément lire le PIB, tous les produits sortants et tous les facteurs entrants consistent en flux de biens et services qu'on peut décomposer directement en leurs éléments de prix et de quantité et qu'on peut donc réévaluer aux prix de quelque année de base. Il s'ensuit, par exemple, que la valeur ajoutée (en tant que principal solde donnant le PIB) s'obtient par différence, en prix constants, exactement de la même façon qu'en prix courants. Cette façon de calculer a pris le nom de méthode de "double déflation", car une manière de l'obtenir en pratique consiste à diviser, par les indices de prix appropriés, les valeurs courantes tant des produits que des facteurs.

1.2. Déflation d'un tableau input-output.

Très souvent, comme c'est le cas en Algérie, l'établissement de prix constants ne concerne que certains comptes ou séries statistiques en fonction de besoins conjoncturels; l'un des objectifs à atteindre consiste par conséquent à dresser une comptabilité en termes constants, notamment pour des tableaux centraux tels que le tableau économique d'ensemble ou le tableau entrées-sorties (ou input-output); on parlera alors de déflation de ce dernier.

Si on suppose qu'il est permis de placer le quadrant des ressources en produits à gauche du quadrant des consommations productives, alors ce procédé ne devrait poser de problème que pour l'équilibre des colonnes des quadrants respectifs des consommations productives et du compte d'exploitation (comportant les éléments constitutifs de la valeur ajoutée). En effet, tous les éléments d'une même ligne du tableau sont divisés par un même indice de prix, celui du groupe de produits ou du facteur primaire définissant la ligne. Celle-ci reste donc équilibrée. En revanche, l'équilibre des colonnes n'est pas toujours assuré, ce qui constitue en soi un lourd handicap.

Une façon de résoudre le problème consiste à procéder à une sorte de formalisation matricielle. Il s'agit de réaliser la condition dite d'invariance

tel que: $H_0(I-A_0)^{-1} = H_1(I-A_1)^{-1}$

avec H = matrice des inputs de facteurs primaires

A = matrice des coefficients techniques d'inputs

et I = matrice unitaire

Cette équation comporte deux expressions matricielles exprimant toutes deux "le contenu en facteurs primaires de la demande finale", la première pour l'année de base (0), la seconde pour l'année considérée(1).

Si les matrices de contenu en facteurs primaires sont égales pour ces deux années, alors la matrice par les prix de produits et celle par les prix des facteurs primaires sont équivalentes et les colonnes du tableau déflaté équilibrent ses lignes. Il faut toutefois ajouter que cette égalité elle-même présuppose une équivalence entre le calcul de la valeur ajoutée aux prix de l'année de base des produits, et le calcul de la même valeur ajoutée déflatée par les prix des facteurs primaires, soit:

$$p_0(I-A_1) = w_0H_1$$

avec p = vecteur de prix, et w = vecteur de valeurs unitaires de facteurs primaires .

En définitive, on constate que les procédures de déflation des valeurs ajoutées (soit par les prix des produits soit par les prix des facteurs primaires) aboutissent au même résultat, ce qui permet de conserver l'équilibre en lignes et colonnes du tableau input-output, à condition évidemment que la matrice correspondant au contenu en facteurs primaires demeure invariante dans le temps, c'est - à - dire si:

$$H_t(I-A_t)^{-1} = \text{Cte} , \text{ quel que soit } t = 0,1.$$

Force est de reconnaître que ce cas de figure est loin d'être irréaliste surtout lorsqu'on sait l'incidence mineure que pourraient provoquer les changements structurels (progrès technique, économies d'échelle, ...) sur la "consistance" des valeurs ajoutées déflatées à court terme, ces mêmes valeurs ne pouvant en aucune façon être négatives. Toutefois, des précautions sont à recommander lorsqu'il s'agit du traitement de cet agrégat en contexte de série chronologique, ce qui est le cas de figure le plus répandu. Cet aspect sera examiné dans le point suivant.

2. PASSAGE EN VOLUME : VALEURS AJOUTEES – PIB.

2.1. Construction d'indices-chaîne.

Le calcul de la valeur ajoutée à partir d'un vecteur-prix très différent de celui du moment où a lieu le procédé de production considéré peut conduire à des résultats très peu acceptables aux fins de l'analyse. Dans le cas d'une série chronologique, cela implique que les prix relatifs de l'année de base ne doivent pas diverger trop de ceux de l'année en cours, de sorte qu'il faut parfois changer fréquemment d'année de base et recourir alors à une forme ou une autre d'enchaînement.

C'est ainsi qu'afin d'extraire par différence des soldes comptables tels que la valeur ajoutée brute, il faut que les éléments pris en compte possèdent la propriété d'additivité. Prenons par exemple le cas où :

O = la valeur de la production dans la période 0

I = la valeur de la consommation intermédiaire dans la période 0

C = l'indice-chaîne du volume de la production dans la période t

B = l'indice-chaîne du volume de la consommation intermédiaire dans la période t

Une possibilité consisterait à mesurer la variation de la valeur ajoutée en volume entre les périodes 0 et t en extrapolant les valeurs de la production et de la consommation intermédiaire dans la période de base au moyen des indices-chaîne correspondants, soit:

$$(O_0 C_t - I_0 B_t) / (O_0 - I_0) \quad (1)$$

Toutefois, un indice du type(1) n'aurait pas de signification bien nette car les indices-chaîne C et B ne sont pas additifs. En outre, le comportement de l'indice pourrait être imprévisible et aberrant, notamment si la différence entre O et I est faible par comparaison à leur chiffre absolu. Cette solution doit donc être rejetée pour des raisons à la fois théoriques et pratiques.

Lorsqu'on applique des indices-chaîne à la production et à la consommation intermédiaire, il faut calculer un indice-chaîne supplémentaire de la valeur ajoutée proprement dite. Supposons que l'on calcule des indices-chaîne de volume du type Laspeyres pour la production et la consommation intermédiaire. On peut alors calculer un indice-chaîne du type Laspeyres pour la valeur ajoutée en volume, dont chaque chaînon se définit comme suit:

$$L_{VA(q)} = (\sum P_{t-1} Q_t - \sum p_{t-1} q_t) / (\sum P_{t-1} Q_{t-1} - \sum p_{t-1} q_{t-1}) \quad (2)$$

où les majuscules se réfèrent à la production et les minuscules aux entrées primaires.

Le dénominateur de l'expression(2) est la valeur ajoutée dans la période t-1, tandis que son numérateur est obtenu en réévaluant les productions et les entrées de la période t aux prix de t-1.

L'expression(2) peut être interprétée comme mesurant la variation de la valeur ajoutée entre t-1 et t aux prix de t-1. Comme on part de prix constants, les chiffres peuvent normalement s'additionner .

On peut calculer ainsi un indice-chaîne de la valeur ajoutée en volume en s'appuyant sur des indices de volume de Laspeyres à chaque maillon de la chaîne. Toutefois, comme c'est le cas avec tous les indices-chaîne, il faut noter que les trois indices en cause, c'est - à - dire l'indice de la production, celui des entrées intermédiaires et celui de la valeur ajoutée, ne sont pas cohérents et ne peuvent s'additionner les uns aux autres et cela peut conduire à des résultats inacceptables sur le long terme. Il est par exemple normalement impossible dans le cas de chaque maillon de la chaîne que l'indice de la production se situe à l'extérieur de la fourchette des indices de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée. Or, comme les indices-chaîne ne sont pas cohérents et ne peuvent s'additionner, il se peut que, sur le long terme, l'indice-chaîne de la production en arrive à se situer hors de la fourchette des deux autres; des cas de ce genre peuvent être observés.

Il est possible aussi, évidemment, de calculer un indice-chaîne de la valeur ajoutée en volume à partir d'indices de volume du type Paasche

reliant des périodes successives, chaque maillon étant défini comme

$$\text{suit: } P_{VA(q)} = (\sum p_t Q_t - \sum p_t Q_t) / (\sum p_t Q_{t-1} - \sum p_t Q_{t-1}) \quad (3)$$

Chaque maillon de la chaîne donne une mesure économiquement significative de la variation en volume de la valeur ajoutée, puisqu'il se fonde sur les prix de la période t pour calculer la valeur de la production et de la consommation intermédiaire des deux périodes.

Il est possible en troisième lieu de calculer un indice-chaîne de la valeur ajoutée en volume en utilisant, pour chaque enchaînement, un indice de volume de Fisher, c'est - à - dire la moyenne géométrique des indices de Laspeyres et de Paasche donnés par les expressions(2) et (3). C'est peut-être cet indice de Fisher qui conduira, du point de vue théorique, à la meilleure mesure de la valeur ajoutée en volume . Par contre, l'indice-chaîne de Laspeyres devrait donner des résultats très proches de ceux obtenus avec l'indice-chaîne de Fisher quand il est trop difficile de calculer ce dernier ou si cela exige trop de temps .

2.3. Les indicateurs indépendants.

Comme la valeur ajoutée à prix constants est égale à la différence entre la production à prix constants et la consommation intermédiaire à prix constants, elle subit l'effet des erreurs de mesure entre les deux séries. A supposer que ces erreurs soient au moins en partie aléatoires, elles tendront à s'accumuler, ce qui y rendra la valeur ajoutée extrêmement sensible, notamment dans les branches d'activité ou les secteurs où elle ne représente qu'une proportion relativement modeste de la valeur de la production totale. Mieux vaut donc peut-être parfois renoncer à chercher à mesurer la valeur ajoutée par la différence entre deux séries qui peuvent souffrir d'erreurs et s'attacher plutôt à estimer directement les variations en volume de la valeur ajoutée en n'utilisant qu'une série chronologique, c'est-à-dire un "indicateur unique", au lieu de procéder à une double déflation. Bien que ces indicateurs peuvent connaître des distorsions, ils sont beaucoup moins affectés par les erreurs.

Sur le court terme, la distorsion éventuellement imputable à un indicateur unique peut être négligeable, par comparaison avec les erreurs potentielles des estimations fondées sur une double déflation. Si l'on dispose de chiffres relativement fiables de la valeur ajoutée brute aux prix courants, l'une des solutions de rechange pour remplacer la double déflation consiste à déflater directement cette valeur ajoutée au moyen d'un indice des prix de la production brute, méthode qui peut être qualifiée de "déflation simple". On arrivera ainsi vraisemblablement à une approximation étroite de la variation de la valeur ajoutée à prix constants, tout au moins sur le court terme. On peut également extrapoler la valeur ajoutée de l'année de base au moyen d'un indice du volume de la production , formule qui a de grandes chances de donner des résultats similaires à ceux de la première méthode et qui peut servir quand on ne connaît pas les valeurs ajoutées aux prix courants. L'indice de volume utilisé pour extrapoler les valeurs ajoutées de l'année de base peut lui-même être calculé, soit directement à partir des quantités, soit en déflatant la valeur courante de la production au moyen d'un indice de

prix approprié. Quand les données concernant la production aux prix courants sont complètes et fiables, c'est la deuxième formule qui aboutira vraisemblablement aux meilleures estimations.

L'estimation des variations de la valeur ajoutée à prix constants calculée en déflatant la valeur ajoutée aux prix courants au moyen d'un indice des prix de la production ou bien en extrapolant les valeurs ajoutées de l'année de base par un indice du volume de la production constitue une solution de rechange acceptable quand les données dont on dispose ne sont pas suffisamment sûres pour permettre une double déflation. Malheureusement, il n'est parfois même pas possible d'obtenir des estimations des variations des prix ou du volume de la production, par exemple dans certaines branches marchandes ou non marchandes de services (services financiers, services aux entreprises, éducation ou défense). Il peut alors être indispensable de recourir à des solutions de troisième choix et évaluer par exemple les variations estimées en volume des entrées dans les branches d'activité. Il peut s'agir des entrées totales, des seules entrées de main-d'oeuvre ou des seules entrées de produits primaires. Il n'est pas rare, par exemple, de voir estimer la variation de la valeur ajoutée à prix constants à partir des variations de la rémunération des salariés calculées sur la base de barèmes salariaux constants, voire simplement à partir de la variation des effectifs occupés dans des branches, marchandes ou non, de services.

On peut se trouver forcé de recourir à ces expédients, même quand il n'y a aucune bonne raison de présumer que la productivité du travail demeure inchangée sur courte ou longue période. On peut parfois se baser sur les variations en volume des entrées intermédiaires et, par exemple, estimer les variations à court terme de la valeur ajoutée à prix constants à partir de celles du volume consommé de matériaux de construction (ciment, briques, bois d'oeuvre, etc.). Les indicateurs de ce type peuvent constituer le seul moyen d'estimer les variations à court terme de la production et de la valeur ajoutée, mais ils ne conviennent pas pour les estimations sur très longue période.

2.4. PIB en volume.

Les variantes en volume du PIB sont toujours établies en recalculant les valeurs de ses différentes composantes à prix constants soit de l'année précédente, soit d'une quelconque année de référence fixe. La mesure en volume du PIB est donc fréquemment appelée "PIB à prix constants". Lorsqu'on construit des séries chronologiques en multipliant les valeurs de l'année de base par des indices de volume en base fixe de Laspeyres, le résultat peut être qualifié de série à prix constants de l'année de base. Toutefois, lorsque les valeurs de l'année de base font l'objet d'une extrapolation qui consiste à les multiplier par des indices-chaînes de volumes annuels, il n'est plus tout à fait correct de les qualifier de la sorte, les données obtenues ne respectant plus la propriété d'additivité. Les séries de valeur étant cependant exprimées au niveau général des prix de l'année de base, il est commode de continuer à utiliser l'expression "à prix constants". Il est préférable d'éviter le terme "PIB réel", cette solution pouvant laisser croire que la déflation du PIB a

eu lieu au moyen d'un quelconque indice général des prix, n'étant pas nécessairement celui du PIB lui-même.

Les variations en volume du PIB de l'économie totale peuvent se calculer à partir des dépenses si l'on dispose de chiffres concernant la dépense finale et les importations. La double déflation effectuée pour calculer la valeur ajoutée brute d'une branche d'activité ou d'un secteur peut s'appliquer pour l'économie totale en remplaçant alors la production et la consommation intermédiaire par la dépense finale et les importations

3. ESSAI DE DEFLATION DE LA PIB, DONNEES ALGERIENNES.

Les données fournies par l'ONS le sont à titre illustratif et se rapportent à 3 années consécutives correspondant à la période de mise en oeuvre du programme d'ajustement structurel. Elles nous permettent de disposer des indices recherchés de façon relativement cohérente, les bouleversements qu'impose la rigueur méthodologique et d'enregistrement chiffré des organes internationaux (FMI, BIRD) n'étant pas encore apparus. La procédure de déflation de la PIB est possible soit par rapport à une année de référence, soit par enchaînement d'indices. Chacune d'elles est assise sur les deux méthodes précédemment décrites: déflation proprement dite à travers un indice (déflateur) de prix de type Paasche, extrapolation ou encore projection à travers des mesures de volume de type Laspeyres.

3.1. Elaboration par rapport à une année de référence.

Le tableau suivant porte sur des variations courantes annuelles d'un ensemble d'agrégats (par secteurs) dans une optique PIB de production.

Tableau n° 1 :

Années Secteurs	1993		1994		1995		
	Val. Cour.	Val. Cour.	Ind.vol 94/93	Ind. Prix 94/93	Val. cour.	Ind.Vol. 95/94	Ind.Prix 95/94
Agriculture	131102	145614.5	-4.16	15.9	187392.8	7.24	20
Hydrocarb.	247398.3	327346.7	-3.48	37.1	503355.2	6.56	44.3
Industrie	130880.2	161647.8	-0.95	24.7	193904.5	-3.88	24.8
Btp-Sstp	134776.6	169448.8	1.22	24.2	213130.3	7.41	17.1
Services	275174.3	345363.7	-3.89	30.6	457534.6	6.66	24.2
Total VA	919331.4	1149421.5	-2.65	28.44	1555317.4	5.33	28.46
Tva+Dd	85700	119300	1.09	37.7	174844	4.68	40
PIB	1005031.4	1268721.5	-2.33	29.26	1730161.4	5.274	29.54

Afin de mieux mesurer l'impact des variations de volumes et de prix, il est naturellement préférable de procéder au partage des valeurs en leurs composantes comme suit :

Tableau n° 2 :

Désignation	1993	1994	1995
PIB en val. courantes	1005031.4	1268721.5	1730161.4
Indices prix base 1993	100	15.9	67.32
PIB en val. constantes	1005031.4	981546.02	1034041.87

C'est ainsi que l'on constate que les valeurs du PIB à prix courants ne cessent de croître, alors que dans le cas où elles sont exprimées aux prix de l'année de base 1993, on distingue deux principales étapes: une première étape caractérisée par un décroissement de ces valeurs entre les années 1993 et 1994, une deuxième marque une légère augmentation des valeurs du PIB entre les années 1994 et 1995. Aussi devient-il évident qu'une reconstitution des séries en prix constants est fort utile, ce qui permet la mesure donc du PIB en termes réels .

3.1.1. La première méthode: déflation de la PIB.

On est amené à déflater chacune de ses composantes séparément, c'est-à-dire la somme des valeurs ajoutées, la TVA et les Droits et Taxes à l'importation; en somme deux déflateurs.

Selon que l'on procède par déflation directe ou en prenant en compte les valeurs ajoutées sectorielles, on obtient ce qui suit:

Tableau n°3 :

Années	1994		1994		1995	
	Val. cour.	Ind.prix 94/93	Val. const.	Val. cour.	Ind.prix 95/94	Val. const.
Agriculture	145614.5	15.9	125638.05	187392.8	20	156160.67
Hydrocarb.	327346.7	37.1	238746.7	503355.2	44.3	348825.5
Industrie	161647.8	24.7	129629.35	193904.5	24.8	155372.19
Btp-Sttp	169448.8	24.2	136432.2	213130.3	17.1	182007.08
Services	345363.7	30.6	264443.87	475534.6	24.2	368385.34
Total VA	1149421.5	28.44	894908.39	1555317.4	28.46	1210750.8
Tva+Dd	119300	37.7	86637.61	174844	40	124888.57
PIB	1268721.5	29.26	981546.02	1730161.4	29.54	1335639.37

D'où

Désignation	1994/1993	1995/1994
Total Valeurs Ajoutées	894908.39	1210750.8
PIB	981546.02	1335639.37

Par ailleurs on peut constater aussi que:

Σ Valeurs ajoutées (94/93) = valeurs courantes (1994) / indice des prix (94 /93)

$$894908.39 = 149424.5 / 1.2844$$

Σ Valeurs ajoutées (95/94) = valeurs courantes (1995) / indice des prix (95 /94)

$$1210750.8 = 1555317.4 / 1.284$$

Il en est de même pour la PIB :

$$\text{PIB (94/93)} = 1268721.5 / 1.2926 = 981546.02$$

$$\text{PIB (95/94)} = 1730161.4 / 1.2954 = 1335639.37$$

3.1.2 Méthode de projection

Il s'agit de prendre les valeurs courantes de l'année de base et les projeter par l'intermédiaire des indices volumes des autres années .

Tableau n°4 :

Années	1993	1994		1994		1995
	Val. cour.	Val. cour.	Ind.vol. 94/93	Val. const.	Ind.vol. 95/94	Val. const.
Agriculture	131102	145614.5	-4.16	125638.05	7.24	156160.67
Hydrocarb.	247398.3	327346.7	-3.48	238746.7	6.56	348825.5
Industrie	130880.2	161647.8	-0.95	129629.35	-3.88	155372.19
Btp-Sttp	134776.6	169448.8	1.22	136432.2	7.41	182007.08
Services	275174.3	345363.7	-3.89	264443.87	6.66	368385.34
total VA	919331.4	1149421.5	-2.65	894908.39	5.33	1210750.8
Tva+Dd	85700	119300	1.09	86637.61	4.68	124888.57
PIB	1005031.4	1268721.5	-2.33	981546.02	5.274	

Cette méthode nous donne les mêmes résultats que ceux déjà trouvés avec la première méthode .

3.2 Elaboration par enchaînement d'indices.

La nouveauté réside à ce propos dans l'utilisation d'une année de base en se basant sur un enchaînement d'indices de prix et de volume, soit :

3.2.1 Indice de prix (Paasche).

$$P_p = [\sum \varphi(n) p(n)] / [\sum \varphi(n) p(0)]$$

$$P_{p94/93} = [\sum \varphi(94) p(94)] / [\sum \varphi(94) p(93)]$$

$$P_{p95/94} = [\sum \varphi(95) p(95)] / [\sum \varphi(95) p(94)]$$

$$P_{p95/93} = \left\{ [\sum \varphi(95) p(95)] / [\sum \varphi(95) p(93)] \right\} * \left\{ [\sum \varphi(94) p(94)] / [\sum \varphi(94) p(93)] \right\}$$

Ce qui nous donne $P_{p95/93} = (P_{p95/94}) (P_{p94/93})$

3.2.2 ndice de volume (Laspeyres).

$$L_v = [\sum \varphi(n) p(0)] / [\sum \varphi(0) p(0)]$$

$$L_{v94/93} = [\sum \varphi(94) p(93)] / [\sum \varphi(93) p(93)]$$

$$L_{v95/94} = [\sum \varphi(95) p(94)] / [\sum \varphi(94) p(94)]$$

$$L_{v95/93} = \left\{ [\sum \varphi(94) p(93)] / [\sum \varphi(93) p(93)] \right\} * \left\{ [\sum \varphi(95) p(94)] / [\sum \varphi(94) p(94)] \right\}$$

Ce qui donne aussi $L_{v95/93} = L_{v94/93} * L_{v95/94}$

De cette manière, on pourra dresser le tableau représentant la somme des VA et la PIB à prix constants. Pour la VA et la PIB de l'année 1994, on aura les mêmes résultats que ceux obtenus précédemment (tableau 4).

Tableau n°5 :

Années	1993	1994	1995	1994/1993	1994/1993	1995/1993	1995/1993
	Val.cour.	Val.cour.	Val.cour.	Ind.Prix	Ind.vol	Ind.Prix	Ind.vol
Agriculture	131102	145614.5	187392.8	15.9	-4.16	38.12	3.487
Hydrocarb	247398.3	327346.7	503355.2	37.1	-3.48	97.83	2.84
Industrie	130880.2	161647.8	193904.5	24.7	-0.95	55.62	-4.79
Btp-Sttp	134776.6	169448.8	213130.3	24.2	1.22	45.43	8.73
Services	275174.3	345363.7	457534.6	30.6	-3.89	62.2	2.5
Total VA	919331.4	1149421.5	1555317.4	28.44	-2.65	64.7	2.601
Tva+Dd	85700	119300	174844	37.7	1.09	92.78	5.82
PIB	1005031.4	1268721.5	1730161.4	29.26	-2.33	67.32	2.88

On constatera à ce niveau également que les méthodes de déflation directe ou par projection aboutissent aux mêmes résultats. En effet, on a respectivement:

Tableau n° 6 :

Années	1994		1994		1995	
	Val. cour.	Ind.Prix 94/93	Val. const.	Val. cour.	Ind.Prix 95/93	Val. const.
Agriculture	145614.5	15.9	125638.05	187392.8	38.12	135673.9
Hydrocarb	327346.7	37.1	238746.7	503355.2	97.83	254438.25
Industrie	161647.8	24.7	129629.35	193904.5	55.62	124601.27
Btp-Sttp	169448.8	24.2	136432.2	213130.3	45.43	146551.81
Services	345363.7	30.6	264443.87	457534.6	62.2	282080.51
Total VA	1149421.5	28.44	894908.39	1555317.4	64.7	943345.74
Tva+Dd	119300	37.7	86637.61	174844	92.78	90896.13
PIB	1268721.5	29.26	981546.02	1730161.4	67.32	1034041.87

Ainsi on a :

$$\Sigma VA_{94/93} = 1149421.5 / 1.2844 = 894908.3$$

$$\Sigma VA_{95/93} = 1555317.4 / 1.647 = 943345.74$$

$$PIB_{94/93} = 1268721.5 / 1.2926 = 981546.02$$

$$PIB_{95/93} = 1730161.4 / 1.6732 = 1034041.87$$

De même que par extrapolation, on dispose du tableau suivant :

Tableau n°7 :

Années	1993	Ind.vol 94/93	1994	Ind.vol 95/93	1995
Secteurs	131102	-4.16	125638.05	3.487	135673.9
Agriculture	247398.3	-3.48	238746.7	2.84	254438.25
Hydrocarb	130880.2	-0.95	129629.35	-4.79	124601.27
Industrie	134776.6	1.22	136432.2	8.73	146551.81
Btp-Sttp	275174.3	-3.89	264443.87	2.5	282080.51
Services	919331.4	-2.65	894908.39	2.601	943345.74
Total VA	85700	1.09	86637.61	5.82	90896.13
Tva+Dd	1005031.4	-2.33	981546.02	2.88	1034041.87
PIB					

La PIB en termes réels permet de relever la convergence chiffrée des méthodes utilisées mais qui gagneraient à être testées si l'on évacue toutes les contraintes relatives à la construction statistique .

4. QUE PEUT-ON CONCLURE ?

- La meilleure façon de mesurer les variations du PIB à prix constants d'année en année consiste à utiliser un indice de volume de Fisher, les variations sur plus grande période étant obtenues par enchaînement, c'est -à- dire par cumul des variations d'une année à l'autre.
- La meilleure façon de mesurer l'inflation affectant la PIB d'année en année est donc de se fonder sur un indice des prix de Fisher, les variations de prix sur longue période s'obtenant par enchaînement des variations de prix d'année en année, et la mesure de l'inflation bénéficiant d'une priorité identique à celle des variations en volume.

- Les indices-chaînes fondés sur des indices de volume de Laspeyres pour mesurer les variations en volume du PIB à prix constants d'année en année et sur des indices de prix de Paasche pour mesurer l'inflation d'année en année constituent une solution acceptable pour remplacer les indices de Fisher .
- Les indices-chaînes de la dépense finale totale, des importations et de la PIB ne respectent pas la propriété d'additivité, quelle que soit la formule retenue, mais cela n'empêche pas que l'on construise des séries chronologiques des valeurs en extrapolant les valeurs de l'année de base au moyen des indices-chaînes appropriés .
- Il est nécessaire de calculer des chiffres ventilés des principaux agrégats à prix constants en prenant soin de modifier périodiquement la base (tous les cinq ans environ) et de les présenter en supplément des indices-chaînes; les deux séries d'apparence conflictuelle entre elles sont admises par les analystes qui construisent des modèles macro-économiques ou effectuent des prévisions .
- Les méthodes jusque-là utilisées nous ont permis de mesurer des agrégats à prix constants dans le cas de statistiques algériennes; il demeure toutefois nécessaire de prendre en considération la pertinence de l'outil informationnel en fonction de la qualité des résultats obtenus. C'est ainsi que le problème d'additivité se pose toujours, ce qui est d'autant plus important que l'on a affaire à des soldes (VA et PIB). En disposant d'indices «prix» et «volume» propres à certains agrégats, particulièrement les opérations constitutives de la PIB sous l'optique dépense ou revenu (consommation finale, investissement, salaires, exportations, importations,...), il devient intéressant de procéder à la comparaison des procédures de déflation et par là-même des optiques de calcul de la PIB dans l'objectif de "détecter" différents biais relatifs aux indices utilisés .

Références bibliographiques

Chadeau A., 1996. «Méthodes de mesure de la valeur ajoutée annuelle à prix constants dans les activités de services marchands des pays de l'OCDE». in *Mesure et Valeur en comptabilité nationale*, Edition economica, Paris.

Gordon P.J., 1990. *The measurement of durable goods prices*. University of Chicago, Press for the NBER.

Henin P.Y., 1993. «Tendances stochastiques et composantes cycliques du PNB». in *La comptabilité nationale pour quoi faire?* Edition Economica, Paris.

Picard H., 1986. «Qui doit théoriquement définir le volume et qui le fait en pratique?» in *Nouveaux aspects de la comptabilité nationale*, Edition Economica, Paris.

Piriou J.P., 1999. *La comptabilité nationale*. Collection Repères, La Découverte, Paris.

Système des comptes économiques algériens, 1997. Direction de la comptabilité nationale; comptes sectoriels et équilibres emplois-ressources ,ONS . *Alger*.

Tableau entrées-sorties, 1989. Direction de la comptabilité nationale; ONS; *Alger 1992*

Notes

(*) Enseignant à l'INPS – Alger.

DJAMAL FEROUKHI (*)
SELMA HAKMIA FRAIHAT (**)

Situation professionnelle des jeunes diplômés détenteurs d'une licence d'enseignement ou d'un D.E.S

INTRODUCTION :

Face à l'accroissement continu de la population scolaire depuis les années 60(1), les autorités politiques ont élargi l'offre d'éducation en procédant à une multiplication des lycées, à une grande extension du réseau universitaire ainsi qu'à une mise en place d'une formation spécifique des professeurs de l'enseignement secondaire général et technique (PES et PEST). Ces « mis-en-forme » devaient assurer une couverture satisfaisante des besoins en PES et PEST pour les années 90/91(2). Seulement, l'effet conjugué de la crise économique et de la restructuration de l'économie et des finances (PAS) vers la fin des années 80 s'est traduit par de lourdes conséquences en ce qui concerne le marché de l'enseignement et la formation des enseignants (gel des salaires, exclusion du personnel de la fonction publique, augmentation du nombre d'élèves par classe, etc.). L'arrivée, au début des années 90, de nouveaux sortants des écoles normales et des détenteurs d'un D.E.S sur le marché du travail s'est déroulée dans une conjoncture difficile. D'une part, et en dépit d'un accroissement continu de la demande d'enseignement et du statut de pré-salariés des sortants des écoles normales(3), les besoins en professeurs de l'enseignement secondaire étaient saturés du fait de la faible création de nouveaux postes budgétaires et de l'affluence d'un grand nombre de jeunes diplômés d'autres disciplines vers l'enseignement dans les lycées. D'autre part, les D.E.S, dont la formation est conçue pour préparer des études post-graduées, se sont trouvés contraints d'intégrer le marché du travail et d'occuper des postes de PES à un moment où les études en magister sont devenues de moins en moins accessibles.

Face à cette situation, le ministère de l'Education Nationale a décidé, à partir de 1991, de prodéder au recrutement des PES au sein des promotions sortantes seulement et en fonction des demandes ponctuelles des lycées et ne plus accorder le statut de pré-salarié aux étudiants inscrits en première année dans une école normale.

La période d'insertion professionnelle n'a désormais plus le caractère instantané qu'elle pouvait avoir en temps de croissance. Beaucoup de situations intermédiaires (chômage, emploi d'attente, formation...) peuvent se succéder entre la fin des études et l'accès à l'emploi. Ainsi, l'identification des secteurs de recrutement ou la mesure de la vitesse

d'insertion dans la vie active deviennent des indicateurs insuffisants. L'appréciation de la situation des jeunes diplômés sur le marché du travail nécessite une connaissance plus approfondie des emplois occupés et de leurs caractéristiques.

i) Contexte et objectif de l'étude.

Le présent article consiste justement à rendre compte des situations professionnelles des diplômés de l'enseignement supérieur détenteurs d'une licence d'enseignement (ENS et ENSET) ou d'un diplôme d'enseignement supérieur (DES) quelques années après leur sortie de l'université. Son objectif n'est pas d'analyser les trajectoires professionnelles individuelles mais de repérer ceux, parmi les jeunes diplômés, qui ont réussi à s'intégrer dans la vie active et de connaître leur situation au moment de l'enquête. Occupent-ils des emplois en adéquation avec leur formation de base ou bien sont-ils sujets à une déclassification? Dans quel secteur d'activité les retrouve-t-on? Se dirigent-ils en masse vers l'enseignement comme cela devrait être ou bien sont-ils obligés d'explorer les différentes autres possibilités d'embauche? Sont-ils professionnellement stabilisés ou alors occupent-ils des emplois précaires?

En retenant le type de diplôme, le sexe et la spécialité comme critères d'appréciation des qualités des jeunes universitaires arrivant sur le marché du travail et en s'appuyant sur des indicateurs simples tels que le secteur d'activité, la nature de l'emploi occupé ainsi que le statut de ce dernier, l'analyse qui va suivre aura pour objectif d'éclairer les rapports existant entre formation initiale et activité professionnelle et de savoir si, quelques années après la fin de leurs études, les jeunes diplômés ont réussi, d'une part à intégrer un emploi en adéquation avec leur formation de base, et d'autre part à se stabiliser dans leur profession.

Souvent, le premier emploi est temporaire et sert de moyen d'accès à une situation meilleure ou à financer un effort de prospection supplémentaire. Aussi, l'intérêt va porter sur les caractéristiques du dernier emploi occupé par les jeunes diplômés qui correspond à la dernière activité exercée par les individus ayant occupé un ou plusieurs emplois.

ii) Repères méthodologiques.

Le présent travail fait partie d'une étude plus large qui repose sur une enquête postale réalisée au sein de l'Unité de recherche en évaluation de la formation et de la recherche universitaire (INPS)⁽⁴⁾. Il cible exclusivement les nouveaux diplômés promus en 1990, 1991 et 1992 qui, de par leur formation, peuvent être amenés à assurer la mission d'encadrement dans les établissements d'enseignement secondaire dans les matières techniques et scientifiques. Ces derniers appartiennent à deux groupes de profils distincts:

- Les élèves contractuels sortis des écoles normales supérieures (ENS) et des écoles normales supérieures de

l'enseignement technique (ENSET).

- Les détenteurs d'un DES (USTHB) qui, souvent et faute de débouchés dans le secteur de l'enseignement supérieur(5), épousent la carrière d'enseignant dans des établissements d'enseignement secondaire.

Comme toutes les études d'insertion professionnelle, l'analyse qui va suivre est fondée sur la théorie néoclassique et plus précisément sur la "théorie de recherche d'emploi" qui met l'accent sur le rôle des variables socio-économiques dans l'interprétation de certains faits notamment ceux relatifs à l'hétérogénéité des situations. Si l'entrée dans la vie active n'est pas identique pour tous les individus, c'est qu'elle est affectée d'une part par leurs caractéristiques démographiques et scolaires (sexe, âge, filière d'études, nature du diplôme, etc.) et d'autre part par leurs comportements sur le marché du travail.

1. DANS QUEL SECTEUR D'ACTIVITE RETROUVE-T-ON LES JEUNES DIPLOMES?

Les deux formations considérées dans notre étude, aussi bien la licence d'enseignement que le DES, préparent les jeunes étudiants à une profession d'enseignant. Que ce soit dans les établissements d'enseignement secondaire ou au sein des universités, les nouveaux diplômés sont formés dans le but de répondre à la demande émanant du secteur de l'éducation.

L'observation des nouveaux diplômés, quelques années après leur sortie de l'université, nous permet de repérer les domaines d'activité au sein desquels ils ont entamé leur carrière professionnelle et de savoir s'ils continuent massivement à se retrouver dans le segment particulier du marché du travail qui est celui de l'éducation et la formation.

1.1. Diplôme des études supérieures (DES) : répartition très inégale sur les différents secteurs d'activité

Sur les 174 diplômés qui nous ont renseigné sur leur situation professionnelle, 140 soit 80,46% ont pu rejoindre le secteur de l'éducation dans l'exercice de leur dernier emploi. Ce secteur semble plus attractif pour les filles qui sont 86,60% à y exercer contre 77,55% des garçons

Tableau n°1 : Secteur d'activité du dernier emploi (DES) (%).

Secteur d'activité	Prom.	Prom.	Prom.	Ensemble		Total
	1990	1991	1992	Mas	Fem	
Agriculture	1,85	4,26	-	2,04	1,6	1,72
Industrie	-	8,51	1,37	2,04	3,2	2,87
B.T.P	1,85	-	4,11	6,12	0,8	2,30
Transport	-	-	1,37	2,04	-	0,57
Commerce/service	-	2,13	4,11	6,12	0,8	2,30
Administration	-	2,13	5,48	4,08	2,40	2,87
Education	81,48	80,85	79,45	77,55	86,60	80,46
Santé	14,81	2,13	4,11	-	9,60	6,90
Ensemble	100	100	100	100	100	100

- i) En dehors de l'enseignement, les autres secteurs d'activité se partagent la faible proportion des diplômés restants, de sorte qu'aucun

de ces secteurs n'attire plus de 3% des enquêtés, à l'exception du secteur de la santé qui en emploie 7%.

L'industrie, le BTP, le commerce/service et l'administration attirent des proportions de diplômés presque égales (entre 2,30% et 2,87%). Moins captifs, l'agriculture et le transport n'intéressent respectivement que 1,72% et 0,57% des DES.

Le tableau n°1 montre que la structure de répartition entre les huit secteurs diffère visiblement selon le sexe: l'agriculture, le BTP, le commerce/service et l'administration semblent mieux convenir aux garçons, à l'opposé du secteur de la Santé qui n'emploie que les diplômés de sexe féminin qui sont, pour la majorité d'entre elles, issues des spécialités «Biologie» et «Chimie».

ii) Sur les trois promotions observées, le mouvement des diplômés vers l'enseignement est resté relativement stable. Contrairement aux diplômés de l'ancienne cohorte qui ne se sont orientés que vers quatre secteurs (agriculture, BTP, éducation et santé), les promotions suivantes (1991 et 1992) témoignent progressivement d'une plus grande diversification des emplois. En effet, l'administration (2,13%), le Commerce/service (2,13%) et l'Industrie (8,51%) inexplorés par les sortants de l'année 1990, commencent à participer timidement au recrutement des diplômés promus en 1991. Les emplois des DES s'élargissent, une année plus tard, au BTP (4,11%) et au transport (1,37%) aux dépens du secteur de l'Agriculture.

1.2 Les licences d'enseignement : présence massive dans le secteur de l'éducation

Il n'est guère étonnant de constater que le secteur de l'éducation constitue le principal débouché des licences d'enseignement. Ces derniers sont justement formés dans le but de répondre exclusivement aux besoins des établissements de l'enseignement secondaire en ce qui concerne l'encadrement pédagogique.

i) Sur 1053 diplômés détenteurs d'une licence d'enseignement général, la quasi-totalité (99,05%) est employée dans le secteur de l'éducation. Les garçons (94,06%) aussi bien que les filles (95,79%) se dirigent massivement vers l'enseignement. Les autres diplômés, très peu nombreux (10 personnes seulement), se répartissent de manière presque égale sur les autres secteurs d'activité (à l'exception du BTP).

Ce grand afflux vers l'éducation se maintient sur les trois promotions successives (1990, 1991 et 1992). Les mêmes proportions de diplômés (respectivement 99,21%, 99,24% et 98,76%) parviennent à intégrer l'un des différents paliers du système éducatif. Par ailleurs, la structure de répartition des sortants des ENS sur les autres secteurs d'activité diffère d'une promotion à l'autre; les secteurs désertés par les enquêtés de la promotion 1990, à savoir l'agriculture, le transport, le commerce/service et l'administration commencent à attirer de très faibles proportions de diplômés au sein des promotions suivantes tandis que le secteur de la Santé, qui a attiré 0,4% des promus en 1990, est resté inexploré depuis.

Tableau n°2 : Secteur d'activité du dernier emploi (ENS) (%).

Secteur d'activité	Prom. 1990	Prom. 1991	Prom. 1992	Ensemble		
				Mas	Fem	Total
Agriculture	-	-	0,25	-	0,22	0,09
Industrie	0,40	0,25	-	0,17	0,22	0,19
Transport	-	-	0,25	0,17	-	0,09
Commerce/service	-	0,25	0,25	0,33	-	0,19
Administration	-	0,25	0,50	0,33	0,22	0,28
Education	99,21	99,24	98,76	99	99,12	99,05
Santé	0,40	-	-	-	0,22	0,09
Ensemble	100	100	100	100	100	100

ii) Une situation semblable caractérise les licences d'enseignement technique: ils sont 94,61% à investir le secteur de l'éducation, avec des proportions presque égales de filles et de garçons (voir tableau n°3); en parallèle, seuls 5,39% (soit 16 diplômés) se retrouvent dans l'industrie, l'administration, le Commerce/services et le BTP.

Le poids des sortants des ENSET dans l'enseignement diminue progressivement d'une promotion à l'autre. En effet, de 98,57% au sein de l'ancienne cohorte, la proportion de ces derniers passe à 91,38% pour les sortants de la dernière promotion (1992).

Parallèlement, les autres secteurs prennent graduellement de l'importance: de 1,43% en 1990 (concentrés essentiellement dans l'Industrie) la proportion des diplômés dans les différents secteurs d'activité (Industrie, B.T.P, commerce/service) passe à 8,62% au sein des promus de l'année 1992.

Tableau n°3 : Secteur d'activité du dernier emploi (ENSET) (%).

Secteur d'activité	Prom. 1990	Prom. 1991	Prom. 1992	Ensemble		
				Mas	Fem	Total
Industrie	1,43	0,9	0,86	1,49	-	1,01
B.T.P	-	0,9	5,17	2,48	2,11	2,36
Commerce/service	-	1,80	2,59	1,98	1,05	1,68
Administration	-	0,90	-	-	1,05	0,34
Education	98,57	95,50	91,38	95,06	95,79	94,61
Ensemble	100	100	100	100	100	100

2. TYPE D'EMPLOI OCCUPE.

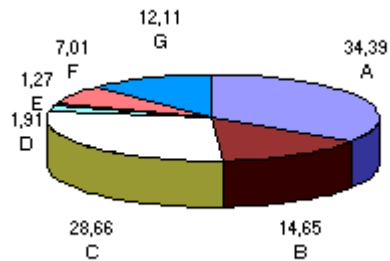
Le repérage des emplois occupés par les nouveaux diplômés, plusieurs mois après leur sortie de l'université, est un élément essentiel d'appréciation de la qualité de l'insertion. Pour répondre aux besoins en main-d'oeuvre et pour satisfaire les aspirations individuelles, il est nécessaire de donner une dimension qualitative à l'adéquation entre formation et type d'emploi. Nous allons tenter dans le paragraphe qui suit, de situer la proportion de diplômés observés qui réussissent à occuper un emploi correspondant à leur formation.

La nomenclature des emplois n'étant pas encore unifiée, celle qui a été adoptée tente de mettre en évidence les situations professionnelles les plus fréquemment rencontrées. Elle nous permet, en l'occurrence, de

faire ressortir la répartition des licences d'enseignement et des DES entre les différents paliers du système éducatif.

2.1. L'enseignement secondaire : un refuge pour les DES.

Graphique n°1 : **Poste occupé au dernier emploi (DES)(6)**



i) L'enseignement constitue le principal débouché des enquêtés titulaires d'un DES. Ces derniers sont présents dans différents niveaux du système éducatif: ils occupent en grande partie un poste de PES au sein des établissements de l'enseignement secondaire (34,39%), sans doute parce que c'est l'activité qui s'ajuste le mieux à leur formation essentiellement théorique. Moins nombreux, 28,66% des nouveaux sortants ont réussi à intégrer l'enseignement supérieur, mais en tant que vacataires ou contractuels puisque le statut général des enseignants du supérieur ne permet le recrutement d'assistants permanents qu'après achèvement des études post-graduées(7).

Devant le rétrécissement du marché du travail, une autre alternative s'offre aux jeunes diplômés qui consiste à accepter un emploi déqualifié. Tel est le cas des 14,65% des répondants qu'on retrouve dans des établissements de l'enseignement fondamental en tant que PEF et des 7% de diplômés qui se dirigent vers les autres secteurs d'activité en acceptant le statut de technicien supérieur (T.S) ou d'ingénieur d'application. D'autres enquêtés représentant 12,11% des répondants essayent d'explorer diverses possibilités d'emploi en se répartissant sur différents secteurs et en occupant des emplois souvent administratifs (fonctionnaires, cadres, cadres supérieurs, etc.); d'après le tableau n°1 (en annexe 2), ces derniers sont plus présents au sein des jeunes diplômés en «Chimie»

Les filles sont plus disposées à effectuer de telles concessions : elles sont 17,43% à enseigner en tant que PEF contre 6,82% des garçons et 8,85% contre seulement 2,27% à être recrutées en tant que T.S ou ingénieur d'application. Elles semblent ainsi préférer le cadre des établissements scolaires et des laboratoires aux emplois dans les autres secteurs économiques, d'avantage ciblés par les garçons (18,18% contre 9,7% des filles) (tableau n°1 en annexe 2).

ii) L'observation des sortants des trois promotions successives permet de connaître l'évolution d'une situation déjà critique dans l'ensemble (voir tableau n°2 en annexe 2). Entre 1990 et 1992, le placement dans les établissements de l'enseignement secondaire diminue (il passe de

39,22% en 1990 à 34% en 1992); même les entreprises, qui recrutent les jeunes diplômés avec un statut de T.S (12% en 1990), deviennent de plus en plus réticentes face à l'ambiguïté du statut du DES (3% en 1992). D'un autre côté, la proportion de PEF parmi les jeunes est restée stable (14%) alors qu'une légère augmentation caractérise le recrutement dans l'enseignement supérieur (25,49% en 1990 et 27,69% en 1992). Cependant, le changement le plus important est bien cette attitude (qui gagne de plus en plus de jeunes) consistant à élargir le champ de recherche à de nouveaux types d'emplois, souvent déqualifiés - 20% de la promotion 1992-, et qui sont en majorité la conséquence d'un intérêt croissant pour les possibilités qu'offre le secteur privé. En effet et d'après le tableau n°4, on constate que ce secteur prend lentement et graduellement de l'importance mais reste loin de concurrencer les institutions publiques: de 1,72% des diplômés en 1990, la proportion de recrues dans le secteur privé passe à 8% au sein de la promotion 1992.

Tableau n°4 : Statut juridique du dernier emploi (DES) (%).

Statut juridique de l'emploi	Promo. 1990	Promo. 1991	Promo. 1992	En- semble
Public	98,28	96,00	92,00	95,08
Privé	1,72	4,00	8,00	4,92
Ensemble	100	100	100	100

iii) En affinant un peu plus l'analyse pour faire ressortir d'éventuelles disparités entre les différentes spécialités en matière de débouchés professionnels (tableau n°1 en annexe 2), on constate que les diplômés en «Maths» et en «Physique» se distinguent par une très faible présence dans les établissements de l'enseignement fondamental (respectivement 2,63% et 11,77%) par rapport aux spécialités «Chimie» (16,33%) et «Biologie» (27,50%). Les "matheux" et les "physiciens", qu'on retrouve en majorité dans l'enseignement supérieur, ne sont pas obligés de se déqualifier pour deux raisons principales :

D'abord, les besoins exprimés par les lycées concernant les enseignants les matières fondamentales, que sont les mathématiques et les sciences physiques, sont importants car elles constituent des matières communes à l'ensemble des séries du baccalauréat (au nombre de 15); par ailleurs, les recrutements au concours de Magistère sont plus importants parmi les DES en «Mathématiques» et en «Physique», ce qui constitue un prolongement logique de la formation graduée du DES dans l'esprit de la réforme de 1971. En effet, respectivement 49% et 30% des diplômés en «Maths» et en «Physique» reprennent des études après l'obtention de leur diplôme initial (DES) et près de la totalité de ces derniers ont la possibilité de poursuivre des études post-graduées.

Tableau n°5 : Reprise des études par les DES (%).

	Maths	Physique	Chimie	Biologie
Reprise des études	48,84	29,63	11,11	16,33
Part des études en P-G dans les formations effectuées	96,3	100	71,43	44,44

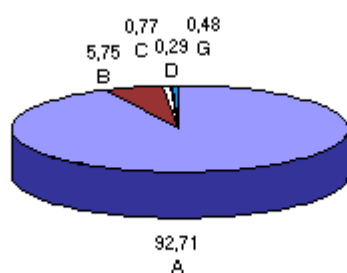
Un deuxième constat concerne les diplômés en «Biologie» qui semblent nettement défavorisés; ils affichent, par rapport aux autres spécialités, une grande présence dans les établissements d'enseignement fondamental (27,50%) et une très faible proportion s'agissant de l'enseignement dans les instituts d'enseignement supérieur (15%); d'ailleurs, leur accès aux études post-graduées, comme le montre le tableau n°5, est nettement limité, comparé à celui de leurs collègues. Par ailleurs, à l'exemple des chimistes qui trouvent refuge dans des emplois administratifs (20,52%), les biologistes qui n'adhèrent pas au corps enseignant occupent des postes de T.S ou d'ingénieurs d'application (22,50%) souvent dans des laboratoires privés ou publics (voir tableau n°1 en annexe 2).

2.2. Licences d'enseignement : adéquation incomplète entre formation et emploi.

Comme le rapportent les graphiques 2 et 3, la grande majorité des licences d'enseignement a fini par occuper un poste de PES: 92,71% en ce qui concerne les licenciés en enseignement général et 83,10% des licenciés en enseignement technique. Le reste des diplômés n'a pas réussi à concilier la nature de l'activité exercée lors du dernier emploi avec la spécificité de la formation suivie.

2.2.1. Licence d'enseignement en sciences exactes et biologiques (ENS).

Graphique n°2 : **Poste occupé au dernier emploi (ENS)(8).**



i) Bien que les établissements de l'enseignement secondaire, conformément à la logique, demeurent le principal employeur des licences d'enseignement général aussi bien des filles (89,41%) que des garçons (95,16%), on constate que près de 6% des jeunes diplômés sont recrutés en tant que PEF. Cette déqualification pénalise plus les diplômés de sexe féminin (9,01%) par rapport à leurs collègues du sexe opposé (3,34%) (tableau n°3 en annexe 2). Par ailleurs, la formation professionnelle et les écoles privées n'attirent pas plus de 0,29% des sortants des ENS, issus des disciplines «Maths» (0,27%), «Physique» (0,36%) et «Biologie» (0,54%) alors que seuls 0,84% des garçons

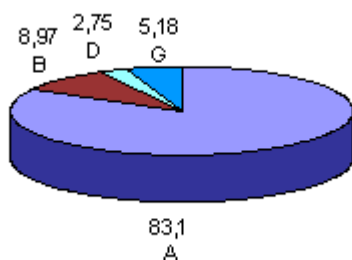
titulaires d'une licence en «Maths» (0,81%), en «Chimie» (0,84%) et en «Biologie» (0,54%) sont sortis du cadre de l'enseignement pour explorer les possibilités qu'offrent les autres secteurs économiques. L'enseignement supérieur participe également, quoique timidement, au recrutement des jeunes diplômés: il n'en accueille que 0,77%.

Comparée à la position des titulaires d'un DES formés dans la même spécialité, la situation professionnelle des «matheux» sortis des ENS est bien meilleure dans la mesure où leur recrutement se fait principalement dans les établissements d'enseignement secondaire (96,52%). Un autre groupe de jeunes diplômés est également avantagé; il s'agit des 78 diplômés en «Physique-Chimie» (95,12%) issus de l'ENS d'Oum-EI-Bouaghi, en raison peut-être d'un marché de l'emploi local plus favorable et d'une spécialité mieux appréciée pour la bonne couverture des deux programmes de physique et de chimie (tableau n°3 en annexe 2).

ii) La situation des normaliens qui, dans l'ensemble, est loin d'être préoccupante se dégrade en réalité d'une promotion à l'autre. C'est ce que traduit la baisse des recrutements en PES à partir de la promotion 1991 (respectivement 97,22% et 85,28% au sein des promotions 1991 et 1992) qui pousse les jeunes à se rabattre, essentiellement, sur l'enseignement fondamental (ils passent de 2,27% au sein de la promotion 1991 à 11,93% au sein de la promotion suivante) (tableau n°4 en annexe 2).

2.2.2. Licence en enseignement technique (ENSET).

Graphique n°3: **Poste occupé au dernier emploi (ENSET)(9).**



i) Les sortants des ENSET réussissent moins que leurs collègues issus des écoles normales supérieures (ENS) à intégrer le corps enseignant dans les établissements d'enseignement secondaire (83,10%), notamment en ce qui concerne les filles (78,72% contre 85,20% des garçons). Les nouveaux diplômés destinés à l'enseignement technique n'y sont visiblement pas tous parvenus. En effet, 50 d'entre eux (soit 17%) se dirigent vers d'autres activités: La saturation des besoins en PEST et les affectations aux postes de travail qui ne correspondent pas aux vœux des jeunes diplômés obligent près de 9% des diplômés à accepter un poste de PEF en dépit de la déqualification qu'il présente. Cette situation touche plus particulièrement les filles (10,64% contre 8,16% des garçons). Les centres de formation professionnelle et les écoles privées constituent parfois une bonne alternative pour une partie

des sortants (5,32% des licenciés de sexe féminin et pas plus de 1,53% pour leurs collègues du sexe opposé); le reste des diplômés (5,18%), sans doute encouragés par leurs connaissances techniques, se sont retournés vers les autres secteurs d'activité en s'engageant dans des carrières pour lesquelles ils n'ont pas été préparés (tableau n°5 en annexe 2).

ii) En affinant l'analyse par spécialité, il nous est possible de repérer les groupes de diplômés les plus avantagés de ceux qui se trouvent pénalisés par les mauvaises conditions du marché de l'emploi. L'écart se creuse clairement entre deux groupes de disciplines: d'un côté, les jeunes diplômés en «Electronique» et en «Génie-mécanique» dont respectivement 87,5% et 88,68% sont recrutés dans l'enseignement secondaire et près de 9% dans le pré-secondaire, sont les plus favorisés. A l'inverse, les jeunes spécialisés en «Electrotechnique» et en «Génie-civil» se retrouvent plus nombreux à encadrer les élèves de l'enseignement fondamental (respectivement 17,65% et 11,49%) ou à abandonner complètement l'enseignement au profit d'autres activités (12,5% en ce qui concerne la première spécialité et 4,6% pour la deuxième). Nous ne manquerons pas de signaler le recrutement automatique et intégral dans l'enseignement secondaire des six (06) diplômées en «Informatique» qui n'ont transité par aucune période de chômage (tableau n°5 en annexe 2).

Ainsi, en retenant l'adéquation entre la formation et le type d'emploi comme un critère d'appréciation de la performance d'un profil de formation, la situation des diplômés en enseignement technique semble moins aisée que celle des licences d'enseignement général. Pour l'ensemble des sortants des écoles normales, le tableau n°6 (annexe 2) indique clairement une dégradation continue de la situation se traduisant par une chute de la proportion des licenciés retenus dans l'enseignement secondaire évaluée successivement à 10% et 17% au sein des deux promotions 1991 et 1992 au profit de l'enseignement fondamental (3,64% en 1991 et 20% en 1992); ces résultats reflètent la grande distorsion qui s'est révélée entre les besoins prévus en encadrement pédagogique au sein des lycées et les capacités réelles de recrutement au sein des établissements de l'enseignement secondaire, plus particulièrement en ce qui concerne les sortants de l'enseignement technique.

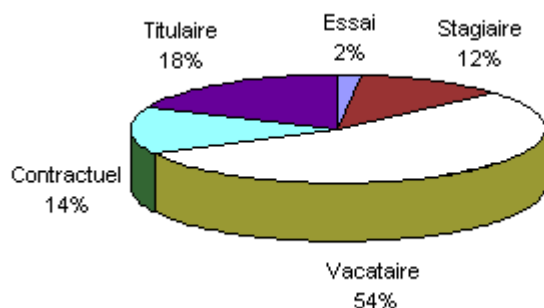
3. LA STABILITE DANS L'EMPLOI.

Il a été confirmé précédemment que les nouveaux diplômés finissent en grande majorité par intégrer le corps enseignant. Ceci ne garantit pas nécessairement un statut stable ou une confirmation rapide dans le poste occupé. Par ailleurs, la notion de stabilité est très subjective: l'individu peut se sentir stable tout en occupant une succession d'emplois précaires; comme il peut, tout en ayant un emploi durable, poursuivre ses efforts de prospection dans le but d'améliorer sa situation professionnelle. Ainsi, pour pouvoir discuter le degré de stabilité de la population enquêtée, il faudrait d'abord définir le critère qui permet d'affirmer la stabilité ou non d'un emploi.

L'indicateur qui semble le plus approprié pour renseigner sur la situation professionnelle de l'enquêté est le statut de l'emploi au moment de l'enquête, la confirmation dans le poste de travail étant généralement considérée comme révélateur de stabilité.

3.1. Situation professionnelle encore précaire pour les détenteurs d'un DES.

Graphique n°4 : Statut dans le dernier emploi (DES).



i) Plusieurs mois se sont écoulés depuis la sortie des DES de l'université et seuls 18,33% d'entre eux ont réussi à être titulaires de leurs postes de travail. Ces derniers sont plus nombreux dans les établissements de l'enseignement secondaire (36,67%) et sont près de 27% à occuper des emplois souvent administratifs en dehors du secteur de l'éducation. Dans l'attente d'une possible titularisation, 12% des diplômés commencent leur carrière en tant que stagiaires alors que 14,44% travaillent sous contrat à durée déterminée. Plus de la moitié des jeunes diplômés (54%) occupent, en tant que vacataires, une situation des plus défavorables. Ils sont essentiellement recrutés dans les instituts d'enseignement supérieur (45,53%) où ils doivent attendre l'accomplissement de leurs études en post-graduation pour aspirer à l'occupation de postes permanents.

Tableau n°6 : Types d'emploi selon le statut occupé par les DES (%).

Types d'emploi	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire
P.E.S	-	31,25	31,76	40	36,67
P.E.F	-	6,25	16,47	35	3,33
Enseignant I.N.E.S	-	18,75	43,53	-	13,33
Enseignant (autres établissements)	-	12,50	-	-	3,33
Chercheur	-	-	-	-	6,67
T.S ou Ingénieur d'application	-	6,25	5,88	10	10
Autres ¹⁰	100	25	2,35	15	26,66
Ensemble	100	100	100	100	100

ii) Dans l'ensemble, la situation des jeunes diplômés est visiblement critique. Quelle que soit la profession exercée, on les retrouve le plus souvent dans des situations précaires, surtout en ce qui concerne les diplômés de sexe féminin. Les détentrices d'un DES sont seulement 17,56% à être titulaires contre 20,41% des garçons et sont plus

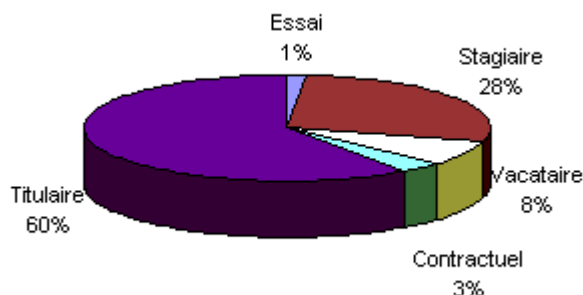
nombreuses à occuper une situation de vacataire (57,25% contre 45% pour les garçons) (voir tableau n°7 en annexe 2).

iii) Plutôt que de s'améliorer, ces conditions se sont visiblement dégradées pour les diplômés de la dernière promotion observée au sein de laquelle les contractuels et les vacataires représentent respectivement 16% et 65,33% des jeunes au moment où les titulaires n'en représentent que 11% seulement (tableau n°8 en annexe 2).

3.2. Les licences d'enseignement : entre titulaires et stagiaires.

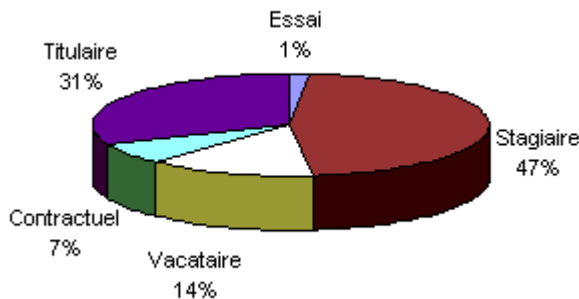
Etre titulaire d'un poste de travail indique généralement que l'emploi occupé procure une certaine stabilité et beaucoup d'avantages. Les élèves professeurs sortis des écoles normales (ENS et ENSET), en choisissant l'enseignement comme débouché professionnel, visaient en grande partie la stabilité qu'il assure. Le statut du diplôme qui, par son ambiguïté, était à l'origine de la précarité des situations professionnelles de la plupart des titulaires d'un DES, ne constitue pour les licences d'enseignement, dont la carrière est régie par une réglementation spécifique, aucune contrainte.

Graphique n°5: **Statut dans le dernier emploi (ENS).**



i) En occupant des emplois le plus souvent correspondant à leur formation initiale, la situation professionnelle des diplômés en enseignement général semble relativement stable. En effet, 59,63% des nouveaux diplômés sont déjà titularisés au moment de l'investigation alors que 28% entament le processus de stabilisation en étant stagiaires. Ceci ne laisse que très peu d'enquêtés dans l'instabilité: vacation (8%) ou contrat à durée déterminée (3,34%).

Graphique n°6: **Statut dans le dernier emploi (ENSET).**



ii) Les détenteurs d'une licence en enseignement technique sont moins avantagés que leurs collègues puisqu'ils ne sont que 31% à être titulaires, au moment où les stagiaires en constituent la majorité (46,33%). Les 63 diplômés restants occupent toujours des situations relativement instables: vacataires (13,73%) ou contractuels (7,04%).

iii) Il apparaît clairement, à partir des tableaux n°9 et n°11 (annexe 2), que les diplômés de sexe féminin sont largement défavorisés par rapport à leurs collègues. Parmi les sortants des ENS, les filles connaissent plus que leurs collègues le statut de vacataire (13,75% contre 3,21% des garçons) et de contractuel (5,25% contre 2% des garçons). De manière similaire, les licenciées en enseignement technique ont plus de mal que les garçons à quitter le statut de vacataire (20,21% contre 10,53% des garçons) et à être confirmées dans leur poste de travail (26,60% contre 33,16% des garçons). Ces dernières commencent, par conséquent, mal leurs carrières avec une situation visiblement précaire comparée à celle de leurs collègues du sexe opposé.

iv) Aussi bien pour les diplômés en enseignement général que pour les diplômés en enseignement technique, l'ancienne cohorte (1990) est celle qui compte le plus d'emplois stables. En effet, parmi les sortants des ENS, 84% sont confirmés et 13% sont stagiaires, alors que la répartition des sortants des ENSET entre stagiaires et titulaires se fait de manière moins avantageuse (72,46% de titulaires et 27,54% de stagiaires). Sur les deux promotions qui suivent, la situation ne fait que se dégrader. Parmi les licences d'enseignement général, la proportion des titulaires diminue de moitié (41%) alors que la proportion des stagiaires atteint 35,54% de la cohorte 1992; parallèlement, la situation précaire de l'emploi, qui touche à peine 3% des promus en 1990, concerne près de 24% des diplômés en 1992. De leur côté, les détenteurs d'une licence en enseignement technique subissent de manière plus aiguë cette précarité du marché de l'emploi: différemment de la promotion 1990 qui n'est constituée que de jeunes confirmés ou stagiaires, la promotion 1992 comporte 38% de diplômés vacataires, contractuels ou à l'essai et moins de 12% de titulaires (voir les tableaux n°10 et n°12 en annexe2).

v) Nous avons déjà pu constater, dans le paragraphe précédent, que la majorité des détenteurs d'une licence d'enseignement général occupe un poste de PES et c'est justement dans ces cas là que la titularisation est plus accessible. Les diplômés confirmés ou stagiaires se localisent

dans les établissements de l'enseignement secondaire (64,67% et 29%) alors que les vacataires et les contractuels sont plus nombreux dans l'enseignement fondamental (respectivement 55,17% et 27,6%) (tableau n°7). Il semblerait donc que, pour les sortants des ENS, le fait d'exercer une profession en étroite relation avec leur formation initiale ne procure pas seulement une satisfaction personnelle mais permet également une stabilisation professionnelle et sociale. Ceci est également le cas des diplômés en enseignement technique au sein desquels les professeurs de l'enseignement secondaire sont en majorité confirmés (35,6%) ou stagiaires (51,35%).

Tableau n°7 : Statut des diplômés selon l'emploi occupé.

	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire	Ensemble
ENS :						
- P.E.S	1,20	29,1	3,47	1,56	64,67	100
- P.E.F	-	8,62	55,17	27,59	8,62	100
ENSET :						
- P.E.S	0,45	51,35	8,11	4,50	35,59	100
- P.E.F	-	39,13	39,13	21,74	-	100

CONCLUSION :

Quels que soient les difficultés d'insertion sur le marché du travail et les moyens utilisés pour les surmonter, l'enquête réalisée révèle que 84,62% des nouveaux diplômés ont eu l'occasion d'occuper au moins un emploi depuis la fin de leur formation respective, tandis que le reste des jeunes enquêtés a été retenu sous l'emprise du chômage au-delà de la période d'observation.

Malgré l'élargissement de l'emploi aux autres secteurs d'activité résultant des difficultés de placement que rencontrent les autorités chargées de l'enseignement, le secteur de l'Education demeure le principal employeur des nouveaux diplômés en licence d'enseignement. Ceci laisse supposer, dans une certaine mesure, un rapprochement entre la formation initiale et la nature de l'activité professionnelle.

En affinant le niveau d'analyse et en s'intéressant à la distribution des emplois entre les différentes composantes du système éducatif, on constate que la majorité des diplômés se fait recruter pour des postes de PES. Pour les diplômés des écoles normales (ENS et ENSET), cette situation semble plutôt insuffisante puisqu'ils marquent une présence, même timide, dans les différents autres paliers du système éducatif, alors que, par la nature de leur formation et le contrat les liant au Ministère de l'Education Nationale, ces derniers sont supposés rejoindre exclusivement l'enseignement secondaire. Par ailleurs, le devenir des DES est plus inquiétant. L'écart entre la formation qui les prédestine à la recherche scientifique ou à l'enseignement dans les établissements d'enseignement supérieur et les débouchés qu'ils connaissent est plus grand.

A cette distorsion entre formation et type d'emploi vient s'ajouter une déqualification touchant un nombre croissant de diplômés qui, face à la

saturation des besoins au sein des établissements secondaires, se tournent vers l'enseignement fondamental.

Quelques années après la fin des études, la situation professionnelle des jeunes diplômés des écoles normales est relativement stable puisque 87,62% des licences d'enseignement général et 77,82% des sortants des ENSET sont titulaires de leur poste de travail ou attendent une possible confirmation à l'issue de leur période de stage. Par ailleurs, les diplômés des études supérieures (DES) restent très instables; en effet, 68% d'entre eux sont toujours vacataires ou contractuels, pénalisés par un statut ambigu et un diplôme qui ne trouve pas sa place sur le marché du travail.

Références bibliographiques

Feroukhi D. & Fraihat S., 1998. *Insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur*, Unité de recherche en évaluation. INPS, Alger.

Feroukhi D., 1999. *Insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur*, Unité de recherche en évaluation de la formation et de la recherche universitaire, INPS, Alger.

Fraihat S., 1999-2000. *Insertion professionnelle et marché du travail des licences d'enseignement et des D.E.S*, Mémoire de Magister, ISE, Alger.

Vernières M., 1997. *L'insertion professionnelle: analyses et débats*, Economica, Paris.

Ministère de l'Education Nationale, 1997. La formation des personnels de l'éducation nationale, bilan et perspectives, Document polycopie, Alger.

Ministère de l'Education Nationale, Sous direction des statistiques, Direction de la planification, 1993. Formation des professeurs de l'enseignement secondaire et technique. Bilan chiffré.

ANNEXE -1-

L' enquête réalisée vise le recueil d'informations individuelles détaillées sur le devenir de ces diplômés en observant leur cheminement sur une période de 2 à 5 ans (selon la promotion de sortie); ceci dans le but de:

- Connaître la stratégie du diplômé à l'issue des études universitaires;
- Connaître le processus d'insertion en identifiant l'ordre de succession des situations vécues par l'enquêté;

- Renseigner sur les caractéristiques des emplois occupés par les diplômés ayant cette opportunité.

L'enquête s'est déroulée en deux phases. La première a ciblé les diplômés des promotions de 1991 et 1992 des établissements suivants: ENS d'Alger, ENS de Jijel, ENS de Saida, ENSET de Laghouat, et ENSET d'Oran. La deuxième phase a concerné les détenteurs d'un DES (USTHB), ENS de Oum-EI-Bouaghi, ENS de Mostaghanem, ENS de Ouargla (promotions 91 et 92), ENS d'Alger (promotion 90), ENS de Jijel (promotion 90), ENSET de Laghouat (promotion 90), ENSET d'Oran (promotion 90), ENSET de Skikda (spécialité Electronique, promotions 91 et 92), et l'université de Blida (licence de maths, promotion 92) .

Près de 2000 (exactement 1933) questionnaires sujets à une interrogation exhaustive ont été envoyés durant le quatrième trimestre de l'année 1994. Pour la deuxième phase de l'enquête, l'échantillon retenu comptait 2279 diplômés auxquels les questionnaires ont été adressés durant le mois de juillet de l'année 1995. Cet échantillon a été arrêté selon la méthode dite de «stratification représentative» avec un taux de sondage fixé à 75%. Les variables selon lesquelles la stratification a été effectuée sont préalablement connues pour chaque individu; elles sont au nombre de six: l'année d'obtention du diplôme, l'établissement de formation, la spécialité, l'option, le sexe et la wilaya de résidence.

Sur les 4212 diplômés enquêtés, 1801 ont retourné des questionnaires exploitables. En défalquant des questionnaires envoyés ceux qui sont retournés parce que le destinataire n'avait pas été retrouvé à l'adresse laissée à la fin des études (5,29%), on obtient un rendement net de l'enquête de 45,15%.

Les résultats de cette enquête ont servi à rendre compte des aspects les plus importants du processus d'insertion des diplômés. Ils ont effectivement permis de connaître la situation professionnelle des enquêtés quelques années après la sortie de l'université.

ANNEXE - 2 -

Les tableaux ainsi que les graphes figurant dans l'article ont pour source l'enquête d'insertion professionnelle des licences d'enseignement et des D.E.S (1998) réalisée dans le cadre d'un mémoire de magister soutenu par Mlle S. Fraihat sous la direction de M.Y Ferfera et D.Feroukhi.

Tableau n°1 : Poste occupé au dernier emploi (DES).

	A	B	C	D	E	F	G	Ensemble	
Mathématiques	39,47	2,63	47,37	2,63	-	-	7,89	100	
Physique	30,77	11,77	38,46	3,85	7,69	-	7,70	100	
Chimie	38,78	16,33	22,45	2,04	-	2,04	20,52	100	
Biologie	27,50	27,50	15	-	-	22,50	7,5	100	
Ensemble	Mas .	36,36	6,82	31,82	2,27	2,27	2,27	18,18	100
	Fem .	33,63	17,43	27,43	1,76	0,88	8,85	9,7	100
	Total	34,39	14,65	28,66	1,91	1,27	7,01	12,11	100

Tableau n°2 : Poste occupé au dernier emploi selon la promotion (DES).

	A	B	C	D	E	F	G	Ensemble	
Promotion 90	39,22	13,73	25,49	1,96	1,96	11,76	5,88	100	
Promotion 91	29,27	17,07	34,15	2,44	2,44	7,32	7,31	100	
Promotion 92	33,85	13,85	27,69	1,53	-	3,08	20	100	
Ensemble		34,39	14,65	28,66	1,91	1,27	7,01	12,11	100

A : PES

B : PEF

C : Enseignant dans un institut d'enseignement supérieur

D : Enseignant dans une école privée, dans un centre de formation professionnelle, etc.

E : Chercheur

F : T.S ou Ingénieur d'application

G : Autres: différents emplois dans les secteurs économiques

Tableau n°3 : Poste occupé au dernier emploi toutes promotions confondues (ENS).

	A	B	C	D	G	Ensemble	
Mathématiques	96,52	0,80	1,60	0,27	0,81	100	
Physique	90,65	8,99	-	0,36	-	100	
Chimie	89,08	10,08	-	-	0,84	100	
Biologie	89,13	9,24	0,54	0,54	0,54	100	
Musique	100	-	-	-	-	100	
Physique-Chimie	95,12	3,66	1,22	-	-	100	
Ensemble	Mas .	95,16	3,34	0,50	0,17	0,84	100
	Fem .	89,41	9,01	1,13	0,45	-	100
	Total	92,71	5,75	0,77	0,29	0,48	100

Tableau n°4 : Poste occupé au dernier emploi selon la promotion (ENS).

	A	B	C	D	G	Ensemble
Promotion 90	97,23	1,58	0,79	0,40	-	100
Promotion 91	97,22	2,27	0,25	-	0,25	100
Promotion 92	85,28	11,93	1,27	0,5	1,02	100

Tableau n°5 : Poste occupé au dernier emploi toutes promotions confondues (ENSET).

	A	B	D	G	Ensemble	
Electronique	87,50	7,95	1,14	3,41	100	
Electrotechnique	75	8,93	3,57	12,5	100	
Génie-mécanique	88,68	7,55	1,89	1,88	100	
Génie-civil	79,31	11,49	4,60	4,6	100	
Informatique	100	-	-	-	100	
Ensemble	Mas .	85,20	8,16	1,53	5,11	100
	Fem .	78,72	10,64	5,32	5,5	100
	Total	83,10	8,97	2,75	5,18	100

Tableau n°6 : Poste occupé au dernier emploi selon la promotion (ENSET).

	A	B	D	G	Ensemble
Promotion 90	98,57	-	-	1,43	100
Promotion 91	87,27	3,64	3,64	5,45	100
Promotion 92	69,09	20	3,64	7,27	100

A : PES

B : PEF

C : Enseignant dans un institut d'enseignement supérieur

D : Enseignant dans une école privée, dans un centre de formation professionnelle, etc.

E : Chercheur

F : T.S ou Ingénieur d'application

G : Autres: différents emplois dans les secteurs économiques

Tableau n°7 : Statut dans le dernier emploi toutes promotions confondues (DES).

	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire	Ensemble
Mathématiques	-	12,5	65	10	12,5	100
Physique	3,85	11,54	57,69	15,38	11,54	100
Chimie	1,69	15,25	47,46	10,17	25,42	100
Biologie	-	6,25	54,17	20,83	18,75	100
Mas .	4,08	14,29	44,90	16,33	20,41	100
Ensemble Fem .	0,76	10,69	57,25	13,74	17,56	100
Total	1,67	11,67	53,89	14,44	18,33	100

Tableau n°8 : Statut dans le dernier emploi selon la promotion (DES).

	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire	Ensemble
Promo. 90	1,75	19,30	42,11	14,04	22,81	100
Promo. 91	-	12,5	50	12,5	25	100
Promo. 92	2,67	5,33	65,33	16	10,67	100

Tableau n°9: Statut dans le dernier emploi toutes promotions confondues (ENS).

	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire	Ensemble
Mathématiques	0,61	37,58	3,64	1,52	56,67	100
Physique	0,83	23,24	9,54	4,98	61,41	100
Chimie	3,67	32,11	15,60	5,50	43,12	100
Biologie	1,79	17,86	11,31	3,57	65,48	100
Musique	-	16,67	-	-	83,33	100
Physique-Chimie	1,33	18,67	1,33	2,67	76	100
Mas .	1,32	30,62	3,21	1,89	62,95	100
Ensemble Fem .	1,25	24,50	13,75	5,25	55,25	100
Total	1,29	27,99	7,75	3,34	59,63	100

Tableau n°10: Statut dans le dernier emploi selon la promotion (ENS).

	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire	Ensemble
Promo. 90	-	12,89	2,22	0,89	84	100
Promo. 91	1,76	29,91	3,23	1,47	63,64	100
Promo. 92	1,65	35,54	15,43	6,61	40,77	100

Tableau n°11: Statut dans le dernier emploi toutes promotions confondues (ENSET).

	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire	Ensemble
Electronique	-	61,80	10,11	3,37	24,72	100
Electrotechnique	5,45	34,55	30,91	7,27	21,82	100
Génie - méca .	-	38	14	6	42	100
Génie-civil	1,19	45,24	7,14	11,90	34,52	100
Informatique	-	33,33	-	-	66,67	100
Ensemble.	Mas .	1,05	47,37	10,53	7,89	33,16
	Fem .	2,13	45,74	20,21	5,32	26,60
	Total	1,41	46,83	13,73	7,04	30,99

Tableau n°12 : Statut dans le dernier emploi selon la promotion (ENSET).

	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire	Ensemble
Promo. 90	-	27,54	-	-	72,46	100
Promo. 91	2,88	55,77	12,50	4,81	24,04	100
Promo. 92	0,90	50,45	23,42	13,51	11,71	100

Notes

(*) Chercheur associé au CREAD, Alger

()** Chargée de recherche au CREAD, Alger

(1) La formation des personnels de l'éducation nationale: Bilan et perspectives, Ministère de l'Education Nationale, mai 1997. P. 28.

(2) Formation des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Bilan chiffré), Direction de la planification. Sous direction des statistiques, MEN, juin 1993, p.3.

(3) La formation des personnels de l'éducation nationale: Bilan et perspectives, Op.Cit., p.29.

(4) Voir annexe 1

(5) Le D.E.S, dans l'esprit de la réforme de l'enseignement supérieur de 1971, est un diplôme intermédiaire devant mener son détenteur vers une carrière d'enseignant /chercheur.

(6) A :PES; B : PEF; C : Enseignant dans un institut d'enseignement supérieur ; D : Enseignant dans une école privée, dans un centre de formation professionnelle, etc. E: Chercheur; F: T.S ou Ingénieur d'application; G: Autres différents emplois dans les secteurs économiques.

(7) Statut des enseignants du supérieur - 1989.

(8) La nomenclature utilisée pour les emplois est détaillée plus haut.

(9) La nomenclature utilisée pour les emplois est détaillée plus haut.

(10) Fonctionnaires, cadres, entrepreneurs, ...

MOURAD BOUKELLA (*)

«Le pouvoir alimentaire mondial en question»**Ouvrage collectif: Jean Pierre Bertrand et coll. Edition Economica 1997.**

Les auteurs abordent, dans ce petit ouvrage, les perspectives de l'alimentation au niveau mondial: comment évoluera la situation alimentaire dans les pays les plus pauvres et donc leur dépendance vis-à-vis des grandes puissances agroalimentaires mondiales, les Etats-Unis et l'Union Européenne? Comment peuvent évoluer les politiques et stratégies de ces derniers pays? Continueront-ils, comme par le passé, à utiliser le pouvoir alimentaire dont ils disposent comme moyen de pression internationale et de domination?

Les auteurs notent que, malgré les progrès réalisés dans le monde depuis trois décennies en matière d'alimentation et de nutrition (notamment en Asie à la faveur de la Révolution verte), des tensions persistantes subsistent encore dans beaucoup de pays en développement, particulièrement en Afrique sub-saharienne. Dès lors, le risque est grand de voir les puissances détentrices de l'arme alimentaire l'utiliser contre les pays pauvres dans le but de leur arracher des concessions d'ordre économique, territorial, politique ou idéologique. Mais, font-ils remarquer, l'efficacité de l'arme alimentaire est subordonnée à de nombreuses conditions qu'il n'est pas évident de pouvoir réunir aujourd'hui: d'une part, le produit alimentaire utilisé comme arme doit être de nature stratégique, c'est-à-dire essentiel, vital et non substituable. D'autre part, un bloc sans faille des principaux fournisseurs du produit doit se former autour du pays subissant la sanction alimentaire. Enfin, il est indispensable que les conséquences de la mise en oeuvre de l'arme alimentaire soient plus graves pour le pays visé que pour le pays initiateur de l'opération.

Dans les faits, cette difficulté de mise en oeuvre de l'arme alimentaire en rend l'utilisation de moins en moins fréquente dans le monde. Il semble bien qu'à la faveur de la mondialisation, la logique commerciale et le business l'emportent sur toute autre considération aux yeux des firmes et des nations engagées dans la compétition internationale. Par ailleurs, et paradoxalement, la libéralisation économique s'accompagne partout d'une espèce de «mondialisation des valeurs éthiques» perceptible, au sein des institutions internationales notamment, à travers la mise en avant des principes de droits de l'homme, de défense des libertés et de droits à la sécurité alimentaire. Ces principes compromettent, bien évidemment, la légitimité de l'emploi de l'arme alimentaire -et de toutes les autres armes d'ailleurs- susceptible

d'affamer les populations les plus pauvres dont les niveaux de vie sont déjà largement dégradés.

Cela ne signifie pas, pour autant, que le pouvoir alimentaire mondial et son usage à des fins autres qu'alimentaires relèvent désormais du passé. Les auteurs font observer que le pouvoir alimentaire prendra à l'avenir de nouvelles formes. Il cessera d'être une arme politique pour devenir une force réellement agricole entre les mains des Etats-Unis et de l'Union Européenne qui concentrent à eux deux près de 70% du marché mondial des céréales et 75% de l'aide alimentaire. De ce fait, la réponse à la déstabilisation de la situation alimentaire mondiale, à la persistance de la faim et de la pauvreté, passe nécessairement par un accord entre ces deux puissances pour une gestion concertée des marchés internationaux.

Notes

(*) Professeur, Directeur de recherche au CREAD

HAKMIA SELMA FRAIHAT (*)

«Et si l'université n'était qu'un filtre ? Actualité du modèle d'Arrow»

Claude Gamel, In *Economie publique, Etudes et recherches n°6, 4^{ème} trimestre 2001.*

Et si l'université n'était qu'un simple dispositif de sélection permettant de trier les individus dont les capacités de production sont naturellement différentes ? Et si le système universitaire n'avait aucune contribution à la croissance économique ni en augmentant les connaissances, ni en facilitant l'intégration sociale ? Et si le seul rôle de l'université n'était que l'attribution des diplômes pour faciliter l'opération de recrutement aux employeurs ?

Plus que des questions posées par l'auteur, ceci est l'ensemble des hypothèses de base du modèle de filtre de J.K. Arrow qui fut présenté pour la première fois dans son article «Higher education as a filter» paru en 1973.

Dans le présent article, l'auteur se donne pour objectif de faire connaître le modèle de filtre d'Arrow, de l'expliquer, de le discuter et de le situer dans un nouveau contexte temporel. Il cherche, ainsi, à montrer sa capacité à expliquer l'évolution actuelle des systèmes universitaires dans les pays développés.

Selon le modèle d'Arrow, les universités se confinent uniquement au rôle de filtre qu'elles accomplissent à deux niveaux : en sélectionnant leurs étudiants à l'entrée et lors de la collation des diplômes. Les employeurs, qui ne possèdent qu'une idée très pauvre de la productivité réelle des candidats, obtiennent grâce à ce procédé de filtrage une information très utile sur la productivité des individus.

L'auteur, en suivant Arrow dans son développement, présente les différentes versions de son modèle selon que le travail est un facteur de production homogène ou non et selon que l'accès à l'université est contingenté ou libre et finit, ainsi, par déduire la « loi d'optimisation du filtrage universitaire » formulé par Arrow.

J.K.Arrow suppose dans la version élémentaire de son modèle que le travail est un facteur de production homogène et que l'accès à l'enseignement supérieur est libre. Aussi, toute personne peut accéder aux études supérieures à condition d'en supporter le coût et de présenter le profil minimal. Selon Arrow, ces deux conditions ne sont pas fixées de manière à constituer des obstacles rédhibitoires pour

entrer à l'université. En conséquence, si les candidats à l'embauche s'avèrent parfaitement substituables et si les individus sont parfaitement libres d'entrer ou non à l'université, les ressources consacrées au financement du filtrage universitaire seraient tout à fait stériles. De cette façon, l'université perd toute sa raison d'être en se révélant improductive pour la société et son abolition, comme le dit Arrow, sera profitable à tous.

Toujours sur les traces d'Arrow, l'auteur explore jusqu'à l'extrême les prolongements du modèle théorique pour le confronter à l'évolution actuelle de l'enseignement supérieur français. Il montre, alors, que si les tendances à l'oeuvre de nos jours, qui se résument à la baisse du coût réel des études supérieures et à un filtrage moins sélectif, venaient à s'accroître, au bout du processus, tous les individus seraient diplômés. Dans ce cas, l'acquisition de diplômes n'aurait plus aucun sens. Toutefois, si le système n'arrive pas à cette situation aberrante, c'est que, dans l'intervalle, l'accès à l'enseignement supérieur a sûrement été contingenté. Ce contingentement peut prendre plusieurs formes. Il peut consister en un ajustement par le prix des études au risque de se réduire à une simple « sélection par l'argent » socialement insupportable. Il peut également s'appliquer sous la forme d'une sélection par le mérite en tant que filtrage unique à l'entrée, filtrage unique à la sortie ou une combinaison des deux.

Dans la deuxième partie de l'article, l'auteur s'intéresse au modèle d'Arrow dans sa version affinée. Il considère désormais que le travail est un facteur de production hétérogène. A l'hétérogénéité des niveaux de productivité des travailleurs correspond alors une hétérogénéité des postes de travail à pourvoir. Pour éviter une mauvaise répartition des salariés entre les différents types d'emploi, le filtrage préalable des individus s'avère très utile. La fonction de filtrage, opérée par l'université, retrouve ainsi sa principale raison d'être.

Arrivé à ce niveau d'analyse, Arrow considère qu'au delà de son efficacité, le processus de filtrage se doit d'être optimal. C'est ainsi qu'il introduit la notion de « filtre complet » qui correspond à un mécanisme de filtrage fonctionnant de la manière la plus fine qui soit où il n'y aurait ni pénurie ni excès de diplômés. Pour cela, il faudrait que le coût des études supérieures soit relativement faible et que le profil d'admission soit le plus bas possible mais fixé de sorte à résister à une éventuelle baisse des coûts. Cette vision de l'optimalité du filtrage, développée par Arrow, reste selon l'auteur un idéal trop ambitieux et peu réaliste. Il envisage alors les conséquences d'un dysfonctionnement de ce mécanisme optimal dans le cas où les flux de diplômés seraient supérieurs aux postes à pourvoir. En effet, conformément à la clause de « libre entrée », tout individu ayant un profil minimal et pouvant payer le coût très réduit des études supérieures choisirait d'entrer à l'université. Le nombre croissant des étudiants finirait, dans ce cas, par constituer un surplus de diplômés et, par conséquent, un excès de travailleurs productifs dans les emplois qualifiés. Le niveau net de production obtenu avec cet excès du nombre de diplômés ne peut être optimal et

pour mieux sauvegarder l'efficacité du filtrage, l'accès à l'université, dans ces conditions, devrait être contingenté.

En définitive, le critère d'optimalité réaliste serait plutôt l'existence d'une pénurie relative de diplômés par rapport aux postes à pourvoir.

Le présent article nous fait passer d'un système universitaire aberrant à un système idéal. D'un système que le «libre accès» des individus conjugué à l'homogénéité du facteur travail rend complètement improductif à un système où l'idée de «filtrage complet» permet une parfaite adéquation des flux de diplômés avec les postes à pourvoir rend utopique.

Le fait qu'aucun des deux systèmes n'est envisageable dans la réalité ne diminue en rien l'importance des clauses de «libre entrée» et de «filtrage complet» dans l'analyse d'Arrow. Néanmoins, la viabilité d'un accès contingenté à l'université d'une part et l'existence d'un filtrage optimal fondé sur le maintien d'une pénurie relative de diplômés d'autre part, constituent le plus grand apport du modèle de J.K. Arrow.

Notes

(*) Chargée de recherche au CREAD.

عبد المجيد قدي*

الإصلاحات الاقتصادية في الجزائر

محاولة تقييمية

مقدمة

مرّ الاقتصاد الجزائري منذ الاستقلال إلى اليوم بمجموعة من التحولات، وكانت في كل مرة تتم باسم الإصلاح [1]. وتوالى الإصلاحات من مرحلة إلى أخرى إلى درجة كادت أن تتحول فيها إلى "إصلاح الإصلاح"، وهذا ما يدفع إلى التساؤل عن مدلول الإصلاح في حد ذاته.

إن مفهوم الإصلاح ليس مفهوما اقتصاديا صرفا بالنظر لما هنالك من تشابك بين الظواهر الاقتصادية والسياسية والاجتماعية، كما أن هذا المفهوم ليس جامدا، إذ أنه ديناميكي في مضمونه [2]. إنه يعبر عن الجهد المبذول في سبيل تغيير أوضاع قائمة نحو الأفضل بتحديد أهداف يراود إدراكها، انطلاقا من أرضية معيارية وخلفية مذهبية معينة. ويرى حنفي (1992) أن "عملية الإصلاح الاقتصادي تحتوي على تغييرات جذرية في منهج الدولة السياسي والاقتصادي والاجتماعي بحيث تشمل هذه السياسة على ديمقراطية سياسية وحرية اقتصادية تؤدي إلى تغيير في سلوك الأفراد ووحدات الإنتاج والخدمات" [3]. ولهذا لا يمكن عزل سلسلة الإصلاح التي مرت بها الجزائر عن التغيير في القناعات المذهبية لدى دوائر القرار بانتقالهم من إيديولوجية إلى أخرى كان آخرها إيديولوجية اقتصاد السوق الحر.

إن المشكل الرئيس في كل عملية إصلاح لا يرتبط بطبيعة الإجراءات المتعمدة من قبل السلطات وإنما يتعلق بالأهداف؛ ذلك أن سلامة تحديد هذه الأخيرة يشكل الضمان الأساسي لتحقيقها على أرض الواقع.

يثير تحديد الأهداف مجموعة من القضايا الأساسية الواجب حسمها [4]:

· مدى انبثاق هذه الأهداف من القناعات الثقافية والاجتماعية لأفراد المجتمع المراد بلوغها فيه، لأنه بقدر قرب هذه الأهداف من ثقافة المجتمع بقدر ما يكون ذلك حافزا على تحقيقها.

· حجم الإجماع المحقق حول هذه الأهداف، لأن غياب هذا الأخير يفتح المجال واسعا لردود الأفعال الراضية، التي قد تكون عنيفة، ويخلق مناخا ملائما للصراع، مما يؤدي إلى تحييد آثار الإجراءات المتخذة.

واقعية الأهداف من حيث إمكانية تحقيقها، بالنظر إلى حجم الوسائل والإمكانات المتاحة للمجتمع، لأن الأهداف المثالية تموت ساعة تصورهما، لانعدام وسائل التجسيد.

درجة تهيؤ المحيط الخارجي لقبول تلك الأهداف و تقبلها، لأن الاقتصاديات هي اليوم عبارة عن أنظمة مفتوحة تتبادل التأثير فيما بينها، وتستمد من المحيط الخارجي طاقتها وعناصر بقائها، مما يجعل الاقتصاديات مجبرة على مسابرة الاتجاهات العالمية السائدة.

وللحسم في هذه القضايا، لا بد من توفر مجموعة من الشروط، تساعد على إدارة وقيادة المسعى الإصلاحي، أهمها:

يتوقف نجاح الجهد الإصلاحي على درجة كفاءة الجهاز السياسي والإداري و المؤسساتاتي في الدولة وقدرته على تحقيق التوافق في المجتمع بما يؤدي إلى توفير الكفاءات الفنية القادرة على قيادة التحول بشكل يجعل مختلف شرائح المجتمع متقبلة للتغيير. وهذا ما يطرح درجة ديمقراطية الحياة السياسية واستقرار الأجهزة والمؤسسات بشكل يعطيها المصداقية ويكسبها الثقة.

ضرورة توفير درجة من الانسجام بين عناصر المسعى الإصلاحي تفاديا للتناقض بينها؛ إذ أن وجود مثل هذا التعارض يؤدي إلى الإخفاق. ومن هنا من المفيد معرفة أن الإسراف في عدد الأهداف لا يضمن بالضرورة نجاح سياسة الإصلاح. فبقدر ما يكثر عدد الأهداف بقدر ما يكون هناك احتمال وجود تناقض بينها.

ضرورة استمرار المسعى الإصلاحي باعتباره عملية مستمرة وليس مجرد تدابير ظرفية سرعان ما يتم التخلي عنها. وهذه الاستمرارية هي التي تضمن إمكانية المراجعة وتصحيح الانحرافات في وقتها، باعتماد الديناميكية والمرونة.

1 - أهداف الإصلاح الاقتصادي في الجزائر

لا تخرج أهداف الإصلاحات الاقتصادية في الجزائر عن إطار الأدبيات الاقتصادية التي هيمنت على كل مرحلة من مراحل الاقتصاد الجزائري، والظروف والمستجدات التي سادت كلا منها [5]. إلا أنه بدءا من منتصف الثمانينيات، وحتى قبلها، سجل الاقتصاد الجزائري ما يلي:

- حالة من عدم التوازن القطاعي من حيث الاهتمام أو الإسهام في تكوين الناتج المحلي الخام [6].

- التبعية شبه المطلقة للخارج من خلال:

- كون المحروقات تحتل أكبر نسبة من الصادرات الجزائرية مما يجعل الاقتصاد الجزائري رهن تقلبات السوق البترولية؛ خاصة وأن موقع الجزائر ضمن منظمة الأوبك لا يسمح لها بالتأثير الكبير في القرارات بالنظر إلى تواضع حصتها في الإنتاج، حيث لا تتعدى حصتها 800 ألف برميل من أصل 24 مليون و 700 ألف برميل [7]، فضلا عن تناقض الأهداف والاستراتيجيات الخاصة بكل عضو في المنظمة. أضف إلى ذلك التحول الذي حدث في طبيعة سوق النفط حيث أصبحت سوق مشتريين.

· التركيز الجغرافي الكبير للصادرات والواردات حيث تشكل دول الاتحاد الأوروبي، خاصة فرنسا، مصدرا أساسيا (ما يزيد عن 50%) للواردات ومنطلقا للصادرات (ما يزيد عن 60%) وهذا ما يخلف حساسية شديدة للتقلبات التي تعرفها أسواق هذه الدول (طلب، تضخم، قيمة العملة... الخ).

· مستوى المديونية المرتفع الذي لم ينزل في الفترة 99-90 عن 25 مليار دولار مع تسجيله لمستوى تجاوز 33 مليار سنة 1996 وهذا بمعدل خدمة وصل إلى 76% من الصادرات سنة 1992 [8] إلا أنه سرعان ما تراجع إلى مستوى 30 % نتيجة عملية إعادة جدولة الديون [9].

مثل هذه الوضعية تجعل جزءا كبيرا من ثمار جهود التنمية موجهة بالأساس لتغطية أعباء الدين و تزداد الأمور تعقيدا بالنسبة للديون الجزائرية لما نعلم أن أكثر من 42% منها بالدولار الأمريكي [10]، مع ما يعرفه هذا الأخير من تذبذب وعدم استقرار يؤديان إلى زيادة الأعباء. و نشير إلى أن قدرة الدولة على تسديد الديون فعليا تتوقف على حصيلة العوائد النفطية، باعتبار نصيبها الهام في هيكل الصادرات والذي يتجاوز 95%.

· ضغط البطالة، إذ بدأ معدلها في التناقص منذ 1987 حيث وصل إلى 19.6% وسجل في السنة الموالية معدل 20.1%. و يتزايد عدد السكان النشطين بمعدل 4% سنويا، الأمر الذي يعني قدوم 250 ألف عارض لقوة العمل سنويا [11]، مع الإشارة إلى أن مدة البحث عن العمل وصلت في المتوسط إلى 23 شهر سنة 1989 [12]. ويتعزز ذلك بكون عمليات الإصلاح الاقتصادي قد تسفر في الكثير من الأحيان عن الاستغناء عن اليد العاملة المعتبرة الفائضة عن حاجات المؤسسات.

· القيود الحادة على الموارد المالية، إذ بدءا من سنة 1986 بدأت ميزانية الدولة تعرف عجزا معتبرا [13] نتيجة الانخفاض الحاد في أسعار البترول، ومنه الجباية البترولية، في ظل تقييم مبالغ فيه للدينار الجزائري مقابل العملات الأجنبية الأخرى [14]، مع ضعف أداء الجباية العادية. وهذا ما دفع إلى اللجوء إلى التمويل النقدي للعجز مما جعل القروض المقدمة للحكومة تتضاعف ضمن مكونات مقابلات الكتلة النقدية. وهو الأمر الذي دفع بالأسعار نحو الارتفاع كتعبير عن وجود تضخم في الاقتصاد الجزائري [15] يتطلب التصدي له.

و من الطبيعي أن تكون أهداف الإصلاح في هذه المرحلة (أي مرحلة ما قبل بداية التسعينيات) مشغلة بمثل هذه الأوضاع. ولهذا كانت أهداف الإصلاحات الذاتية في منتصف الثمانينات تدور حول:

- تجاوز العجز في الميزانية العامة للدولة الذي بدأ يتطور من سنة إلى أخرى.

- التحكم في تسيير المؤسسة العمومية بجعلها أكثر فعالية أو مردودية.

- مواجهة الندرة التي عرفها السوق خاصة على مستوى مواد الاستهلاك.

- تفعيل الاستثمارات العمومية قصد استيعاب الحجم الكبير من اليد العاملة العاطلة.

لقد سعت هذه الإصلاحات إلى تخليص المؤسسة العمومية، باعتبارها مركز إنتاج الثروة، من القيود الإدارية المركزية. إلا أن ظلال هذه القيود بقيت قائمة من خلال

الكثير من التدابير ذات الطابع البيروقراطي الصرف، والتي عادة ما تضمنتها قوانين المالية السنوية [16].

نشير إلى أن الدولة في هذه المرحلة، ورغم إعطائها الأولوية للصناعة، إلا أنها التفتت إلى قطاع الزراعة و إلى الهياكل القاعدية باعتبارها محركا للنمو الاقتصادي. وكان ذلك بهدف القضاء على الإختلالات والتشوهات الناجمة عن التصنيع السريع المعتمد في العشرية السابقة؛ ذلك أن الدولة استثمرت ما يزيد عن 542 في الفترة 1986-1980 في الهياكل القاعدية [17]، وكان هذا نتيجة النقص الحاد في الهياكل القاعدية من جهة، ونمو الحاجات و ظهور الجديد منها نتيجة التزايد الديمغرافي.

ولقد اعتمد تمويل برامج التصنيع أساسا على عوائد تصدير البترول، الشيء الذي يجعلنا نقول أن هذه الموارد بالرغم من ضخامتها وحجمها فهي لم تكن محصلة "إنتاج حقيقي للثروة"، إذ ارتبطت دوما بتقلبات المحيط الدولي وبيع بعض القرارات التي لا تتحكم فيها السلطة إلا جزئيا [18]، ما ساهم في عدم تحقيق هذه الأهداف. قد استمر الوضع الاقتصادي في التدهور نتيجة عدة عوامل أهمها:

- أن الإصلاحات كانت ذاتية ولم تكن مدعومة ببرنامج مالي من قبل الهيئات الدولية، وهذا في الوقت الذي كان فيه القيد المالي متغيرا أساسيا في العملية. هذا بالإضافة إلى كون الإصلاحات لم تكن محل إجماع عريض [19] بسبب رواسب الأيديولوجية الاشتراكية، والحساسية التاريخية لبعض القضايا كالأستثمار الأجنبي، وسيادة نظام اقتصادي هجين بين مرتكزات التخطيط ومعالم اقتصاد السوق بشكل جعل الانسجام يغيب عن إدارة الاقتصاد الكلي، في ظل غياب واضح لمركز القرار الاقتصادي الذي كان مشتتا، آنذاك، بين أجهزة الحزب الواحد الحاكم ووزارة التخطيط ورئاسة الجمهورية. لقد كان كل واحد من هذه الأجهزة يعمل بطواقم فنية غير منسجمة في التوجه والتكوين. وهذا مع قصور في نظام المعلومات الاقتصادي، يشير إليه غازي حيدوسي بقوله: "هناك عقبتان كبيرتان تواجهان الصوغ السريع لمعطيات اقتصادية رصينة. أولا، الأجهزة الرسمية التي يجري التوجه إليها لجمع المعلومات الاقتصادية، نادرا في أنظمة الدولة الممركز، أجهزة مستهلكة لهذه المعلومات؛ ولا تعمل المنشآت والمصارف على أسس السوق الاقتصادية. إنها تطبق طرائق، ومن حين لآخر، معايير مفروضة، من دون ضرورة لتقويم الموارد والنتائج. و عليه، كان لا بد من السعي لجمع المعلومات من مواردها والطلب إلى مديري المنشآت أن يبذلوا جهودهم، ولو نظريا، لكي يكونوا في وضعية السوق. ثانيا، في الأنظمة ذات التسيير الممركز، يحول تجاهل الآليات والطرائق المستعملة في صوغ المعلومات وترويجها، دون توجيه دقيق للأسئلة ودون الحصول على صياغة الطلبات الإعلامية في لغة متوافقة مع الممارسات القائمة. للأجهزة الإحصائية والتخطيطية، على كل المستويات خبرة في هذه المسائل، وإن كانت لا تتمكن دوما من حلها؛ و مع ذلك، نادرا ما تستعين بها المنشآت" [20].

- تأثر بعض القطاعات بالتدابير المتخذة؛ فتعديل سعر صرف الدينار مثلا، أثر بشكل فادح على تكاليف الإنتاج كون نسبة الاندماج الداخلي ضعيفة جدا. الأمر الذي رفع أسعار المواد المستوردة، فضلا عن زيادته لأعباء الدين الخارجي على المؤسسات (خسائر الصرف).

- التردد الشديد في الإصلاحات نتيجة الخوف من ردود الفعل الاجتماعية تجاه التدابير المرتبطة بالوضع الاجتماعي، كتجميد الأجور أو تحرير الأسعار أو تقليص

حجم العمال، في ظل غياب البدائل آنذاك كشبكة المساعدة الاجتماعية من جهة، وخوفا من استغلال المعارضة الناشئة للتدهور المعيشي في المزايدة على السلطة القائمة آنذاك من جهة أخرى.

- التناقض في المواقف بين "الإصلاحيين" الذين كانوا يدعون إلى إصلاحات عميقة تمارس على المؤسسات، والحزب والنقابة المتمسكين بحرفية الدستور القائم آنذاك، والمكرس للملكية العامة لأهم قطاعات النشاط الاقتصادي. وقد تحول هذا الصراع إلى نوع من الحذر في مسار الإصلاحات عكسته القوانين المتعلقة باستقلالية المؤسسات العمومية الاقتصادية[21]. ففي ذات الوقت الذي تم فيه الحد من سلطان الوصاية الوزارية على المؤسسات وفتح الطريق أمام التطبيق الجزئي للقانون التجاري، تم التمسك بمبدأ الرقابة الاجتماعية للنقابة على تسيير المؤسسات، وتم فتح المجال، بذرائع مختلفة، أمام السلطات العمومية [ولاية، وزارة داخلية] للتدخل بدعوى حماية المصلحة العمومية.

هذه الظروف دفعت السلطات إلى اللجوء لأول مرة لصندوق النقد الدولي سنة 1989[22] لسحب شريحة قرض في إطار برنامج تثبيت يمتد من ماي 1989 إلى ماي 1990 بمبلغ مقداره 155.7 مليون وحدة حقوق سحب خاصة، استعملت كلية مرة واحدة في شريحة واحدة[23]. وتم اللجوء مرة ثانية للصندوق في جوان 1991، في إطار برنامج تثبيت ثاني بمبلغ 300 مليون وحدة حقوق سحب خاصة توزع على أربعة شرائح تم سحب ثلاثة منها فقط، بتجميد الصندوق للرابعة نتيجة شعوره بعدم التزام السلطات ببندود رسالة النية الموجهة إليه، والتي كانت تدور حول مسألتين هامتين[24]:

- التقليل من حجم تدخل الدولة في الاقتصاد، وترقية النمو الاقتصادي عن طريق تفعيل المؤسسات العمومية والخاصة حيث كان عليها أن تسعى لتنويع صادراتها قصد التخفيف من هشاشة التوازن المالي الخارجي.

- تحرير التجارة الخارجية والداخلية من خلال العمل على تحقيق قابلية الدينار للتحويل، وفتح المجال أمام تجار الجملة والوكلاء المعتمدين للتدخل في مجال التجارة الخارجية إيدانا بتخلي الدولة عن احتكارها لهذا المجال.

لقد كانت الظروف التي تم فيها تخلي السلطات الجزائرية عن التزاماتها تجاه صندوق النقد الدولي مرتبطة باستقالة الحكومة التي أبرمت الاتفاق مع الصندوق، ومجيء أخرى كان همها منصبا على إجراء أول انتخابات تشريعية تعددية، مما تطلب حسبها وجود نوع من السلم الاجتماعي الذي يصعب ضمانه في ظل تدابير الصندوق الصارمة، كتهديد مناصب الشغل وارتفاع الأسعار الناجم عن التحرير التدريجي لسعر صرف الدينار الجزائري.

ولكن تمت إزالة سوء الفهم بين الصندوق والسلطات الجزائرية بإرسالها لرسالة نية ثانية في أكتوبر 1991 تضمنت التزامها ببعض التدابير كالقيام بـ:

- تخفيض سعر صرف الدينار لينتقل من 1 دولار=18.5 د.ج إلى 1 دولار=22.5 د.ج،

- الضغط على النفقات العمومية قصد الوصول إلى رصيد موزني موجب في حدود 4.9% من الناتج المحلي الخام.

- السعي لجعل أسعار الفائدة الحقيقية موجبة عن طريق التحكم في التضخم.

الإلا أن مقتضيات الخطاب لم تعرف بدورها التطبيق نتيجة إلغاء الانتخابات التشريعية، ودخول البلاد في اضطرابات أمنية، ومجيء سلطة جديدة هدفها ضمان الاستقرار الأمني قبل كل شيء. و استمرت الأمور على هذا المنوال إلى غاية 1994، عندما أبرمت الجزائر اتفاق استعداد ائتماني جديد مع الصندوق هدفه [25]:

- إنعاش النمو الاقتصادي لمحاربة البطالة وذلك باعتماد معدل نمو مستهدف للنواتج المحلي الخام لسنتي 94-95 على التوالي 3%، 6%.

- الارتكاز في تحقيق النمو على قطاع البناء والمؤسسات الصغيرة و المتوسطة.

- العمل على مقاربة معدل التضخم المحلي مع مستويات التضخم السائدة عالميا.

لقد كانت النتائج المحققة بموجب تدابير هذا الاتفاق مقبولة على مستوى بعض المتغيرات، كالتضخم والتوازن الخارجي ومعدل نمو الائتمان ومستوى تحرير الأسعار، في حين شوهد تعثر على مستوى النمو الاقتصادي والمالية العمومية. وهذا ما شجع الجزائر على إبرام اتفاق تسهيل موسع يغطي الفترة الممتدة من أفريل 1995 إلى أفريل 1998، والذي كانت أهدافه كالتالي [26]:

- رفع معدل النمو الاقتصادي بغية استيعاب الزيادة في القوة العاملة وخفض البطالة تدريجيا.

- الإسراع في تحقيق التقارب بين معدلات التضخم السائدة في الجزائر مع المعدلات السائدة في البلدان الصناعية.

- خفض التكاليف الانتقالية للتصحيح الهيكلي على القطاعات السكانية الأكثر تضررا.

- استعادة قوة ميزان المدفوعات مع تحقيق مستويات ملائمة من احتياطات النقد الأجنبي.

وهكذا نرى أن الأهداف تغيرت حسب متطلبات الواقع الاقتصادي والاجتماعي، لنرى بعد ذلك التدابير المعتمدة في كل مرحلة لتحقيق تلك الأهداف.

يعلق بن أشنهو على بعض هذه الأهداف، و يرى أنه بالرغم من تحقيقها فإن ذلك يبقى هشاً، إذ يعتقد أن التضخم، مثلا، يجد جذوره في أسباب عميقة هي نتاج أكثر من عشرين من التسير الاقتصادي. وتتعلق أساسا بـ [27]:

- ارتفاع الطلب المحلي الناتج عن الارتفاع المستمر في الأجور، والذي لم يكن مبررا لا بتحسين إنتاجية العمل ولا بندرة اليد العاملة. وهذا ما أدى إلى ارتفاع تكاليف الإنتاج والتي يسهم فيها أيضا أسعار أدوات التجهيز والمواد نصف المصنعة، فضلا عن رداءة تسيير المؤسسات وهدر أصولها بفعل ممارسات الرشوة والمحسوبية. ويضاف إلى ذلك الإصدار النقدي في صورة قروض استغلال واستثمار، والتي لم تعرف تسديدا في آجال استحقاقها.

- كون التضخم يؤثر على اختلال كلي في الاقتصاد، مما يجعل السياسة التصنيعية المنتهجة خلال عشرين سنة موضع اتهام. وهذا ما يطرح في الواقع إشكالية ضرورة

إعادة تصنيع البلاد أكثر مما يطرح قضية التطهير أو إعادة الانتشار الصناعي.

· كون التحكم في خلق النقود لا يقدم إلا حلا جزئيا للتضخم، لأنه لا يمس إلا إحدى مصادره. ودليل ذلك أن تدهور سعر الصرف استمر في السوق الموازي، مما يؤشر على استمرار التضخم - في ظل غياب مؤشرات أسعار ذات مصداقية - رغم اعتماد سياسة نقدية تقييدية.

2 - الإصلاحات الاقتصادية الذاتية

في إطار هذه الإصلاحات لجأت السلطات العمومية إلى مراجعة الكثير من الآليات المتحكمة في سير الاقتصاد واتخاذ الكثير من الإجراءات والتدابير، من أهمها:

· إقامة نظام المستثمرات الزراعية الفردية والجماعية سنة 1987، والذي بموجبه تم التنازل للمزارعين عن استغلال المزارع العمومية بهدف إعطاء استقلالية للمنتجين وتحريرهم من ضغط البيروقراطية [28]، ووضع حد للأجور المدفوعة لعمال الأرض وجعلهم يعولون على مردوديتهم الفعلية؛ وهو ما يدفع إلى تحسين الأداء الفلاحي. ولقد سمح هذا التنظيم الجديد بتكوين 22356 مستثمرة جماعية و 5677 مستثمرة فردية.

· طرح قانون جديد للاستثمار سنة 1988، أكثر انفتاحا على القطاع الخاص حيث تم إلغاء الحدود القصوى المسموح له باستثمارها، مع إلغاء التصريح المسبق وحل الهيئة المكلفة بذلك. وهذا قصد إعطاء دور أكبر للخوادم في الاقتصاد بعد تراجع مداخيل الدولة من العملة الصعبة، وتقلص إيراداتها الجبائية. ولقد تم منح مزايا جبائية ونقدية في إطار هذا القانون للاستثمارات المعتبرة ذات أولوية [29]، مع ضمانات واسعة ضد المخاطر السياسية.

· طرح قانون جديد للشركات ذات رأس المال المختلط باعتبارها قناة مفضلة لاستقطاب رؤوس الأموال الأجنبية، في ظل التخوف والحساسية تجاه الاستثمار الأجنبي المباشر؛ حيث يسمح هذا القانون للشركاء الأجانب بتحويل الأرباح غير المعاد استثمارها ومصاريف المساعدة التقنية إلى الخارج، بالإضافة إلى مزايا جبائية أخرى [30].

· تطهير المؤسسة العمومية وإصلاحها بمنحها الاستقلالية باعتماد الفصل بين الدولة كمالك للمؤسسة العمومية وترك أمر تسييرها لهيئات جديدة تدعى صناديق المساهمة. والقصد من ذلك هو رفع أداء المؤسسة العمومية وتحريرها من الضغوط المباشرة للدولة بإخضاعها للتجارية في معاملاتها، وإعطائها حق التكفل بنفسها في اختيار عملائها. وقد شملت هذه الاستقلالية البنوك فجعلتها حرة في منح تمويلاتها على أساس الجدوى الاقتصادية، مع انسحاب الخزينة العمومية من مجال تمويل الاستثمارات باستثناء الاستراتيجية منها.

· تشجيع المؤسسات على التصدير باعتماد صيغة ميزانيات العملة الصعبة التي تسمح للمؤسسات بالاستفادة من عائدات التصدير في تغطية وارداتها من دون حاجة إلى إجراءات المراقبة القبلية، هذا بالإضافة إلى إعفاء السلع المصدرة من الرسوم. كما تم في هذا الإطار إعطاء مرونة لاحتكار التجارة الخارجية من قبل الدولة بالسماح للوكلاء وتجار الجملة بالتعامل في مجال التجارة الخارجية مما سمح بإدخال المنافسة.

· اعتماد تدابير ضريبية استعجالية في إطار قانون المالية لسنة 1989 في انتظار نتائج أعمال اللجنة الوطنية للإصلاح الضريبي، والتي تم تنصيبها في 1988. تتعلق هذه التدابير بـ[31]:

- مراجعة نمط الاهتلاك السائد بالسماح للمؤسسات باللجوء إلى عدة أشكال، بعدما كان يتم الاقتصار على النمط الخطي.

- تخفيض معدل الضريبة على الربح الصناعي والتجاري من 55% إلى 50% مع تمكين المؤسسات من تجميع نتائج وحداتها، وإخضاعها لمعدل واحد، بعدما كانت تعامل الوحدات بشكل منفصل في مجال الضريبة على الربح.

- تمكين المؤسسات من نقل وتحميل الخسائر على السنوات اللاحقة لفترة تمتد من 3 إلى 5 سنوات.

- إعفاء التنازلات الداخلية بين وحدات المؤسسة الواحدة من الرسم على النشاط الصناعي والمهني والرسم الوحيد الإجمالي على الإنتاج.

ولقد تمّ إقرار هذه التدابير قصد تخفيف الأعباء على المؤسسات، وتمكينها من تأسيس القدرة على التمويل الذاتي وتوسيع نشاطها.

كما وقع إصلاح نظام الأسعار بحيث تم تبني نوع من المرونة في تحديدها بالتخلي عن التحديد الإداري لها، وذلك باعتماد أربعة أنماط من الأسعار[32]:

- الأسعار المضمونة عند الإنتاج وتتعلق ببعض المنتجات الزراعية وبعض المنتجات الصناعية الغذائية.

- الأسعار المسقفة بحيث لا يمكن تجاوز السقف المحددة لها في إطار حماية القدرة الشرائية للأفراد.

- الأسعار ذات الهوامش القصوى بحيث يخضع تحديد سعر التكلفة للمنطق الاقتصادي، مع عدم قدرة المؤسسة على تجاوز الهامش السقف.

- الأسعار الحرة الخاضعة لمنطق السوق وتتطلب تصريحاً بها لدى المصالح التجارية على مستوى الولايات. وهي الأسعار التي تم التخلي عنها بدءاً من سنة 1995.

ورغم التسارع في إصدار القوانين إلا أن الفعالية الاقتصادية لا يحققها مجرد اتخاذ قرار، أو سن مرسوم أو تشريع. ذلك أن الاقتصاد الجزائري الذي تمّ تسييره بآليات مركزية من الصعب أن يستجيب بسرعة لآليات تسيير ليبرالية، لأن ذلك يتطلب تغييراً على مستوى أنماط التفكير والذهنيات. وهذا ما جعل الأوضاع في نهاية الثمانينيات لا تتحسن بالشكل المرجو. إلا أنه يمكننا رصد المؤشرات التالية في نهاية 1989[33]:

- معدل البطالة: 18.1%.

- معدل السيولة: 70.9%.

- عجز الميزانية العمومية: 1.8%.

- معدل خدمة الدين: 78%.

- حجم الدين الخارجي: 26.1 مليار دولار

- الاحتياطات الرسمية: 0.9 مليار دولار

- متوسط الدخل الفردي: 2869.5 دولار

نشير إلى أن مشكل المديونية شكل دائما محور الاهتمام الأساسي لدى السلطات إلى الحد الذي غطى على باقي القضايا. وربما هذا راجع إلى النظرة الخاصة للديون من قبل الجزائريين إلى حد اعتبارها رديفا للاستعمار من جهة، وإلى استفاقة الجزائريين على وهم إمكانية التسديد المستمرة بعدما انهارت أسعار النفط.

ولقد تمت هذه الإصلاحات بإرادة سياسية فرضتها الضرورة، بالنظر إلى حجم التدهور في الإيرادات البترولية وضعف أداء المؤسسة العمومية واختلال توازن المالية العمومية [34].

3 - الإصلاحات الاقتصادية المدعومة.

رأينا في السابق أنّ السلطات الجزائرية لجأت إلى صندوق النقد الدولي منذ 1989، ورأينا كيف أنها لم تلتزم بتدابير رسالة النية، و حالة التردد التي عرفتتها السلطة في تبنيها للإجراءات الموصوفة من قبل الصندوق. وقد سجلنا بعد ذلك مجيء حكومة في جويلية 1992 يعادي رئيسها [35] منطلقات الصندوق ويتبنى فكرة الوفاء بخدمات الدين رغم مستواها المرتفع آنذاك [36]، واستخدام سياسة ميزانية توسعية لإنعاش النمو الاقتصادي. وهو الأمر الذي رفع الاستهلاك الحكومي إلى 2% من الناتج المحلي الخام وأدى بالعجز الموازني إلى أن يصل إلى 8.7% من الناتج المحلي الخام سنة 1993 بعدما كان في سنة 1992 في حدود 1.2%، كما وصلت نسبة الدعم الحكومي للسلع الاستهلاكية 5% من الناتج المحلي الخام ما بين 1992-1993. واستمرت هذه الحكومة إلى غاية أوت 1993، حيث أعقبتها حكومة أخذت على عاتقها إعادة مدّ الجسور مع الهيئة الدولية وقامت بإبرام أول اتفاق إعادة جدولة للديون الجزائرية.

وبعيدا عن الجدل فيما إذا كان التوجه التدريجي في الإصلاحات هو الأسلم أم بالصدمة، فإن الجزائر جربت التدرج في الفترة 1986-1993 من غير نجاح حاسم [37]، إلا أن هذا لم يدفع بها إلى استخدام الصدمة.

اعتبارا لكل ما سبق يمكننا اعتبار السنوات 90-93 سنوات اختبار وجس نبض. وبالتالي فإنه بدءا من سنة 1994 يمكننا فعليا الحديث عن السياسات المدعومة. إلا أن هذا لا يمنع من الإشارة إلى مختلف التدابير التي تم اتخاذها في سنوات التسعينات قصد إصلاح الوضع الاقتصادي، وأهمها:

- إصلاح النظام الجبائي بموجب قانون المالية لسنة 1992 حيث تم استحداث الضريبة على القيمة المضافة، والتمييز بين الضرائب المفروضة على الأشخاص الطبيعيين والأشخاص المعنويين. و هذا بهدف تبسيط النظام وإدخال المزيد من الشفافية عليه انسجاما مع الاتجاهات الحديثة في مجال الإصلاح الضريبي، والتي

يدعمها الصندوق، والمرتكزة على إعداد هياكل ضريبية تتسم بسعة وعائها واعتدال معدلاتها، مع الحد من درجات التصاعد حفزا للادخار والاستثمار [38].

- إصلاح نظام النقد والبنوك، بإصدار القانون 90-10 المتعلق بالقرض والنقد الذي أعطى للبنك المركزي الاستقلالية في إدارة السياسة النقدية، وأدى إلى إبعاد الخزينة العمومية عن دائرة الائتمان باعتبار النشاط الائتماني نشاطا مصرفيا محضا [39].
تعتبر الاستقلالية التي أعطيت لبنك الجزائر أداة في يد هذا الأخير للتحكم في الوضع النقدي بعيدا عن حسابات الحكومة السياسية والشعبوية باستخدام الأدوات التقليدية للسياسة النقدية [40]. نشير إلى أن هذا القانون تم تعديله بموجب الأمر 01-01 في اتجاه الفصل بين مجلس القرض والنقد ومجلس إدارة بنك الجزائر، وإلغاء تحديد مدة تعيين المحافظ مما يجعله عرضة للعزل في أي لحظة إذا ما قدر بأن السياسة التي ينتهجها لا تنسجم مع رغبة السلطة التنفيذية.

- تشجيع الاستثمار الأجنبي من خلال تدابير القانون 93-12 المتضمن قانون الاستثمار الذي يكرس مبدأ حرية الاستثمار ومنحه تحفيزات جبائية وجمركية مع تبسيط الإجراءات وتقليلها باعتماد أسلوب الشباك الوحيد [41]. و تم في هذا القانون السماح لأول مرة بإقامة نظام المناطق الحرة، فضلا عن الضمانات الممنوحة للمستثمرين الأجانب من حيث عدم التمييز بينهم وبين المقيمين، وإمكانية اللجوء إلى التحكيم الدولي.

- إقرار مبدأ خصوصية المؤسسات العمومية كأسلوب للاندماج في اقتصاد السوق وللتخلص من المؤسسات العمومية ذات الأداء الضعيف، وكوسيلة لإعادة هيكلة الاقتصاد الوطني دفعا له نحو المنافسة للحد من الممارسات الاحتكارية والبيروقراطية في المجال الاقتصادي [42]. كما يمكن النظر إلى الخصوصية على أنها قناة لتدفق رؤوس الأموال الأجنبية وأداة لتنشيط السوق المالي حديث النشأة. ذلك أن القطاع الصناعي مر في الجزائر بأزمة عميقة إذ كان معدل الطاقة الإنتاجية يدور حول 42% سنة 1997. و مسّت هذه الأزمة فروع الحديد والصلب و الميكانيك، النسيج والجلود، الخشب و الفلين والورق. و بيّنت مختلف تقارير الحكومة أن الأزمة لم تكن ظرفية [43]، حيث كانت المؤسسات تعاني دوما صعوبات.

و لقد تمّ تفكيك مجمل هذه التدابير في سلسلة من الإجراءات تم إقرارها عبر الفترة الممتدة من 1994 إلى 1998 [44]. أسفرت هذه الإجراءات في نهاية الفترة عن النتائج التالية:

- معدل البطالة (1998): 28%.

- معدل السيولة (1999) : 46%.

- الميزانية العمومية (1997): 2.4%.

- معدل خدمة الدين (1999): 39%.

- حجم الدين الخارجي (1999): 29 مليار دولار.

- الاحتياطات الرسمية (1999): 4.4 مليار دولار.

- معدل التضخم (1999): 2.6%.

- متوسط الدخل الفردي (1999): 1600 دولار

هذا على مستوى المؤشرات الاقتصادية، والتي تبين التحكم في التوازنات الكلية و هي توازنات هشة، حيث ارتبطت بمستوى أسعار النفط التي أدت عودة ارتفاعها إلى أعلى مستوى في السداسي الثاني من 1999 بعد ما انخفضت في سنة 1998 إلى مستوى أقل من 12 دولار للبرميل إلى تدعيم هذا الاستقرار [45] الذي ليس غاية في حد ذاته و إنما هو مجرد أساس لهدف أكبر يتمثل في الإنعاش الاقتصادي، حيث تلاحظ عودة للنمو منذ 1995 بعد عدة سنوات من الركود بمعدل متوسط في حدود 3.4%، إلا أنه معدل ليس كافياً لامتناع البطالة، إذ أن ذلك يتطلب معدلاً في حدود 7% و الذي لا يتأتى إلا بتعميق الإصلاحات الهيكلية على مستوى المؤسسات وترقية الاستثمارات. وعلى هذا المستوى لا بد أن نسجل:

- أن المؤسسات العمومية تتطلب لتصحيحها حجماً معتبراً من الموارد نتيجة النقائص التسييرية والتكنولوجية والتنظيمية [46]، وهذا بالرغم من إعادة الهيكلة، والتي تمت بشكل سيئ بسبب:

- وجود مسيرين غير قادرين على اتخاذ القرارات لعدم تمتعهم بروح المخاطرة .

- بقاء تسيير القطاع العمومي مرتبطاً بالجهاز التنفيذي بالرغم من وجود القوانين المحررة له.

- تعثر عمليات الخصخصة التي باشرتها السلطات العمومية نتيجة الغموض الذي اكتنف أولوياتها وأهدافها، مع وجود بعض العوائق التقنية كافتقار المؤسسات المراد خصصتها إلى عقود ملكية العقارات التي تقيم فوقها مصانعها و هيكلها الإدارية، ولا صعوبة تحديد الأصول الحقيقية للمؤسسات، وكيفية إدماج العمال المسرحين والتعويضات الممكن منحها لهم. وهذا في ظل غياب نقاش اجتماعي حول المسألة.

- تعثر عمليات استقطاب الاستثمار الأجنبي، باستثناء قطاع المحروقات، بالرغم من وجود الإطار القانوني والتنظيمي الملائم، وهذا يعود إلى:

- نظرة الخارج إلى الوضعية الأمنية بالجزائر والمغلاة في تقييم المخاطر من قبل بعض الجهات.

- حالة الانتظار والترقب التي يعيشها الأجانب نتيجة إعلان الحكومة رغبتها في تغيير الإطار التنظيمي للاستثمار وطريقة تنظيم القطاع العمومي، دون أن تبادر بذلك، خاصة وأن بعض الشركات الأجنبية تعودت العمل مع الشركات القابضة ودخلت معها في مفاوضات، وإذا بها تفاجأ بالرغبة في حلها دون وجود البديل.

- العوائق المالية الناتجة عن طول الفترة اللازمة لاستصدار قرار الحصول على قرض مصرفي و التي تتجاوز أحياناً 18 شهراً، بالإضافة إلى بقاء ذهنية تفضيل القطاع العمومي على القطاع الخاص لدى البنوك، إذ حصل القطاع العمومي على قروض تساوي 13 مرة ما حصل عليه القطاع الخاص في الفترة 94-95، هذا في الوقت الذي فاقت فيه ودائع القطاع الخاص مرة ونصف مثيلاتها للقطاع العمومي [47]. ويبقى القطاع المصرفي مصدر التمويل الوحيد في ظل محدودية

السوق المالي حديث النشأة بالنظر إلى كون عدد المؤسسات المؤهلة للقيود فيه محدودا على المدى المتوسط [48].

- تعاقب القوانين وكثرتها مما يحدث أحيانا تناقضا بينها، خاصة عندما لا ينص اللاحق منها على إلغاء القديم المتعارض معه. فالقانون 97-41 المتعلق بالقيود في السجل التجاري يعتبر تقديم بطاقة التاجر الأجنبي شرطا مسبقا للقيود في السجل، في حين لا يعتبرها القانون 97-38 الصادر في نفس اليوم شرطا وإنما نتيجة للقيود.

- ضعف البنية التحتية خاصة الموانئ البحرية، وتعدد الإجراءات فيها، و طول المدة اللازمة لاستخراج السلع منها بحيث وصل متوسط عدد الأيام الذي تقضيه السلعة المستوردة في الميناء 24 يوما سنة 1997 [49].

- غياب سوق عقاري واضح المعالم، حيث هناك ضعف في عمليات مسح الأراضي وتوثيق الملكيات. فضلا عن القضايا العالقة المترتبة عن التأميمات السابقة.

في الختام لا بد من الإشارة إلى أن الإصلاحات المدعومة أسفرت بالإضافة إلى النتائج الاقتصادية عن نتائج اجتماعية أهمها:

· انخفاض مستوى المعيشة بـ 45% سنة 1994 عن ذلك القائم في سنة 1986، مما يعكس في ذات الوقت تراجع مستوى المداخيل من جهة وارتفاع مستوى الأسعار، إذ أن 13% من أرباب الأسر يصنفون ضمن الفئات الأكثر فقرا وأن 33% من الأجراء دخلهم أقل من 6000 د.ج سنة 1996 [50].

· تراجع النفقات الحقيقية بـ 5.6% ما بين 1994 و 1997 بانتقالها من 13108 د.ج إلى 12370 لكل طفل ممتدرس.

· تزايد حدة النزاعات الاجتماعية. فعلى سبيل المثال، سجلت سنة 1998 في السداسي الثاني منها فقط 89 توقفا عن العمل وارتفعت بالمقابل مدة الإضراب حيث وصل معدلها إلى ما يزيد عن 5.5 يوم.

ورغم أن هناك الكثير مما يمكن قوله بخصوص نتائج الإصلاحات الاقتصادية في الجزائر، فثمة حقيقة لا يمكن إغفالها، و هي أن معطياتها تبقى غير ذات دلالة كبيرة اعتبارا للطابع الخاص للاقتصاد الجزائري، و الذي لا يزال يعرف هيمنة المحروقات على بنية صادراته. فسلامته في النهاية هي نتاج تحسن الوضع في السوق النفطية التي تؤدي انتكاستها لا محالة إلى تشويه المؤشرات الإيجابية المحققة لحد الساعة. ومن هنا فإن استقرار المؤشرات الإيجابية المحققة يبقى مرهونا بمدى القدرة على إعادة هيكلة الاقتصاد الجزائري بتحويله من اقتصاد نفطي إلى اقتصاد غير نفطي.

4 - الغائب من الإصلاحات

بالرغم من النتائج المتباينة للإصلاحات واختلاف زوايا التقويم التي يمكن استخدامها في ذلك، فإن تنفيذها أسفر عن ظهور تكاليف اجتماعية واقتصادية كبيرة نتيجة تشدد المنظمات الدولية في فرض شروطها بخصوص منح المساعدات من جهة، و بروز بعض الظروف الدولية غير المساعدة كتقلب أسعار النفط وتدهور شروط التبادل. بالإضافة إلى ذلك، ثمة معطيات هامة تم إغفالها من بينها:

· اختلاف الظروف والسياقات الموحية بتدابير السياسات الاقتصادية المتبناة من قبل الهيئات الدولية، وتلك التي تعرفها الجزائر مما كان يتطلب تكيف بعض التدابير المتخذة مع الواقع الجزائري، والتعامل مع الإصلاحات على أنها عملية شاملة تسعى إلى إقامة قواعد جديدة للعلاقات السياسية والاجتماعية والاقتصادية تمكن في ذات الوقت من تحقيق النمو الاقتصادي والعدالة الاجتماعية.

· عدم الاهتمام بتحسين أداء منظومة الإعلام الاقتصادي الوطني سواء من حيث فعاليتها أو تكاليفها مما أدى إلى عدم مصداقية المعلومات، والتي تعتبر ضرورية لاتخاذ أي قرار سليم. ولهذا لم يكن من الغريب أن نجد التضارب بين أرقام الهيئات المختلفة بخصوص الموضوع الواحد. يضاف إلى ذلك تأخرها وبطؤها بالمقارنة مع متطلبات القرار الاقتصادي، الذي يسعى إلى التعامل مع الفرص المتاحة و تحولات المحيط بأقصى سرعة ممكنة.

· عدم إشراك مؤسسات التفكير و البحث الوطنية، من جامعات ومعاهد ومراكز بحث، في دراسة التدابير المتخذة وأخذ رأيها في رصد النتائج المترتبة عن ذلك. هذا من ناحية، و من ناحية أخرى ضعف توجيه برامج البحث الوطنية نحو الاهتمام بقضايا الإصلاح نتيجة ضعف الحوافز المستخدمة في ذلك، وعدم جدية مراكز القرار في التعامل مع نتائج البحث العلمي وعدم إدراك المؤسسات الاقتصادية بعد أهمية البحث والتطوير في حياتها.

· سوء اختيار المرجعيات المعتمدة في المقارنة عند إصدار القوانين واعتماد الإجراءات. بانطلاقها في الغالب من فرضيات بعيدة الواقع (مستوى سعر البرميل من النفط عند إعداد قوانين المالية مثلا)، والمقارنة في الغالب بوضعيات بلدان بعيدة في بنيتها ومستوى نموها عن حالة الاقتصاد الجزائري.

· التردد في الفصل في بعض القضايا الهامة والخيارات الأساسية، كمكانة القطاع الخاص في مسار التنمية، طبيعة التكنولوجيا المفضل تحويلها، معيار تحديد القطاعات الاستراتيجية، حقوق الأجيال اللاحقة من ثمار التنمية الحالية، تحديد الفضاء الاقتصادي الأولي بالاندماج: هل الاتحاد المغربي، الفضاء المتوسطي أم الأفريقي جنوب الصحراء في ظل تحديات العولمة وتسارع حركية التكامل على المستوى العالمي و بروز عناصر جديدة في إدارة السياسات الاقتصادية الأوروبية بعد اعتماد الأورو و تموقعه كعملة دولية ما فتئ مركزها يتعزز يوما بعد يوم.

خاتمة

بالرغم من سعي السلطات الجزائرية المتعدد نحو اعتماد الإصلاحات الاقتصادية وتحقيق بعض النتائج الإيجابية على مستوى مؤشرات الاقتصاد الكلي، و لا سيما ذات الطابع المالي والنقدي، فإنها لم تستطع تغيير وتحويل بنية الاقتصاد الجزائري المعتمدة على النفط أساسا. و هو مصدر هشاشته ومنبع تعرضه للتقلبات المختلفة الجوانب والأبعاد التي يمتد تأثيرها في النهاية إلى باقي القطاعات. إن الإصلاحات المعتمدة لم تراعى بعض الشروط الأساسية، مثل عدم التردد في اتخاذ القرارات وإشراك الفعاليات الاجتماعية والفكرية في معالجة الملفات الحساسة وإسنادها بدعم وإرادة سياسية واضحة. ويبقى البحث عن فضاء أوسع للاندماج والتكامل – سواء على المستوى المغربي أو المتوسطي- عاملا مساعدا على دفع الإصلاحات وترشيدها، وإشارة هامة للمتعاملين الاقتصاديين الأجانب لاستقطابهم في إطار سوق واسع. ويعزز ذلك عودة الاستقرار الأمني والسياسي الذي فقد لمدة طويلة.

و أخيراً، لا بد من إدراك أن قيادة التحول الاقتصادي نحو مزيد من التحرير يستحيل في ظل غياب دولة قوية تتمتع بمؤسسات ذات مصداقية وتحظى بدرجة مقبولة من الإجماع حول خياراتها. وهذا هو الجانب الهام الذي يجب دعمه أكثر في الجزائر.

المراجع

إمان محمد الشريف، 1999. "الدينار والجهاز المصرفي في مرحلة الانتقال"، في مركز دراسات الوحدة العربية، الإصلاحات الاقتصادية وسياسات الخصوصية في البلدان العربية، بيروت

جودي كريم و بادسي كمال، 1996، "السياسة النقدية في الجزائر"، في الصادق علي توفيق وآخرون (تحرير)، السياسات النقدية في الدول العربية، أبو ظبي، صندوق النقد العربي.

حميدي حميد، 1999، "خصوصية المؤسسات العمومية القانون الجزائري"، في مركز دراسات الوحدة العربية، الإصلاحات الاقتصادية وسياسات الخصوصية في البلدان العربية، بيروت.

حنفي ناظم، 1992، الإصلاح الاقتصادي وتحديات التنمية، جامعة طنطا.

حيدوسي غازي، 1997، "الجزائر: التحرير الناقص، ترجمة خليل أحمد خليل، بيروت، دار الطليعة للطباعة والنشر.

شيرازي جواد خليل زادة وشاه أنور، 1991، "الإصلاح الضريبي في البلدان النامية" في مجلة التمويل والتنمية، العدد 2، جوان 1991.

عرايبي فتحي، 1999-2000، الاستثمار الأجنبي المباشر، دراسة حالة الجزائر خلال التسعينات، رسالة ماجستير مقدمة لكلية الاقتصاد والتسيير، جامعة الجزائر، العام الجامعي 1999-2000.

قدي عبد المجيد، 1995، فعالية التمويل بالضريبة في ظل التغيرات الدولية، دراسة حالة النظام الضريبي الجزائري في الفترة 1988-1995، أطروحة دكتوراه دولة في العلوم الاقتصادية: معهد العلوم الاقتصادية، جامعة الجزائر.

محاضرة، 1995/1996، "صندوق النقد الدولي ومسار التصحيح الهيكلي: حالة الجزائر"، مقدمة في الموسم العلمي لكلية للاقتصاد بالجزائر.

كرمان عبد الوهاب، التطور الاقتصادي و النقدي للجزائر، تدخل محافظ بنك الجزائر أمام المجلس الشعبي الوطني، 6-11-2000.

المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي، 2000، مشروع التقرير حول الظرف الاقتصادي والاجتماعي للسداسي الأول من سنة 2000.

منظمة الأقطار العربية المصدرة للبترول، 2000، متابعة نشاطات مصادر الطاقة عربيا وعالميا، العدد الثاني.

النشاشيبي كريم وآخرون، 1998، تحقيق الاستقرار والتحول إلى اقتصاد السوق، واشنطن، صندوق النقد الدولي، الجزائر.

القانون 12-86، المتعلق بشركات الاقتصاد المختلط

القانون 25-88، المتعلق بالاستثمار.

القانون 12-89، المتعلق بالأسعار.

القانون 10-90، المتعلق بالنقد والقرض.

القانون 12-93، المتعلق بالاستثمار.

Banque d'Algérie, 1994. *Exposé du programme économique et financier soutenu par accord* - confirmation avec le FMI.

Bali H., 1993. *Inflation et mal-développement en Algérie*, Alger, O.P.U.

Belhimer A., 1998. *La dette extérieure de l'Algérie: une analyse critique des politiques d'emprunt et de l'ajustement*, Alger, Casbah éditions.

Belmihoub M.. C., 1998. «Le management des politiques publiques: une approche institutionnaliste, cas de l'Algérie», *in les Cahiers du Cread*, N° 45, 3° tr.

Benachenou M., *L'Inflation, dévaluation, marginalisation*, Alger, Dar Ech'rifa.

Benbitour A., 1998. *l'Algérie au troisième millénaire*, Alger, Editions Marinoor.

Benissad M. El H., 1979. *L'Economie de développement de l'Algérie*, Paris, Economica

Benissad M. El H., 1999. *La Réforme économique en Algérie*, Alger, O.P.U,

Brahimi A. H., 1991. *Stratégies de développement pour l'Algérie, défis et enjeux*, Paris, Economica.

Bouyacoub A., 1998. «Les Stratégies industrielles en Algérie en matière de l'environnement: des - lieux et perspectives», *in les Cahiers du Cread*, N°45, 3°tr.

CNES, 1999. *Projet de rapport national sur le développement humain*.

Lamiri A. H., 1999. *Crise de l'économie Algérienne*, Alger, Presses d'Alger.

الهوامش

* أستاذ محاضر ورئيس قسم علوم التسيير بكلية العلوم الاقتصادية وعلوم التسيير- جامعة الجزائر

[1] من هذه الإصلاحات التسيير الذاتي للقطاع الفلاحي(1963)، التسيير الاشتراكي للمؤسسات(1971)، الهيكلة المالية والعضوية للمؤسسات(1981)، استقلالية المؤسسات... الخ.

[2] وهذا ناتج عن ديناميكية الأنظمة وتطورها وتطور أسس العلاقات الاقتصادية الدولية.

[3] حنفي ناظم، الإصلاح الاقتصادي وتحديات التنمية، جامعة طنطا: 1992، ص191

[4] قدي عبد المجيد، فعالية التمويل بالضرية في ظل التغيرات الدولية، دراسة حالة النظام الضريبي الجزائري في الفترة 1988-1995، أطروحة دكتوراه دولة في العلوم الاقتصادية: معهد العلوم الاقتصادية، جامعة الجزائر، 1995، ص94 وما بعدها.

[5] لابد أن نشير في هذا الصدد إلى المخططات التي عرفتها الجزائر، لمزيد من التفصيل أنظر:

Benissad Med El Hocine, *l'économie de développement en Algérie*; Alger: OPU

[6] بلغت نسبة المحروقات ضمن الناتج المحلي الخام سنة 1989 ما يعادل 21.77% وهو بهذا أكبر قطاع في تكوين القيمة المضافة.

[7] هذا حسب الحصص المقررة لاجتماع 1/4/2000، لمزيد من التفصيل أنظر: منظمة الأقطار العربية المصدرة للبترول، متابعة نشاطات مصادر الطاقة عربيا وعالميا، العدد الثاني، سنة 2000.

[8] إحصائيات بنك الجزائر.

[9] أبرمت الجزائر اتفاقا لإعادة جدولة الديون العمومية مع نادي باريس في جوان 1994 وبموجب هذا الاتفاق انخفضت خدمات الديون من 82% سنة 1993 إلى 42% سنة 1995 و31% سنة 1996. كما أبرمت اتفاقا آخر مع نادي لندن لإعادة جدولة الديون الخاصة في سبتمبر 1995.

[10] هذه النسبة تتعلق بسنة 1999 و لقد كانت بالنسبة للسنوات 1998-1990 ، 46.20، 49، 40.3، 40.10، على التوالي:

42.2، 44.8، 51.3، 47.7، 42.1.

[11] Banque d'Algérie, *Exposé du programme économique et financier soutenu par accord de confirmation avec le FMI, 1994.*

[12] CNES, *Projet de Rapport National sur le Développement Humain, 1999, p45.*

[13] وصل هذا العجز في ذات السنة إلى 13.4% من الناتج المحلي الخام ليستمر هذا العجز إلى غاية 1989

[14] كان السعر الرسمي للدينار سنة 1985: دولار=5.028 د.ج، سنة 1987: دولار=4.84 د.ج، سنة 1988: دولار=5.91 د.ج، سنة 1989: دولار=7.45 د.ج، وهذا في الوقت الذي كان يبادل فيه الدولار في السوق الموازية التي تعكس جانبا كبيرا من الحقيقة الاقتصادية، بحوالي 30 د.ج.

[15] تطور مؤشر أسعار الاستهلاك من 10.5% سنة 1985 إلى 12.4% سنة 1986، أنظر:

Bali Hamid, *Inflation et mal-développement en Algérie*, Alger : OPU, 1993, p112.

[16] Brahimi Abdelhamid, *Stratégies de développement pour l'Algérie: Défis et enjeux*, Paris: Economica, 1991.

[17] Benissad Med El Hocine, *La réforme économique en Algérie: ou l'indicible ajustement structurel*, Alger: OPU, 1990.

[18] Belhimer Ammar, *La dette extérieure de l'Algérie: une analyse critique des politiques d'emprunt et d'ajustement*, Alger: CASBAH éditions, 1998.

[19] عرفت الجزائر آنذاك اضطرابات اجتماعية وسياسية، أسفرت عن ظهور تعددية حزبية ناشئة وبقاء المؤسسات تسير بمنطق الحزب الواحد، ذا الوضع جعل عدم الاستقرار هو السيد ومخاض الصراع هو الحاكم.

[20] حيدوسي غازي، الجزائر: التحرير الناقص، ترجمة خليل أحمد خليل، بيروت: دار الطليعة للطباعة والنشر، 1997، ص69.

[21] نفس المرجع، ص73.

[22] هذا مع الإشارة إلى كون الجزائر استعملت شريحة الاحتياط في نهاية سنة 1988.

[23] قدي عبد المجيد، صندوق النقد الدولي ومسار التصحيح الهيكلي: حالة الجزائر، محاضرة مقدمة في الموسم العلمي لكلية للاقتصاد بالجزائر 1995/1996.

[24] نفس المرجع.

[25] Banque d'Algérie, *Exposé du programme économique et financier soutenu par un accord de confirmation avec le FMI*, 1994.

[26] النشاشيبي كريم وآخرون، الجزائر: تحقيق الاستقرار والتحول إلى اقتصاد السوق، واشنطن: صندوق النقد الدولي، 1998، ص13.

[27] Benachenhou Mourad. *L'inflation, dévaluation, marginalisation*, Alger: Dar Ech'rifa, p15.

[28] Benissad Med El Hocine. *La réforme économique en Algérie*, Alger : OPU, 1991,p30

[29] لمزيد من التفصيل أنظر القانون 25-88 لـ 12 جويلية 1988.

[30] لمزيد من التفصيل أنظر القانون 86 - 13 المتعلق بشركات الاقتصاد المختلط.

[31] قدي عبد المجيد، فعالية التمويل بالضريبة في ظل التغييرات الدولية: دراسة حالة النظام الضريبي الجزائري في الفترة 1988 - 1995، أطروحة دكتوراه دولة، ص 124.

[32] القانون 12-89 المتعلق بالأسعار لـ 5 جويلية 1989.

[33] النشاشيبي كريم وآخرون، مرجع سابق، ص6، ص21.

[34] Belmihoub Med Chérif, «Le management des politiques publiques : une approche institutionnaliste, cas de l'Algérie», in Les Cahiers du CREAD, N°45, 3^{ème} tr. 98, p13.

[35] هو السيد بلعيد عبد السلام.

[36] بلغ معدل خدمة الدين كنسبة من الصادرات سنة 1992: %76.5

[37] Benbitour Ahmed, *L'Algérie au troisième millénaire*, Alger: Editions MARINOOR, 1998, p97.

[38] شيرازي جواد خليل زادة و شاه أنور ، "الإصلاح الضريبي في البلدان النامية" في مجلة التمويل والتنمية، العدد 2، جوان 1991 ص45.

[39] إلمان محمد الشريف، "الدينار والجهاز المصرفي في مرحلة الانتقال"، في مركز دراسات الوحدة العربية، الإصلاحات الاقتصادية وسياسات الخصوصية في البلدان العربية، بيروت: 1999، ص422

[40] جودي كريم و بادسي كمال، "السياسة النقدية في الجزائر"، في الصادق علي توفيق وآخرون (تحرير)، السياسات النقدية في الدول العربية، أبو ظبي: صندوق النقد العربي، 1996، ص 307

[41] عرابي فتحي، الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة حالة الجزائر خلال التسعينات، رسالة ماجستير مقدمة لكلية الاقتصاد والتسيير، جامعة الجزائر، العام الجامعي 1999-2000، ص 141.

[42] حميدي حميد، خصوصية المؤسسات العمومية القانون الجزائري، في مركز دراسات الوحدة العربية، مرجع سابق، ص 374.

[43] Bouyacoub Ahmed, les stratégies industrielles en Algérie en matière de l'environnement: Etats des lieux et perspectives, in les Cahiers du CREAD, N°45, 3^{ème} tr.1998, p88.

[44] لمعرفة هذه الإجراءات تفصيلا ، أنظر النشاشيبي كريم وآخرون، مرجع سابق، ص 15-19.

[45] كرمان عبد الوهاب، التطور الاقتصادي و النقدي للجزائر، تدخل محافظ بنك الجزائر أمام المجلس الشعبي الوطني، 6 / 11/2000، ص 16.

[46] المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي، مشروع التقرير حول الظرف الاقتصادي والاجتماعي للسداسي الأول من سنة 2000، نوفمبر 2000، ص 6.

[47] عرابي فتحي، مرجع سابق، ص 235.

[48] Lamiri Abdelhak, *Crise de l'économie Algérienne*, Alger: les presses d'Alger, 1999, p275.

[49] عرابي فتحي، مرجع سابق، ص 241.

[50] Conseil National Economique et Social, *Projet de rapport national sur le développement humain*, mai 1999, p.94.

بلقاسم زايري* و عبد القادر دربال**

الآثار المتوقعة لمنطقة التبادل الحر الأورو - متوسطة على أداء و تأهيل القطاع الصناعي في الجزائر

مقدمة عامة

لقد أصبح التوجه نحو "الإقليمية" بالتزامن مع تنامي ظاهرة "العولمة" من الخصائص المميزة للاقتصاد العالمي منذ منتصف الثمانينيات. و تشير معظم الدلائل على تزايد أهمية هذا التوجه في السنوات القادمة. فالاتفاقيات الموقعة لتكوين مناطق التجارة الحرة في الدول الأمريكية، ودول البلطيق والباسفيك ودول أمريكا اللاتينية، وكذلك تكثيف التكتل الاقتصادي ما بين دول أوروبا الموحدة و دول أوروبا الشرقية و الوسطى المنتسبة إليها، سوف يكون لها تأثيرات على جانب كبير من الأهمية في الاقتصاد العالمي بصفة عامة و الدول النامية بصفة خاصة.

وإذا كانت الموجة الأولى من تجارب التكامل الاقتصادي قائمة على أساس سياسة التصنيع من خلال ما يسمى "سياسة إحلال الواردات"، فإن العديد من الدول النامية تبنت في الوقت الراهن موجة جديدة من مبادرات التكامل حسب منطق الانفتاح التجاري و الاقتصادي. ولضمان نجاح هذه المحاولات، نجد أن البعض من هذه الدول تسعى إلى إقامة شراكات أو اتفاقيات للتبادل الحر مع دول جد متطورة من أجل ضمان النفاذ إلى أسواقها، والاستفادة من التكنولوجيا (استيعاب المهارة التكنولوجية المرتبطة بالاستثمارات الأجنبية المباشرة وتعزيز المناخ الاستثماري، وتحسين وتأهيل أداء القطاع الصناعي)[1].

هذا، ويشير العديد من الاقتصاديين أنه منذ 1990 فإن العلاقات من نوع شمال - جنوب يعاد تنظيمها من جديد وان كان ذلك على حساب العلاقات متعددة الأطراف. وفي هذا الإطار يدخل المشروع الذي تم اعتماده في قمة برشلونة (1995)، و أعلن عنه رسميا من طرف اللجنة الأوروبية و الرامي إلى خلق منطقة تبادل حر ما بين الاتحاد الأوروبي و دول جنوب و شرق المتوسط. و منذ ذلك التاريخ، فإن المفاوضات قد إنطلقت بطريقة ثنائية ما بين اللجنة الأوروبية و ممثلين عن دول المغرب العربي (تونس و المغرب)، مما أدى إلى توقيع تونس في 12 افريل 1995 على إتفاق سينتهي في مدة 12 سنة بإنشاء منطقة للتبادل الحر مع الاتحاد الأوروبي. و نفس الشيء تم مع المغرب و الأردن وإسرائيل، و تبقى المبادرة الأوروبية موجهة لكل دول المنطقة. هذه المفاوضات ستكون طويلة وصعبة بدون شك، وستدور وتتركز حول الكيفيات والطرق و الإجراءات التي تسهل إنشاء منطقة التبادل الحر. ومن المتوقع أن تحقق هذه المنطقة على المدى الطويل بعض المكاسب الاقتصادية لدول المنطقة، غير أنها ستتطلب أيضا بعض التكاليف الانتقالية.

إن الجيل الجديد من الاتفاقيات الأوروبية المتوسطة يختلف عن اتفاقيات الشراكة في الستينيات أو إتفاقيات التعاون في السبعينيات، و التي كانت عبارة عن إتفاقيات تجارية بحتة. و على العكس من ذلك، نجد أن الاتفاقيات الجديدة لها مجال واسع (تجاوز التفضيلات التجارية الأوروبية من طرف واحد للاتفاقيات السابقة). تتضمن تعاوناً مالياً، اقتصادياً و تقنياً، محوراً اجتماعياً و ثقافياً و حواراً سياسياً (و أمنياً). كما تشير إلى أن التبادل الحر يخص فقط السلع المصنعة، أما السلع الصناعية الغذائية أو الصيد فهي مستثناة من هذا المجال (على الأقل في الأجل القصير أو المتوسط). و تتمثل أهم خاصية لهذه الاتفاقيات فيما تنطوي عليه من قيام دول جنوب و شرق المتوسط بتحرير التجارة من جانب واحد و فتح الأبواب أمام استيراد السلع المصنعة.

و في هذا الإطار فإن تكوين منطقة التبادل الحرّ ما بين الجزائر و الاتحاد الأوروبي سيتميز بمراجعة شاملة لفلسفة تنظيم المبادلات التجارية الموروثة من الفترة التي أعقبت الاستقلال. و تهدف هذه الورقة إلى تحليل آثار التبادل الحر مع الاتحاد الأوروبي على أداء و تأهيل القطاع الصناعي لدولة من دول جنوب المتوسط. و المشكلة معقدة، لأن الآثار هي في نفس الوقت مباشرة و غير مباشرة، إقتصادية و إجتماعية، على المدى القصير و على المدى الطويل. إضافة إلى ذلك، فإنّ التبادل الحرّ مع الاتحاد الأوروبي يتزامن مع التحرير الدولي للمبادلات في إطار المنظمة العالمية للتجارة (قرب توقيع الجزائر على اتفاق للانضمام إلى المنظمة العالمية للتجارة). و لحد الآن، فإن هذا المسعى لم يكن هدفاً إلا لتحاليل جزئية بينت الخطر على المالية العامة أو العمالة مثلاً في الجزائر، فليس هناك إطار من التحليل الجاهز يسمح بمعرفة ما إذا كانت للجزائر مصلحة بقبول العرض الذي قدم لها من طرف اللجنة الأوروبية و الذي انتهى بالتوقيع على إتفاق للتبادل الحر ما بين الطرفين[2].

1 - الاستراتيجية الجديدة للإتحاد الاوروبي على ضوء إعلان برشلونة

كانت لبلدان الإتحاد الأوروبي تقليدياً علاقات سياسية و إجتماعية و إقتصادية وثيقة مع بلدان جنوبي البحر المتوسط[3]. تعود المحاولات الرسمية الأولى لإقامة روابط مؤسسية بين الإتحاد الأوروبي و بلدان منطقة جنوبي البحر المتوسط إلى أوائل الستينيات حينما تمّ التوقيع على عدد من إتفاقيات المشاركة الخاصة و التجارة مع كافة البلدان في المنطقة. و لقد تركزت هذه الاتفاقيات أساساً على العلاقات التجارية و كانت محددة المدة و لم تشمل أهدافاً إقليمية محددة. و خلال الفترة 1975-1977، تمّ التوقيع على اتفاقيات تعاون جديدة غير محددة المدة سمحت بدخول السلع المصنعة لأغلب بلدان منطقة جنوبي البحر المتوسط معفاة من الرسوم الجمركية إلى الإتحاد الأوروبي. كما قدمت تفضيلات جمركية محدودة للصادرات الزراعية لتلك البلدان.

و لقد دعا المجلس الأوروبي في 1992 إلى تقييم سياسة الإتحاد الأوروبي في منطقة البحر المتوسط، و للمبادرات الممكنة لتعزيز هذه السياسة في الأمد القصير و المتوسط، و في 1995 أعتمد إعلان برشلونة الذي يوضح الاستراتيجية الجديدة للإتحاد الأوروبي، و التي تمثل تغييراً جذرياً في نمط تسيير مسار الشراكة ما بين الطرفين. و تعتبر إقامة منطقة حرّة مع بلدان جنوبي البحر المتوسط أهم العناصر في هذه الاستراتيجية.

وضعية إتفاقيات الشراكة مع الإتحاد الأوروبي الجدول رقم 1:

دخول حيز التطبيق	التوقيع على الاتفاق	إختتم المفاوضات	
مارس 1998	جولية 1995	جوان 1995	تونس
جوان 2000	نوفمبر 1995	سبتمبر 1995	إسرائيل
مارس 2000	فبراير 1996	نوفمبر 1996	المغرب
جولية 1997	فبراير 1997	ديسمبر 1996	السلطة الفلسطينية
	نوفمبر 1997	أفريل 1997	الأردن
		جوان 1999	مصر
		مفاوضات مستمرة	لبنان
		18 جولة من المفاوضات	الجزائر
	19 ديسمبر 2001	مفاوضات مستمرة	سوريا

و لقد تحققت هذه الشراكة من خلال سلسلة من اتفاقيات المعروفة باتفاقيات "الجيل الجديد"، تهدف إلى الحلول محل اتفاقيات التعاون الموقعة في السبعينيات. تمثل هذه المبادرة الجديدة تدعيماً للجهود السابقة، وترمي إلى توقيع اتفاقيات ثنائية مع كل بلدان منطقة جنوبي البحر المتوسط ، وتشمل خمس مجموعات من الأهداف و الوسائل متوسطة الأجل[4]:

- إقامة منطقة حرة بين الاتحاد الأوروبي و الدول المتوسطية خلال فترة 12-15 سنة.

- زيادة التدفقات الاستثمارية إلى بلدان منطقة جنوبي البحر المتوسط.

- تعزيز العلاقات الاقتصادية التكاملية بين دول المنطقة.

- إنشاء الآليات المؤسسية للحوار السياسي و الاقتصادي.

- تقديم دعم مالي مرتبط بالأداء من الاتحاد الأوروبي.

و تشير إلى انه على مستوى اتفاقيات الشراكة الموقعة ما بين الاتحاد الأوروبي و كل من إسرائيل، المغرب، تونس، الأردن و الجزائر و التي هي الآن في طور النقاش و المفاوضات مع دول أخرى مثل مصر و لبنان، نجد أن المحور الاقتصادي الأساسي هو الإلغاء التدريجي (في فترة 12 سنة) لكل التعريفات الجمركية على واردات السلع الصناعية القادمة من الاتحاد الأوروبي، الامتناع عن استعمال الحصص على هذه السلع، تنسيق السياسات الخاصة بالمنافسة، الملكية الفكرية و المعايير. أما المبادلات الزراعية و الخدمات، فإنها لا تدخل في إطار اتفاق التبادل الحرّ و لكن من المتوقع الأخذ بعين الاعتبار مسألة دخول السلع الزراعية المتوسطية بعد 2000.

2 - ضعف مستوى التقارب الاقتصادي ما بين الاتحاد الاوروبي والدول المتوسطية

في الثلاثين سنة الماضية، عرفت الفوارق ما بين مستويات المعيشة ما بين الدول المتوسطية في الجنوب و الدول المتوسطية في الشمال تطورات هامة. فالنتائج المحلي للاتحاد الأوروبي في 1996 كان يقدر بـ: 6744 بليون أورو، أي 28 مرّة أعلى من الناتج المحلي الإجمالي لدول أوروبا الشرقية و الوسطى، و 50 مرّة أعلى من دول جنوب وشرق المتوسط (خاصية عدم التكافؤ). و تشير إلى أنه في الوقت الراهن يبلغ الدخل المتوسط حسب كل ساكن في أوروبا حوالي 10 مرّات في الدول المتوسطية الشريكة، ويجب إنتظار 40 سنة من أجل تخفيض هذا الفارق.

و عندما نقوم بتحليل المعطيات الخاصة بمستويات النمو حسب الدول، نلاحظ أن إسرائيل تعرف مستوى عاليا من النمو الاقتصادي. أما بالنسبة لبقية الدول، فإن التقارب مع أوروبا يبقى بطيئا أو ضعيفا في حالات أخرى (تركيا، تونس، مصر و المغرب)، و يبقى سلبيا للدول التي تخضع لمصدر خارجي واحد كالريع البترولي للجزائر، التحويلات بالنسبة للأردن. كما أن دول جنوب وشرق المتوسط تعرف تراكما ضعيفا لرأسمال، إذ أن تحليل معدلات الاستثمار في مختلف هذه الدول منذ منتصف الستينيات يبين أن هذه الدول تحتل وضعية وسطى مقارنة مع دول أمريكا اللاتينية الرئيسية أو الدول الصناعية الجديدة الأربع في آسيا كما يظهر في الجدول رقم 2.

إن دول جنوب وشرق المتوسط تواجه في الوقت الراهن إشكالية الرفع من معدلات التراكم من أجل القيام بالانطلاقة الاقتصادية الحقيقية. هذا المجهود من الاستثمار يجب أن يتم في ظل إطار و محيط معدل سواء فيما يخص موارد التمويل الخارجية (انخفاض في التمويل الخالق للمديونية، الارتفاع الهام في الاستثمارات الأجنبية المباشرة) أو الدور الذي تلعبه الدولة (التي ستفقد دورها الإنتاجي بسبب تعميم برامج الخصخصة) و درجة انفتاح هذه الاقتصاديات.

جدول رقم 2: الناتج المحلي الإجمالي و السكان مقارنة ما بين الشركاء المتوسطيين وبلدان الاتحاد الأوروبي

بلدان الاتحاد	الناتج المحلي الإجمالي (1997) ملايين \$	السكان (1997) ملايين	الشركاء المتوسطيين	الناتج المحلي الإجمالي (1997) ملايين \$	السكان (1997) ملايين
ألمانيا	225.9	8	الجزائر	43.8	29
بلجيكا	268.4	10	قبرص	8.6	0.7
الدانمارك	171.4	5	مصر	71.2	60
فنلندا	123.8	5	إسرائيل	87.6	6
فرنسا	1526.0	59	الأردن	7.0	4
ألمانيا	2319.5	82	لبنان	13.9	4
اليونان	126.2	11	مالطة	3.3	0.4
إيرلندا	66.4	4	المغرب	34.4	28
إيطاليا	1155.4	57	سوريا	17.1	15
لوكسمبورغ	18.8	0.4	تونس	19.4	9
هولندا	402.7	16	تركيا	199.5	64
البرتغال	103.9	10	إصغاف الجبک أندلسي	3.2	2.7
إسبانيا	570.1	39	المجموع	509.0	222.8
السويد	232.0	9	المغرب	97.6	66.0
مجموع	8530.7	374.4	الشرق	112.4	85.7

Source: Banque mondiale

كما أن عدم تماسك وهشاشة اقتصاديات الدول المتوسطية يظهر من خلال اعتمادها على قاعدة جبائية غير كافية من أجل تغطية النفقات الجارية التي ترافق الانفتاح، بالإضافة إلى عدم التماسك الهيكلي للحساب الجاري المرتبط عموما بغياب التنوع وعدم قدرة الصادرات على المنافسة، وكذا عدم مرونة سوق العمل، حجم المؤسسات العمومية غير القادرة على المنافسة، إلى عدم كفاية تحرير النظام الاقتصادي الذي مازال يعرف أشكالاً متنوعة من الاحتكارات. و رغم تحكم دول جنوب و شرق المتوسط في الطلب، فإنها لم تستطع بعد تحريك و تحفيز العرض. و النتيجة تتمثل في نمو غير كاف يقدر بـ: 1.2 % في 1999 لمجموع هذه الدول. كما تشير إلى وجود سببين يفسران ضعف معدلات النمو [5]: تراكم ضعيف لرأس المال و نقص في نمو الإنتاجية. فمعدل الاستثمار يدور في حدود 24 % من الناتج المحلي الإجمالي (مقابل 34.3 % في المتوسط لإندونيسيا، كوريا و تايلندا). أما بالنسبة لمعدل إنتاجية العمل، فلم يعرف أي ارتفاع منذ بداية التسعينات.

و لقد إستطاعت دول جنوب وشرق المتوسط نسبيا (باستثناء تركيا) معالجة الاختلالات الاقتصادية الكلية بدعم من المؤسسات المالية الدولية، مع تمويل طارئ قام به صندوق النقد الدولي، و عمليات إعادة جدولة المديونية، و تبني برامج واسعة من الإصلاحات تهدف إلى تطبيق ميكانزمات السوق في كل القطاعات، تحرير مجموع الأسعار، و الانفتاح الاقتصادي و التجاري [6].

ويبقى الاتحاد الأوروبي الشريك التجاري لدول جنوب وشرق المتوسط بنسبة 52 % من مجموع المبادلات (الواردات + الصادرات). أما التجارة المتوسطة البينية، فهي لا تمثل سوى نسبة 5 %، و لا يمكنها أن تلعب أي دور في ديناميكية النمو على مستوى المنطقة.

جدول رقم 3: التجارة الأورو - متوسطة حسب القطاعات في 1994 (مليار \$)

رصيد الاتحاد الأوروبي	صادرات دول جنوب وشرق المتوسط نحو الاتحاد الأوروبي	صادرات الاتحاد الأوروبي نحو دول جنوب وشرق المتوسط	
09	43	52	الصناعات التحويلية
23.8	16.2	40.0	السلع المصنعة
95-	10.3	0.8	الطاقة
0	0.6	0.6	الخدمات
18.3	33.3	51.6	كل السلع

Source: Isabelle Bensidoum & Agnès Chevalier: "Libre-échange euro - méditerranéen: marché de dupes ou pari sur l'avenir", La lettre du CEPII: (n°147-juin1996),p3.

أما فيما يخص الاستثمارات الأجنبية المباشرة، فإن المعطيات تظهر الحصة الضعيفة التي تستقطبها دول جنوب وشرق المتوسط التي تحصلت في 1999 على 7 ملايين من الاستثمارات الأجنبية المباشرة، (مقابل 90485 مليار لأمریکا اللاتينية و الكارييب، 21420 مليار لأوروبا الوسطى و الشرقية و 55784 مليار لجنوب آسيا و شرقها في نفس الفترة). و إذا أخذنا بعين الاعتبار وضعية كل دولة، فهناك تفاوت وإختلاف كبيرين فيما يخص الاتجاهات العامة لهذه الاستثمارات:

· تمركز هذه الاستثمارات في عدد قليل من الدول: إسرائيل، مصر، تركيا، تونس و المغرب و بعض الدول الصغرى كالأردن و لبنان.

· مساهمة هذه الاستثمارات في التكوين غير الصافي لرأس المال الثابت منذ 1995 تقدر في مالط ب 47 %، تونس 27 %، قبرص 25 %، مصر 20 % و الأردن 17 %.

· الوزن المتزايد للاتحاد الأوروبي في إجمالي الاستثمارات المباشرة، مما يدل على أهمية دور التاريخ السياسي و القرب الاجتماعي لتمركز هذه الاستثمارات.

· توجه قطاعي مازال في أغلبيته صناعي (55 %)، و يتم أكثر فأكثر يتم في قطاع الخدمات و في عدد قليل من القطاعات: صناعة السيارات، الصناعات القاعدية (الإسمنت، الكيمياء، السلع البترولية)، الصناعات ذات الكثافة في العمل (الألبسة، الخياطة)، المالية، السياحة، و حديثا الاتصالات.

· إن الحوافز الممنوحة للمستثمرين الأجانب تتطابق مع المعايير الدولية. فلقد عرف الإطار القانوني المنظم لهذا الشكل من أشكال التمويل الخارجي عدة تعديلات من أجل الرفع من جاذبية هذه الدول و توفير أحسن مناخ للإستثمار. وعلى أساس هذه التعديلات، نستطيع أن نقول إن دول جنوب وشرق المتوسط تمتاز بجاذبية متغيرة،

و لكنها ضعيفة باستثناء ميزة القرب الجغرافي. ورغم أن نجاح الاختيار الاستراتيجي المعلن يتطلب تعبئة رؤوس الأموال الأجنبية و خاصة الاستثمارات الأجنبية المباشرة إلا أن حصة هذه الاستثمارات الأوروبية كانت 8 مرّات أقل من الاستثمارات الأمريكية في المكسيك و حوالي 15 مرّة من الاستثمارات اليابانية في جنوب شرق آسيا.

3 - محاولات قياس الأثر الشامل لمنطقة التبادل الحر مع الاتحاد الأوروبي

إن تأثير الاتفاقية على دول الاتحاد الأوروبي سيكون ضعيفا، وستؤدي التخفيضات التدريجية للتعريفات الجمركية و للقيود غير الكمية في دول جنوب وشرق المتوسط الموقعة على هذا الاتفاق، إلى إرتفاع طفيف في الصادرات الأوروبية نحو هذه الدول بسبب المكاسب المرتبطة بالكفاءة - السعر التي ستحصل عليها، مقارنة مع صادرات الدول الأخرى التي لن تستفيد من هذا التخفيض الجمركي. كما أنه على المدى القريب، لا يمكن أن يكون هناك آثار على الواردات الأوروبية لأنه ليس هناك الغاء للتعريفات الجمركية سيقوم به الاتحاد الأوروبي.

أما بالنسبة لتأثير الاتفاق على دول جنوب وشرق المتوسط إعتمادا على نماذج التوازن العام، فلقد توصلت إلى النتائج التالية:

- الآثار الاستاتيكية على الدخل الإجمالي على العموم ضعيفة، و في بعض الحالات سلبية. فالتحليل التي أجريت على كل من تونس مثلا (Rim chatti, ERF,) (S.Dessus & A.Deardorff & Konan & K.Moskus,1997, Rutherford, E, E. Rustron, D. Tarr, 1995) و على مصر (S.Dessus & A.Suwa,1988, R.Stern,1997)، تبين أن آثار منطقة التبادل الحر تتراوح ما بين - 0.2 % من الناتج المحلي الإجمالي كنتيجة فقط للتخفيض الجمركي إلى 3.5 % في الحالة التي يكون فيها الدخول إلى السوق الأوروبي يتم بدون أية عراقيل. كما أن التقديرات التي توصل إليها كل من P.Augier & M.Gazoriek في إطار نموذج متعدد الأطراف يؤكد هذه النتيجة مع فرق واضح ما بين الدول المعنية: المغرب، تونس و مصر التي تكون مكاسبها على التوالي: 8 %، 2.5 % و 2.7 % من الناتج المحلي الإجمالي بسبب تخفيض يقدر بـ 50 % من الحقوق الجمركية على المدى القصير.

- إذا كانت الآثار الشاملة الاستاتيكية على المداخل ستكون ضعيفة نسبيا في حالة منطقة التبادل الحر الأورو - متوسطة، فإنها ستصبح أكثر أهمية إذا تدعم التكامل من خلال توحيد المواصفات، والقيام ببعض الإصلاحات الهيكلية التي ترمي إلى تحسين محيط المؤسسات، إضافة إلى الإصلاح الجبائي و النظام المالي للرفع من الادخار المحلي، و تسهيل تمويل المؤسسات، و الإسراع ببرامج الخوصصة و وضع أنظمة حماية اجتماعية، وإصلاح النظام التربوي و خاصة التكوين المهني. وسوف تنشأ مكاسب أخرى تتعلق بالإنتاجية نتيجة إرتفاع المنافسة التي ستؤدي إلى خفض الأشكال المختلفة للإحتكار، و كذلك استيعاب المهارة التكنولوجية المرتبطة بالاستثمارات الأجنبية المباشرة.

- نشير إلى انه على المدى المتوسط، سيؤثر الانفتاح التدريجي للسلع الصناعية للمجموعة الأوروبية في النمو من خلال أثرين متناقضين: إنخفاض النشاط في القطاعات المحمية لحد الآن، و غير القادرة على تحمل المنافسة الدولية و إعادة تخصيص عوامل الإنتاج التي تم تحريرها نحو القطاعات التصديرية بسبب ارتفاع

الإنتاجية الناجمة عن انخفاض في الأسعار و انخفاض معدل الصرف. و حتى يكون الأثر الصافي إيجابيا بما فيه إدماج التكاليف الاقتصادية و الاجتماعية لإعادة تخصيص عناصر الإنتاج، يجب ألا يؤدي الانفتاح إلى انغلاق هذه الاقتصاديات في تخصصات قليلة الفائدة، و لكن إلى تشجيع تطور حقيقي على سلم المزايا النسبية عن طريق ظهور فروع و انطلاق نشاطات جديدة في القطاعات ذات الطلب العالمي الكبير و تتضمن تحويلات في التكنولوجيا.

- إن إلغاء التعريفات الجمركية سيمارس ضغطا على توازن المالية العمومية و هذا من خلال التخفيض في الإيرادات الجمركية التي تساهم بحصة هامة من مجموع إيرادات الدولة كما يظهر في الجدول التالي الذي يركز على معطيات 1997 و يوضح نسبة الإيرادات الجمركية من الناتج المحلي الإجمالي.

- إن إلغاء التعريفات الجمركية من طرف واحد إزاء السلع الصناعية القادمة من الاتحاد الأوروبي سيمارس كذلك ضغطا كبيرا على الميزان التجاري لدول جنوب وشرق المتوسط الموقعة على هذا الاتفاق (و التي تعرف عجزا) بسبب زيادة الواردات من السلع الصناعية القادمة من أوروبا. هذه الزيادة ستتم في جزء منها عن طريق تحويل التجارة على حساب باقي الدول الصناعية التي لن تستفيد من هذا الإلغاء الجمركي. كما أنه على المدى المتوسط سوف يكون هناك طلب إضافي على سلع التجهيز و السلع الوسيطة بسبب إعادة تخصيص في عوامل الإنتاج.

جدول رقم 4: نسبة الإيرادات الجمركية من مجموع الإيرادات و الناتج المحلي الإجمالي

التعريفات الجمركية على واردات الاتحاد الأوروبي 1997		حصة الاتحاد الأوروبي من مجموع الواردات 1997		التعريفات الجمركية 1997	
% من الناتج المحلي الإجمالي	% من مجموع الإيرادات	% من الناتج المحلي الإجمالي	% من مجموع الإيرادات	مجموع الإيرادات	الجزائر
1.8	15.2	64.9	2.7	23.4	الجزائر
1.1	4.5	47.4	2.3	9.5	فلسطين
1.4	6.8	39.7	3.6	17.1	مصر
0.2	0.3	51.5	0.4	0.5	إسرائيل
2.5	15.2	48.1	5.1	31.6	الأردن
4.4	36.7	64.5	6.8	56.9	لبنان
1.0	3.7	73.2	1.4	5.1	مالطة
1.9	9.2	52.0	3.7	17.6	المغرب
1.2	6.8	49.1	2.4	13.9	سوريا
2.6	21.7	72.9	3.5	29.8	تونس
0.2	1.2	51.2	0.4	2.3	تركيا

: FEMISE,2000Source

- كما أن إلغاء القيود الكمية و الرسوم الجمركية سيرفع من مستويات الاستهلاك الكلي، و يدفع المستهلكين إلى شراء السلع المستوردة بدلا من السلع المحلية. إضافة إلى وجود ضغط تنافسي على صادرات السلع المصنعة نحو الاتحاد الأوروبي بسبب الاندماج المتزايد لدول أوروبا الوسطى و الشرقية في مبادلات الاتحاد الأوروبي و انخفاض ما كانت الدول المتوسطية تتمتع به من تفضيلات و خاصة في مجال النسيج (اتفاق متعدد الألياف في طريق الزوال).

و لقد ناقش الكثير من الاقتصاديين الانعكاسات المختلفة للمشاركة - الأوروبية المتوسطية، وكان من بين أهم الاستنتاجات التي توصل إليها كل من Laanatz (1996) و Hoekman & Djankov (1997) توقع أن تمنح الاتفاقيات الأوروبية - المتوسطية بعض المكاسب لكافة الشركاء على المدى الطويل، و أن ينشأ

عنها على المدى القصير تراجع في الرفاهية الاقتصادية. يقوم الاستنتاج الأول على الملاحظات التالية:

- من المتوقع أن يحسن تحرير التجارة الذي تمليه الاتفاقيات من القدرة و الكفاءة الإنتاجيتين، وأن يعزز التزام الشركاء بالاتفاقيات من مصداقية النهج الإصلاحي الذي تسلكه البلدان المعنية.

- من المنتظر أن تفيد الاتفاقيات في تشجيع المنافسة و الاستثمارات و تقليص تكاليف المعاملات الإدارية المتعلقة بالتجارة.

أما الاستنتاج الثاني فتؤيده الملاحظات التالية:

- إن الاتفاقيات تمييزية بطبيعتها و قد تحدث بالتالي تحويلا كبيرا في التجارة.

- من المحتمل أن يستغرق النهج الانتقالي نحو التجارة الحرة مع الاتحاد الأوروبي و التحرير التدريجي للاقتصادات المعنية وقتا طويلا نظرا لغياب السياسات المرافقة . كما أن التعاون الاقتصادي و المالي عاملان حاسمان في ضمان إسهام الاتفاقيات في زيادة الرفاهية.

4 - أثر منطقة التبادل الحر على القطاع الصناعي في الجزائر

إن تكوين منطقة التبادل الحر ما بين الجزائر و الاتحاد الأوروبي ينتج عنها أساسا تفكك و زوال أساليب الحماية الاقتصادية إتجاه السلع الأوروبية. و تكون التأثيرات السلبية على وجه الخصوص في مستويين اثنين:

- زوال أغلب النشاطات الاقتصادية غير التنافسية بحكم مواجهتها لمنافسة السلع الأوروبية.

- إنخفاض مهم في الموارد الجبائية للميزانية العامة للدولة، إذ كما هو معلوم، تمثل الرسوم الجمركية في الجزائر موردا جبائيا هاما تتجاوز أهميته مردود جميع الضرائب المباشرة. و تمثل الرسوم الجمركية 10 % من إيرادات الخزينة العمومية أو ما يعادل 2.9 % من الناتج المحلي الاجمالي. فالتخلي عن الحماية الجمركية إتجاه الواردات القادمة من الاتحاد الأوروبي سيؤدي إلى خسارة مالية و حالية لإيرادات الميزانية، مما يعني التفريط في حوالي أكثر من مليار دولار سنويا، أي ما يعادل 5.4 % من إيرادات الخزينة و 1.5 % من الناتج المحلي الاجمالي، وبالتالي احتمال لإنخفاض مواز في النفقات العمومية .

أما بالنسبة للاتحاد الأوروبي، فإن آثار اتفاق التبادل الحر ستكون ضعيفة، فالتخفيضات التدريجية للحقوق الجمركية و للقيود غير الجمركية في الجزائر ستؤدي إلى ارتفاع خفيف في الصادرات الأوروبية نحو الجزائر، بسبب المكاسب المتعلقة بالكفاءة - السعر التي ستحصل عليها مقارنة مع الدول الأخرى التي لا تستفيد من هذا التخفيض الجمركي. كما أن الآثار غير المباشرة هي الأكثر أهمية من الآثار المباشرة. هذه المكاسب غير المباشرة، الديناميكية، بطبيعتها صعبة التقييم المسبق، و تفترض تغييرات كبيرة في السلوكيات التي لا يمكن تقييمها. هذا من جهة و من جهة أخرى، فإن إستراتيجية التبادل الحر تمثل نوع من عدم التكافؤ ما بين طرفي الاتفاق.

1.4. الوضعية الاقتصادية الكلية

لقد أدى إنهيار أسعار البترول سنة 1986 إلى إنخفاض كبير في معدلات التبادل قدرت بحوالي 50 %، و نقص في إيرادات الميزانية التي مصدرها قطاع المحروقات. و كرد فعل على هذه الأزمة، تم اللجوء إلى تطبيق العديد من إجراءات الاستقرار الاقتصادي، و الإصلاحات الهيكلية. وكانت النتائج الأولية لهذا التعديل تزايد الاختلالات الاقتصادية الكلية حيث وصل العجز الكلي في الميزانية إلى مستوى قياسي بلغ نسب 13.7 % من الناتج المحلي الإجمالي في 1988. و في غياب سوق مالي، تم تمويل هذا العجز عن طريق قروض بالعملة الأجنبية أدت إلى الرفع من حجم المديونية. ونتيجة لذلك، انتقل مؤشر المديونية الخارجية / الناتج المحلي الإجمالي من 30 % إلى 41 % ما بين 1985 و 1988، بينما تضاعف مؤشر خدمات المديونية / الصادرات. ومن جهة أخرى، فإن معدلات الفائدة الحقيقية السلبية، و عملة محددة بأكثر من قيمتها قد حفزت على تشجيع التقنيات الأكثر رأسمالية و تزايد عمليات الاستيراد.

من 1989 إلى 1991 قامت الجزائر بمضاعفة مجهوداتها في مجال التعديل الاقتصادي الكلي في إطار برنامجين مدعمن من طرف صندوق النقد الدولي ، يتمحوران حول تسيير صارم للطلب و تخفيض محسوس للدينار. كما أن التقشف في النفقات العمومية، إلى جانب ارتفاع إيرادات قطاع المحروقات، سمح بالحصول على فوائض في الميزانية. كما أن تبني سياسة ميزانية صارمة قد أدى إلى التخفيف من التوسع النقدي، و امتصاص جزئي من فائض السيولة.

إلا أن الوضعية الاقتصادية عرفت تدهورا في 1994 تحت تأثير انخفاض جديد في أسعار البترول و عبء المديونية و المشاكل الداخلية، مما دفع إلى إعداد برنامج واسع للتعديل الهيكلي لقي دعما و تشجيعا كبيرين من طرف صندوق النقد الدولي في 1994 (ماي) بواسطة اتفاق باسم التسهيل الموسع بمبلغ يقدر بـ: 1.1 مليون من حقوق السحب الخاصة (SDR).

هذا، و لقد نجح برنامج الإصلاحات الذي تم تطبيقه في أبريل 1994 على إقامة الاستقرار المالي ووضع دعائم اقتصاد السوق. و قد ظهر ذلك واضحا في انخفاض معدل التضخم، و ارتفاع كل فرد ثلاثة سنوات متتالية (1995-1997)؛ تسجيل فائض على مستوى الميزانية، و ارتفاع في إحتياجات الجزائر من الصرف (ما يعادل تسعة أشهر من الاستيراد في نهاية 1997). إنتقل مؤشر خدمة المديونية الخارجية من 83 % في 1993 إلى 30 % في 1997. و حسب التقارير الصادرة عن بعض المؤسسات الدولية، فإن المعطيات الاقتصادية الكلية للجزائر، مقارنة مع مجموع دول حوض البحر الأبيض المتوسط، تظهر كما يلي:

فيما يخص مستوى الناتج المحلي الإجمالي/فرد . تصنّف الجزائر بعيدا خلف دول الاتحاد الأوروبي التي تملك ناتجا محليا إجماليا معبرا عنه بتعادل القوة الشرائية بحوالي \$ 18000، و نفس الشيء بالمقارنة مع الدول الأوروبية الجنوبية.

جدول رقم 5: المؤشرات الاقتصادية الكلية

مجموع الدول المتوسطة	تونس	المغرب	الجزائر	
4.1	3.9	1.0	0.3	نمو الناتج المحلي الإجمالي السنوي % (متوسط 95-90)
3.9	6.3	4.4	2.5	نمو الناتج المحلي الإجمالي السنوي % (متوسط 97-95)
13.9	5.2	6.2	25.6	التضخم (%) - متوسط 95-90
4.3	3.7	1.6	5.7	التضخم (%) - متوسط 98-97
-	4.1-	1.9-	2.7	الرصيد في الميزانية % من الناتج المحلي الإجمالي . متوسط 97-96
-	5.0	2.1	8.9	معدل الفائدة الحقيقي متوسط 1991-1990
-	4.0	6.0	4.5	معدل الفائدة الحقيقي - متوسط 1997-1996
24.1	25.8	22.3	27.1	الاستثمار المحلي % الناتج المحلي الإجمالي 95-90
25.0	24.7	20.5	27.3	الاستثمار المحلي % الناتج المحلي الإجمالي 97-96
20.5	21.8	31.4	62.1	خدمة المديونية/الصادرات متوسط 95-90
14.4	19.7	26.8	29.5	خدمة المديونية/الصادرات متوسط 97-96

Source: World Bank, WDI 1998, FMI, IFS 1999.

و نلاحظ أن الناتج المحلي الإجمالي سنة 1995 قد بلغ 13580 دولار لإسبانيا و 9740 دولار للبرتغال و 8210 دولار لليونان. لكن لو قارناه بالناتج المحلي الإجمالي للدول المتوسطة لنفس السنة لوجدناه من بين أعلى النواتج الإجمالية من حيث معدل النمو: مثلا مصر بـ 790 دولار والمغرب بـ 1110 دولار. أما فيما يخص معدل نمو الاقتصاد معبرا عنه بتطور الناتج المحلي الإجمالي فاصبح موجبا منذ 1995 حيث انتقل من 2.2% سنة 1993 و 0.9% سنة 1994 إلى 3.9% في 1995 ثم 4% في 1996. و لكن يجب الإشارة إلى أن هذه النتائج الجيدة ناتجة عن عوامل خارجية، و لا سيما الإرتفاع في أسعار المحروقات التي تمثل 95% من إيرادات الصادرات، و 30% من الناتج المحلي الإجمالي. تمثلت هذه النتائج في ما يلي:

- انخفاض معدلات التضخم بصورة محسوسة لتصل إلى مستوى 5.7% في 1997. و قد تم الحصول عليها عن طريق سياسات نقدية صارمة و عمل مفتوح للسوق النقدي، مقارنة مع تونس 3.7% و المغرب 1.0% في نفس الفترة. و هي تظهر متواضعة بالمقارنة مع دول جنوب وشرق المتوسط الأخرى. و لقد عرف هذا المستوى انخفاضا في السنوات التالية ليصل إلى مستوى 2.6% في 1999.

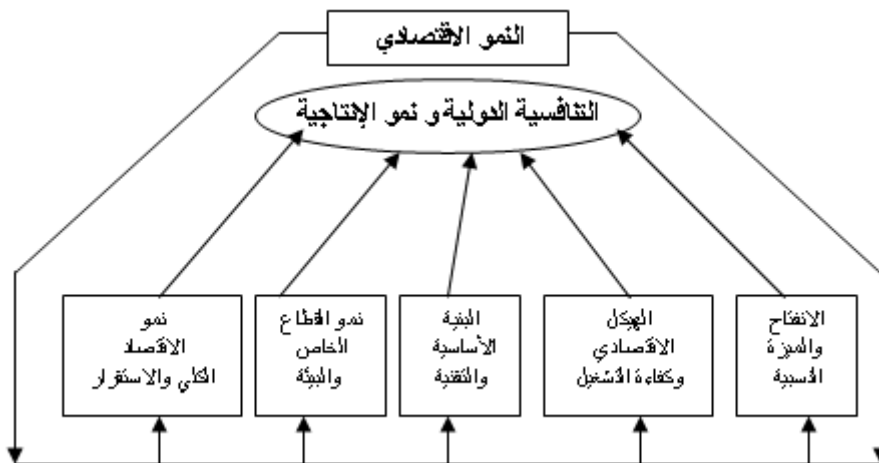
- بالنسبة للمديونية، فإنها تقع من بين أعلى المعدلات في المنطقة وكانت تمثل حوالي 83.1% من الناتج المحلي الإجمالي في 1994، مما اثر على مستوى النشاط و العمالة و عرقل كذلك تكوين رأس المال. أما مؤشر خدمة المديونية فقد انخفض في السنوات الأخيرة ليصل إلى 29.2% في 1996 مقارنة بـ 27.7% في المغرب و 16.5% في تونس و 11.6% في مصر. بينما القيمة الإجمالية للمديونية ارتفعت لتنتقل من 29.89 مليار في 1994 إلى 32.61 مليار في 1995 ثم 33.5 مليار في 1996.

2.4. طبيعة النظام الإنتاجي و الميزة التنافسية للصناعة الجزائرية

يمكن توضيح بعض أبعاد واقع الصناعة الجزائرية في الأسواق العالمية من خلال دراسة الميزة التنافسية للصناعة الجزائرية. لكن قبل الدخول إلى تنافسية الصناعة الجزائرية، فإنه من الأهمية بمكان الإشارة إلى أن مفهوم القدرة التنافسية قد تعرض للعديد من التحاليل الاقتصادية تراوحت ما بين العمومية و الخصوصية و الإستراتيجية و الديناميكية. و نشير إلى أن مفهوم التنافسية يشير إلى 4 عناصر هي: المرونة، الوقت، الجودة و الكفاءة، كذلك فإن هناك أنواعا عديدة من مؤشرات التنافسية هي: مؤشرات الاقتصاد ككل، المؤشرات القطاعية، و مؤشرات الأنشطة القطاعية.

و تتفق العديد من الدراسات على أن مؤشرات الاقتصاد الكلي التي يصدرها البنك الدولي في مؤشرات التنمية للعالم، وكذلك التي يصدرها صندوق النقد الدولي مثل مؤشرات الموارد الطبيعية و المادية، ميزان المدفوعات، التضخم، سعر الصرف و الدين الخارجي "تعد مؤشرات إجمالية عن تنافسية الاقتصاديات الوطنية". أما معايير التنافسية التي أعدها المنتدى الاقتصادي الدولي "دافوس" Davos International Economic Forum، فيمكن حصرها فيما يلي:

- الانفتاح و التحرر الاقتصادي على العالم دون أدنى قيود جمركية أو ضريبية.
- كفاءة الأسواق المالية و النظام البنكي مما يعكس سلامة الاقتصاد الوطني.
- كفاءة و فاعلية الموازنة الحكومية و الجهاز الإداري للنهوض بوظائف جمع الضرائب و تنظيم الإنفاق الحكومي.
- استيعاب البنية الأساسية لرؤوس الأموال اللازمة لتفعيل نظم النقل و الاتصال و الطاقة، حتى تساهم في تحريك النمو الاقتصادي في المستقبل.
- مدى توافر القدرات التقنية للدولة في مجال العلوم الأساسية و التطبيقية بما ينعكس على المهارات الفنية و التقنية و تطبيق الإدارة العلمية، ويكون له مردود إيجابي على تواصل التنمية الاقتصادية.
- حساسية و مبادرات مؤسسات الدولة و تنظيمات الأعمال لخلق قيادات قطاع الأعمال تستفيد من فرص التسويق الجديدة و تعزز من فرص النمو الاقتصادي.
- ظروف أسواق العمل للعمالة و تعكس درجة التقييد في الإجراءات الحكومية التي تحد من مرونة سوق العمل (إجراءات التشغيل و الفصل في العمل، نوعية مرونة العلاقات الاجتماعية في المجال الصناعي و السماح بالإضراب).
- مدى تأثير قوى الضغط السياسية للمؤسسات السياسية و التشريعية و القضائية على متخذي القرارات لحماية العقود، و حقوق الملكية (حيث أن العلاقة طردية بين توافر مؤسسات سياسية و قضائية كفؤة و أمينة و إحترام حقوق الملكية الخاصة و تحفيز النمو الاقتصادي).



Source :UI,Haque,I,ed, : «Trade, Technology and International Competitiveness » ,EDI, Development Studies, Economic development Institute of the World Bank, Washington, DC, World bank,1995

و تشير المعطيات المتوفرة عن الجزائر، و استنادا إلى مؤشر التنافسية الدولية المقدر وفقا للمعايير المذكورة، إلى تدهور في البعض من هذه المؤشرات و في تحسن البعض الاخر منها، مقارنة ببعض الدول الاخرى على مستوى منطقة جنوب وشرق المتوسط. كما أن هذه المؤشرات تختلف من قطاع إلى اخر. يعتمد قياس القدرة التنافسية على مستوى السلع الرئيسية على قياس نسبة الأهمية النسبية للمجموعة السلعية في الصادرات الصناعية المحلية إجمالاً إلى الأهمية النسبية لهذه المجموعة على المستوى العالمي في الصادرات الصناعية العالمية، و إذا ما تجاوزت حصيلة هذه الصيغة الوحدة فان ذلك يشير إلى وجود ميزة نسبية، و إذا ما كانت اقل من الواحد الصحيح فإنها لا تشير إلى وجود ميزة نسبية. ولا يمكن اعتبارها بالصيغة التالية:

الصادرات الجزائرية في المجموعة السلعية / الصادرات الجزائرية الصناعية
كل صادرات المجموعة السلعية في العالم / صادرات العالم الصناعية

الميزة النسبية الظاهرة للجزائر

جدول رقم 6: الميزة النسبية الظاهرة مضروبة في 100.

بقي العالم	الاتحاد الأوروبي		المجموع			
	1996	1977	1996	1997		
98.4	957	972	975	972	970	المواد المصنعة
833	530	686	546	630	236	مشروبات غازية - نبيج
910	958	678	809	745	842	السلع المصنعة
231	451	783	764	692	731	المواد الكيميائية
562	517	588	518	506	471	مواد أولية خام (عدا البترول)
975	987	979	987	978	986	آلات - عتاد النقل
998	1000	997	1000	998	999	زيوت - دهون حيوانية و نباتية
987	988	995	988	991	989	مواد التعدين
992	963	955	925	973	942	مواد غذائية - حيوانات حية

Source: FEMISE, 2000

رغم أن هناك بعض الدراسات تؤكد أن القاعدة الصناعية في الجزائر واسعة و تعتمد على الصناعات كثيفة العمالة إلى صناعات كثيفة التقنية (منتجات الصيدلة)، إلى صناعات كثيفة الاستخدام للطاقة (الألومنيوم، الصلب، الإسمنت، الأسمدة). فهناك تباطؤ في ديناميكية النمو منذ بداية الثمانينيات مقارنة مع العشريتين السابقتين. هذا التباطؤ يميز على الخصوص تطور قطاع الصناعات المصنعة و تبقى كفاءة الأداء سلبية. ولا نلاحظ أن مساهمة الصناعات المصنعة في الناتج المحلي الإجمالي تبقى ضعيفة و هامشية إذ تقدر بـ: 9 % للجزائر في 1998 مقارنة مع تونس 18 % والمغرب 17 % كما يظهر في الجدول التالي:

جدول رقم 7: نسبة القيمة المضافة لكل القطاعات من الناتج المحلي الإجمالي

القطاع المحلي الإجمالي		القيمة المضافة (%)		القطاع المحلي الإجمالي		القطاع المحلي الإجمالي		القطاع المحلي الإجمالي	
الخدمات	الصناعات المصنعة	الصناعة	الزراعة	الخدمات	الصناعات المصنعة	الصناعة	الزراعة	الخدمات	الصناعات المصنعة
98	80	98	80	98	80	98	80	98	80
41	36	9	9	47	54	12	10	49585	42345
54	51	17	17	30	31	16	18	33514	18821
58	55	18	12	28	31	14	14	22041	8742

Source: Banque Mondiale: «Rapport sur le développement dans le monde 1999-2000»

و نشير إلى أن تطور الصناعة الجزائرية كان يتميز بطريقة تمويل مركزية و إدارية إحتكار الدولة للتجارة الخارجية، و تسيير اشتراكي للمؤسسات و قيمة أعلى للدينار. إن هذا القطاع كان مدعما من خلال المداخل البترولية العالية، و إصدار النقود، و التمويل الخارجي. وعلى هذا الأساس، فإن التصنيع كان من نتائجه: نمو اقتصادي مدعم و خلق مناصب شغل لكل الفئات الاجتماعية. هذه الاستراتيجية الخاصة بالاستثمار ستتوقف في بداية الثمانينات بسبب مشاكل التسيير التي بدأت تظهر على مستوى المؤسسات الوطنية، "من بعض المشاكل التي صارت الجزائر تصادفها في مجال ضمان مصادر تمويل جديدة حسب التصنيع التي تم تبنيها. و على هذا الأساس، تم إطلاق برامج إعادة الهيكلة أولا تم الإصلاحات في مرحلة ثانية. و يتبين من نتائج السنوات السابقة أن الصناعة عرفت عدة مشاكل كان من نتائجها انخفاض الإنتاج و ري تم الاستثمارات.

و منذ 1989 انخفض ان مؤشر الإنتاج الصناعي بـ 25.8 % بينما إستقر استعمال القدرات في حوالي 30 % إلى 60 % حسب الوحدات. القيمة المضافة للقطاع الصناعي غير تمثيلية بما فيه الكفاية على مستوى الناتج الوطني الإجمالي، كما أن صادرات المنتجات الصناعية لم تعرف تطورا منذ عدة سنوات. إن هذا الركود الذي يعرفه القطاع الصناعي يفسر بأسباب هيكلية مرتبطة بنماذج التنمية و لكن أيضا بأسباب ظرفية ناتجة عن عملية الإصلاحات و التعديل الهيكلي. و يعود سبب الانخفاض التدريجي لمستوى الإنتاج في القطاع الصناعي إلى عدة عوامل:

· سوء إستعمال لإمكانات الإنتاج المتوفرة (50 % في المتوسط في 1994-1995) الذي يؤدي إلى إنتاجية غير كافية و يجعل القطاع خاضعا للخارج فيما يخص المدخلات.

· ضعف الطلب الوطني بسبب انخفاض القدرة الشرائية للمستهلكين و منافسة المنتجات الأجنبية، و خاصة في مجال سلع الاستهلاك الغذائية (النسيج و سلع التجهيز المحلي) و ذلك في إطار تحرير التجارة الخارجية.

· المعدل الضعيف للإنتاجية المتوسطة في هذا القطاع والأهمية المعتبرة لحصة الأجور من القيمة المضافة (42 % في المتوسط في 1995).

· تدهور الوضعية المالية للعديد من المؤسسات العمومية و الذي يترجم إلى مكشوف هام و متزايد.

· وجود عرض متوفر من اليد العاملة غير المؤهلة (معدل الأمية يقارب 33 % في تونس في 1995 و 38 % في الجزائر و 56 % في المغرب)، و سلبات أنظمة التكوين و التعليم.

جدول رقم 8: وضعية الجزائر حسب معدل التنمية البشرية في 1998

الفرق مؤشر التنمية البشرية التفاح المحلي الإجمالي	وضعية التفاح المحلي الإجمالي	وضعية مؤشر التنمية البشرية	قيمة مؤشر التنمية البشرية	
-27	80	107	0.683	الجزائر
-22	102	124	0.589	المغرب
-29	72	101	0.703	تونس
-11	108	119	0.623	مصر

Source: PNUD : Le rapport du développement humain 2000.

إن هيكل المبادلات تعكس عدم كفاية تنوع الهياكل الإنتاجية الاقتصادية. فبعد 4 عشريات بعد الاستقلال، بقيت الصادرات تخص على العموم المنتجات الأولية (حوالي 95 %)، أو ذات قيمة مضافة ضعيفة (منتجات زراعية - غذائية، المحروقات، المناجم، النسيج... الخ). أما بالنسبة للواردات، فهي تخص السلع الزراعية - الغذائية من جهة و السلع الوسيطة و السلع الرأسمالية من جهة أخرى. فواردات السلع الغذائية لوحدها تمثل حوالي 27 % من الواردات الإجمالية للجزائر في 1993 مقارنة بـ: 8 % في تونس و 17 % في المغرب. بينما واردات الآلات و عتاد النقل فهي تمثل حوالي 31 % من إجمالي الواردات الجزائرية و 32 % من الواردات التونسية و 29 % من الواردات المغربية. أي أن تكوين رأس المال و الحفاظ على مستوى النشاط الداخلي خاضعين للواردات من السلع الزراعية - الغذائية، سلع التجهيز و الخدمات المرتبطة بعجز القطاع الزراعي عن تموين السكان و لقطاع صناعي عاجز عن إشباع الطلب المحلي من الاستثمار. هذه الصعوبات الرئيسية على مستوى العرض تحد من إمكانيات اللجوء إلى وسائل أخرى كتخفيض العملة من أجل ترقية تنافسية السلع المصنعة لأنها ستعمل على ارتفاع أسعار المدخلات و السلع الرأسمالية المستوردة.

و نتيجة أزمة القطاع الخارجي و غياب الأنظمة الإنتاجية المتنوعة، فإن عملية خلق مناصب الشغل وجدت نفسها متباطئة في مواجهة ارتفاع معدلات البطالة التي قدرت بـ 30 % في الجزائر مقابل 19 % في المغرب و 20 % في مصر. و الشريحة الأكثر عرضة للبطالة هي التي تتواجد في مستويات الأعمار الأقل من 25 سنة. و نشير إلى أن ارتفاع معدلات البطالة و المرتبطة بضغط الطلبات الاجتماعية أدى إلى جعل التوازنات في الميزانية هشة. كما أن ندرة الموارد الخارجية و عدم تكيف أنظمة التكوين و البحث عرقلت من عمليات التصنيع.

3.4. خصائص منطقة التبادل الحر بين الاتحاد الأوروبي و الجزائر

تتميز منطقة التبادل الحر بين الجزائر و الاتحاد الأوروبي بأربع خصائص على الأقل [8]:

- هي منطقة للتبادل الحر بين بلد من جهة و مجموعة بلدان من جهة أخرى.
- هي منطقة للتبادل الحر بين إقتصاديات ذات مستويات نمو مختلفة.
- هي منطقة للتبادل الحر بين دولة صغرى تمتاز باقتصاد منعزل، غير تنافسي و غير متنوع من جهة، و مجموعة بلدان تكاد تكون في أرقى درجة من التكامل الاقتصادي من جهة أخرى.
- هي منطقة للتبادل الحر بين طرفين يطبقان سياسة حماية بينية متفاوتة. يضاف إليها سياسة أوروبية حمائية في مجال المنتجات الزراعية، و التي تضمنتها السياسة

الزراعية المشتركة للحد من صادرات دول حوض البحر الأبيض المتوسط غير الأوروبية من المنتجات الزراعية و الغذائية.

فهذه الحالة تختلف عن الحالة الكلاسيكية المتمثلة في التقاء دولتين أو مجموعة دول ذات مستويات متقاربة فيما يتعلق بدرجة النمو و الاندماج والحماية البيئية حول مشروع إنشاء منطقة مشتركة للتبادل الحر. و على هذا الأساس، فإن المثال الجزائري - الأوروبي يكتسي بالأساس صيغة تباينية، فغياب التماثل و التناسق يكمن في العناصر التالية :

. الاختلاف و الفرق الواسع في مستوى التنمية، و القدرات التكنولوجية و التجارية و المالية، و في القوة التفاوضية، أي بين مجموعة مكونة من 15 دولة قوية و على درجة عالية من التقدم، و هي المجموعة الأوروبية، و اقتصاد واحد نام.

. الاختلاف الواسع في الثقل البشري و الاقتصادي و السياسي، و الاختلاف الواسع في مكانة الطرف عند الآخر. فالإتحاد الأوروبي يمثل حوالي 65% من التجارة الخارجية الجزائرية بينما مكانة الاقتصاد الجزائري تنحصر في 5% من التجارة الخارجية كما أن الجزائر تعاني من تبعيتها لمورد مهيم جعل تجارتها الخارجية لا تعرف تغيرا كبيرا و اعتماد إيرادات الصادرات على نشاط معين ، و قطاع زراعي ضعيف الكفاءة.

. عدم التكافؤ: و يمكن أن يشمل على التكافؤ في حجم السوق من ناحية العرض و الطلب، مستوى المعيشة، رد الفعل إزاء الصدمات الخارجية و في هياكل المبادلات.

. كما أن الإتحاد الأوروبي يتجنب في مشروعات الاتفاقيات التي يجري التفاوض عليها مع الدول المتوسطة تقديم أية مزايا تفضيلية من طرف واحد كما كان الأمر في اتفاقيات التعاون لعام 1977، و أصبحت الاتفاقيات المتوسطة الجديدة تقوم على تبادل المزايا بين الجانبين، مع بعض التسهيلات في منح فترات انتقالية تؤخر التزام دول المتوسط بتقديم المزايا المقابلة لفترة تمتد إلى 12 سنة.

4.4. الآثار الاقتصادية المتوقعة على القطاع الصناعي

إن الاتفاق المتوقع يمثل فرصا و تحديات معتبرة على المؤسسات الصناعية على مستوى تنويع الأسواق، التنافسية و نوعية المنتوجات. فما هي بالنسبة للصناعة الجزائرية الفرص و العراقيل لإقامة منطقة التبادل الحر؟ و ما هي جوانب القوة و الضعف للقطاع الصناعي الوطني في مواجهة هذا التحدي؟

لا شك أن هناك واقعا جديدا سيواجه المؤسسات الجزائرية، و يتمثل في تلك المنافسة التي ستنشأ حتما، عن طريق إزالة القيود الجمركية و غير الجمركية التي كانت تواجه السلع الأوروبية عند دخولها السوق. فهذا تحد و منافسة. و في نفس الوقت هناك فرصة موجودة أمام المؤسسات الجزائرية: سوق الدول الأوروبية مفتوح بحجم 380 مليون نسمة و بمعدل دخل فردي 20 ألف دولار سنويا.

و هذا معناه سوق واسعة في نفس الوقت تحد منافسة ستواجه المؤسسات الجزائرية داخل حدودها. إن مثل هذا الوضع سيفرض على الجزائر تحديات عديدة أولها أن الصناعات الجزائرية تعودت على الباب المغلق و عدم المنافسة حيث ظلت تعمل في ظل إحتكارات و قيود تفرضها الدولة سواء عن طريق حظر (إحتكار) أو رسوم جمركية مرتفعة. و هذا يجعل الصناعات الجزائرية تعمل في جو يخلو من أية

منافسة، مما يؤدي بدوره إلى ارتفاع التكلفة و عدم الكفاءة. ما لم يكن المنتج عرضة للمنافسة الخارجية و يشعر بالخطر إذا تهاون في تحسين الكفاءة الإنتاجية الصناعية فإنه سيتواكل و سترتفع تكلفة السلع التي ينتجها كما أنه سيحقق أرباحا غير طبيعية مستندا إلى الحماية الإجبارية التي توفرها له الدولة من دون مراعاة المواصفات و الجودة ما دام المستهلك مجبراً على استهلاك السلعة المعروضة. معنى هذا أن أول شيء يجب على المؤسسات الجزائرية أن تبدأ التفكير فيه هو الجودة و المواصفات القياسية، و الأهم من هذا رفع الكفاءة الإنتاجية، إذ أن السلع الأوروبية ذات جودة مرتفعة و على مستوى كبير و بالتالي تكون تكلفتها منخفضة، فتمثل تهديدا للعديد من الصناعات.

إن إقامة منطقة تبادل حر يعني، كما أشرنا إليه سابقا الانتقال التدريجي من نظام تفضيلي قائم على أساس التنازلات التجارية من طرف واحد و هو الاتحاد الأوروبي إلى اتفاق شراكة من الجيل الجديد مما يؤدي إلى وضع تنازلات تجارية متبادلة بين الطرفين الموقعين على هذا الاتفاق. و في غياب تحرير معتبر لمبادلات السلع الزراعية فإنه لا يعني سوى إنفتاح مبرمج على مدى 12 سنة للسوق المحلية أمام السلع الصناعية القادمة من الاتحاد الأوروبي.

إن منطقة التبادل الحر الجديدة لا تفيد كثيرا التجارة الخارجية لأنها تركز أساسا على فتح السوق الجزائرية أمام المنتجات الأوروبية بصورة مكثفة، بينما تبقى السوق الأوروبية بالنسبة للصادرات الجزائرية على ما هي عليه. و نشير الى أن أثر هذا الاتفاق على خلق تدفقات جديدة في التجارة ما بين الجزائر و الاتحاد الأوروبي يخضع كما ذكرنا لسلوك مرونة الواردات للشركاء مقارنة مع نمو الناتج المحلي الإجمالي. فالسوق الأوروبي يمثل في المتوسط حوالي 60 % من الصادرات الجزائرية و معدل تغطية السلع كان يتراوح إلى 118.4 % في 1999.

إن آثار الاتفاق على ديناميكية الصادرات الجزائرية تختلف حسب نوعية السلع المصدرة . فنمو السوق الأوروبي سيكون ملائما جدا للصادرات ذات مرونة الطلب العالية. فالمنافسة على مستوى السوق الأوروبي تبقى نشطة. فأهم منافسي الصناعة الجزائرية يقعون على المدى القصير الشركاء المتوسطيين في المجموعة. و لكن على المدى المتوسط فإن مجال المنافسة سيتوسع . وإن أول محور يتعلق بكثافة و ازدياد المنافسة يأتي من الانفتاح الواسع للسوق الأوروبي على مؤسسات دول الشرق و آسيا. فلقد التزم الاتحاد الأوروبي في إطار اتفاقيات شراكة مع الجانب الأول و المنظمة العالمية للتجارة من الناحية الثانية على فتح سوقه على منافسي الدول المتوسطية. و في العديد من القطاعات الحساسة، فإن الدول المغربية مثلا ستعرض إلى ما يطلق عليه الاقتصاديون بأثر المقص ما بين الدول الآسيوية و دول أوروبا الوسطى و الشرقية و التي ازدادت حصصها من السوق.

و من جهة أخرى، فإن الجزائر تسعى إلى فتح تدريجي للسوق المحلي على السلع الصناعية الأوروبية على أساس المعاملة بالمثل. فإقامة منطقة للتبادل الحر سيرفع من إمكانيات الدخول للسلع الأجنبية إلى السوق المحلي. هذا التوسيع يخص القطاعات التي تكون فيها حصة الواردات محدودة أو معدل الحماية الجمركية عاليا و تلك السلع التي يكون فيها معدل الحماية يتجه إلى الانخفاض و يكون فيها مستوى تنافس الصناعات المحلية ضعيف.

و عندما نقوم بتحليل مستوى دخول السلع الأجنبية إلى السوق المحلي، نستنتج أنه يختلف من قطاع الى اخر، فهو يتجاوز %34 لمجموعة القطاعات التالية (سلع

(التجهيز) و يتراوح الى 12% القطاعات التالية (سلع الاستهلاك) و يغطي أقل 20% من الطلب المحلي للقطاعات التالية (سلع نصف مصنعة) و أقل من 30% للمواد الغذائية. كما أن اثار منطقة التبادل الحر على النسيج الصناعي بالنسبة للاقتصاد الجزائري يختلف حسب القطاعات، وذلك حسب درجة انفتاحها و مستوى كفاءتها في الأداء. إلا أن هذا التحرير الكامل و الفوري يستدعي بعض التوضيح:

. إن لإزالة الرسوم الجمركية و غير الجمركية معاني متعددة بالنسبة للمصدرين الأوروبيين. فبالغاء كافة القيود على استيراد المعدات ذات التقنية العالية و المتوسطة في الجزائر، سوف يحصل المصدرون الأوروبيون على مكاسب عديدة في مختلف مراحل البيع، تتمثل في حماية حقوق الملكية الصناعية و التجارية (براءات الاختراع، علامات مسجلة... الخ)، و في إستقطاب السوق الجزائرية للتكنولوجيا (ترسيخ طرق الإنتاج الأوروبية، و توفير قطع الغيار و بعض خدمات الصيانة)، إذن، فإن إجمالي الأرباح المتوقعة من تحرير استيراد هذا النوع من المنتجات يتعدى في الواقع ما تبينه الإحصاءات الجمركية.

. التحرير الكامل و الفوري لاستيراد هذه الفئة من المنتجات يضع الجزائر أمام خيارات صناعية هامة في الأجلين المتوسط و البعيد. صحيح ان هذه المعدات لن تنافس الإنتاج الجزائري في المدى القصير، و لكن الوضع قد يختلف في المدى البعيد. فبتطور القدرات العلمية و التكنولوجية و الصناعية الجزائرية قد تصبح الجزائر قادرة في المستقبل على تصنيع و لو جزء من هذه المعدات محليا. و مما لا شك فيه أن انفتاح السوق الجزائرية لاستيراد هذه المعدات دون حماية مع دخول الاتفاقية حيز التطبيق، خاصة و إن لم يصحبه تعاون فني و صناعي مكثف بين أوروبا و الجزائر في هذا المجال بالذات، سوف يعرقل أي تقدم جزائري في صناعة هذه المعدات، إن لم يقض على هذه الصناعة.

. إن التحرير الكامل و الفوري لاستيراد هذه المعدات سوف يؤثر على عملية تحديث الإنتاج الصناعي الجزائري، فمن شأن إستخدام رجال الصناعة الجزائريين الأوسع، و الأقل تكلفة لمعدات و تكنولوجيات متطورة، أن يشجع عملية التحديث السريع و المكثف للإنتاج الذي غالبا ما يؤدي إلى تخفيض العمالة على حساب راس المال، أي إلى زيادة نسبة البطالة، كما لا يشجع على التأهيل المهني للأيدي العاملة.

. إن وصول هذه المعدات الأوروبية بشكل حر و مباشر إلى الأسواق الجزائرية لا يضمن بالضرورة مركزا متميزا للصادرات الأوروبية في الجزائر- فإتفاقية "الجات" و منظمة التجارة العالمية - اللتان ستقرهما الجزائر مستقبلا و دول الاتحاد الأوروبي - تفتح كل أسواق العالم، بما في ذلك السوق الجزائرية للمنافسة الدولية التي تشمل أكثر من 120 دولة عضو في المنظمة العالمية للتجارة. و مع قواعد عدم التمييز التي تنص عليها إتفاقية الجات و المنظمة، سوف يتعين على المعدات المذكورة، و على كافة المنتجات الصناعية القادمة من القارات الخمس، أن تتنافس في جميع أسواق العالم، بما في ذلك السوق الجزائري. و عندئذ سوف يصبح للمستوردين أينما كانوا: حرية المقارنة بين جودة المنتجات المعروضة، و تكلفتها، و كفيته التمويل، و الأمانة، و مستويات الأداء، و المميزات المختلفة، قبل إقدامهم على الشراء، و سوف يجد الاتحاد الأوروبي نفسه في موضع منافسة مع سائر دول العالم في السوق الجزائرية - و لن تصبح سلسلة المكاسب بالشيء المؤكد و المضمون.

إن النظام الإنتاجي الحالي لا يملك قدرة تنافسية عالية في مواجهة تزايد حدة المنافسة الدولية و المحلية، كما أن حرية دخول السلع المصنعة الأوروبية إلى السوق

تمثل تحديا حقيقيا أمام الصناعة الجزائرية و لكن الوضعية تختلف من قطاع إلى آخر كما يظهر من خلال معدل الحماية الجمركية و معدل الدخول إلى السوق المحلي:

. الصناعات التنافسية ذات الحماية الضعيفة: التبادل يطرح مشكل.

. الصناعات التنافسية ذات الحماية الكبيرة والصناعات غير التنافسية ذات الحماية الضعيفة.

. الصناعات غير التنافسية و ذات الحماية الكبيرة: ستكون الأكثر عرضة لمنطقة التبادل الحر .

و على هذا الأساس، كم من القطاعات الاقتصادية ذات الكفاءة و المصدرة تتطلب عملية التأهيل: المؤسسات الاستراتيجية التي تنتج سلع التجهيز و السلع الوسيطة، المؤسسات ذات الكفاءة الانتاجية و المالية الجيدة، المؤسسات ذات الكفاءة الكامنة من الناحية المالية و الانتاجية، المؤسسات المعوقة من الناحية الهيكلية. كما أننا يمكن تقسيمها بطريقة أخرى الى :

. الصناعة ذات الكفاءة و المصدرة.

. الصناعة التنافسية و تتطلب عملية التأهيل.

. الصناعة غير التنافسية و تدور في السوق المحلي و المحمي.

هذه الآفاق تدعو إلى إعادة هيكلة المؤسسات من أجل تشجيعها على الإسراع في الدخول إلى أسواق جديدة أو إنتاج جديد و بتكلفة أقل. إن الأنشطة الصناعية التنافسية في الجزائر محدودة، فهي تعتمد أساسا على المزايا النسبية التي تمثلها الأنشطة المركزة على عنصر العمالة و محدودية توسيع طاقة إستيعاب القطاعات التنافسية. و كذلك يصعب توسيع رقعة و مجال الأنشطة التنافسية بحكم وسائل الحماية الاقتصادية اللازمة لمتابعة نمو الصناعة الناشئة. كما أن إعادة الهيكلة الصناعية تستلزم برنامجا إستثماريا ليس فقط في القطاعات المعنية بل أيضا في جميع الخدمات والميادين المرافقة للإستثمار المنتج (البنية التحتية، و الخدمات و التكوين وإعادة التدوير). و يمكن تحديد بعض الفروع الصناعية التي تملك فيها الجزائر بعض المزايا النسبية التي يمكن تحويلها إلى مزايا تنافسية: البتروكيميا، المناجم، الصناعات الكهربائية و الإلكترونية، الصناعات الميكانيكية (التصدير على المدى)، صناعة الحديد والصناعات المعدنية، (إحلال الواردات). و في مواجهة منطقة التبادل الحر، فإن القطاعات الصناعية سيكون لها رد فعل مختلف حسب وضعيتها التنافسية، و إمكانياتها للاندماج في ديناميكية الصادرات أو الدفاع عن وضعيتها في السوق المحلي. إن ملاحظة الوضعية الحالية لمؤشرات كفاءة الأداء و لحالة الهياكل تعطي فكرة عن الجهود الواجب تحقيقها من طرف المؤسسات من أجل الصمود أمام صدمة الانفتاح و تقوية وجودها على مستوى الأسواق الخارجية.

و نشير إلى أنه حاليا يتم تمويل السوق المحلي بنسبة 57.1 % (1998) عن طريق الواردات، و أغلبية القطاعات مفتوحة على الخارج. و لقد عرف نمو الإنتاج الصناعي تراجعاً قدر بحوالي 2.3 % في 2000 و مقارنة مع النتائج المحصل عليها ما بين 1998-1999 فإن الإنتاج الصناعي للقطاع العمومي عرف انخفاضا قدر بـ: 1.5%. و نشير إلى أن الظروف التي تطور فيها القطاع العمومي أثناء الفترة 1990-2000 أثرت بطريقة سلبية على نتائج القطاع: انعدام مستمر

للاستثمار، سواء بالنسبة لتجديد أداة الإنتاج أو توسيع القدرات الإنتاجية، غياب سياسة التسويق على مستوى المؤسسات، مما كان له أثر في تقادم المنتج، بيروقراطية أدت إلى توليد تكاليف إنتاج عالية، انفتاح على اقتصاد السوق في وقت كانت المؤسسات مازالت في مرحلة إعادة هيكلة.

جدول رقم 9: تطور مؤشر الإنتاج للقطاع الصناعي حسب فروع النشاط ما بين 1999-2000 (%)

معدل استعمال الإمكانات	تطور الإنتاج 2000-99	حصة من إجمالي الإنتاج القطاع	
30	5.1	10	صناعة الحديد / التعتين
37	1.1-	6	الصناعة الميكانيكية /المعدنية
47	3.4	8	الصناعة الإلكترونية /الكهربائية
64	5.1	10	مواد البناء /الزجاج
24	0.6-	3	الخشب / الورق / سلخ أخرى
65	9.4 -	49	الزراعات الغذائية
31	13.5-	4	النسيج و الجلود
44	6.4	9	الكيمياء - الصيدلة - الأسمدة
44	2.3-	100	مجموع الإنتاج

المصدر: وزارة الصناعة و إعادة الهيكلة، 2000.

ومن بين القطاعات التي تعرف عجزا، نشير إلى الصناعة الميكانيكية /المعدنية، الخشب/الورق،، الزراعات الغذائية و النسيج و الجلود. كما أن هناك بعض الصعوبات الاقتصادية التي يواجهها النسيج الصناعي. هذا و يبقى نمو الصناعة الوطنية ضعيف، و من بين الأسباب تقادم الأجهزة الإنتاجية (العناد الإنتاجي) في بعض القطاعات، والعدد الكبير للعمال في بعض القطاعات الأخرى، ثم إن ضعف مستوى الأجور لا يحفز على خلق المردودية.

و من المتوقع عليه أن الأثر الإيجابي على الرصيد التجاري لا ينتج إلا على المدى البعيد عندما تدعم الاستثمارات الأجنبية الهياكل الإنتاجية للاقتصاد الجزائري. إن نشاطات إعادة التوظيف الأوروبية نحو الجزائر لا تمثل إلا حصة ضعيفة جدا من إجمالي إعادة التوظيف نحو العالم . تشجيع هذه العمليات يستدعي تحديد الشروط و القطاعات التي يمكن تطويرها على المدى المتوسط من خلال عمليات الشراكة التي تسمح للمؤسسات الأوروبية بالحفاظ على مستوى الكفاءة و التنافس، للمؤسسات الجزائرية بالحصول على حصص من هذه الدول و إكتساب الخبرة في وضعية عالمية شديدة التنافس.

إن الصناعة هي القطاع الذي سيظهر فيه تأثير منطقة التبادل الحر عند دخولها حيز التطبيق، و نفس الشيء فإنه القطاع الذي تكون فيه الآثار الديناميكية الكامنة جد كبيرة:

هذا يساعد على خلق نسيج صناعي حقيقي ديناميكي و خلق مناصب شغل، نسيج يتكون من المؤسسات العمومية التي تمثل حوالي 80 % من الإمكانيات الصناعية للدولة (حوالي المائة في نهاية 1997)، أما 20 % الباقية فإنها تمثل نسيجا من الصناعات المتوسطة و الصغيرة و المؤسسات الصغيرة و المتوسطة الخاصة التي يبلغ عددها حوالي 25000 مؤسسات صغيرة و متوسطة ذات رؤوس أموال خاصة (حسب معطيات وزارة الصناعة و إعادة الهيكلة). إن القطاع الصناعي يغطي مجمل الصناعات المصنعة : كل الصناعات خارج المحروقات، ناقص المناجم و المحاجر

و خارج إنتاج الكهرباء. أما نشاطات هذا القطاع فتمس: 1 - الصناعات القاعدية: الميكانيك، الصناعات المعدنية و الحديدية؛ 2 - الصناعات الإلكترونية و الكهربائية؛ 3 - الصناعة الزراعة الغذائية؛ 4 - النسيج و الجلود؛ 5 - مواد البناء (الأسمت، مصانع الأجر)؛ 6 - تحويل الخشب؛ 7 - الكيمياء، الصيدلة، الأسمدة.

. كل السلع الصناعية هي الآن محمية و آثار نزع الحماية ستختلف أهميتها من منتج إلى آخر وحسب الأهمية النسبية للإنتاج المحلي المعني بالحماية.

. الصعوبات الرئيسية التي يمكن إظهارها مع الانخفاض الجمركي تقع في قطاعات السلع الوسيطة و سلع الاستهلاك. و في قطاع سلع التجهيز، فان الحماية المحلية التي هي معرضة للخطر بسبب الانفتاح الجمركي تبقى متواضعة.

. الإنخفاض الجمركي سيعمل على تخفيض تكلفة تكوين رأس المال في الجزائر (تونس 13 %) و هذا الأثر سيعمل على رفع كفاءة الأداء الصناعية.

كما أن تحرير التجارة الخارجية مع الاتحاد الأوروبي يفرض على الجزائر أن تستعد للتخلي عن بعض النشاطات المحمية و التي لا تتطابق مع الميزة النسبية. و جزء من النشاطات المستغنى عنها يمكن أن يعتبر المقبول أو المرغوب فيه للإختيار الخاص بإنشاء منطقة التبادل الحر، من جهة أخرى، يوجد جزء من الناتج المحلي الإجمالي الذي سيجد نفسه مهددا بسبب انفتاح الحدود الجمركية و الذي يقابل التخصص للاقتصاد الجزائري.

أما فيما يخص العمالة، فإن تحفيز النشاط الاقتصادي و خاصة في القطاعات ذات الكثافة في اليد العاملة أن يحافظ على العديد من مناصب العمل. لكن يمكن للاتفاق أن يرفع البطالة عن بعض الأصناف المهنية والاجتماعية الأخرى، و يجعل بعض قطاعات النشاط في وضعية صعبة. فالأثر الشامل على العمالة يخضع لسياسة إعادة الهيكلة و المساعدة على التحول الإقتصادي:

. فتكاليف التصحيح على مستوى سوق العمل، يعني الانتقال أو تغيير النشاط من قطاع إلى قطاع آخر.

. أما تكاليف تصحيح رأس المال فهي ناتجة عن التغييرات في الأسعار النسبية عندما تصبح بعض التجهيزات في المؤسسات غير قابلة للاستعمال أو غير مكيفة.

إن تحرير المبادلات الصناعية يؤدي إلى إعادة تخصيص العمل في بعض القطاعات، و بالتالي إلى بعض البطالة الناتجة عن تحويل العمل، أو التسريح. كما أن إلغاء الحواجز الجمركية و غير الجمركية سيرفع من المنافسة الأوروبية و يؤدي إلى اختفاء المؤسسات الأقل تنافسية.

إن البطالة ستمثل صعوبة على المدى القصير و فرصة على المدى البعيد. فعلى المدى القصير سينتج إعادة تخصيص موارد القطاعات غير التنافسية عن طريق الواردات ، نمو القطاعات التنافسية التي ترفع صادراتها. و يبين Erol Taymaz في دراسة له مثلا أن انخفاض ب 1 % في الحقوق الجمركية خلق عشرات الآلاف من مناصب الشغل في المتوسط في تركيا في السنوات الأخيرة. كما أن الدول التي يساهم فيها القطاع العمومي بطريقة كبيرة كالجزائر، و التي يكون فيها حجم الصناعات الموجهة للاستهلاك المحلي اقل كفاءة ستكون الأكثر تعرضا للبطالة. و على هذا الأساس فان التدرج في إلغاء التعريفات الجمركية قاعدة لحماية الصناعات

الناشئة المدمجة في اتفاقيات الشراكة، ويمكن للمساعدة الأوروبية في المجال الاجتماعي أن تخفف من ارتفاع البطالة.

5 - السياسات المرافقة في القطاع الصناعي

إن الآثار المتوقعة من التقارب الاقتصادي ما بين الجزائر و الاتحاد الأوروبي تخضع أساسا إلى مجموعة من السياسات المرافقة التي يجب تبنيها من طرف الجزائر و لكن أيضا إلى حجم التنازلات الأوروبية في مجال النفاذ إلى السوق الأوروبي، إذ أن الشراكة لوحدتها لا تستطيع حل الصعوبات الاقتصادية، تمويل و عصرنة و الاندماج في الاقتصاد العالمي، فما هي شروط نجاح هذا الاتفاق؟

تفترض إنشاء منطقة التبادل الحر بين الجزائر و الاتحاد الأوروبي توفر العديد من عناصر النجاح المهمة على جميع المستويات منها ضرورة تأهيل الاقتصاد كليا و نوعيا و بالخصوص بالنسبة للمؤسسات الصغيرة و المتوسطة قصد اكتسابها المرودية و النجاعة لتتمكن من منافسة المؤسسات الخارجية في فترة زمنية لا تتعدى 12 سنة.

إن سياسة إعادة التأهيل ترمي إلى تحسين كفاءة أداء المؤسسات الجزائرية. و يمكن لبرنامج إعادة التأهيل أن يكون له أثران إيجابيان:

تحسين الإنتاجية و المنافسة على مستوى السوق المحلي (إلغاء حواجز الدخول تحفز مباشرة الإنتاج و تولد طلبا استثماريا إضافيا). وإذا نجح في تحسين إنتاجية أداة الإنتاج و جعلها أكثر تنافسية، فإن تحرير المبادلات سيكون مرادفا للنمو الإقتصادي. و على هذا المستوى، ينبغي أن يكون هدف السياسات الاقتصادية المرافقة ضمان أحسن شروط الإنتاج. كما أننا نشير الى أن إعادة التأهيل هذه ليست فقط مشكلة مالية بالنسبة للمؤسسات الجزائرية، ولكنها قضية استراتيجية صناعية، موارد بشرية، التحكم التكنولوجي و هياكل دعم للتأهيل. و لكن هذه العوامل تبقى خاضعة كلها لمشكلة التمويل.

و يمكن للشراكة الأوروبية المتوسطية و من خلال دعم برامج MEDA و الاستثمارات الأجنبية، أن تضمن جزءا من هذا التمويل.

كذلك يبقى التأهيل قضية تعبئة موارد التمويل الداخلية: فهل النظام البنكي و المالي في الجزائر قادر على القيام بهذه المهمة؟ إن مشكلة التمويل تطرح طبيعة النظام المالي؟

نوع موارد التمويل للمؤسسات هو تحد أساسي للسنوات القادمة. و هذا التنوع يمر من خلال تطوير سوق القيم المالية: فهل يمكن للبورصة أن تكون وسيلة وساطة و بأي شروط سيتم ذلك؟

كما أن التعاون من أجل عصرنة القطاع الصناعي عبر ما يسمى "بالشراكة" يظهر اليوم كضرورة من أجل مرافقة الاندماج في الاقتصاد العالمي. فهذه الشراكة هي إحدى الأدوات الرئيسية لوضع السياسة الصناعية للدولة حيز التطبيق، من أجل إعادة تأهيل الأداة الإنتاجية و توسيع النسيج الصناعي الوطني .

إن هذه الشراكة يمكن أن تطبق في 3 مجالات [9]:

- أداة الإنتاج الموجودة و خاصة المركبات الصناعية.
- قطاعات النشاط حيث مازال هناك فرص في الأسواق الواجب إشباعها.
- قطاعات النشاط غير المغطاة بالصناعة الوطنية.

الجدول رقم 10: مخطط إعادة التأهيل

صيرورة إعادة التأهيل	
المحيط	المؤسسة
المؤسسي و التنظيمي	الشخص الإستراتيجي الشامل
الهياكل القاعدية و الخدمية	مخطط إعادة التأهيل و برنامج التمويل
البنكية و المالية	المصادقة على مخطط إعادة التأهيل
الدوافع و الدشجعات للاستثمار	تنفيذ و متابعة مخطط إعادة التأهيل
و الأبحاث التحالفات و عن الأسواق الشركة	الصادرات نظام الإنتاج الكوادر و التدريب
	التسيير و التنظيم
	القدرة على المنافسة
الصادرات	السوق المحلي

Source: <http://www.mir-algerie.org>

إن الدولة يجب أن تحسن من الإطار و المحيط الضروري لتطوير الشراكة، و تحسين مناخ الأعمال لاستقطاب الاستثمارات بطريقة تساعد على خلق المزايا النسبية، و هذا ممكن نظرا للإمكانيات التي تتوفر عليها الجزائر:

- الهياكل القاعدية الصناعية و اليد العاملة المؤهلة.
- المواد الأولية و الطاقوية المتوفرة بالسعر التنافسي.
- تطوير خدمات الدعم للصناعة: كالخدمات المعلوماتية، التكوين، البحث و التطوير، الاستشارة، المقاييس، مراقبة النوعية، حماية الملكية الصناعية... الخ. كما أنها تتطلب وضع حيز التطبيق لنظام الإعلام الصناعي من أجل التعرف على التطورات التكنولوجية التجديدات، تسويق النتوجات، إمكانيات الشراكة و الاستثمار

إن الإجراءات الخاصة بالإنعاش الاقتصادي الموضوعية حيز التطبيق للمؤسسات الصناعية اقتصرت فقط على الإجراءات المالية "البنوك-المؤسسات"، و على التطبيق ميدانيا لبرنامج الهيكلية الصناعية. فهناك إجراءات أخرى على المؤسسات الصناعية القيام بها، رغم الصعوبات و التطورات الداخلية، كتطوير الشراكة الصناعية بأشكالها المختلفة و خاصة المالية منها، وبشكل أخص التكنولوجيات المولدة للثروة، تحسين نوعية المنتوجات، عصرنه طرق التسيير و أدوات الإنتاج، تحسين خدمات دعم الصناعة و عن طريق انفتاح راس المال أو تكوين فروع مشتركة، و أيضا عن طريق إدماج أفواج و إطارات أجنبية ضمن موظفي التاطير و الإدارة من أجل تحكم احسن في تقنيات التنظيم.

إن المؤسسة الصناعية يجب أن تجعل من الشراكة أحد العناصر الرئيسية لتطبيق أهداف ترمي إلى:

- تحسين نوعية المنتوجات من خلال المواصفات و تكييفها مع متطلبات الأسواق الأجنبية و المحلية.

- هيكله التمويل و الاستغلال و الاستثمار عن طريق الدخول إلى المصادر الخارجية التي تتمثل في انفتاح راس المال و تكوين شركات مختلطة جديدة.
- فعالية التنظيم عن طريق التقنيات الجديدة.

كما أن توحيد المواصفات يمكن أن يؤدي إلى مكاسب مؤكدة و تسهيل المبادلات ما بين الطرفين. كما يمكن في نفس الوقت أن يلعب دورا إيجابيا في تحويل التكنولوجيا. فدخل إسبانيا مثلا إلى المجموعة الأوروبية فرض عليها توحيد تشريعاتها، لكنه في نفس الوقت سمح لها بارتفاع هام في نوعية السلع حتى صارت قادرة على المنافسة. و هذا لا يمكن أن يتحقق إلا بوجود إعانات مالية و إدارية يمكن الاستفادة منها في إطار برنامج MEDA. إضافة إلى أن وضع حيز التطبيق و مراقبتها سيخلق المواصفات و المعايير صعوبات مؤسساتية و تقنية لن يكون من السهل حلها. إن دول جنوب و شرق حوض المتوسط لا تمتلك أساسا في أغليبتها إدارات كفوة قادرة على ضمان مراقبة فعالة لتطبيق هذه المواصفات.

كما أن كل الدراسات تؤكد على أن الاستثمارات الاجنبية المباشرة، المرافقة للتوقيع على إتفاق تكوين منطقة التبادل الحر، عامل محدد و هام لنجاح مثل هذه الاتفاقيات. و ذلك من أجل تعويض عدم التوازن في ميزان المدفوعات على المدى القصير، و لتحفيز العرض على المدى المتوسط و لاسيما في القطاعات التصديرية، و السماح بتحويلات مهمة في التكنولوجيا. كل ذلك يتطلب ما يطلق عليه بمناخ الاستثمار، و هو مجمل الأوضاع القانونية و الاقتصادية و السياسية و الاجتماعية التي تكون البنية التحتية التي تتم فيها الاستثمارات. و مكونات هذه البيئة متغيرة، كما أنها متداخلة إلى حد كبير. و أهم العناصر المكونة لجاذبية الاستثمار يصعب حصرها و هيكلتها في نموذج كمي قصد التنبؤ بتطورها و ضبط علاقة واضحة مع مستويات الاستثمار الخارجي و تغيراته.

إضافة إلى هذه السياسات، يجب القيام بتقوية النظام الضريبي لتعويض الانخفاض في الدخل الجمركي من الواردات نتيجة لإزالة التعريفات عن السلع القادمة من الاتحاد الأوروبي. كما يجب التوفيق بين المعايير و مجانسة الإجراءات الجمركية و الإحصائية و تنظيم السوق و سياسة المنافسة و اليات الاستثمار، و زيادة التوجه نحو السوق في الاقتصاديات مع تحرير أسواق عناصر الإنتاج و السلع المحلية لتسهيل نقل الموارد و سرعة الاستجابة إلى تغيرات الأسعار. يتضمن ذلك على وجه الخصوص تحرير القواعد التنظيمية المطبقة على الاستثمار الأجنبي المباشر و قطاع الخدمات، تدعيم برامج الخوصصة و إصلاح القطاع العام للحصول على حوافز أكثر حيادا للمشاريع الاستثمارية و زيادة سرعة استجابة الإنتاج و قطاعات التجارة في الاقتصاد إلى أوضاع السوق. مما سيساهم في زيادة الكفاءة الاقتصادية العامة و المدخرات بالإضافة إلى توسيع المجال أمام القطاع الخاص في الاقتصاد، تعزيز إستقرار الاقتصاد الكلي، بما في ذلك الاستقرار المالي و إنضباط الميزانية و سياسة مرنة لاسعار الصرف لتخفيض التعريفات على وجه الخصوص، و لتحقيق سعر صرف يتميز بالاستقرار و القدرة الحقيقية على المنافسة. كما أن السعي لتخفيف الدين الخارجي قد يقلل من احتمالات جذب المستثمرين لأن خدمة الدين المرتفعة تفرض عبئا ثقيلًا على الموازنة و ميزان المدفوعات. و في سبيل تقليل تكاليف الانتقال الاقتصادي، فإن إقامة شبكة أمان اجتماعي تستهدف تحقيق مزايا للفئات الأكثر تعرضا للضغوط الاقتصادية و إنفتاح السوق.

الخاتمة العامة

الفكرة الأساسية التي يمكن إستنتاجها تتعلق بالخاصية غير المتكافئة لتكوين منطقة التبادل الحر ما بين الاتحاد الأوروبي و الجزائر. إن إنشاء هذه المنطقة يعني تطبيقاً لتدمير جمركي من طرف واحد للحماية إزاء السلع الأوروبية، و بدون مقابل مماثل من طرف الاتحاد الأوروبي مادامت أغلبية السلع المصنعة لها نفاذ حر نحو الاتحاد الأوروبي، كل الآثار تسمح برفع الصادرات بدون أية إشكالية ، بينما تكوين منطقة التبادل الحر تترجم بطريقة و صورة مؤكدة بارتفاع حجم الواردات.

إن الآثار التجارية المنتظرة من تكوين منطقة التبادل الحر لا يمكن أن تكون سوى آثار غير مباشرة، على الأقل فيما يخص السلع المصنعة، هذه الآثار الإيجابية ناتجة عن:

· انخفاض أسعار المدخلات المستوردة من الاتحاد الأوروبي (سلع التجهيز و السلع الوسيطة) للإنتاج الموجه نحو السوق المحلي أو إلى التصدير.

· تحسينات في الكفاءة ناتجة عن نزع الحماية للاقتصاد الوطني أي إرتفاع الإنتاجية بسبب المنافسة الخارجية.

هذه الآثار يمكن لها أن تكون جد معتبرة و بالتالي فان الحصيلة من تكوين هذه المنطقة ستكون إيجابية إذا توفر شرطان: ارتفاع في حجم الاستثمارات الأجنبية و تطبيق سياسة إقتصادية توسعية.

رهان الانفتاح التجاري يظهر أنه صعب بدون دخول معتبر لرؤوس أموال أجنبية، المرتبطة مباشرة بالإعلان عن التوقيع على اتفاق الشراكة، و لكنه غير مؤكد. و على هذا الأساس من الضروري بالنسبة للسياسات الاقتصادية الاهتمام بسياسة الاستثمارات الأجنبية المباشرة و بتوفير المناخ الاستثماري الملائم الذي يجب أن يترافق مع الغاء التعريفات الجمركية. إن هذه السياسة المرافقة تخص تكوين لليد العاملة، الهياكل القاعدية، الشروط المؤسساتية و الإدارية، الاستقرار الاقتصادي و المالي، الإصلاح الجبائي. هذا، و يمكن لمنطقة التبادل الحر أن تحقق ما عجزت برامج التصحيح الهيكلي على تحقيقه عن طريق إعادة تأهيل المؤسسات.

تنتهي هذه الدراسة إلى إشكالية أخرى: إذا كانت الآثار المنتظرة من تكوين منطقة التبادل الحر ما بين دولة في طريق النمو و الاتحاد الأوروبي قليلة كما بيناه ، فلماذا هذه المبادرة ؟. إنه جوهر السؤال الذي طرحه Krugman في مقال له متعلق باتفاقية النافتا [10]. الجواب واضح، إذ يمكن تفسير هذه الاتفاقية بأسباب السياسة الخارجية، و ليس بأسباب إقتصادية. كما أن النظريات الاقتصادية إهتمت في السنوات الأخيرة بتحليل سياسات الانفتاح و الاندماج الاقتصادي في شكل تكتلات إقتصادية إقليمية (و خاصة الاعمال التي قام Dani Rodrik [11])، و تظهر من خلالها أهمية عنصر المصادقية في التوجهات و الخيارات السياسية.

أما فيما يخص الجزائر، فان أوروبا قدمت عرضاً للتبادل الحرّ مع الجزائر بدون الاعتقاد بالنتائج الإيجابية المنتظرة، كترقية النمو الاقتصادي، تحسين أداء المؤسسات المحلية، تحسين الإنتاجية و المنافسة. فمنطقة التبادل الحر لن تصاحبها حوافز إقتصادية جديدة من منظور المستثمر الاجنبي، فتبقى آثارها منحصرة في أبعادها السياسية. إن إنشاء منطقة التبادل الحر مع الاتحاد الاوروبي تمثل إثباتاً و تعزيزاً للمسيرة الانفتاحية للاقتصاد الجزائري، و مصادقية أكثر لإقتصاد السوق المتوخى خلال العقد الأخير. فتعهد الجزائر بإنشاء منطقة التبادل الحر مع الاتحاد الاوروبي

يمثل مصداقية اضافية للتوجه المتبع منذ 1988 و الرامي الى إرساء قواعد لإقتصاد حر و متفتح على العالم. و هذا الخيار من شأنه أن يضيف جاذبية إضافية لمناخ الاستثمار في الجزائر . و على هذا الاساس، يجب ضمان أن يكون هذا الاتفاق عامل محدد لنجاح الاصلاحات الاقتصادية المتبناة منذ الثمانينات و تحقيق الاستقرار الاقتصادي، و تحقيق الرفاهية الاقتصادية، في إطار خصوصيات الاقتصاد الجزائري.

المراجع

الديوان الوطني للإحصائيات الجزائري.

جبيلي عبد الله. و كلاووس اندرس، سبتمبر 1996. اتفاقية الانتساب بين تونس و الاتحاد الاوروبي، التمويل و التنمية.

وزارة الصناعة و إعادة الهيكلة، 2000 .

Sid ahmed A.k, 1998. *Economie du Maghreb: l'imperatif de Barcelone*, (Sous la direction) CNRS, édition, Paris.

Bertrand, et Gouua R, 1998.
«Investissements directs étrangers et développement industriel méditerranéen», In Economica.

Banque mondiale, 1999-2000. *Rapport sur le développement dans le monde*.

Commission générale du plan, 2000. «Le partenariat euro-méditerranéen: la dynamique de l'intégration régionale», *rapport du groupe du travail méditerranéen, économie et intégration*.

Femise. 2001. *Rapport du Femise sur l'évolution de la structure des échanges et des investissements entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens*, mars, 2001.

Institut de la Méditerranée, 1997. «La méditerranée aux port de l'an 2000». (Sous la direction de Jean-Louis reiffers). In Economica. Paris.

Abed L.T., 1998. *Trade Liberalisation and Tax Reform in the Southern Mediterranean Region*, Working paper.

Fontagne L. et Perudy N., 1997. *L'Union européenne et le Maghreb*. OCDE.

Petri P. A., 1997. «The Case of Missing Foreign Investment in the Southern Mediterranean Region», *In Technical paper n°128, OCDE development center*,

Pnud, 2000. *Le rapport sur le développement humain*.

Page S., 1992 «Some Implication of Europe for Developing Countries», *In OCDE-Development center, Technical paper N° 60, April 1992*.

Chevallier A. et Kebajan G., 1997. «L'euro-Méditerranée entre mondialisation et régionalisation». *In Monde arabe - Maghreb, Machrek, Hors série, décembre 1997*.

Gemdev, 1994. «Vers une zone de libre échange Europe-Maghreb », *In Cahier du GEMDEV. 1994*.

Bensidoum et Chevallier A., 1996. «libre-échange euro- méditerranéen: marché de dupe ou pari sur l'avenir». *In La lettre du CEPIL, n°147-juin 1996*.

Ould aoudia J., 1996. «Les enjeux économiques de la nouvelle politique méditerranéenne de l'Europe », *In Monde arabe Maghreb-Machrek, n°153, juillet-sep 1996*.

Ben romdhan ., 1997. «L'accord de libre échange entre la Tunisie et l'union européen un impératif des espoirs, des inquiétudes ». *In Confluences, n°21*.

Devarjan S. Narput S. et Voss J., 1997. *les effets fiscaux de l'accord europe-méditerranée pour les pays du bassins méditerranéen*. Présenté au XLII Congrès annuel de l'Association française des sciences économiques. Paris. 26-27 sep 1997.

Tatmaz E., 1999. "Trade liberalisation and Employment Generation: The Experience of Turkey in the 1980". *In ERF, Sixth Annual Conference, Cairo Octobre. 1999*.

Gautier G. ET Unal-kezenci D., 2000. «Regionalization and Trade Opening: a Focus on the Mediterranean Countries», *In ERF*.

Seventh Annual Conference. Aman, 26-29.
October 2000.

Chatti R., 1999. «An AGE Assessment of FTA between Tunisia and the EU under Product and Labor Markets Imperfection». In *ERF, Sixth Annual Conference, Cairo.*

Augier P. et Garioriek M., 2000. «Trade Liberalization between the Southern Mediterranean and the EU: the Second Impact». Présenté à la conférence FEMISE. Marseille. Fev 2000.

World economic forum. 1998. *The Global Competitiveness Report.* Geneva.

الهوامش

* كلية العلوم الاقتصادية، علوم التسيير و العلوم التجارية (جامعة وهران) - الجزائر.

** كلية العلوم الاقتصادية، علوم التسيير و العلوم التجارية (جامعة وهران) - الجزائر.

[1] نشير إلى أنه على المستوى النظري، فإن مسألة التأثيرات لتكوين منطقة التبادل الحر على دول ذات مستويات مختلفة من النمو الاقتصادي، تبقى هدفا للعديد من الأبحاث النظرية و التطبيقية. و لحد الآن ما زال الإطار الأساسي لفهم التكامل الاقتصادي يعتمد على الكتابات المتعلقة بالاتحادات الجمركية كما قدمت في نموذج **Jacob Viner** الأساسي (1950). و لكن نظرية المبادلات الدولية لم تهتم بالتكامل الاقتصادي ما بين دول ذات مستويات مختلفة من النمو الاقتصادي، و لم يتم ذلك إلا حديثا بعد تكوين النافتا NAFTA.

[2] هناك دراسة وحيدة تمت في هذا المجال و لمزيد من المعلومات، أنظر:

Alain .V.Deardorff: "Algeria and europe: Algerian/Maghreb voices abroad and european reactions", paper presented at the conference *Economics implications of europe-Maghreb trade agreement*, may 14-15, 1999, Bologne, italy, research seminar in international economics, discussion paper Number 442, july 17, 1999.

[3] و تشمل هذه المنطقة كما يجري تعريفها البلدان التالية: الأردن، إسرائيل، تونس، الجزائر، سوريا، لبنان، المغرب و مصر، و إن

كانت هذه الاستراتيجية تشمل أيضا: قبرص، مالطا، تركيا و الدول

التي حلت محل يوغسلافيا السابقة. و للاتحاد الأوروبي إضافة إلى ذلك عدد وافر من أنماط مختلفة من اتفاقيات التجارة الحرة مع بلدان عديدة.

[4] أنظر: صالح م. نصولي و آخرون: "استراتيجية الاتحاد الأوروبي الجديدة لمنطقة البحر المتوسط"، التمويل و التنمية، سبتمبر 1996، ص 14.

[5] - لمزيد من المعلومات ، أنظر :

Heba Handoussa & Jean Louis Reiffers
(coordonnateurs): "Le partenariat euro-méditerranéen en l'an 2000 », 2^{eme} rapport FEMISE sur le partenariat euro-Mediterranéen, juillet 2000.

[6] و من بين برامج التعديل الهيكلي الأولى المطبقة، نجد الجزائر في 1994، مصر في 1987، الذي اتبع بمخطط ثاني في 1991، الأردن في 1990 و الذي اتبع بثاني في 1992. بينما نجد كل من تركيا التي طبقت هذا البرنامج في 1980، المغرب في 1983 و تونس في 1986.

[7] لمزيد من المعلومات، أنظر كل من:

Hoekman, B & S. Djankov: "The European Union's Mediterranean Free Trade- initiative", World Economy (july 1996), pp 387-406.

Laanatza M.A: "Maghreb and Machreq facing Global Intégration and the New Trade Agenda :an Evaluation of the Status quo regarding the New Trade Agenda of the WTO and the Euro-Mediterranean Partnership Agreements", Presented at the workshop on global integration and the New trade agenda, Mediterreanean Development Forum, Marrakech, May 12-17, 1997.

[8] إن الموجة الجديدة من التكامل الاقتصادي تتميز بعدم التكافؤ ما بين الدول الأعضاء كما أن الدوافع إلى مثل هذا التكامل تخرج عن الإطار التجاري البحت. فإذا كانت الدول الصغرى ترى أن أسواقا جديدة قد انفتحت أمامها بصورة دائمة أو النفاذ إلى الأسواق المفضلة للشريك الأكبر أو ما يسميه **J. Whalley** بـ: "Safe haven trade agreement"، فإن الدول الكبرى لا تنتظر مكاسب تجارية متشابهة ، لمزيد من المعلومات انظر :

Philippine cour & Frédéric ruppech:
"L'intégration asymétrique au sein du continent américain: un essai de modélisation ",
CEPII, lbid, pp11-12

[9] حسب الإحصائيات المقدمة من طرف وزارة الصناعة و إعادة الهيكلة فإنه في الفترة 1997-1998 فإن العقود الموقعة في مجال

الاستثمارات الأجنبية على مستوى القطاع الصناعي، قدرت ب:
222.2 مليون دولار، أهمها يخص فروع الكيمياء-الصيدلة)
160.6 مليون دولار)، و قطاع الزراعات الغذائية (40 مليون
دولار)، كما أن هناك مشاريع أخرى تخص الصناعات الإلكترونية،
الإسمنت و الزراعات الغذائية.

لمزيد من المعلومات، أنظر:

Krugman, P : «Le véritable impact de l'ALENA»,
problèmes économiques, 6 juillet 1994, traduit
de «The uncomfortable Truth about NAFTA »,
.Foreign Affairs, nov-dec. 93

[10] لمزيد من المعلومات، أنظر:

Krugman, P: «Le véritable impact de l'ALENA»,
problèmes économiques, 6 juillet 1994, traduit
de «The Uncomfortable Truth about NAFTA»,
.Foreign Affairs, nov-dec. 93

[11] لمزيد من المعلومات، أنظر:

Dani Rodrik: "Credibility of Trade Reform: A
Policy :aker's Guide", World Economy, 1983,
and, "the Limits of Trade Policy Reform in
Developing Countries", Journal of Economic
.Perspectives, vol 6, n°1, 1992

اسماعيل عرباجي*

المحاسبة و التسيير

تجربة المخطط الوطني المحاسبي بالجزائر المخطط في فترة الاقتصاد

خلافا لما يمكن أن نتوقعه، فإنّ المحاسبة ليست إختراع الوقت الحاضر، بل ظهرت مع المؤسسة ذات الطابع الحرفي أي تلك التي كانت موجودة في أقدم العصور. "واقع الاحتفاظ عن طريق الكتابة أثر العمليات التي جرت من طرف المؤسسة قديم جدًا" و احتمالاً ظهرت الحسابات الأولية عند ظهور المقايضة، الشكل الأول للتجارة [1]. نستطيع القول أنّ المحاسبة هي إحدى "مقاييس المؤسسة"

ظهرت الحسابات في شكلها المبسط [2] في بداية القرون الوسطى بواسطة الحسابات "ذات القيد البسيط" و ذلك يعني أنهم كانوا يطبقون عمليات بالحساب البسيط لكي يقدموا حسابات ما بين المتعاملين و يتضمن ذلك ببساطة الجمع عند زيادة في الحساب و الطرح عندما النقصان فيه.

في ما يتعلق "بالمحاسبة" ذات القيد البسيط "Partie simple"، أكدّ J.FOURASTIE [3] بعد دراسة تاريخية للمحاسبة أنّ أقدم كتب الحسابات الموجودة في فرنسا تعود إلى الفترة ما بين 1320 و 1323.

و قد استلزم الأمر إنتظار أكثر من قرن و نصف القرن أي حتى سنة 1494 كي يقوم LUCA PACIOLO [4]، وهو إقتصادي إيطالي، بتأليف كتاب كامل عن المحاسبة ذات القيد المزدوج، مع كل قواعد الإستعمال.

حدّد COLBERT في فرنسا، و ذلك بعد قرنين أي في 1673، عن طريق أمر التعليمات القانونية التي تستخدم لاحقاً كقاعدة للمواد 8 و 9 من القانون التجاري لـ 1806 "أن تلك المواد لا يزال معمول بها".

و في النهاية تمّ إعداد قواعد المحاسبة رسمياً للإلتزام بها.

1 - مجال المحاسبة

تتمثل المحاسبة في مجموعة من القواعد و الطرق و الأنظمة التي تسمح بفهم المعلومة بعدة أساليب، و كل العمليات، و النصوص الناتجة عن النشاط.

و لهذا، من الضروري إدخال التسوية التي تسمح باتصال متجانس و بلغة موحدة لمختلف العوامل الإقتصادية لا سيما في المؤسسات و المعاهد أو العلاقات المهتمة

بمنابعه و تسيير املاك و حسابات الاخرين المنداوله.

المهم، ظهر الضبط المبسط للمحاسبة الذي كان يعطي الرصيد الجديد بعد كل عملية. إلا أن الطريقة المبسطة لضبط الحسابات لم تعد قابلة للتطبيق بعد تكاثر العمليات، و هكذا جاء نظام المحاسبة ذات القيد المزدوج، حيث أدى تطبيقه إلى الضبط الدقيق للمحاسبة و السهولة في بحث الأخطاء بعد كل عملية أو مجموعة من العمليات لإبقاء التوازن بين المدين و الدائن. و هو كذلك الوسيلة التي تمكننا من معرفة أوضاع للحقوق والواجبات. سمح هذا الأسلوب بتقديم الوثائق التركيبية المعبرة عن مستوى التسيير و ذلك ما يسهل أخذ القرار.

المحاسبة هي إذا، أداة تسيير جوهريّة، إدارية، و تخطيطية (تقدير)، على مستوى المؤسسة (الإقتصاد الجزئي) و على المستوى الوطني الإقتصاد الكلي و لا تظهر لنا المقارنة بين هذين المظهرين شيئا سهلا.

و أساسا، في هذا النشاط هناك معطيات تمثل عمليات و معلومات.

بعد ذلك، نجمع كل المعطيات تبعا لأسلوب مبسط يسمح بإجراء تحاليل و مقارنات ما بين الوحدات الإقتصادية و ما بين قطاعات النشاط.

تسمح هذه الطريقة بظهور إنفعالات " ... القدرة المعدلة لدولة بالمرّة مرفوضة و مطلوبة و لكن دائما في وسط الرهانات الإقتصادية و الإجتماعية الراهنة". [5]

و في المرحلة الأخيرة، يجب القيام بالتصورات المستقبلية أي توقع الإمكانيات التي تحتاج إليها مستقبلا بطريقة دقيقة.

و هذا ما يجعل المحاسبة تلبي ما يحتاج إليه المحلل الإقتصادي و الذي لا يهتم فقط بالأحداث التي وقعت في السابق أو التي تقع في الحاضر " ... و لكن كذلك بالتوقعات للأحداث المستقبلية" [6].

من المفهوم التقليدي، الذي كان قديما، "تهتم المحاسبة بالأفاق المستقبلية". و تسمح بالمقارنة بين الإنجاز و التوقع، إستخراج مختلف الفروقات التي يعتبر تحليلها مثمرا جدًا من وجهة نظر التسيير [7].

كانت فعالية التوقعات الإنشغال الكبير للمساعدين الأساسيين للمخطط المحاسبي، لأنها يمكن أن تصل إلى النشاط الإقتصادي على المستوى الوطني (ما بين المؤسسات-ما بين القطاعات-الوطن) ثم على المستوى الدولي، و هذا ما يساعد على أخذ القرارات، كإعادة التعديل ... الخ

سنقول في الأخير، إنّ المحاسبة تسمح بالوصول إلى معرفة طبيعة النشاطات المنتجة الوطنية.

يسمح الإقتصاد بشرح القوانين التي تقود هذا النشاط الإقتصادي و تحديد اتجاهات ذلك.

اعتبرت المحاسبة في الأصل عنصرا بسيطا ذا ميزة قانونية موثوق بها، ثم في وقت ثاني، اعتبرت مبررا للنتائج المسجلة.

يصرّح DUMACHEY [8] " ... أن هذا الأسلوب لا يستمد بأسئلة عن الإنتاجية،

تقسيم و إستهلاك الأملاك، إذن هناك رابط بين المحاسبة و الإقتصاد السياسي، حيث

يظهر أنّ العلماء الذين يبحثون في المحاسبة يجب أن يكونوا ذوي دراية في مجال الاقتصاد السياسي.

إذا كان هناك بالفعل رابط ثابت بين المحاسبة و الاقتصاد، يجب الآن تحديد طبيعته و تلك العلاقة.

في 1895 تحدّث LEAUTEY و [9] GUILBAULT عن المحاسبة ليقول إنها .. علم موضوعه تعريف كيفية إدخال النظام و البيع في تسجيل أحداث الإنتاج... و في تحديد نتائج الأحداث".

من هذه المقولة، نستطيع إستخراج عنصرين أساسيين:

- الأوّل هو وصف الأحداث الإقتصادية

- و الثاني هو "تحديد النتائج" أو هدف المؤسسة. يظهر لنا أنّه من البديهي من أجل القيام بتحديد النتائج، يجب أولاً الإحاطة بهذا الأخير خاصة، إحاطتهم من الأساس، يعني الشروع في تسجيل العمليات و "تسجيل أحداث الإنتاجية" و تحليل دقيق لمختلف العمليات المحقّقة سابقاً.

للتفاعل مع هدف الإنتاجية، يجب أن تكون النتيجة إيجابية في أغلب الأحيان، و من هذا نستطيع أن تؤدي المحاسبة و بمختلف الطرق، إلى تخفيف التكاليف و ربما كذلك إلى إزالة الأعباء غير الفعالة.

يمكن أن يحدث ذلك بمتابعة العمليات و بمراقبة مستمرة والتي تتمثل في:

- المراقبة الداخلية

- المراجعة القانونية

- المراجعة التعاقدية

تطبيق هذه الإجراءات ممكن في كل المؤسسات مهما كانت طبيعتها، لكن، معظم المؤلفين الذين اهتموا عن قريب بميدان المحاسبة، كانوا مقتنعين بأنّ المحاسبة حدث إقتصادي، لكن لم يوافق البعض منهم على هذا الرأي.

مثلاً، تكلم [10] GARNIER عن أحداث ليست في الحقيقة إقتصادية، و لكن "مواد" فيما يخص السرقة، الخسارة.

غير أنه تبيّن أنّ هذا الواقع المادي جزء من الجانب الإقتصادي: أولاً لأنه لا يظهر إلا في الحياة الإقتصادية للمؤسسة، ثم يمكن لهذه الأحداث أن تتجدد باستمرار إذا كانت شروط الحذر غير كافية. وأخيراً، يعود مجال المحاسبة إلى نظرية الحدث الإقتصادي للمؤسسة.

كما يوجد فرق بين المحاسبة و الإقتصاد، إذ يكمن هذا الفرق في أن نظرية المحاسبة لا تكون إلا مالية (لأنها لا تظهر إلا من خلال الخزينة: إيرادات و نفقات) يغلب عليها الجانب الوصفي. أمّا الإقتصاد فهو يقوم بشرح الظواهر التي لوحظت من قبل أي بالتعريف و بالشرح.

غير أنه يمكن للمحاسبة أن تقوم بالشرح عندما تشرع في دراسة أملاك المؤسسة، و بالفعل تقسم أملاك المؤسسة إلى: الحقوق (التي تنسب إلى الأصول) و إلى الإلتزامات (التي تنسب إلى الخصوم) في ميزانية المؤسسة. و يتم تقسيمها أيضا إلى أملاك غير منقولة، مخزونات، حقوق و أيضاً أموال خاصة، أموال جماعية، سلفات، ديون قصيرة الأجل و نتائج.

فإلى هذا الحدّ تكون المحاسبة أفضل أداة للتسيير لأنها بعيدا عن مظهرها القانوني و الجبائي تستطيع أن تكون أداة تحليل و مراقبة لفعالية التسيير.

إذن يمكن أن تساعد المحاسبة في اختيار الإستثمارات و تحديد الحصة (تعيين كمية الإنتاج) كما يمكن أن تكون وسيلة لتحليل الربحية، بنوعية المواد و على الكيفية و الكمية، و بالتالي على الأسعار.

جاء في كتاب A. cugy أن "....بالمثل لا يكفي الإنتاج. لا يكفي تحقيق رقم الأعمال" [11].

يهتم هذا الكتاب بالطريقة التي تسمح بزيادة الربح الذي يعود للمؤسسة، بإجراء التعديلات على التنظيم و على تسييرها و على تسويقها.

تمثل المردودية الهدف الذي يشغل إهتمام المشرع: "إذا كان ضرورياً تخصيص جزء هام من موارد الدولة للإستثمارات؟"

ظهر من الأحسن لأهداف المخطط منح الأولوية للإستثمارات المنتجة "يجب بالفعل أن تكون في هذه المرحلة، نتائج النمو سريعة لدعم وتكثيف هذا النمو" [12].

تتدخل المحاسبة في المرحلتين الأوليين على مستوى تسجيل العمليات و على مستوى فعالية التسيير. و تستطيع أخيراً التدخل في المرحلة اللاحقة أي على مستوى تقدير مسؤوليات المسييرين في تنظيم المؤسسة.

لا تسند المسؤولية المحاسبية للمسيير فقط، في أي حال المسؤولية الإدارية للمسييرين و الأعضاء المتدخلين في تسيير المؤسسة.

"بصفة عامة لا تفوق ضرورة تحريك الإقتصاد الوطني الإمكانيات الواجبة لتحديد أسعار النمو، و التوازن بين لزومية التحقيق و ضرورة التوافق لمقاييس مقبولة التطبيق التي يجب أن تحترم" [13].

بالفعل، تمّ ملاحظة إختلال في التوازن عند تطبيق مخططات متتالية، حيث يرجع السبب لعاملين أساسيين:

- التفاوت المكرّر و الحساس للكشوف.

- التأخير في الجدول الزمني للتنفيذ الضار بالسير الطبيعي لمراحل النمو.

عدّة إجراءات مضمونة في المخطط، موجّهة لتسهيل الفعالية، خاصة لتحسين القدرات، للإنجازات الوطنية، و بالإمتداد الأحسن للمشاريع، بتحسين برمجة أشغال الورشة.

هنا يكمن دور المحاسبة التحليلية "للاستغلال" [14] الذي يرتبط بجرد المواد و أعباء التسيير، و التي ستخرج أهم عوامل التحليل، و ذلك للحصول على جرد يسمح بمراقبة المردودية و تحديد المسؤوليات.

2 - أدوات المحاسبة

أخذاً بعين الإعتبار الأدوار الهامة و الكثيرة التي تلعبها المحاسبة، يبدو أنه من الأساسي أن نعرض البعض منها.

للمحاسبة عدّة أبعاد داخل المؤسسة، حيث تسمح بتسجيل كل العمليات المحققة أو التي سوف تنجز لاحقاً (في إطار إعداد الميزانية) [15]، حيث تتدخل على أربعة مستويات سنحاول شرحها.

1.2. الدور القانوني

كان إهتمام المشرع عند إعداد أول مخطط رباعي 1970/1973 ينصب على القيام "بعلاقات إنتاج جديدة، أخذاً بعين الإعتبار لإستراتيجية تكامل التوقعات"

أدت هذه الإستراتيجية إلى إعتداد التخطيط على مستوى المؤسسة (بإقامة سياسة متعلقة بالميزانية)، و الشكل الشامل منه على المستوى الوطني.

و بتحديد الأفكار السائدة لدى المشرعين في العشرينات السابقة، سنتطرق لهذه المقولة : "و أخيراً، تكييف المخطط كإطار وحيد و مرجع في إنجاز المشاريع التنموية، يجب بالمرّة الإعتداد أكثر، على انضباط الجهاز الإقتصادي و الإداري، و كذلك على نوعيته أكثر لمسؤولياته و قياسها الجهد الذي يجب أن يبذله".

فهذه المشاريع تشكل الأداة المفضلة لتحريك الوطن حول أهداف الثورة و قائد يهيمن في تحديد مختلف مراحل التطور.

نستطيع إذا، أن نلاحظ بأنّ المشروع يتدخل المحاسبة، سمح بوضع قواعد موجهة لتتبع "تعيين كمية الإنتاج" بانسجام أكثر لمختلف العمليات على مستوى المؤسسة و على المستوى الوطني.

"كون المؤسسة مسؤولة عن تنفيذ أهداف المخطط عن طريق الوحدات حيث تملك الإستقلالية الضرورية التي تسمح لها بتحقيق الأهداف المحددة" [16].

بهذا التأهيل، تحدّد المؤسسة مستقبلاً الوسائل الملائمة التي تسمح بنموها و بقائها و فية للمخطط الوطني .

"النظام هو التعديل لإجراء إنسجام بين أهداف الإقتصاد الكلي و بين إهتمامات الإقتصاد الجزئي. يبقى المخطط الوطني الرابط بين العوامل الإقتصادية المستندة إلى نظام الإعلام المتحرك الذي يجب تنظيمه في أحسن الأجال" [17].

و هنا يظهر بوضوح إهتمام الكاتب بالقواعد القانونية، ويمكن ملاحظة مسؤولية المؤسسة من حيث واجباتها و حقوقها .

في هذا الإطار يلعب المستخدمون دورا محددًا بمجهودهم، حيث يقومون بتشكيل مستندات محاسبية دقيقة، تسهل فهم الحقائق المحاسبية للمؤسسة.

هكذا، عن طريق إيداع المعلومات المحاسبية، استطاعت المؤسسات أن توفّر عليها الصعوبات الهامة والتي لا تحصى. علما أن المؤسسة تتحمل الضريبة، (إما مباشرة و تتصل بالجزء الخاص بالضرائب التي تتحملها المؤسسة أو غير مباشرة و تتصل بالجزء الخاص بالضرائب و الرسوم الذي يتحملها المستهلك حيث يجب على المؤسسة تسديدها و ذلك في مختلف صناديق الدولة في الآجال المحددة من طرف القانون). و لهذا من الضروري عرض المظهر الجبائي .

2.2. الدور الجبائي

في آخر كل سنة جبائية، على المؤسسة، وقبل تاريخ محدد، تقديم تصريح نتيجة السنة أو النشاط السابق.

"إذا كان المكلف بالضرائب في حالة عجز، يخضع مبلغ العجز لنفس الشروط" [18]

تنص المادة 23 من قانون الضرائب المباشرة و الرسوم المماثلة على:

"المكلفون بالضريبة المذكورون في المادة السابقة ملزمون بتحديد مبلغ رقم أعمالهم في التصريح المنصوص عليه في نفس المادة".

و لهذا يجب أن تمسك المحاسبة طبقا للقوانين و الأنظمة المعمول بها.

إذا كانت الحسابات ممسوكة بلغة أجنبية مقبولة، يجب تقديم ترجمة مصادق عليها من طرف مترجم معتمد كلما طلب ذلك من المفتش.

"على المصرّح تقديم كل الوثائق المحاسبية عن الجرد، صور عن الرسائل، ووثائق الإيرادات و النفقات التي تدل على حقائق النتائج المشار إليها في التصريح" [19].

يسمح هذا الإلتزام القانوني الذي يحكم العلاقات بين المكلف بالضريبة و إدارة الضرائب، بتسهيل فهم محاسبة المكلف بالضريبة من خلال الميزانية، حسابات النتائج و الملاحق المقدمة طبقا للمخطط المحاسبي الوطني .

يجب أن تكون الدفاتر المحاسبية مؤشرة، موقعة و مرقمة من طرف المحكمة التي تنتمي إليها المؤسسة، كما يجب مسك هذه الدفاتر بطريقة منتظمة، بلا فراغ أو نقص أو النقل على الهامش.

تتمثل الدفاتر الإجبارية فيما يلي :

- اليومية العامة،

- دفتر الأجور،

- دفتر الجرد.

تحدد مصلحة الضرائب توقعات الميزانية انطلاقا من تصريحات الخاضعين للضريبة لإعداد و المصادقة على قانون المالية الذي يوضح الإيرادات و النفقات على المستوى الوطني.

و لقد أشار قانون الضرائب بعد تعديله لإمكانية إستمرار المؤسسة في العمل وفق الأساليب السابقة: "على شرط النصوص للقانون الحالي سيواصل تحصيل الضرائب المباشرة و الرسوم المشابهة, الضرائب غير المباشرة للمساهمات المختلفة و كذلك كل المداخل و المنتوجات الأخرى لصالح الدولة خلال سنة 1991 طبقا للقوانين و الرسوم المطبقة في تاريخ نشر القانون في الجريدة الرسمية".

يناقش كل سنة قانون المالية و يصوت عليه المجلس الشعبي الوطني و يصدر من قبل رئيس الجمهورية. يعرض في قانون المالية الوسائل المالية الموضوعة في متناول الإدارة للإستجابة للحاجات الإقتصادية و الإجتماعية.

3.2. الدور الإقتصادي

"المحاسبة موجهة قبل كل شيء للتنظيم, للتحكيم و للتوقع بنمو و تطور الإقتصادي للمؤسسة و كذلك للتطور الإقتصادي للأمة".

يعكس هذا التفسير للوزير الجزائري للمالية في سنة 1973 الطبيعة العملية للمحاسبة في مظهرها الإقتصادي و الإجتماعي .

فعلا, يبيّن مفهوم التسخير و التخمين بنمو المؤسسة مظهرها الإقتصادي, بينما "النمو الإقتصادي للأمة" له طبيعة إقتصادية, ويمتد أثره للمظهر الإجتماعي.

إنطلاقا من الحسابات الموجودة في المخطط المحاسبي الوطني, يمكننا قياس مختلف العمليات المحققة من طرف المؤسسة ذات الطبيعة المميزة. و بإجراء عدة تحاليل, يمكن تصنيف مختلف الحسابات.

و على ضوء ذلك, يمكن استنتاج بعض نسب التسيير, و توضيح الطريقة التي تسيير عليها المؤسسة, هذا من أجل السماح لنا بأخذ نظرة عن النشاط المحدد, بالإضافة إلى ذلك, تبين النسب المالية ملائمة أو عدم ملائمة الخزينة, و كذلك تكلفة التمويل.

لتقدير مردودية الإستثمارات و دوران المخزون, يجب علينا حساب نسب الإستثمارات و التسيير.

بما أن المؤسسة متعامل إقتصادي, فبنشاطها تستطيع المشاركة بطريقة فعالة في النمو الإقتصادي الوطني.

أهداف المحاسبة متعددة, نستطيع أن نذكر منها بالخصوص أربعة أهداف:

- هدف توليد للفائض الإقتصادي,

- هدف التكامل الإقتصادي,

- هدف تراكم العملات,

- هدف التوازن الجهوي [20].

1.3.2. هدف توليد للفائض الإقتصادي

تسعى المؤسسة من خلال إستقلاليتها عامة إلى تحقيق الأهداف المذكورة من قبل. فعلا, المؤسسة تولد فائضا إقتصاديا, و هذا ما يسمح لها بمكافأة عناصر الإنتاج و تحقيق نتيجة صافية للإستغلال. [21]

تمثل القيمة المضافة المحققة من طرف المؤسسة مساهمتها في الدخل الوطني .

يسمح حساب النتائج بقياس:

- من الأعلى الإستهلاكات الوسيطة التي تمثل الإستهلاكات اللازمة لعملية الإنتاج و الخدمات المترتبة عنها.

- من الأسفل, المبيعات يضاف إليها إنتاج المخزون و إنتاج المؤسسة لنفسها.

تساهم المؤسسة بطريقة غير مباشرة في توسيع الإدخار و ذلك عن طريق توزيع المداخيل على العمال.

و يسمح تمويل الخزينة عن طريق تسديد الضرائب المتعلقة بالإنتاج للدولة بوضع الخدمات و البنية الأساسية في المكان المناسب و الإستجابة للحاجات و متطلبات العصر.

تغطي المصاريف المالية و المصاريف المختلفة الإعانة لمساعدة المؤسسات المالية و كذلك تكلفة أمن نشاط المؤسسة. [22]

تمثل مخصصات الإهتلاكات و المؤونات التمويل الذاتي الذي يسمح بتجديد الإستثمارات من جهة و من جهة أخرى تغطية بعض الأخطار المحتمل أن تتعرض لها المؤسسة.

2.3.2. هدف التكامل الإقتصادي

يمثل هذا الهدف الجانب الأهم في النمو مع تشجيع الإستثمارات التي تسمح بزيادة الإنتاج الوطني. يحاول هذا الهدف العناية بالبحث للوصول إلى الإبداع في المؤسسة مع القيام بإختيار للإستثمارات ذات الأثر المحفز (effets d'entraînement).

تسعى الإستراتيجية الجديدة للتطور إلى تفادي الإعتبارات الإجتماعية التي تجبر المؤسسة على إعتداد شروط السوق الوطني أو الدولي في تكاملها. إن إهتمام المشرع بترقية النشاط الموجه للصادرات، هو توسيع السوق و كذلك إكتساب مستمر لمصادر المعلومات التقنية و الإقتصادية، باعتبار التكوين و البحث يمثلان الدعم الأساس المعترف في التطبيق بإستعمال الإمكانيات و التقنيات الأكثر ملائمة [23].

"... من إهتمامات التنظيم العلمي للعمل (OST) التجديد المستمر لإمكانيات نشاط المؤسسة. و هنا أيضا، من الواجب إجراء تحاليل لإستخراج القيمة الوظيفية للتركيب الموجود سابقا، و البحث عن حلول التسيير المتوازن بالإنتقاد المنتظم و الحفاظ على

الروابط بين السلمي و الوظيفي تترجم الفعالية التعديل الحسن للتركيبية" [24]

في المؤسسة، يجب على المستخدمين أن يمثلوا خلية النشاط التي تسمح بتطور كل واحد للوصول إلى التطور الجماعي، والتكوين الفعّال هو الذي سيسمح بالتجانس في تطبيق المهام اليومية.

بالطبع، تعمل العقلية الإجتماعية و الصناعية دائما على تحمل المسؤولية الجماعية بوضع توازن داخلي يتطلب المشاركة الكاملة نحو السعي للإستقرار.

و هذه طريقة لتخفيض الضغوط و ذلك بإزالة المنافسات التي لا تظهر إلا في حالة الحرمان "المؤسسة التي تكبر، تزيد من حجم نشاطها في الأسواق التي تنتمي إليها حيث تستطيع بسهولة برمجة نشاطها لأنها تستطيع العمل على المتغيرات التي تزيد من مردوديتها" [25].

بهذا، و إنطلاقا من تنظيم رشيد، تشكل المؤسسة كيانا متجانسا يسمح لها بالوصول بإتقان إلى أفضل مردودية.

إنّ توسع المؤسسة هو نتيجة تنظيم داخلي و خارجي لسياسة متبعة، و الذي يتطلب القبول الجماعي، مما يشجع الإنتاجية.

وضع "الإيطالي Pareta [26] في بداية هذا القرن، قاعدة تقول أنّ كل تغيير لا يمس أحدا ويحسنّ حالة بعض الأشخاص (حسب تقديرهم) يجب أن يؤخذ بعين الإعتبار كتحسين. و هي حالة المؤسسة التي تتوسع مجدّدا، بخلق مناصب شغل جديدة، أو تمويل أكبر للسوق. في هذه الحالة المحدّدة، تترجم فعالية التنظيم، في الزيادة أو التحسين للوضعية الإجتماعية، خاصة تفادي انهيارها.

3.3.2. هدف تراكم العملات

عموما، تسجّل المؤسسة في المخطط الوطني، بمعنى أنّ ميدانها العملي لا يتحدّد فقط في البلد الذي أنشئت فيه، لكن أيضا عبر الخارج، وهكذا تستطيع المؤسسة تحقيق واردات و صادرات و ذلك تحت شروط عمل مناسبة لتشجيع الصادرات، و التي لها تأثير على المبادلات الوطنية، كما تعمل التنظيمات على مساعدة هذه المؤسسات عن طريق تخفيض معظم الضرائب و الرسوم كما هو الشأن في حالة الجزائر. يتضح ذلك من خلال الأمور الآتية:

- عند تحقيق الصادرات، تسعى المؤسسات إلى اعتماد تكنولوجيات تسمح بإنشاء مناصب عمل و تشجع البحث.

- و في نفس الوقت، المؤسسة التي لها علاقات مع شركات الخارج، و خاصة من خلال المنافسة، فإنّ ذلك يعطيها الفرصة لاستعمال تقنيات و تطبيقات جديدة تسمح لها برفع الإنتاجية و توسيع مجال نشاطها.

بينما هدف و رغبة المخطط هو تفادي العراقيل الخارجية مثلما يقول (Henri Jeanne) [27]: "مهما كانت أول خطوة للتطور: مساعدة تقنية، نموذج تصنيع غربي، فإنّ المعنى الإقتصادي لهذا التطور هو التقليد الأعمى للنظام التربوي. لكن

هناك غموض في توازن السياسة التي لا تسمح بتحقيق التوازن التقني والإقتصادي، التي تتركز على معدل التبادل (dans le fruit le vert est).

و هذا ما أدى إلى التأثير السلبي على مختلف الميادين :

- مديونية مرتفعة، و هذا راجع إلى نقص الإستثمارات التي تخلق بطالة أكثر حدة.
- تكون المبادلات دائما في صالح الخارج.
- السياسة الزراعية التي يمكن أن يكون لها دور كبير في:
- إمتصاص اليد العاملة (السلع الضرورية المنتجة محليا)، و التي قد تسمح بتصدير البعض منها،
- اهتمام و تشجيع البحث العلمي يؤدي إلى الإنسجام الداخلي و الخارجي.
- و عليه، فإن التعاون مع الخارج يسمح في أغلب الأحيان (عند حسن أدائه) أن يؤدي بنا إلى نتائج مثمرة في مختلف الميادين :

- التكوين

- البحث

- التقنية

للتأثيرات الخارجية أثر على المؤسسة و على محيطها. يسعى المشرع في الجزائر إلى تحقيق التوازن بين المناطق عن طريق النصوص (التحفيز الجبائي، شروط المداخل، و حوافز أخرى كثيرة).

4.3.2. هدف التوازن الجهوي

يهدف تأقلم نظام التخطيط الوطني إلى إلغاء التناقضات بين مختلف مناطق الوطن و هذا يتعلق بتنظيم و تشجيع نشوء نشاطات عبر المناطق المعزولة خصوصا، التي تشكو من غياب القطاعات العمومية، بعد مراكز النشاط، صعوبات التمويل و التصريف، نقص اليد العاملة (نقص الكفاءات، غياب التكوين... الخ).

تسعى الدولة عبر الإستثمارات الكبيرة إلى توسيع قدرة الإمتصاص الوطنية، الشيء الذي يشجع على خلق مناصب العمل و القضاء على الإختلالات بين الشمال و الجنوب، تساعد هذه الإجراءات على توازن التواجد السكاني عبر التراب الوطني.

و إذا كان هناك نوع من تركيز التجهيزات، الثروات في المدن، فلا بد من:

- إعطاء أهمية للمناطق المحرومة مع مختلف الحوافز التي تحد من الهجرة الريفية. نتيجة لذلك سيهتم مختلف سكان المدن و الأرياف بالعمل أينما وجدوا و أيضا متابعة التكوين الضروري؛ التكوينات، الإجتماعات الدورية التجمعات مع نصب هياكل أساسية و متينة.

- ستشجع هذه العمليات الإستثمارات في ظل توفر بعض الهياكل الأساسية مع إمكانية الطموح إلى مختلف المنافع: السكن، وسائل النقل، مداخل مرتفعة (مع وضع عدد من مكافآت أو تعويضات مقاصة)

حاليا، تهتم الجزائر بتطبيق مجموعة من الإجراءات منها:

أ - إجراءات النظام الإقتصادي [28]:

يسمح التحليل السلمي بالتمييز بين مختلف القطاعات الأولية مع توزيع الموارد للوصول إلى إنتاجية كاملة أو إنتاجية محصل عليها من خلال استعمال كل القدرات الطبيعية و التكنولوجية التي هي تحت تصرف المؤسسة، الشيء الذي يتطلب إقامة ظروف عمل تسمح بعدم وجود هدم في الإنتاجية المستنزفة أساسا بسبب:

- عدم وجود اليد العاملة

- وسائل الإنتاج تحت التشغيل

- عدم تنظيم وسائل الإنتاج

ب - إعادة تنظيم العلاقات الإجتماعية:

إنّ التركيز على وسائل العمل في المدن يكون من طرف الرأسماليين و في الريف يكون من طرف الحكام، يؤدي إلى التوازن الجهوي [29]. لأنّ المشكل في البلدان المتخلفة لا يكمن في نقص رأس المال، بل في علاقة العمل القائمة و الموجهة للإستهلاكات الضرورية للتطور.

لتحقيق مشاريع الإستثمار المخططة، تكون الحكومة وحدها المسؤولة عن رفع وزيادة وسائل الإنتاج للمجتمع و هذا بتجنب التأثيرات الرأسمالية و تعبئة الإستثمارات قدر الإمكان. هذا هو حال الجزائر، عبر أول مخطط خماسي.

ج- الدور الإجتماعي:

و هذا عن طريق التوجيه الإجتماعي للتطور و تنظيم الخدمات الإجتماعية لتوفير الخدمات الإنسانية. عموما يتم تنظيم المجتمع عن طريق قواعد جديدة و هي وظائف ضرورية للممارسة لفترة طويلة الأجل أين يكون الدور المسطر للحكومة ثابتا.

يفرض الإقتصاد المعاصر متطلبات أخرى مثل (الرشاد، الإنتاجية، المردودية، التنبؤ ... الخ) إذ تشكل الرشادة و المردودية أساسا لنمو على مستوى الإقتصاد الجزئي ثم فوق الإستقطاب على مستوى الإقتصاد الكلي.

إذا كان العمال منخرطين في علاقات إنتاجية أين يؤدي الدخل إلى دعم الإستهلاك الشخصي، أي إشباع و تلبية حاجياتهم في إطار الدخل المتاح، يكون من الأحسن و في صالحهم، تأمين الدخل و أيضا رفعه في مؤسستهم، كلما ارتفعت مداخلكم الفردية تكون هناك إمكانية لتلبية حاجيات العمال أحسن [30].

و هنا يجد العامل نفسه متأقلا مع نشاط المؤسسة، يشعر بالحماية أكثر و بهذه الطريقة ينجز عملا جديرا بالتقدير.

نشاط المؤسسة هو الذي يسمح للعامل بتجديد قواه بحسن تغطية حاجياته، و حاجيات عائلته.

و يكون من غير المنطقي أن لا تكون مشاركة الشخص في ديناميكية المؤسسة مهمة، حيث يعتبر شريكا في توزيع الهامش الخام أو القيمة المضافة المصروفة.

تتطلب هذه الضروريات الإقتصادية، السياسية و الإجتماعية إصلاح بعض المفاهيم الإقتصادية و المحاسبية من أجل التنسيق أو التقرب من واقع المؤسسة، و لهذا منذ بداية عهد المبادلة و التصنيع، حيث أصبح من الضروري على المؤسسة التأقلم أكثر فأكثر مع "الآلة الضخمة" و منه كان من الضروري التفكير في وضع مخطط وطني يضم الكميات المجمعة و في بعض الأحيان الحسابات التي تمثل النشاط على مستوى محاسبة المؤسسة و المحاسبة الوطنية.

هذه الحقيقة الإقتصادية الإجتماعية هي بالضبط إشغالات المخطط المحاسبي عبر مختلف النتائج المتواصلة (المتسلسلة) المصروف على مستوى المؤسسة.

ومنذ وضع المخطط الوطني للمحاسبة في المؤسسة قيد التنفيذ ، سنة 1972 [31]، و تأسيس المجلس الأعلى للمحاسبة كانت المهمة في مجال المحاسبة حسنة، و تمّ بعد ذلك إعادة الهيكلة [32].

تظهر هذه التغيرات و التحسنات على المخطط المحاسبي الوطني، مقارنة بمخطط المحاسبة العامة 1947 الذي تمّت مراجعته سنة 1957 نتيجة عدّة أسباب.

3 - المبادئ الأساسية لنصوص المخطط المحاسبي الوطني (حالة الجزائر)

إنّ اختيار الجزائر للنظام الإشتراكي بعد الإستقلال استلزم تعديل المخطط المحاسبي لسنة 1957 بما يناسب المؤسسات الوطنية.

إنّ المقاييس القانونية و الإقتصادية التي تميز علاقة المؤسسة بمحيطها، و بمعالجة المعلومات، "حسب ما يتطلبه الإقتصاد المخطط، استلزمت إدراج نصوص جديدة" أحد الشروط الأساسية لهذه النظرة، هو أن تماشى التنظيم مع المجمعات المتعلقة مباشرة بالإنتاج و النشاط الإقتصادي الأساسي [33].

الهدف من التنظيم هو تصوّر امكانيات تحليل مرتبة، حيث يمثل هذا الهدف الإهتمام الأول للمخطط المحاسبي الوطني ، يمكن للمسيرين انطلاقا من مصداقية المحاسبة و كذلك دورها، أن يتوسعوا في متابعة و امكانية ترجمة نشاط المؤسسة.

"الثورة الإقتصادية و الإجتماعية ملزمة بالإنطلاق من هذا القطاع و إلا فاتتها نقطة بداية التقييم انطلاقا من هذا التجربة التي تعتبر محددا لتطورها مستقبلا" [34].

يعتبر إحصاء كل النشاطات نقطة البداية للكشف عن الطاقات الوطنية، كما أنّ دراسة تطورها يسمح بتشجيع الكفاءات، و هذا ما أكده س. أمين: "...و بالتحديد ابتداء من 1964، كانت مشكلة مخطط الإنعاش الإقتصادي الذي كان هدفه الأساسي السير تحت شروط تسيير عادية، استغلال الطاقات المادية التي تركها المستعمر" [35].

هذا ما يساهم في الإستقرار و متابعة تلبية مستلزمات التقدم العلمي و التقني. النتيجة

المرجوة هي في البداية أولوية رفاهية الإنسان الذي سيكون بدوره قادرا على اتقان

مختلف الإجراءات.

و بهذا، فإنه بتطبيق المخطط المحاسبي الوطني، يمكن للمحاسبة تلبية الإحتياجات الأساسية من المعلومات لمستعملها و الذين نذكر أهمهم :

- مسيري المؤسسة،

- الإدارة الجبائية،

- المؤسسات المالية،

- الوزارات،

- الديوان الوطني للإحصائيات

أصبح المخطط المحاسبي الوطني إجباريا لتحقيق هذه الأهداف ورصد المعلومات المعطاة. لذلك دعا مؤتمر حزب جبهة التحرير الوطني للجنة المركزية إلى وضع الإمكانيات لخوض معركة الإنتاج و إعطائها محتوى حقيقيا و ملموسا من خلال السبل الآتية:

- تحديد الأهداف المتعلقة بكل قطاع سنويا

- مقارنة منتظمة للنتائج المحققة كما و نوعا مع الأهداف المسطرة

- تكثيف فعالية الهياكل و طرق الإنتاج و التسيير ... "[36].

سَطَّر المؤتمر الأهمية التي يوليها فيما يخص عمليات المخطط الخماسي، من تجنيد لمجمل المتعاملين الإقتصاديين لإستخراج كل الإلتزامات الحالية من كل نوع، خاصة الصعوبات البيروقراطية التي تعرقل تحسن فعالية الإقتصاد و تقوية الإمكانيات التقنية و البشرية، و التحكم في كل العمليات الخاصة بجميع الميادين حيث أنّ المطلوب في هذا الإطار، ترجمة الجهودات أولا ضمن صرامة أكثر في تسيير الإقتصاد، القضاء على الإنحرافات لتحسين كفاءة الإستثمارات، التحكم أكثر في جهاز إنتاج السلع و الخدمات، و كذا توحيد المعلومات.

و تتمثل هذه العملية في امتصاص الضغوط و عدم التوازنات من خلال المخطط الخماسي 1980/1984، و الذي فرض على جميع المستويات تحسين التنظيم و تطبيق الإقتصاد الإشتراكي في أحسن الأجال [37].

تهدف "عملية تقوية و تنظيم الإقتصاد الوطني الجارية حاليا في إطار المخطط الخماسي، إلى توضيح و إقامة قواعد تحكم السلوكات الواجب اتباعها في نشاطات التطور، المتوسطة و الطويلة الأجل.

و ضمن هذا المفهوم المحدد، بدأ برنامج إعادة هيكلة المؤسسات العامة في جميع قطاعات النشاط، و هو برنامج موجه بالطبع لتحسين التسيير و التحكم في المؤسسات... "[38].

نلاحظ من خلال مختلف القرارات المتخذة أن النقطة المركزية لمختلف المناقشات أو الكتابات هي بدون شك التطور الوطني بعد الإستقلال، ينطلق من إعادة التنظيم كما

أكدّها سمير أمين، حيث يؤكد أن: "... إعادة الإنطلاق في ظروف تسيير طبيعية لإستغلال الإمكانيات المادية المتروكة من قبل الإستعمار".

كان الإستغلال يخدم الرأسماليين المالكين لوسائل الإنتاج التي تخرج من خلالها كل القرارات و النصوص لكن، الإمكانيات المتروكة كانت محدودة لأنها كانت تخدم بعض الفئات من الشعب فهي في الواقع لا تهدف لتنمية الجزائر.

أخذا بعين الإعتبار للحقائق الإجتماعية السياسية الجديدة حيث إختارت الجزائر نظاما إقتصادي اجتماعيا خاصا بها. بهذا كان من اللازم عند الإستقلال تهيئة المخطط المحاسبي العام الموروث عن الإستعمار.

فعلا، فالإقتصاد الجزائري من النوع الإجتماعي الذي لا يمكن أن يواصل الإستغلال بمخطط محاسبي من النوع الرأسمالي الموروث من عهد الاستعمار.

و جوهره المخطط الوطني للمحاسبة هو أن يستجيب لديناميكية تسمح بتدقيق عمليات المؤسسة بتسجيل العمليات بطريقة منتظمة، و بتجنب النقائص أي بالبقاء دائما مرتببا بالوفاء و التصفية.

بفضل حسابات المخطط المحاسبي الوطني، يمكن تقدير بطريقة ملائمة عمليات المؤسسة، و هذا من وجهة نظر الإقتصاد الجزئي و كذلك على مستوى أوسع و هو الوطن.

"كل محاسبة تعرّف أوّلا العامل أو العوامل التي تفسر النشاط الإقتصادي. إنّ وصف هذا النشاط يكون تحليليا، عملية بعملية. إلا أنّ كل الأحداث الإقتصادية التي تنتمي لهذا النشاط ليست بالضرورة مقيّدة" [39].

عرض جون ماير J.MEYER من قبل إستقلالية المحاسبتين: محاسبة المؤسسة و المحاسبة الوطنية مع تحديد مجال التطبيق. و كشف هذا الكاتب الترابط الذي ينتج عن التبادلات التي تحدث.

يهدف المخطط الوطني للمحاسبة إلى إقامة نظام في المؤسسة، لضمان سير الإقتصاد الوطني.

تهدف نصوص المخطط الوطني للمحاسبة للإجابة على النماذج الإقتصادية الوطنية من النوع الإجتماعي.

إنّ مزج مختلف العوامل الأولية، تنشيط المؤسسات، خلايا القاعدة، للإقتصاد.

إذا إفترضنا أنّ السوق يمثل الفضاء الذي يجسد لقاء العقود المشتقة من قرارات المؤسسات، يجب الإعتراف بأنه تحت نظام التخطيط.

لا تمثل هذه العقود عبارات التحركات العفوية، و تجدر الإشارة إلى أنه تحت النظام المخطط لا تعتبر هذه العقود مجرد تصرفات تلقائية و هي مملاة من مستويات تتجاوز المؤسسات [40].

و في الختام يحتاج المسير في رغبته لدوام مؤسسته، إلى تقييم مستمر لنشاطه، إستقلالية العوامل الإقتصادية في سياسة السوق، و هذا ما يتطلب التتبع و الأخذ

بعين الإعتبار كل الإمكانيات الداخلية و الخارجية.

و هنا تمثل مختلف حسابات المخطط الوطني للمحاسبة المقاييس التي تمكّن من التحليلات و المقارنات لضمان دينامية التسيير في المؤسسة.

المراجع

Arbadji S., 1981. «*Analyse des CAPRA 2 et 3 Zemmouri, une approche économique et comptable, suggestion d'un système comptable susceptible de mieux dégager les résultats*» Magistère Es-Sciences économiques, Alger.

Arbadji S., 1990. «*La comptabilité d'entreprise*», Edit. En. A.P., Alger.

Arbadji S. 1993. «*Les comptabilités d'entreprise et nationale*» – Thèse Doctorat d'Etat Es-Sciences économiques. Université d'Alger.

عرباجي إ. 2000. إقتصاد المؤسسة – أهمية التنظيم دينامية الهياكل – الطبعة الثانية

Bahloul M. B., 1984. «*L'investissement et la problématique de l'équilibre régional cas de l'Algérie*», Thèse de Doctorat d'Etat Université d'Alger.

Bilandzic D., 1967. «*Gestion de l'économie Yougoslave*», Belgrade.

Boutefnoucht M., 1978. «*Le socialisme dans l'entreprise. Evolution de la gestion socialiste des entreprises en Algérie*». Edit. ENAP, ALGER.

Chardonnet L., 1954. «*Technique Comptable générale Comptabilité usuelle*», Delmas, paris.

Conso P. et Boukhezar A., 1984. «*La gestion financière*», OPU/DUNOD.

Cugy A., 1983. «*Organisation de l'entreprise moyenne, Initiation pratique* «*Les éditions d'organisation*», Paris.

Devillebichut G., 1975. *Economie politique*, Edit., SEGHERS.

Flouzat D., 1982. «*Analyse économique: Micro-économique et macro-économique. Comptabilité nationale: le système élargi*». SECN., Masson.

Fourastie J., 1973. «*La Comptabilité générale*», 13^{ème} édition PUF.

Francois A.V., 1985. «*Manuel d'organisation 2. Organisation de l'entreprise*», EO/FP, les édit. D'organisation, Paris.

Garnier P., 1984. «*Comptabilité Commerciale générale. Plan comptable général révisée*» 1982. Décret du 29/11/1983, Dunod.

Grenwald D., 1984. Edit. Encyclopédie Economique, ECONOMICA,

Grefte X., 1980. «*Analyse, Epistémologique, Histoire économique. Etat et régulation*» – Presse Universitaire de Lyon.

Leautey et Guilbault., 1983. «*Principes généraux de la comptabilité*». Berger, Léoranet.

Paciola L., 1982. Cf ouvrages Pierre GARNIER – «*La technique comptable et les comptabilités spéciales*», 3^{ème} Edit Dunod.

Maury G. Mult C., 1967. «*Economie et organisation de l'entreprise*», édit. Foucher, Paris.

Pareta V., 1927. «*Manuel d'économie politique*».

Perochon C. Leuron J., 1982. «*Analyse comptable Gestion prévisionnelle*». Tome 6, Edit. Foucher.

Rey A., 1914. «*Théorie positive de la comptabilité*».

Tehami A., 1985. «*Colloque sur le développement en question Réflexion pour un développement anti-crise Nécessité d'un regard neuf sur le sens du développement*», centre d'études et de recherches économiques et sociales – Tunis.

Ordonnance N° 71-82 du 29 décembre 1971, Alger

Plan Comptable National, 1973. Rapport de présentation, Conseil supérieur de la comptabilité, Ministère des Finances, Novembre.

Journal Officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire N°57, imprimerie officielle, Alger, du 31/12/1990.

Code des Impôts Directs et taxes assimilées, 1987. OPU., Alger.

الهوامش

* أستاذ محاضر بكلية الاقتصاد و التسيير جامعة ، الجزائر.

[1] Leo Chardonnet, *Technique comptable générale*, (P.23) comptabilité usuelle, Delmas, Paris , 1954.

[2] يجب الذكر أنّ نظام المحاسبة ذات الجزء البسيط مطبق اليوم من طرف الدولة في المحاسبة العمومية.

[3] J. Fourastie : *La comptabilité générale*.

[4] Luca Paciola : il s'agit d'un ouvrage paru en 1494, cité par Pierre Garnier, *La technique comptable approfondie et les comptabilités spéciales*, P.20

[5] X.Grefe: *Analyse épistémologique, histoire économique. Etat et régulation-* Presse universitaire de Lyon, 1984 (p.5).

[6] Douglas Grenwald: *Edition encyclopédie économique*, Economica, 1984, (P.48).

[7] C. Perochon – J. Leurion: *Analyse comptable: gestion prévisionnelle*. Tome 6, P.7

[8] A.Rey: *Théorie positive de la comptabilité* , 1984 (P.1).

[9] Leautey et Guibault: *Principes généraux de la comptabilité* 1985.

[10] Pierre Garnier : *La technique comptable approfondie et les comptabilités spéciales*.

[11] André Cugy : *Organisation de l'entreprise moyenne*, 28 .

[12] Plan quadriennal op. cité. P.28.

[13] Plan Quadriennal op. cité. P.28.

[14] نضع هذا المفهوم بين قوسين لأنه يظهر لنا من الأحسن التكلّم عن المحاسبة التحليلية للتسيير, نفع في نظامنا الاقتصادي الوطني

[15] Guy Devillebichut : *dans L'économie politique*, p.33 affirme «en effet, il est clair que, même dans le système décentralisé dans lequel en principe aucun centre de décision ne se plie aux injonctions d'une volonté centrale,

les diverses unités de productions ne manquent pas d'effectuer des plans, chacune en ce qui la concerne».

[16] Mostefa Boutefnouchent- *Le socialisme dans l'entreprise* , p. 80.

[17] Conférence nationale des entreprises – p. 15

[18] Article 22 du code des impôts directs et taxes assimilées-p.14.

[19] Journal officiel de la République Algérienne n°57 du 31/12/1990 P. 1562.

[20] P. Conso. A. Boukhezar – *La gestion financière* – P.247.

[21] Même que l'entreprise parvient à un R.B.E négatif en couvrant les charges d'exploitation, elle a déjà contribué à la croissance des différents facteurs, intervenant en amont et en aval de son activité ; si le RBE est positif, l'entreprise participe à l'épargne.

[22] Couverture de polices d'assurances.

[23] Création d'emplois, ce qui entre dans la stratégie du plan de l'entreprise.

[24] a.v. François manuel d'organisation 2, organisation de l'entreprise-p.48

[25] G. Maury –C.mult- *économie et organisation de l'entreprise* P.167.

[26] V. Pareta, *Manuel d'économie politique* – 1927.

[27] Nécessité d'un regard neuf sur le sens du développement. Le développement en question-série études sociologiques n°16 Université de Tunis –P.38.

[28] Med Belkacem Bahloul *L'investissement et la problématique de l'équilibre régional, cas de l'Algérie*. Thèse de Doctorat d'Etat en langue arabe. P.669.

[29] Ibid, p 669.

[30] Dusan Bilandzic – *Gestion de l'économie yougoslave* P.32.

[31] Plan comptable national, rapport de présentation Nov, 1973 op.cité P.1

[32] Ordonnance du 29 décembre 1971, article 38, J.O de la RADP.

[33] Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques P.61.

[34] F.L.N, *Textes fondamentaux du front de libération nationale*, PP 53/54.

[35] J. Leca et JC.Vatin- *Algérie politique, institutions et régime* P.25.

[36] Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques P.296

[37] Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques P.449.

[38] Parti du Front de Libération Nationale, *rapport du Secrétaire Général*.

[39] J.Meyer, *Comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale* P.XV.

[40] A.Masnata, *Planification collectiviste et économie de marché confrontés*. à la Baconnière Neuchatel P.49.

الزبير عروس*

الفقر بالجزائر

الظاهرة، الأسباب و دور جمعيات النوع الاجتماعي في مواجهته

تتناول هذه الدراسة دور الحركة الجمعوية بالجزائر و قطاع جمعيات النوع الاجتماعي (gender)، خاصة في التعامل مع الواقع الذي أنتجته التحولات الاقتصادية التي عرفتها الجزائر منها مصنف سنة 1985. كما تتناول الظروف الاجتماعية و القانونية التي تتحكم في أداء هذه الحركة بكل مكوناتها الفاعلة سلبا و إيجابا لمواجهة ظاهرة الفقر المتزايد في ظرف تخلت فيه الدولة عن صلاحياتها كعون أساسي منظم للحياة الاقتصادية و حجت دورها اتجاه المواطن و قضاياها الاجتماعية، مما أدى إلى ظاهرة الفقر. هذه الظاهرة التي كانت كامنة تاريخيا واجتماعيا لكن محرم النطق بها سياسيا و إيديولوجيا أصبحت من قضايا التجنيد السياسي، سواء على مستوى خطاب الدولة الرسمي أو المعارض الطامح لإدارة شؤونها.

1 - الوضع الاقتصادي والاجتماعي

1.1. انتشار الفقر

منذ سنة 1987، أخذ الفقر يتقدم في الجزائر و ينتشر بين فئات اجتماعية كانت بمنأى عنه لوقت قريب. هذه الظاهرة التي خرجت من دائرة المحرم الناطق به إلى مفهوم متداول على مستوى الخطاب السياسي و الإعلامي، و تم تناولها من حيث الدراسة سنة 1988 في إطار المسح العام الذي قام به الديوان الوطني للإحصاء حول الإنفاق المنزلي، و أتبع بمسح وطني آخر حول المستوى المعيشي العام للجزائريين. هذا، و لقد وظفت معطيات هذين المسحين في الدراسة التي قام بها البنك الدولي وقدمتها سنة 1997 و تمّ التركيز فيها على قضايا: النمو، الشغل و الفقر. بينت هذه الدراسة أن:

- نسبة الفقر ارتفعت ما بين سنة 1988 و سنة 1995 بشكل ملفت للنظر، نتيجة الركود الاقتصادي العام الذي ظل يعانيه الاقتصاد الجزائري، هذه النسبة زادت في الارتفاع في السنوات الموالية بالرغم من محاولات الإنعاش الاقتصادي و إستراتيجيات محاربة الفقر التي أخذت شكل الصخب الإعلامي ابتداء من سنة 1999.

- وصل عدد فقراء الجزائر الذين يعيشون تحت الحد الأدنى للفقر سنة 1995 أربعة ملايين فرد، و هو ما يعادل نسبة 14 % من مجموع السكان الذين بلغ تعدادهم أكثر من 28 مليون [1]، كما بلغ المجموع الكلي للفقراء الذين يعيشون تحت الحد الأقصى للفقر 6,5 مليون فرد و هو ما يعادل نسبة 22.6 % من مجموع السكان لذات السنة.

· في سنة 1988 كان 2,85 مليون فرد أو ما يعادل 12,2% من السكان يعيشون تحت الحد الأدنى للعيش و المقدر ب 10,368 دينار جزائري أو ما يعادل 299 دولار أمريكي سنويا للفرد الواحد. هذا العدد الإجمالي زاد في الارتفاع و بشكل موسع عموديا و أفقيا منذ بداية الأزمة السياسية و الأمنية الحادة.

إنها مؤشرات مخيفة تدل على مدى تفشي ظاهرة الفقر بالجزائر و التي قدّر حجمها تقريراً حجمها تقرير المجلس الوطني الاقتصادي و الاجتماعي سنة 1998 بأزيد من أحد عشر مليون فرد^[2] لمجموع مكونات المؤشرات الثلاث للفقر المثبتة في الجدولين المواليين و المستخرجين من تقرير الندوة الوطنية لمحاربة الفقر سنة 2000. بل و يذهب التقرير الأخير الصادر عن مفتشية العمل أن عدد الذين يعيشون تحت مستوى الفقر قد وصل سنة 2001 إلى 14 مليون فرد و هي نسبة عالية مقارنة بالعدد الإجمالي للسكان إذ تمثل حوالي 50%.

جدول رقم 1: مؤشرات الفقر على المستوى الوطني بين 1988 - 1995

1995			1988			مؤشرات الفقر للسنة
على المستوى الوطني	الناطق الريفية	الناطق الحضرية	على المستوى الوطني	الناطق الريفية	الناطق الحضرية	
5,7	7,8	3,6	3,6	5,2	1,9	الأدنى: 10.943 دج
14,1	19,3	8,9	8,1	11,0	4,8	المتوسط: 14.827 دج
22,6	30,3	14,7	12,2	16,6	7,3	الأقصى: 18.191 دج

جدول رقم 2: عدد الفقراء اللذين يعيشون بالفقر بمستوياته الثلاثة على المستوى الوطني (000)

1995			1988			الفقر الأقصى
على المستوى الوطني	الناطق الريفية	الناطق الحضرية	على المستوى الوطني	الناطق الريفية	الناطق الحضرية	
1.611,4	1.107,1	504,3	849	639,5	210,5	الفقر المتوسط
3.986	2.739,3	1.246,8	1.884	1.352,7	531,7	الفقر الأدنى
6.360	4.300,6	2.059,4	2.850	2.041,4	808,6	

المصدر: تقرير البنك العالمي رقم 16618 - (AL) بتصرف

2.1. لكن من هم فقراء الجزائر تحديداً؟

إنهم الفئة الاجتماعية التي تتضمن تحديداً، كما بينته المقاربات الميدانية، عمال الأرض الذين يعيشون على منتجات أراضيهم، عمال و رعاة المناطق السهبية، العمال المشتغلين في الميدان الزراعي والذين ليست بحوزتهم قطعة أرض، العمال الذين سرحوا من مناصب عملهم نتيجة لبرامج الإصلاحات الاقتصادية التي قضت على "دستورية العمل القار". هذا و تتمثل أفقر الفئات وأضعفها في المكون العام "لجمهير الفقراء" في: العجزة، المعاقين بفئاتهم الثلاث، النساء، و بصفة أعم إنهم الأسر التي تكون مدخولها من الحد الأدنى للأجر القاعدي و المقدر ب 8000 دينار جزائري. و أخيراً ضحايا العنف المسلح الذين بالرغم من محاولات تجاوز الظرف الذي أنتج وضعهم من الناحية التنظيمية ابتداء من سنة 1995 و من الناحية السياسية ابتداء من سنة 1997 و أمنياً مع بدايات سنة 1997، إلا أن الغلبة كانت للوضع الاقتصادي و آثاره على أداء مكونات تنظيمات المجتمع الجزائري التضامنية، خاصة تلك العوامل التي تتحكم في أداء مكونات

الحركة الجمعوية، من حيث الالتزام، الحقوق و الواجبات اتجاه الفئات الاجتماعية التي تشمل موضوع فعلها الاجتماعي واحد قضاياه الأساسية التي تدافع عنها في مواجهة العوامل المؤثرة فيها و منها الوضع الأمني العام و مأسية التدميرية التي مست جميع الفئات الاجتماعية. أضف إلى ذلك برامج إعادة الهيكلة و ما نتج عن تطبيقاتها من انعكاسات سلبية على شرائح اجتماعية واسعة، خاصة الأطفال، النساء و العجزة، هاته الفئات الثلاث التي مستها في عمق الوجود برامج الإصلاح الهيكلي سواء على مستوى الوظيفة المناسبة أو التمدّس وأوضاعه بالنسبة للأطفال. إنها فئات كان لإصلاح القطاع التجاري المنتج و ما صاحبه من إجراءات مفروضة تحد من إمكانيات تدخل الدولة أثاره على الفئات الثلاث نتيجة الممارسات الجديدة الشبه اقتصادية التي مست جوانبها التطبيقية الفئات الاجتماعية الأكثر ضعفا في بنية المجتمع الجزائري نتيجة تخلي الدولة عن التزاماتها و منها سياسة الحماية الاجتماعية و فلسفة مناصب الشغل القارة مما أدى إلى ضعف أو تجميد قيم التضامن؛ بالإضافة إلى الارتفاع الرهيب في نسب البطالة و ازدياد أعدادها مع تقدم خطوات تطبيق برنامج الإصلاحات الهيكلية دون آفاق سياسة و اقتصادية راشدة ترفع من نسب النمو و تستوعب الأرقام المتزايدة للشباب الباحث عن مناصب الشغل و التي تتراوح أعدادهم ما بين 200.000 إلى 300.000 سنويا بتنوع درجات تكوينهم، اختصاصاتهم و إمكانياتهم المهنية و نوعهم الاجتماعي منذ بداية سياسة إعادة الهيكلة.

إنهم فقراء الجزائر الذين يعيش معظمهم في المناطق الريفية المنسية و المرأة منهم بصفة خاصة لأسباب اجتماعية ترجع في الأساس إلى طبيعة تركز مناصب الشغل في المناطق الحضرية و التي لا تعطي الفرصة للمرأة لملاحقة فرص الشغل النائية عن مراكز عيشها الاجتماعي.

لكن الفقر قد أدرك في المناطق العمرانية الحضرية حيث نجد عدد العائلات الفقيرة يتزايد و بشكل كبير، في علاقة طردية لمكونات فئاتها العمرية و درجة حظوظها من حيث نسبة التمدّس [3]، إلى جانب الموجات الجديدة من فقراء أطراف المدن الذين دفعتهم الظروف الأمنية إلى هجرة مناطق معيشتهم و الاستقرار على أطراف المدن بحثا عن الأمان.

الأسباب المباشرة لتزايد ظاهرة الفقر و الإفقار بالجزائر، يمكن إجمالها في الآتي:

· **ضعف الناتج الداخلي الخام:** إذ لم يعرف إلا نسبة نمو متواضعة و صلت إلى 2,7 % في السنة ما بين 1980 و 1990 و 1,2 % ما بين 1990 و 1998، بالرغم من ارتفاع نسبة النمو أثناء هذه السنوات الأخيرة 5,5 %.

· **ضعف الدخل المنزلي:** إذ حسب دراسة للديوان الوطني للإحصاء لسنة 1996 حول اليد العاملة، فإن 30 % من الأجراء يتلقون 6000 دينار جزائر في الشهر، و هو ما يمثل بالنسبة للعائلة المشكّلة من ستة أشخاص دخلا يساوي الحد الأدنى للفقر و المقدر بـ 14,827 دينار للفرد في السنة و هذا له تأثيره على المرأة ربة البيت الكافلة خاصة.

· **ضعف الأجر و عدم مسايرته وتيرة الارتفاع في أسعار السلع الاستهلاكية خاصة منذ سنة 1990،** علما أن الأجر العام لا يصل في أغلب الأحوال الحد الأدنى للعيش و الذي قدرناه ميدانيا في دراسة سابقة بعشرين ألف دينار شهريا للأسرة المتوسطة العدد (06). هذا أدى بدوره إلى ضعف الادخار و بالتالي إلى محدودية الإمكانيات الذاتية التي تساهم في خلق المشاريع المستقلة للتوظيف و المساهمة في محاولات الخروج من دائرة الفقر.

. **الضغط الديموغرافي:** يعتبر معدل النمو السكاني بالجزائر من أكثر المعدلات ارتفاعاً، إذ يتجاوز المقاييس العالمية حيث وصل ما بين سنوات 1980 و 1990 إلى 2,4% و 2,1% ما بين سنوات 1990 و 1998 الشيء الذي أدى إلى ارتفاع الحجم المتوسط للأسرة الجزائرية و المتكونة من 6 أفراد، مع ضعف الدخل وإمكانيات التشغيل المشار إليهما سابقاً. معدل النمو السكاني هذا أول ضحايا المرأة و التي تعاني من التهميش تقليدياً مع قلّة التمدد في المحيط الريفي بالخصوص، إلى جانب معاناتها من إشكالية التسرب المدرسي لأسباب اجتماعية على المستوى الريفي خاصة. أضف إلى ذلك ضعف مشاركتها على مستوى الوظيفة و اتخاذ القرار والمعاناة من عدم المشاركة في فرص التكوين المهني ما عدا تلك التي توفرها الجمعيات الخيرية و الإسلامية منها خاصة و في مجالات محدودة بعينها مع قلّة إمكانية الحصول على المساعدات المادية المباشرة للقيام بنشاط منزلي ذي طبيعة إنتاجية نفعية. هذا بالرغم من الإحصائيات التي تشير إلى كون المرأة تأتي على رأس 11,6% من الأسرة الجزائرية سنة 1998 و في بعض المراكز العمرانية الرئيسية ترتفع هذه النسبة إلى 12,6%، و هذا يعني إذا كانت الأسرة كافلة امرأة فإن مجموع أفرادها يعيشون تحت الحد في أكثر الحالات رسداً [4].

2 - الحالة العامة للسكان

يعتبر السكن من أكثر قضايا المجتمع تعقداً و مثارة للانشغال، الأمر الذي دفع بالقائمين على الفدرالية الدولية للدفاع عن حقوق الإنسان إلى تخصيص جزء هام من تقرير المنظمة رقم 319 لشهر نوفمبر 2001 لهذه المعضلة والتي تتمثل في العجز الذي تعرفه حظيرة السكن والمقدر بأكثر من مليون وحدة سكنية بينما وتيرة الإنجاز لا تتجاوز الثمانين ألف وحدة سكنية في السنة إلى جانب التكدس الذي تعرفه المساكن والمقدر بـ 7,1 فرداً في السكن الواحد، إضافة إلى ذلك، تعرف 52% من مساكن المدن تكدساً للأفراد يتراوح ما بين 15 إلى 20 فرداً في مساحات ضيقة و 30% من المساكن تعرف زيادة ملحوظة في عدد الأفراد القاطنين بها و 28% تعرف زيادة غير مقبولة على الإطلاق.

إضافة إلى هذا، يوجد 600 ألف سكن في حالة سيئة جداً حسب تقديرات الديوان الوطني للسكن في بداية سنة 2002. و قد سجلت الجزائر العاصمة لوحدها أكثر من 3000 بناية سكنية مهددة بالانهيار و 3500 سكن فوضوي مقام على سطوح العمارات [5] في الأحياء الشعبية، و زاد من حدة تدهور الحالة العامة للسكن بالجزائر الوضع الأمني الخطير على مستوى الأرياف خاصة مما أدى إلى نزوح جماعي إلى الأماكن الأكثر أمناً على أطراف المدن الكبرى فتفاقت ظاهرة البيوت القصدية على مستوى كل التراب الوطني.

1.2. البطالة

زاد من المعاناة العامة للسكان بالجزائر ارتفاع نسبة البطالة و التي قدرها الديوان الوطني للإحصاء سنة 2001 بـ 26% من المجموع الإجمالي لليد العاملة الناشطة أو ما يعادل من حيث العدد 2,5 مليون بطال من مجموع اليد العاملة الناشطة والتي قدرت مع بداية سنة 2002 بحوالي 8,7 مليون. يمثل الرجال من هذا العدد نسبة 85% والنساء نسبة 15%، ويتوقع ارتفاع في نسبة البطالة نتيجة نسبة النمو الاقتصادي الضعيفة والتي لم تتجاوز 4% حسب تقديرات البنك الدولي لسنة 2001 و التي كان يفترض أن تتجاوز نسبة 7% خارج نطاق قطاع المحروقات لتجاوز التوقعات الكارثية و التي تقدر ارتفاع نسبة البطالة إلى 37% من مجموع اليد العاملة الناشطة و

ذلك في السنوات القادمة [6]. و إن كان واقع البطالة حاليا ليس بالبعيد عنها حيث كشف تقرير أعدته الوكالة الوطنية للتشغيل أن نسبة البطالة لسنة 2001 بلغت 26 % و 70% منها تتشكل من فئة الشباب [7]. سوق العمل إذن، ميزه التوتر الشديد وذلك لأسباب عدة منها:

- بالرغم من التراجع الإيجابي الذي عرفته خطة تسريح العمال إلا أن الصيغ الجديدة التي اعتمدت لتخسيس (Dégraissage) المؤسسة الاقتصادية من اليد العاملة الزائدة و القائمة على الذهاب الإرادي أدت إلى فقدان أكثر من 250 ألف منصب شغل ما بين سنة 1998 و سنة 2000.

- الارتفاع المتزايد في أعداد اليد العاملة الجديدة و الطالبة لمناصب الشغل والتي كانت تقدر سنة 1990 بـ 250.000 طلب عمل وصلت في بداية سنة 2002 إلى عدد يتراوح ما بين 325.000 إلى 350.000 لا تتجاوز نسبة الذين يظفرون بعمل من هذا العدد الإجمالي إلا 8% إلى 9%، و هذا يرجع بدوره إلى تقلص قدرة استيعاب المؤسسة الاقتصادية لليد العاملة الجديدة.

- تصفية عدد كبير من المؤسسات ما بين سنة 1995 و سنة 2000 و إلغاء ما يقارب 300 ألف منصب عمل غير قابلة للتعويض بالإضافة إلى ارتفاع العدد الإجمالي من المطرودين من مناصب عملهم نتيجة للأثار المباشرة لبرنامج الإصلاحات الهيكلية و الذين يقدر عددهم بـ 405 ألف منصب [8] و ضياع أكثر من 100 ألف منصب شغل نتيجة أعمال التخريب التي مست المؤسسات الاقتصادية مع بداية العنف المسلح سنة 1992. هذا التخريب اخذ شكلا مركزا ما بين سنة 1995 و سنة 1997.

هذه بعض المؤشرات عن الوضع العام لسوق العمل و حالته المتأزمة المقرونة بمظاهر أخرى فيها الكثير من الدلائل عن تدهور الحالة العامة للحقوق الاقتصادية والاجتماعية لأفراد المجتمع الجزائري و منها: التجاوزات و عدم التقيد بالقوانين من قبل أرباب العمل و تقشي ظاهرة العمل غير المصرح في المؤسسات العمومية و الخاصة، إلى جانب عدم التقيد بالشروط الصحية و الأمنية مما أدى إلى الارتفاع الكبير للأمراض المهنية. هذه الوضعية تدل عليها نتائج عمليات المراقبة التي قامت بها مفتشية العمل و البالغة 27 ألف عملية تفتيش سنة 2001 و التي أسفرت عن إصدار 18107 ملاحظة و 25719 إنذار و 5439 محضر [9].

2.2. الصحة

الحالة العامة لصحة السكان تعبر عنها العودة المكثفة للأمراض الفقر و التي كشفت عنها عدّة ملتقيات علمية منها الملتقى الطبي الذي عقد في مدينة سكيكدة في 19 مارس 2002 و الذي كشف فيه عن وجود 80 ألف فرد بالغ و مليون طفل مصاب بداء الربو إلى جانب اتساع الرقعة الجغرافية للإصابة بالسل أين تمّ تسجيل 1000 حالة خلال سنة 2001 فقط. و من الولايات المثال لعودة أمراض الفقر هذه ولاية تيبازة التي تؤكد بها تقارير وحدات الكشف و المتابعة الصحية في الوسط المدرسي عن العودة القوية لأمراض الفقر في أوساط التلاميذ، إذ كشفت الفحوص الدورية المجراة على التلاميذ المتمدرسين عن وجود ما لا يقل عن 1260 حالة إصابة بداء الجرب من مجموع التعداد الإجمالي لتلاميذ الولاية لسنة 2001 كما تمّ تسجيل 2140 تلميذ حامل للقمح، هذا إلى جانب الأمراض المتعلقة بالوسط المدرسي حيث تم تسجيل في هذا السياق 3437 حالة منها 745 حالة اضطراب في السلوك و 701 حالة خاصة بمشاكل النطق و 2032 حالة لداء الغدد و 2559 حالة مرض التبول. أضف إلى ذلك الارتفاع المقلق

في حالات الأمراض النفسية، علاوة على 2030 حالة إصابة بمرض الغدة الدرقية الناتج عن النقص في مادة اليود هذا على مستوى دائرتين من دوائر الولاية [10]، بينما سجلت نسبة 74,44% من التلاميذ المصابين بتسوس الأسنان. [11]

تأزم الوضع الصحي لتلاميذ ولاية تيبازة التي تعتبر امتدادا طبيعيا للجزائر العاصمة يرجع بالأساس إلى سوء الأحوال الاجتماعية التي تعيشها الأسرة الجزائرية عموما والتي انعكست سلبا على الوضع لصحة للسكان الذي زاد سوءا مع الارتفاع المذهل في أسعار الأدوية.

سوء العيش هذا زاد من حدته برامج الإصلاحات الاقتصادية المتعددة و التي فشلت في تحقيق الغاية المرجوة منها نتيجة جملة من النقائص الكامنة في الاقتصاد الجزائري و منها:

- خضوع ميزانية مدفوعات الدولة و ميزانية المدفوعات لإنتاج وصناعة المحروقات و علاقتها مع تقلبات الأسعار على المستوى الدولي، مع غياب واضح لاستراتيجية للاستفادة وتوظيف الفائض في ميادين التنمية المستدامة في حالة تلائم أسعار النفط على المستوى العالمي مع متطلبات التنمية على المستوى المحلي.

- اعتماد المحصل من المحروقات كمصدر أساسي لتسديد الديون الخارجية.

- هيمنة هذا المحصل على مجمل التعاملات التجارية الخارجية للجزائر و التي تمثل 90% من المصدر و 30% من مجمل الإنتاج الداخلي الخام و 56% من عائدات خزينة الدولة سنة 1999، مما يعطي للعامل الخارجي الدور الموجه الأكبر في عملية أداء الاقتصاد الجزائري.

- عدم القدرة على التصرف الاقتصادي المتلائم مع القضايا الاجتماعية الأساسية، مما أدى إلى تضخم نسب البطالة و ازدياد أعدادها بأعداد جديدة من ذوي مناصب الشغل القارة و بالتالي تضخم عدد الفقراء على مستوى كل الفئات المكونة للمجتمع الجزائري.

- سياسة التردد في تطبيق برامج إعادة الهيكلة على الشركات الإنتاجية العامة الكبرى نتيجة ثقل المديونية المتراكمة و ثقل التكلفة الاجتماعية في حالة حلها.

3.2. جيوب الفقر بالجزائر*

توجد جيوب مكثفة للفقر على مستوى كافة مناطق القطر الجزائري، وتختلف أسباب تواجدها باختلاف مناطقها من حيث الطبيعة المناخية والأشكال العمرانية و نستطيع تحديد بعض مناطقها خاصة في المناطق الجبلية بولايات باتنة، البويرة، تيزي وزو، جيجل، سكيكدة، المدية، غيليزان، معسكر، تلمسان و سيدي بلعباس. أضف إلى ذلك المناطق السهبية الجافة في الهضاب الوسطى من الجزائر ولا سيما في ولايات تبسة، خنشلة، بسكرة، أم البواقي، سوق أهراس، ميلة، مسيلة، الجلفة، تيارت، سعيدة، الأغواط و البيض. و نجد الفقر أكثر تجذرا في المناطق الجافة في الجنوب الجزائري و هذا يبعد المناطق الأكثر نشاطا اقتصاديا من هذه الظاهرة كما توضحه جيوب النموذج التي يتقدمها على النحو التالي:

1.2.3. جيوب الفقر في ولاية سكيكدة الصناعية

عدد الأشخاص دون المسوى المعيشي 2000	المعوزين بدون أي دخل و لا مساعدة من طرف الدولة						المعوزين بدون أي دخل و لكن يحصلون على مساعدة من طرف الدولة		المعوزون
	الشبكة الإجتماعية			المساعدة الإجتماعية			عدد الجيوب	البلديات	
	مجموع	AFS**	IAIG***	عدد المسنين	عدد المكفوفين	عدد المعوقين			
779	889	460	50	160	159	60	110	الفق	
307	360	190	35	60	57	18	304	بني زيد	
319	371	200	30	60	59	22	37	الشريع	
344	441	250	60	60	34	37	176	أولاد اعطية	
327	372	260	33	50	17	12	35	وادي الزهور	
249	287	185	20	50	14	18	17	خناق مانيون	
323	391	200	50	60	63	18	401	الزيتونة	
149	197	100	32	30	19	16	252	فروع	
722	867	450	50	100	172	95	280	عناوس	
269	324	185	28	30	54	27	143	بين الويدان	
552	611	360	32	60	132	27	150	كركرة	
424	528	280	36	70	74	68	109	أم الطوب	
520	628	380	65	100	40	43	150	عين القنطرة	
205	246	125	30	60	20	11	139	ولجة بوالوط	
518	598	370	48	60	88	32	79	سيدي مزغوش	
537	620	410	50	60	67	33	131	بني ولبان	
171	216	110	30	50	11	15	172	عين بوزيان	
83	120	70	28	10	03	09	11	عين الزويت	
6798	8066	4585	707	1130	1083	561	2696	المجموع	

هذا الجدول يوضح لنا حاجة منطقة شرق ولاية سكيكدة إلى فعل جمعي مصوب يركز نشاطه على ثلاث فئات اجتماعية و هي المعوقين حركيا المكفوفين و المسنين.

2.3.2. جيوب الفقر بولاية تلمسان

توضح المصنفات الرقمية التالية بعض جيوب الفقر المنتشرة بهذه الولاية بالرغم من إمكانياتها الاقتصادية الكامنة.

مصنف الأرقام الأول

تعتبر أرقام هذا المصنف الحالة العامة لمجموعة سكانية تعيش في منطقة جبلية تنأى عن مراكز العمران و تبرز ضرورة الفعل الجمعي المركز على المستوى الصحي، الاجتماعي و التربوي في مجموعة من البلديات التي تقع في الجنوب الشرقي من مركز الولاية و تتكون من أربعة دوائر و خمسة بلديات و هي: بني بوسعيد، البوحى ، سيدي جيلالي، بني عزابيل.

معطيات حول السكان:

مجموع السكان: 52326

- الأميون: 6802 - السكان النشطون: 10675 - نسبة البطالة: 24 %

معطيات حول وضعية السكن:

- حسن: 35 % - مقبول: 33 % - قديم: 14 % - غير مستقر: 12 %

التمدرس

- السكان في سن التمدرس: 10473 - عدد المتمدرسين: غير محدد

وسائل النقل: غير كافية

الصحة:

- عيادات متعددة الخدمات: 01 - قطاعات صحية: 01

- قاعات العلاج: 6 - عيادات الولادة: 01

هياكل التربية و التكوين:

- الابتدائي: 27 - المتوسط: 07 - الثانوي: 02

- مراكز التكوين المهني: منعدمة

قطاعات النشاط القائمة:

- الصناعة: منعدم - الإدارة: قائم - الفلاحة: قائم - الحرف: قائم

مصنف الأرقام الثاني

يبرز هذا المصنف الثاني من الأرقام جملة من المعطيات تحدد ظروف معيشة مجموعة سكانية تعيش في منطقة سهبية رعوية محددة إداريا بدائرتين و ثلاث بلديات.

الدوائر: أولاد ميمون، سبدو.

البلديات: أولاد لخضر، بني سنوس و الغور .

المجموعة السكانية في حاجة إلى جملة من الجمعيات الفئوية يركز فعلها الجمعي المصوب على الصحة، الأحوال المعيشية، الاجتماعية و التربوية كما توضحه المعطيات الإحصائية التالية:

معطيات حول السكان:

مجموع السكان: 16264

- الأميون: 2927 - السكان النشطون: 4072 - نسبة البطالة: 23 %

معطيات حول وضعية السكن:

- حسن 26 % - مقبول 38 % - قديم 22 % - غير مستقر 14 %

التمدرس:

- سكان في سن التمدرس: 3578 - عدد المتمدرسين: 3364

النقل: وسائل النقل غير كافية

الصحة:

الهياكل الصحية:

- العيادات المتعددة الخدمات: 00 - قطاعات صحية: 00

- قاعات العلاج: 12 - عيادات الولادة: 00

التربية و التكوين:

هياكل التربية و التكوين المهني:

- الابتدائي: 11 - المتوسط: 03 - الثانوي: 00 - مراكز التكوين المهني: 00

قطاعات النشاط القائمة:

- الصناعة: منعدم - الإدارة: قائم - الفلاحة: قائم - الحرف: منعدم

أما المنطقة الموالية التي توضح الحالة الاجتماعية لسكانها مصنفاً الأرقام الثالث من جملة مصنفاً الأرقام المبينة لجيوب الفقر في ولاية تلمسان، هي منطقة جبلية محاصرة، تحتاج إلى فعل جمعي مصوب على القضايا الصحية، الاجتماعية و التربوية خاصة في دوائرها الأربعة و هي الحناين، عرمش، فلاوسن، الحناية و بلدياتها الأربعة و هي: بني خالد، بني عراوسوس، فلوسن، و المعطيات حول سكان هذه المنطقة هي:

معطيات حول السكان:

مجموع السكان: 29711

- الأميون: 4673 - السكان النشطون: 7787 - نسبة البطالة: 22 %

معطيات حول وضعية السكن:

- حسن: 30 % - مقبول: 42 % - قديم: 16 % - غير مستقر: 12 %

التمدرس:

- سكان في سن التمدرس: 6273 - عدد المتمدرسين: 5899.

النقل: غير كافي

الصحة:

- عيادات متعددة الخدمات: 00 - قطاعات صحية: 01

- قاعات العلاج: 12 - عيادات الولادة: 00

التربية و التكوين:

- الابتدائي: 16 - المتوسط: 03 - الثانوي: 01 - مراكز التكوين المهني: 00

قطاعات النشاط القائمة:

- الصناعة: منعدم - الإدارة: قائم - الفلاحة: قائم - الحرف: قائم

المنطقة الموائية التي يتناول مصنف الأرقام الرابع حالتها الاجتماعية و حاجتها إلى فعل جمعي مصوب يركز على القضايا الاقتصادية التربوية و الصحية و التي تعتبر من اكبر المناطق التي عانت من ظروف الأزمة الأمنية و آثارها الاقتصادية و الاجتماعية، و التي زاد من حدتها الجفاف الذي تعاني منه المنطقة في الأعوام الأخيرة مما أدى إلى تقلص في النشاط الاقتصادي و ارتفاع نسبة البطالة في دوائرها الثلاث و هي: الرمشي، شيطوان عين ثلوت و بلدياتها الأربع هي بني الشيوخ، فحول، عميور و عين فحالة، الشيء الذي يتطلب عملا جمعيًا جادا مدعما و مصوبا اتجاه القضايا الصحية الاجتماعية و التربوية، و هو ما تبرزه المعطيات حول سكانها على النحو التالي:

معطيات حول السكان:

مجموع السكان: 38623

- الاميون: 6179 - السكان النشطون: 9247 - نسبة البطالة: 21 %

وضعية السكن:

- حسن 32 % - مقبول: 36 % - قديم: 14 % - غير مستقر: 18 %

التمدرس:

- السكان في سن التمدرس: 7332 - عدد المتمدرسين: 6694

النقل: غير كافي

الصحة:

- عيادات متعددة الخدمات: 00 - قطاعات صحية: 02

- قاعات العلاج: 20 - عيادات الولادة: 00

التربية و التكوين:

- الابتدائي: 16 - المتوسط: 04 الثانوي: 00 - مراكز التكوين المهني: 00

قطاعات النشاط القائمة:

- الصناعة: قائم - الإدارة: قائم - الفلاحة: قائم - الحرف: غير قائم

المصنف الخامس و الأخير يوضح واقع منطقة دون أدنى مستويات التنمية و تشمل أربعة دوائر و هي باب العسة، الغزوات، فلوس و صبرة و أربعة بلديات و هي: السواني تيافت، ياغرومراسن و عين الكبيرة و تقع جميعها في شرق شمال الولاية. تحتاج هذه المناطق إلى فعل جمعي محلي و وطني مركز يشمل ميادين البيئة، الصحة، التربية، المساعدة الاجتماعية و محاربة البطالة، كما يتضح ذلك من خلال الواقع الاحصائي الوارد في المصنف الخامس الآتي ذكره:

معطيات حول السكان:

مجموع السكان: 35566

- الأميون: 5990 - السكان النشطون: 7966 - نسبة البطالة: 23 %

وضعية السكن :

- حسن: 25 % - مقبول: 45 % - قديم: 20 % - غير مستقر: 10 % .

التمدرس:

- السكان في سن التمدرس: 5909 - عدد المتدرسين: 5558

هياكل التربية و التكوين:

- الابتدائي: 24 - المتوسط: 19 - الثانوي: غير محدد - مراكز التكوين: 00

الصحة:

- عيادات متعددة الخدمات: 00 - قطاعات صحية: 00

- قاعات العلاج: 19 - عيادات الولادة: 00

المصنفات الخمسة هذه تشير معطياتها الخاصة بهياكل التربية، التعليم و الصحة أن المرأة هي حلقة الضعف الكبرى في جيوب الفقر هذه.

الواقع الاجتماعي في مستوياته المتعددة الذي توضحه الجداول الآتية بالأرقام و النسب، تتعامل معه نظريا ترسانة كبيرة من قطاع الجمعيات يصل عددها حسب قوائم سنة 1994 إلى 1264.

لكن هذا الأرقام ما هي إلا أرقام تسجيل تقوم على نية التأسيس، أما الواقع الفعلي فتبنيه الأرقام الفعلية المعدة في جويلية و المستخرجة السجلات الرسمية لولاية تلمسان و هي أرقام اقل ما يقال عنها إنها تنأى بفعل الواقع مع أرقام وزارة الداخلية و تتماشى مع تصريحات السلطات الرسمية على مستوى ولاية تلمسان و التي نرى أن الفاعل من الجمعيات على مستوى الواقع اقل بكثير حتى بالنسبة للمسجل منها على مستوى دوائر الولاية ذاتها مع الضعف الشبه الكلي للجمعيات الخاصة بالنوع الاجتماعي، ما عدا تلك التي تعلن صراحة انتماءها للاتحاد النسائي، على حين تركز فعلها على ترقية المرأة اجتماعيا و ثقافيا و هو ما توضحه بعض معطيات الجدول الموالي:

جدول رقم 4: جمعيات ولاية تلمسان بالفئات و بالبلديات (مقرر 1999-09-29)

مجموع	مزارعين	موقوفين	دينية	اجتماعية	خيرية	اولياء التلاميذ	رياضة	ثقافة	رياضة	شباب	إمماج الشباب	قبة الجمعيات بلديات
3	1	/	/	/	/	/	/	/	2	/	/	اولاد ميمون
7	6	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	عين ثلو
3	/	/	/	1	/	/	/	/	2	/	/	عين يوسف
52	6	1	/	2	2	6	21	7	4	2	2	الرمشي
1	/	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	القول
8	1	/	/	2	2	/	/	/	5	/	/	الحنية
1	/	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	بنى سنوس
1	/	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	عزابل
1	/	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	بنى بوسعيد
/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	سويدي عنبلي
1	/	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	عين النحلة
3	/	/	/	/	/	/	2	1	/	2	/	دار بغمور اسن
4	/	/	/	/	/	/	1	1	1	1	/	كيدت
13	/	/	4	/	/	/	5	3	1	5	/	بوحنو
96	/	/	/	29	29	/	/	27	21	/	/	تلمسان
33	/	/	11	/	/	/	6	6	4	6	/	صبرا
2	/	/	/	/	/	/	/	/	2	/	/	سواني
5	1	/	/	/	/	/	/	/	4	/	/	القزوات
13	/	/	/	/	/	/	6	2	1	9	/	سواطية
24	/	/	/	2	2	1	7	3	4	7	1	نارومة
16	/	/	/	/	/	/	7	1	1	7	/	الجبلية
2	/	/	/	/	/	/	/	/	2	/	/	فلوسن
1	/	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	عين فاتح
1	/	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	عبيورا
4	1	/	/	/	/	/	/	/	3	/	/	شوان
3	1	/	/	/	/	/	/	/	2	/	/	عين القزة
4	/	/	/	/	/	/	/	/	4	/	/	بن سكان
2	/	/	/	/	/	/	/	/	2	/	/	عري بنى هديل
3	/	/	/	/	/	/	/	/	3	/	/	بنى مسطر
19	2	/	/	5	5	/	/	/	3	/	/	المنصورة
3	/	/	/	/	/	/	/	/	3	/	/	مرسى بلبيدي
3	1	/	/	/	/	/	/	/	2	/	/	العريش
3	1	/	/	/	/	/	/	/	2	/	/	القول
15	2	/	/	4	4	/	/	/	5	/	/	السبدو
17	2	/	/	/	6	/	/	/	9	/	/	مغنية
10	/	/	/	6	/	/	1	1	1	1	/	حمام بوغران
1	/	/	/	/	/	/	/	/	1	/	/	سويدي مخاهد
5	1	/	/	1	1	/	/	/	3	/	/	سويدي الجالسي
2	/	/	/	/	/	/	/	/	2	/	/	الزهي
3	/	/	/	/	/	/	/	/	3	/	/	حمام عتابين

الملاحظ على معطيات هذا الجدول هو الغياب الكلي لجمعيات النوع الاجتماعي العاملة في ميدان ترقية المرأة على مستوى الريف التلمساني. هذه الملاحظة التي يمكن تعميمها على بقية الولايات الأخرى، تعميم يبرره الواقع الميداني الذي أثبتته المعاينة المباشرة أثناء إعداد هذه الدراسة.

3.3.2. جيوب الفقر بولاية عنابة

واقع ولاية عنابة لا يختلف كثيرا عن واقع ولاية تلمسان بالرغم من كون ولاية عنابة تعتبر من أغنى ولايات الجزائر نظرا لكونها احد مركز الصناعات الثقيلة بالجزائر إلى جانب طاقتها الزراعية و السياحية. لكن هذا الواقع الاقتصادي التفضيلي يخفي وراءه عدة قضايا مأساوية تتعلق بالوضع المعيشي للسكان، سواء على المستوى البيئي، البطالة و انتشار ظاهرة الفقر مما يتطلب فعلا جمعويا مركزا و مصوبا و هو ما تؤكد حالة جيوب الفقر المحصاة من طرف مصالح الولاية و هي:

1. **بلدية عنابة:** مقر الولاية يوجد بها ستة جيوب للفقر و هي ساحة الأسلحة، حي السيوس، حي سيدي حارب، حي سيدي عيسى، واد الذهب، حي بنى محافر.

2. **بلدية البوني:** يوجد بها جيبان للفقر و هما حي بوخضرة وحي سيدي سالم.

3. **بلدية واد العناب:** سراول، واد زيد.

4. بلدية سيدي عمار: و بها جيبان هما دراجي راحم و حجر الديس

5. بلدية برحال الزراعية: بها جيب محصى و هو حى ناشئة.

6. بلدية سرايدي: الفائقة الإمكانيات السياحية و الغابية نذكر من جيوبها جيب عين يبار.

الأربعة عشرة جيبا للفقير و المحصاة رسميا على مستوى دوائر الخدمات الاجتماعية لولاية عنابة تعيش فيها ألف عائلة تعاني من مظاهر الفقر المدقع و تشكل المرأة جزءها الأكبر. تتعامل مع جزء منها تسعة عشرة جمعية حسب التسجيلات و البيانات الرسمية مع كل التحفظات التي تؤكد الحالة الميدانية و هذه الجمعيات بالتحديد يبينها الجدول التصنيفي المعد من طرف مديرية التنظيم و الشؤون العامة، مكتب الجمعيات لولاية عنابة في 30 جوان 2000، علما أن مجموع الجمعيات على مستوى ولاية عنابة بلغ سنة 1994 حسب القوائم المعدة من طرف وزارة الداخلية 549 جمعية، مع الغياب التام لجمعيات النوع الاجتماعي المتعاملة مع هذا الواقع، ماعدا ثلاث جمعيات وطنية حضورها في هذه الجيوب نسبي و محدود للغاية. هذه الجمعيات هي جمعية النساء المقاولات، و جمعية النساء الجزائريات من أجل التنمية، و جمعية التضامن مع المرأة الريفية.

جدول رقم 5: حصيلة جمعيات التضامن - الاسعاف - الاعمال الخيرية الفعلية لولاية عنابة الى غاية 30 جوان 2000

جدول (5 - أ): بلدية عنابة

رقم	اسم الجمعية	رقم	اسم الجمعية
01	الجمعية الخيرية لحي جبهة التحرير الوطني	06	الجمعية الخيرية لحي دلجيد بلقاسم المسماة الاستقامة
02	جمعية الامهات و الأبناء في حالة الازمة	07	الجمعية الخيرية المسماة الأشراف
03	جمعية الاستغلة الثور	08	جمعية نور الخيرية الثقافية
04	جمعية الشباب المسعفين لولاية عنابة	09	جمعية الاخلاص الخيرية الثقافية
05	جمعية دار الانسانية	10	جمعية الأضامن الاسعاف، الاعمال الخيرية

جدول (5 - ب): بلدية البوني

رقم	اسم الجمعية	رقم	اسم الجمعية
01	جمعية النهضة الاجتماعية بوخضرة البوني	02	جمعية الشؤون الاجتماعية بوخضرة البوني

جدول (5 - ج): بلدية سيدي عمار

الرقم	اسم الجمعية
01	جمعية الهدى و التكافل الاجتماعي
02	الجمعية الخيرية البر و الارشاد - سيدي عمار -
03	جمعية الاعتصام و التكافل الاجتماعي سيدي عمار
04	جمعية الهدى و الدعوة الى الحق لمسجد الهدى
05	جمعية اعلاء و مساعدة البنكي و الشحاجين " رضا " سيدي عمار

جدول (5 - د): بلدية برحال

الرقم	اسم الجمعية
01	الجمعية الخيرية للشؤون الثقافية و الاجتماعية بالرحال

جدول (5 - هـ): بلدية شطايبي

الرقم	اسم الجمعية
01	الجمعية الخيرية للشؤون الاجتماعية و الثقافية شطايبي

الملاحظة العامة حول هذا الجدول المتضمن لمجموعة من الجمعيات العاملة نظريا في الميدان الاجتماعي، هي بعدها عن الجمعيات التي يكون نشاط فعلها منصبا و مصوبا اتجاه الفئات المنظمة من المعوقين و النساء خاصة، بل و غياب شبه كلي للجمعيات التي تعمل على ترقية المرأة اجتماعيا و تأهيلها مهنيا.

4.3.2. الحالة الاجتماعية في ولاية تمنراست

مثالنا الأخير الذي يتناول الحالة الاجتماعية لواقع السكان بالجزائر نأخذ من جنوب البلاد و ولاية تمنراست تحديدا، التي تعتبر أكبر ولاية من حيث المساحة على مستوى القطر الجزائري و تبلغ مساحتها 556.181 كم² [12] و عدد سكانها 150 ألف ساكن حيث لا تتعدى نسبة توزيع سكانها 0.27 ساكن في الكم². تعاني هذه الولاية إشكالية التنمية المستدامة لحياة السكان الاجتماعية من عدة جوانب لأسباب عدة منها:

1. تموقع الولاية في أقصى الجنوب الجزائري و تباعد مراكزها العمرانية و الإدارية عن بعضها البعض؛ إذ أقرب بلدية لمركز الولاية الإداري يبعد 88 كلم و أبعدها 723 كلم.

أدى هذا العامل الى عرقلة عملية التموين المنظم بالمواد ذات الضرورات الأولية، الشيء الذي ادى الى المضاربات و ارتفاع الاسعار الذي حدّ من امكانيات العيش الملائم لجل سكان الولاية لضعف قدرتهم الشرائية و لضعف و قلة المورد المالي.

2. ضعف شبكة المواصلات و الاتصال، والتي تعتبر أحد المتطلبات الاساسية في عملية التنمية المستدامة.

3. ندرة المصادر المائيه على مستوى منطقة الاهقار، وهنا يدخل مؤشر الفقر الخاص بالمياه ميدان التأشير الإجرائي بل و يعيق هذا العامل عملية التنمية القائمة على الزراعة.

4. ضعف مستوى التأطير على كل مستويات الاداء الاداري الاقتصادي و الاجتماعي، إلى جانب التهميش الكلي للمرأة في هذا المجال، ماعدا الوظائف التي تحتلها النساء القاديات من الشمال.

5. ضعف إمكانيات الإنجاز البشرية، العتاد و المصادر المالية الى جانب صعوبة الحصول على مواد الإنجاز.

هذه العوائق في وجه التنمية المستدامة انعكست سلبا على حياة السكان و من مظاهرها السلبية هذه:

1. ارتفاع نسبة الأمية نتيجة ضعف إمكانيات التمدرس و طرق العيش المتمثل في الترحال للبحث عن مصادر العيش إذ بلغت نسبة الأمية 42.19 % من مجموع سكان الولاية و تعتبر النسبة الثالثة الأعلى على المستوى الوطني المقدر معدله بـ 30.8 % من مجموع السكان العام للجزائر، بل و تصل نسبة الأمية بين النوع الاجتماعي في هذه المنطقة إلى أرقام قياسية، تقدر بـ 80%.

2. ضعف التغطية الصحية بالرغم من توفير هياكلها القاعدية نتيجة بعد المراكز العمرانية عن بعضها البعض و عدم توفير المعدات اللازمة لإيصال الخدمات الصحية

لذوي الحاجة إليها، إلى جانب ضعف إطارات التأطير الصحي بالرغم من توفير قاعدة الممارسة الصحية كما يوضحه الجدول التالي:

جدول رقم 6

القطاع الصحي لبحر صالح			القطاع الصحي للمراس		
المجموع	عند الأسرة	المستشفيات	المجموع	عند الأسرة	المستشفيات
3 أسرة لآلاف سكان	330	2	191 سرير لآلاف سكان	210	1

3. ضعف أداء مستويات التشغيل: إذ يبلغ عدد سكان الولاية كما سبق الإشارة 150.761 تحديداً، لكن نسبة الشغل و الاشتغال تعبر عن وضعيتها الأرقام التالية:

- السكان النشطون: 33.999 و نسبة النشاط منهم 22.55 %

- السكان المنشغلون: (Population occupée) 22.776 %

- نسبة الانشغال: Taux D'occupation 66.99 %

- السكان البطالون: 11.223

- نسبة البطالة: 33 %.

4. خروج شبه كلي للمرأة من دائرة التشغيل

و عليه، و بالرغم من إمكانيات الولاية الإنتاجية في قطاعات ثلاثة رئيسية: الزراعة، الصناعة المنجمية و السياحة، إلا أن ما يميز العدد الإجمالي من السكان المنشغلون population occupée هو النسبة المرتفعة من الانشغال في قطاع الخدمات و التي تبلغ 52 % و الخدمات التجارية منها خاصة و الإدارية عامة. هذا الواقع ارتبطت به جملة من الإفرازات الاجتماعية، أبرزها و حسب الحصر الرسمي وجود فئات اجتماعية مهمشة اجتماعيا على مستوى مركز الولاية، تحتاج إلى عمل جماعي محلي مدعم مركزيا. هذه الفئات هي:

- المعوقون حركيا: 577 - المعقون ذهنيا: 292 - الصم و البكم: 262 - المكفوفين: 320 - المجموع: 1450 - النساء: عدد محدود و خاصة في مجالات محو الأمية

هذه الأرقام تدفعنا إلى إبراز ملاحظتين و هما:

1. أن هذه الأرقام لا تعبر عن الواقع الصحي للفئات المذكورة و إنما على الواقع المسجل فقط.

2. أن هذا الواقع المسجل لا يشير إلى أن الاستفادة من الأطر العامة للسياسة الاجتماعية لا يتم إلا لـ 402 من مجموع العدد المسجل و يتوزع هذا الرقم على كل مصالح الخدمة الاجتماعية على النحو التالي:

- عدد الحاصلون على بطاقة الضمان الاجتماعي يبلغ 197 معاق.

- عدد المسجلين في قائمة الانتظار للحصول على بطاقة التسجيل يبلغ 23

- العدد الإجمالي المستفيد من خدمات صندوق الضمان الاجتماعي 100 % لا يتجاوز 140.

- غياب كلي لقوائم النساء المستفيدات من الأطر العامة للسياسة الاجتماعية و الترقية و ما تبقي من هذه العينة، تتعامل معه مجموعة من الجمعيات ذات الطابع الفئوي الموحد و يبلغ عددها اثنتا عشرة جمعية و هي:

1. جمعية الكفاله و الدفاع عن حقوق المعوقين.

2. جمعية تيدى كالت (TIDI KELT) للمعوقين.

3. جمعية مساعدة المعوقين لتمنراست.

4. جمعية الحماية الاجتماعية لتمنراست.

5. جمعية المطالبة بحقوق المعوقون حركيا لتمنراست .

6. جمعية محاربة الأمراض الاجتماعية.

7. جمعية الأمل لمحاربة الأمراض الاجتماعية المتنقلة.

8. جمعية اهقار لمكافحة الأمراض الاجتماعية المتنقلة.

9. جمعية أولياء الأطفال المتخلفون ذهنيا.

10. جمعية العزة و الكرامة .

11. جمعية الشفاء للمعوقين لعين غار.

12. جمعية ترقية المرأة الريفية بتمنراست.

هذه الجمعيات الإثنتا عشرة من مجموع الجمعيات المتواجدة على مستوى التراب الإداري لولاية تمنراست، و التي يبلغ عددها الإجمالي 661، لا تتماشى و طبيعة القطاع الجمعوي المشارك في برامج التنمية المستدامة المركزة على مجموعة الفئات الأكثر تضررا في المجتمع و منها المرأة، هذا العجز في القطاع الجمعوي المحلى على مستوى ولاية تمنراست يوضح الجدول التالي و الذي يبرز بوضوح غلبة الجمعيات الدينية و الرياضية على حساب الجمعيات الأخرى.

جدول رقم 7: الوضعية الرقمية للجمعيات المحلية المعتمدة الى غاية 09 جويلية 2000 لولاية تمنراست

الاصنف	إلى غاية											نسبة	
	2000	99	98	97	96	95	94	93	92	91	90		89/13/31
المهنية	46	01	00	00	03	02	01	02	27	10	00	00	00
الريفية	113	04	02	01	02	05	02	02	06	01	18	26	44
الريفية البلدية و	97	03	01	01	02	05	02	05	04	09	07	07	51
الريفية الحرفية	102	01	05	03	06	08	04	03	08	18	11	02	33
الفن و الثقافة	80	01	03	06	02	05	04	00	03	01	03	01	51
اولياء الكائمين	05	00	00	00	00	00	00	01	00	02	02	00	00
العلوم و التقنية	107	01	09	09	11	27	49	01	00	00	00	00	00
الاحياء و القرى و المناطق الريفية	02	00	00	00	00	01	00	00	00	01	00	00	00
البيئة و الوسط المعيشي	05	00	00	00	00	02	00	01	00	00	01	00	01
المهنيين و غير المهنيين	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
المستهلكين	10	00	01	00	00	00	01	02	01	00	00	00	02
النشبية و الطفولة	05	00	01	00	01	00	00	00	01	01	00	00	01
السلحة و التسلحات	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
المثقفين و المستنيرين	04	00	00	00	00	00	00	03	00	00	00	00	00
السوية	09	01	00	01	00	00	02	01	00	01	03	00	00
الضحايا و الاسعاف و الاعمال الخيرية	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
الاعمال الطوعية	03	00	00	00	00	00	01	00	00	02	00	00	00
الصحية و الطبية	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
قضاء الكائمين و الطلبة	59	08	05	02	07	16	08	09	04	00	00	00	00
المتعددة	14	00	02	00	01	01	01	00	03	02	00	03	01
مقرقات	661	20	30	23	05	71	76	30	57	48	45	42	184
المجموع العام													

هذا الواقع الاجتماعي لثلاث ولايات و الذي لا يعتبر مجالا خاصا بالفعل الجمعي المحلي حصرا بل تشارك في تنميته المستديمة الجمعيات الوطنية التي تملك مخزونا من القدرات يمكن تطويره إذا تم معالجة العوائق الكابحة لنشاطها، حتى تشارك في محاربة ما كان النطق به في الجزائر محرما و هي ظاهرة الفقر ذات الأبعاد المتعددة و التي تجاوزت في بعض الولايات كل محددات الفقر العالمية. فيما يخص هذه الجمعيات، انظر الجدول الآتي.

جدول رقم 8

الجمعية	الصفة	الإشياء الإداري	طبيعة النشاط
جمعية الأزهار	نسوية	وطنية	للأهل و المساعدة الاجتماعية
جمعية فاطمة نسور	نسوية	وطنية	حقوق المرأة و المشاركة الاقتصادية
Association féminine pour l'épanouissement de la personne et l'exercice de la citoyenneté	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
الجمعية المستقلة من أجل انصاف حقوق المرأة	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
الجمعية الوطنية النساء القبايل	نسوية	وطنية	صحة
جمعية المساواة أمام القانون بين المرأة و الرجل	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
الجمعية من أجل تحرير المرأة	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
Association pour la promotion de la femme chef d'entreprise	نسوية	وطنية	اقتصادية
جمعية النساء الجزائريات من أجل التنمية	نسوية	وطنية	اقتصادية اجتماعية
جمعية ترقية الفئات	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
لجنة الجمعيات المهتمة بالعلامة	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
جمعية دقات نسائية	نسوية	وطنية	ثقافية
جمعية النساء الجزائريات المنحدرات من أجل الحقوق	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
جمعية المرأة و الإعلام	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
جمعية زغاريد المرأة	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
جمعية المواطنة	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
جمعية الأضلعن مع المرأة الريفية	نسوية	وطنية	حقوق المرأة و الخدمات الاجتماعية
رائدة	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
الجمع الجزائري للنساء الديمقراطيات	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
SOS Femme en détresse	نسوية	وطنية	حقوق المرأة و الخدمات الاجتماعية
صوت النساء	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
صرخة المرأة	نسوية	وطنية	حقوق المرأة
رانا هنا	نسوية	وطنية	حقوق المرأة و الفئات

دور هذه الجمعيات النسوية لا يمكن أن يكون فعالاً إلا إذا تمّ تجاوز التركيز على البعد السياسي والاهتمام بالبعد الاجتماعي لأن ظاهرة الفقر هذه تحولت من موضوع المحرم ايدولوجيا الى مفهوم تلجه الدوائر الرسمية والإعلامية، لان واقع انتشارها بين الفئات الاجتماعية المتعددة يعد بالملايين في السنوات العشر الأخيرة و اتسعت دوائرها إلى حد ضرورة خروج الباحث عن التنظير المبسط للفقر إمكانيات معالجته، إذ لم تبقى ظاهرة الفقر مسألة عرضية مقيمة و محصورة résiduel بإمكان النمو croissance والتطور الاقتصادي أن يؤدي إلى القضاء عليها وفق التصورات التي وردت في بعض التقارير الدولية و الوطنية العديدة، و منها تقرير المجلس الوطني الاقتصادي و الاجتماعي و المشار إلى أرقامها سابقا و التي تؤكد جميعها على ارتفاع معدلات الفقر و بشكل مخيف الى جانب انتشار رفعتة الفئوية و الجغرافية، نتيجة سياسة إعادة الهيكلة و طرق تطبيقها المترددة، التي أدت إلى ركود الاقتصاد و تراجع في عرض مناصب الشغل و غلق الآلاف القائم منهما فعلا و التي مست الفئات الاجتماعية الأكثر ضعفا و زادت من تهيش المرأة مهنيا و اجتماعيا و ذلك لعدة أسباب منها:

1. عدم توفر المؤهلات المطلوبة في مناصب الشغل الجديدة المعروضة.

2. العيش في مناطق تنأى عن مناطق توفر مناصب الشغل الجديدة والمحصورة.

لقد زادت هذه الأسباب في حدة ارتفاع معدلات الفقر بين هذه الفئات النسوية منها خاصة التي كانت تعاني من بعض مظاهره فعلا. ليصل عدد الفقراء في الجزائر إلى أكثر من 26% من مجموع السكان.

و ترتفع هذه النسبة سنة 1998 إلى 26% من مجموع السكان الذين يقرب عددهم من 30 مليون حاليا.

بل الفقر اصبح اكثر تجذرا و مأساة بين الفئات غير القادرة على ممارسة العمل وفق الشروط و المعايير التقليدية، إنها فئة المعوقين و المسنين والنساء سواء على المستوى الريفي أو على المستوى الحضري.

هذه الفئات التي تمثل نظريا إحدى فئات الاهتمام الأولى في أجهزة برامج و أعمال الهيئات و المؤسسات على المستوى الوطني. من هذه المؤسسات الوزارة المكلفة بالتضامن الوطني و إستراتيجيتها إلى جانب القطاع الجمعي و هيئة الأمم المتحدة و برنامجها للتنمية P.N.U.D الذي يقوم بنشاطات موجهة من خلال مكتبه بالجزائر، و الذي جعل من قضية محاربة الفقر أهم أعمدة أهداف و استراتجية هذا البرنامج.

3 - وسائل استراتيجية لمحاربة الفقر

أعطيت الأولوية في هذه الاستراتيجية إلى قطاع الجمعيات و دراسة طاقته و قدرته لتمكنه من الممارسة في محاربة الفقر.

هذا ما تبينه دراسات القدرات تم تناولها بشكل محصور في دراستين الأولى سنة 1998 و تناولت عشرين جمعية و إمكانياتها في المحافظة على المحيط و الثانية في أوائل سنة 2000 و تناولت عشرة جمعيات تحديدا فيما يخص واقع قدراتها في محاربة الفقر على المستوى الإقليمي.

لكن هاتين الدراستين تبقين محدودتين، لأنهما لم تتناولوا و بشكل معمق الأطر التي تتحكم في فاعلية أداء هذه الجمعيات، ولا النسوية منها لتطوير قدراتها. من بين هذه الأطر هناك:

1.3. الإطار القانوني و المؤسساتي

تميزت ترسانة القوانين المنظمة للقطاع الجمعي و التي تحكمت فيها الظروف الناتجة عن ثورة نوفمبر 1954. فبالرغم من سيادة قانون سنة 1901 لفترات تاريخية محورية طويلة تسببا بعد سنة 1962 الى أنه عرف تعطيلًا حادا سنة 1971.

أما الأسباب التي أدت الى العمل به لهذه المدة الطويلة، فترجع أساسا لكونه لا يتعارض و مبدأ السيادة الوطنية مثل بقية القوانين الأخرى التي ألغيت بأوامر تشريعية. ولأن السلطة الادارية التي عوّضت مثيلتها الكولونيالية قرأت بنوده قراءة انتقائية ذات طابع ايديولوجي فحافظت على الضرورى منه ظرفا، و كبحت البعض الآخر، تماشيا و الموقف الذي يرى أن كل تعددية تنظيمية ذات طابع اجتماعي هي في الاساس عامل من عوامل تفكك النسيج الاجتماعي.

لذا اصدرت وزارة الداخلية بتاريخ 02 مارس 1964 تعليمة تجيز لكل أعوان السلطة ذات العلاقة المباشرة مع الجمعيات، إجراء تحقيق مدقق عن الأهداف الحقيقية و نشاط الجمعيات المصرح بها، لمنع الجمعيات ذات النشاط الثقافي و الفني من المساس بالامن الداخلي و الخارجي للدولة الجزائرية. اعتمادا على هذا الموقف حولت الاجراءات المبسطة التي ينص عليها قانون 1901 و القائمة على إرادة التأسيس و التصريح الى شكل من اشكال الحصول على الاعتماد المسبق قبل الشروع في العمل، و بهذا خرجت إرادة التأسيس الليبيرالية العامة لقانون 1901.

استمر هذا الوضع القانوني المتناقض الى غاية سنة 1971، تاريخ صدور الامر رقم

من حيث الموقف السياسي و الضياع الايديولوجي بعد صدور الأمر المعدل رقم 21/72 المؤرخ في 07 جوان 1972 و الذي أعطى للمنظمات الجماهيرية الغلبة في السيطرة على الساحة الاجتماعية.

هذين الأمرين نظما و بشكل قطعي الحياة الجموعية وفق موقف عقائدي صارم العبارات على شكل "شعار الاشتراكية خيار استراتيجي لا رجعية فيه". وقد تمّ ذلك وفق متطلبات ثلاثة هي:

- الوحدة الايديولوجية و المؤسساتية الرافعة لشعارها.

- مركزية النواة الثورية المدافعة عنها على مستوى الدولة و أشكال التنظيم الاجتماعي المهنية و منظمات المطالب الاجتماعية و منها المنظمات النسوية.

و بالتالي أصبح ينظر إلى مكونات القطاع الجموعي منظر الحذر و الريبة الزائدة على اساس أنها أشكال تنظيمية يمكن أن تجنح عن روح السياسة العامة للنظام، الشيء الذي يفسر الروح العامة للأمر رقم 79/71 المعدل لقانون الجمعيات لسنة 1901.

إن الميزة الأكثر مطلبا للابراز هي تخلى هذا الامر عن الاجراءات البسيطة و عن ارادة التأسيس و تبنيه الاعتماد المزدوج الذي لا يكتفي بالسلطة العمومية المباشرة الماثلة في سلطة الولايات في حالة الجمعيات المحلية، و وزارة الداخلية في حالة الجمعيات الوطنية بل يضيف اليها الموافقة المسبقة من طرف الهيئات و الوزارات الوصية.

بل يعطى الأمر المؤرخ في 1971 للإدارة صلاحيات عدّة لمراقبة عمل الجمعيات مراقبة سياسية و وسائل ردعية عقابية تصل الى درجة صلاحيات الحل الاداري، دون اللجوء الى القضاء، وهو ما يجعل رخصة الاعتماد مجرد عقد اداري أحادي الجانب بمقتضاه تقبل الإدارة وجود عمل أو تلغي جمعية لأسباب سياسية خالصة مثل الشرط الرابع الذي تنص عليه المادة الثالثة من نفس الامر و التي تعتبر أهلية التأسيس تقوم على أساس كل الموقف من مرحلة تاريخية محددة و هي حرب التحرير دون تحديد لطبيعة هذا الموقف.

بالإضافة إلى ما ينص عليه البند السادس من نفس المادة و الذي يشترط في العنوان: "لا تكون له مواقف أو نشاطات تتعارض و مصالح و أهداف الثورة الاشتراكية"، إلى جانب ما تنص عليه المادة السابعة من نفس الأمر التي تعتبر كل جمعية باطلة و ملغاة بقوة القانون إذا كانت تهدف افتراضا الى:

1. إلحاق الضرر بالاختيارات السياسية، الاقتصادية و الثقافية أو الضرر بالحرمة الترابية للوطن.

2. كل جمعية مؤسسة على مبدأ ممنوع شرعا أو هدف مخالف لقوانين الآداب العامة.

هاتان النقطتين تعطيان للإدارة سلطة تقديرية واسعة في حالة الاعتماد أو الالغاء.

ابتداء من سنة 1986، بدأت البوادر الاولى لسياسة ليبرالية اقتصادية خاصة، و بها دخلت مصطلحات جديدة في الخطاب السياسي الجزائري حول القطاع الجموعي، اذ دخل مفهوم "المجتمع المدني" المحترز منه و ضرورة مشاركته في الاصلاحات تدخل ساحة الخطاب الموجه المراقب مركزيا.

توج هذا التوجه الجديد على مستوى الخطاب السياسي و الاعلامي بصدر القانون رقم 15/87 لسنة 1987 بالنسبة للقطاع الجمعي. لكن هذا القانون لم يغير على مستوى الواقع علاقة التعامل بين الدولة و المجتمع إن صح التعبير، ما عدا الحذف التشكلى الذي اخذ شكل السهو للمواد التى تنص على الابعاد العقائدية و الايديولوجية التى وردت في الامر رقم 79/71.

قانون سنة 1987 الجديد القديم، ألغى وجوب الاعتماد المسبق و ارجع العمل بالتصريح المسبق في مادته الثالثة و هو ما كان معمولا به قبل الامر الصادر سنة 1971.

لكن صلاحيات الادارة في مراقبة عملية التأسيس تم الحفاظ عليها في مضامين المرسوم التطبيقي الصادر بتاريخ 02 فيفري 1988.

استمرت الحالة القانونية للجمعيات على هذه الحال إلى أن صدر القانون رقم 31/90 المؤرخ في 04 ديسمبر 1990، الذي يقدم حاليا على أساس انه القانون العام المنظم لقطاع الجمعيات غير السياسية و الذي يحث على التغيير في ذهنية عامل الإدارة التي شكلتها قوانين السبعينات بالرغم من كون روح هذا القانون لها مساحة ليبرالية واضحة، إذ يكفي فيه إرادة التأسيس بين مجموعة تتكون من 15 عضوا لتشكيل جمعية، إلى جانب التخفيض من الإجراءات الاحتياطية المانعة، و حجم إرادة التدخل للإدارة في عملية التأسيس و طريقة تشكلها، بل التصريح المسبق يكفي ليعطى للجمعية الوجود القانوني بعد نشرة في جريدتين وطنيتين. حرية التأسيس هذه مصحوبة بحرية العمل موضوعة بشرط أن لا تتعارض مع القوانين المعمول بها و الأخلاق العامة للمجتمع.

إذن القانون يعطي نظريا حصانة قانونية تحمى الجمعيات من تعسفات الإدارة و يجعل القاضي المختص وحده المؤهل و القادر على اتخاذ قرار الحل.

إلى جانب هذا، هناك امتيازات أخرى يعطيها هذا القانون مثلما تنص عليه المواد 26 إلى 31 و التي تسمح للجمعيات بالإضافة إلى الاشتراكات، بالحصول على مداخيل للتمويل من مصادر مختلفة، لكن حرية التمويل والدعم هذه تصاحبها الكثير من الإجراءات لا تتماشى و الروح العامة للمواد المذكورة و لا مع شرط عدم الربح الذي تنص عليه المادة الأولى من نفس القانون.

في الكثير من الحالات، و بسبب عدم الوضوح القانوني، تلجأ السلطات العمومية إلى فرض ضرائب على المساعدات العينية و المالية التي تتلقاها الجمعيات من مصادر مختلفة.

هذا الأمر تعتبره جّل الجمعيات من أكبر العوامل المعطلة لنشاطها و الموقفة لإمكانيات تطوير قدراتها. علما أن هناك مشروع قانون جديد سينظم الحركة الجمعوية لم تشارك في مناقشة إعداده إلا فئة قليلة من الجمعيات الوطنية الكبرى و منها بعض الجمعيات النسوية التي تميل إلى العمل السياسي أكثر من العمل الاجتماعي اتجاه الفئات التي تمثلها مثل جمعية "راشدة".

تعدد أشكال الوصاية المؤسساتية من العوائق التي تعيق قدرات الجمعيات، و المتمثلة على المستوى الوطني في وزارة الداخلية، وزارة العمل و الحماية الاجتماعية، الوزارة المكلفة بالعائلة و التضامن الوطني، وزارة الشبيبة و الرياضة و أخيرا وزارة الصحة و السكان. وعلى المستوى المحلى أجهزة الولايات و مصالحها المتعددة و منها دوائر

الشؤون الاجتماعية، مديريات التقنين و الشؤون العامة، بالإضافة إلى مصالح الشؤون القانونية و المنازعات و أخيرا مكاتب الجمعيات الخ

هذه الكتلة البيروقراطية دفعت بالكثير من الجمعيات الى الضياع و عدم التحكم في الاتصال بأصحاب القرار المباشر بنشاطهم الجمعي.

4 - واقع الجمعيات القائم

إن الليونة التي تميز قانون الجمعيات قد أنتجت حالة من الإهمال لقطاع الجمعيات و عدم متابعة طرق ادائه الى حد تراكم التجاوزات بررت للإجراءات غير المدروسة التي اتخذتها السلطة اتجاه بعض الجمعيات المخالفة ايدولوجيا سنة 1993، مما عمق طابع العلاقة التنافرية التي تربط السلطات العمومية مع الجمعيات و خاصة تلك الفاعلة على الساحة الاجتماعية.

طابع هذه العلاقة المحرجة يرتكز اساسا فى المعاملة غير المتساوية و غير الواضحة على مستوى :

1. توفير المقرات و الأماكن الضرورية للنشاط الجمعي.

2. التمويل التفضيلي لبعض الجمعيات على حساب الأخرى، و هو ما تشكو منه الجمعيات المحلية على وجه التحديد.

3. هذه المفاضلة قد يبرزها سؤال وَّجه لثلاث وُلَاة في شهر جوان من سنة 2000 حول العدد الفعلي للجمعيات الفاعلة على مستوى الرقعة الجغرافية الخاضعة لسلطة ادراتهم.

الجواب كان موحدا الى حد التطابق و هو: "ما بين عشرين الى خمسة عشرة جمعية".

علما أن عدد الجمعيات المحلية وفق قوائم سنة 1994 لنفس الولايات الثلاث هو:

- تمنراست: 336 جمعية

- سكيكدة: 750 جمعية

- عنابة: 549 جمعية.

عدد الجمعيات بولاية تمنراست و سكيكدة على سبيل المثال قد وصل سنة 2000 بالنسبة الى الاولى 661 و الثانية إلى اكثر من 1360 جمعية. الواقعية التي عبّر عنها السادة الولاة الثلاثة مقارنة مع الاعداد الضخمة للجمعيات على المستوى المحلى و الوطنى تجعلنا نتساءل حول مصداقية عدد هذه الجمعيات التي وردت في القوائم و التي صاغتها وزارة الداخلية سنة 1994 كما يوضحه الجدولان المواليان.

جدول رقم 9: عدد الجمعيات المحلية المعتمدة (قائمة سنة 1994)

الرقم	الولاية	عند الجمعيات المحلية	الرقم	الولاية	عند الجمعيات المحلية
01	اذرار	/	25	قسنطينة	998
02	المشلف	923	26	المدية	2269
03	الاغواط	422	27	مستغانم	853
04	ام البواقي	705	28	مسيلة	1129
05	بلقنة	1275	29	معسكر	739
06	بجاية	1403	30	ورقلة	987
07	بسكرة	1020	31	وهران	/
08	بشار	452	32	البيض	277
09	البليدة	1098	33	الجزيرة	103
10	بويرة	869	34	برج بوعريريج	586
11	تمنراست	336	35	بومرداس	1150
12	تبسة	392	36	الطارف	345
13	تلمسان	1264	37	تندوف	74
14	تيارت	467	38	تيسمسيت	323
15	تيزي وزو	1555	39	الوادي	857
16	الخاصة	2186	40	خنشلة	422
17	الجلفة	683	41	سوق أهراس	254
18	جيجل	847	42	تيزازة	855
19	سطيف	1800	43	ميلة	702
20	سجاية	285	44	عين الاقلي	709
21	سكيكدة	750	45	الذمامة	233
22	سيدي بلعباس	728	46	عين خبوشفت	356
23	عنابة	549	47	غرداية	580
24	قائمة	551	48	غيليزان	513
				المجموع	35.800

جدول رقم 10: إحصائيات الجمعيات الوطنية مع نشاطها (قائمة سنة 1994)

قبل سنة 1989	89	90	91	92	93	مجموع	%
34	02	07	13	06	01	63	10.1
00	03	04	06	01	/	14	2.20
05	14	16	23	13	03	74	11.9
08	09	10	13	16	04	60	9.6
06	31	73	40	20	23	193	31.1
03	01	13	13	06	11	47	07.5
03	10	20	11	11	04	29	09.5
00	05	01	00	03	00	09	01.4
03	00	04	11	09	02	29	04.6
04	01	02	03	02	02	14	02.2
01	04	01	02	01	01	10	01.6
01	01	01	02	04	01	09	01.4
67	80	52	35	92	52	579	/
22	/	/	/	04	03	29	04.6
10	/	/	/	/	02	12	01.9
99	80	152	135	96	57	619	100

بل هذه الجداول المشار اليها اعلاه، تجعلنا نخرج بمحصلة فعلية تؤكدتها تصريحات الولاية الثلاثة و يدعمها عجز مصالح وزارة الداخلية تقديم احصائيات ذات مصداقية يبررها النشاط الفعلي للجمعيات و تواصلها القانوني مع نفس المصالح، سواء كانت هذه المصالح على المستوى المركزي او الولائي ماثلة في مديريات التنظيم و الشؤون القانونية و التي تعمل أيضا على إعادة مراجعة قوائم الجمعيات، ضبط ارقامها الفعلية، تواجدها العملي في الميدان سواء كان ذلك على مستوى القدرات أو النشاط.

مهما يكن، يهدف هذا المجهود الذي تقوم به المصالح المختلفة الى معرفة الحجم الفعلي لقطاع الجمعيات و تقييم قدراتها التنظيمية التأطيرية، الخروج من حالة الرقم الذهني الذي تعتمده وزارة الداخلية حاليا و المتمثل في 1000 جمعية وطنية و 56000 الف جمعية محلية لا تمثل منه جمعيات النوع الاجتماعي إلا نسبة قليلة جدا . الشيء الذي يجعل الرقم المجمل إذا قسمناه على العدد الاجمالي للسكان يقدر نظريا إلى نتيجة إيجابية مفادها أن المجتمع الجزائري يعتبر من أكبر و اكثر المجتمعات انخراطا و تنظيما. هذا إذا أخذنا العدد الفعلي لكل جمعية و حددناه بعدد الأعضاء المطلوبين قانونيا فقط.

و لكن كيف نفسر انطلاق القطاع الجمعي بعد صدور قانون الجمعيات السياسية سنة 1989 و قانون الجمعيات لسنة 1990 هذا الانطلاق من حيث العدد الذي عبر عنه الجدولان المثبتان أعلاه.

حقيقة الأمر قد تكون في موقف السياسي الذي كان يرى في الاحادية شكلا من أشكال إعادة بناء المجتمع المتناسك الذي فككته السياسة الكولونيالية، هذا الموقف السياسي الذي حارب كل تجمع يقوم على التعددية بصفته، إما تكريسا للانقسامية التي فرضتها السياسة الكولونيالية أو العمل على تعميق هذا الانقسام إلى إنشطارية أكثر خطورة.

مهما يكن فإن هذا الموقف عصفت به أحداث سنة 1988 و التي نحاول أن نزيل عنها صفة ثورة أكتوبر وعيا.

هذه السنة المحورية الاساسية في التاريخ الجزائري المعاصر و التي عرفت حركة إنشاء جموعية كثيفة، حاولت أخذ الشرعية اعتمادا على قانون الجمعيات لسنة 1987، ليدفع هذه الكثافة العددية بعيدا قانون الجمعيات السياسية الصادر بتاريخ 5 جويلية 1989، و ينقل الجزائر من عهد الحزب الواحد إلى عهد الستين حزبا مع مطلع سنة 1992.

هذا الزخم في تأسيس الاحزاب السياسية أذهل الدارس غير المحترز المتتبع لقضايا المجتمع الجزائري عن بعد و الذي لم يجد تفسيرا للزخم العددي الذي عرفه القطاع الجمعي بشقيه، إذ بلغ عدد الجمعيات غير السياسية، بعد مدة و جيزة من صدور قانون الجمعيات السياسية، إثنى عشرة ألف جمعية 12000، ليقفز إلى 28.500 في الفصل الأول من سنة 1990 و 36000 سنة 1994 ليستقر سنة 2000 في حوال 57000 جمعية محلية ووطنية. كانت ميزتها الكبرى ظهور ما يسمى بالجمعيات الإسلامية وجمعيات الدفاع عن حقوق المرأة خاصة و التي سبقت الإشارة إلى بعض منها.

مهما كانت مقاييس الحكم على هذا العدد الضخم إلا أنه يعتبر مؤشرا إيجابيا على حالة تنظيم أفراد المجتمع و تطلعهم إلى أشكال تنظيمية بديلة لتلك التي كانت قائمة على الاحادية التنظيمية و مركزية السلطة، لكن هذا الشكل من التنظيم المستقل المطلوب اجتماعيا يواجه تطوير قدراته الكثير من العراقيل و منها:

1. إيجاد المصطلح الملائم لوصف الجمعيات فنويا، إذ غالبا ما تكون المصطلحات محل جدال. إن اعتماد مصطلح معين قد يؤدي إلى تصنيف هذه الجمعية أو تلك في خانة إيديولوجية قد تعيق تعاملها الطبيعي مع السلطات العمومية، لأن موضوع تأسيس الجمعيات مهما كان نشاطها يخضع دوما لاعتبارات سياسية. و هذا ينطبق خاصة على الجمعيات النسوية و الإسلامية على حد سواء.

2. تعاني الجمعيات من محاولات هيمنة السلطة و الاستغلال الحزبي بكل تناقضاته على مستوى الخريطة الحزبية في الجزائر، مما أدى إلى ظهور تصنيفات للجمعيات تأخذ طابع الأكاديمية و لكن السياسة الحزبية هي سماتها الاساسية و هذه التصنيفات هي:

- الجمعيات التي تمثل واجهة السلطة أو المساندة لها.
- جمعيات الدفاع عن المواطن في مواجهة السلطة العمومية و مؤسساتها الإدارية.
- الجمعيات المساندة للإدارة.

· جمعيات حقوق المواطنة التي تعتبر الجمعيات النسوية شارتها الأكثر دلالة.

علما أن التصنيفات الأربعة هذه يمكن أن تنطبق على الجمعية الواحدة. وهذا أن مرده بدوره إلى:

1 - استفحال المواقف التي لا تساعد على تقدير فعلي لقدرات هذه الجمعيات و امكانياتها على مستوى الفعل الاجتماعي.

2 - تداخل و عدم وضوح نشاط الجمعيات بين ما ورد في نية التأسيس والنشاط الفعلي للجمعيات.

3 - طابع الوصاية الذي يميز علاقة السلطات العمومية مع الجمعيات وخاصة في ميدان الاعتراف بالحقوق و الاعتراف بصفة المصلحة العامة لهذه الجمعية أو تلك.

4 - عدم وضوح مقاييس تحديد الفئات، و بالتالي عدم وضوح مكونات ونشاط الجمعية على مستوى الدوائر الرسمية، بل و تناقضها بين مصلحة وأخرى، إذ توضح الجداول المقدمة أعلاه في هذه الدراسة أن تصنيف الجمعيات يختلف من ولاية إلى أخرى. فولاية الجزائر على سبيل المثال تعتمد 19 صنفا بينما ولايات عنابة و تمنراست و تلمسان تعتمد ما بين 14 إلى 15 صنفا من الجمعيات. وهذا ليس بالخلل غير المعطل بل له تأثير بالغ على طبيعة علاقة السلطة العمومية مع الجمعيات من حيث درجات التمويل، المقرات.

أما التسهيلات الادارية الذي يتطلبها نشاط صنف من أصناف الجمعيات و لا يحتاج إليها صنف آ، فتبقى مرهونة بالاعتبارات الآتية:

5 - إعطاء الأولوية من طرف الحكومة لقطاع و نشاط جمعي على حساب الأخر، وهذا ما توضحه النسب المئوية للجمعيات و درجات اهتمام السلطة العمومية بها حسب المؤشرات الرقمية لسنة 1994.

· جمعيات أولياء التلاميذ و تمثل أكبر نسبة الدفاع و المساندة الفئة ب 31.8% هذه النسبة مرتبطة ارتباطا عضويا بسياسة ديموقراطية التعليم التي اعتمدها الجزائر منذ الاستقلال.

· الجمعيات المسجدية و تمثل نسبتها 26.3% حسب الإحصائيات المحصل عليها رسميا و تمثل الفئة الثانية من حيث الاهتمام نظرا لأهميتها في سياسة بناء المساجد و إدارتها؛ إذ تدخل في إطار العناية الفائقة من حيث اهتمامات المراقبة من طرف السلطة العمومية، نتيجة للدور الذي لعبته و لا تزال في الحياة السياسية العامة و النشاطات الخيرية و التربوية التي تقوم بها و التي وظفت لاحقا لأغراض حزبية.

· الجمعيات الرياضية و تمثل 14.4% وتدخل كذلك في خانة أولويات السياسة الحكومية لاهتمامها القطاعي بشريحة اجتماعية جد حساسة في السياق العام للظروف السياسية الاقتصادية و الاجتماعية للجزائر.

· الجمعيات الثقافية و الفنية و تمثل 10.18% و تحتل الدرجة الثانية من حيث الاهتمام مثل سابقتها.

· الجمعيات الاجتماعية بكل أنواعها و تمثل من حيث النسبة 5.46% ودرجات الاهتمام بها تتوقف على درجة الاقتراب و الابتعاد عن مراكز السلطة. يتحكم هذا العامل في سهولة و صعوبة الحصول على التمويل المالي و العيني.

· جمعيات الجيرة أو ما يسمى بلجان الأحياء و تمثل 4.14%، أعدادها تزايد بشكل مفرط و درجات الاهتمام بها ارتفعت نظر للأحداث التي عرفتها الجزائر ما بين سنة 1992 إلى سنة 1997.

· الجمعيات المهنية و العلمية و تمثل من حيث النسبة 2.44%، و درجات الاهتمام بها، ثانوية بالنسبة لأولويات الحكومة، من حيث الدعم لكن تدخل ضمن الاهتمامات البالغ من حيث التأطير، نظرا لتعاملها مع فئات اجتماعية لها دورها في الحياة السياسية العامة.

· الجمعيات ذات النوع الاجتماعي، و خاصة في ما تعلق بمعالجة ظاهرة البطالة، لا تمثل من حيث النسبة إلا 2.4% و لكنها من حيث الاهتمام تحتل الدرجات الأولى نتيجة لحساسية الشريحة الاجتماعية التي توطنها وإفرازات الإصلاحات الاقتصادية.

· جمعيات الفلاحين، و هي جمعيات ذات طابع مهني تضم الفلاحين الصغار و تتكفل بمشاغل مشاريعهم. إنها صنف من أصناف الجمعيات التي تخرج من دائرة الاهتمام المركزي للحكومة على مستوى الدعم المالي و وسائل النشاط.

· جمعيات المعوقين، و بالرغم من كون هذه الفئة تدخل في إطار أولويات استراتيجيات التنمية المستدامة إلا أنها لا تمثل من حيث النسبة إلا 1.73% مجتمعة، بالرغم من خلفيات تأسيسها التاريخية بالإضافة للعوائق الثقافية التي تكبل إمكانيات تطوير قدراتها، إلى جانب أن الاهتمام التفضيلي الذي لم تصل إليه من حيث اهتمامات الحكومة بالرغم من أولوية الدعم المالي الذي تتمتع به.

· الجمعيات النسوية و تركز في نشاطها على ترقية حقوق المواطنة بالنسبة للمرأة. و بالرغم من الدور السياسي البارز الذي لعبته ما بين سنة 1990 إلى 1992 فإن نسبتها لا تتجاوز 0.12%.

إذا حاولنا استخلاص بعض المؤشرات من هذه النسب و الأرقام المسجلة في الجدول الموالي، يمكننا القول إن عدد الجمعيات التي يمكن أن تشارك في برامج التنمية المستدامة المسطرة لمحاربة الفقر و طنبا لا يتجاوز عددها 3642 جمعية حسب إحصائيات سنة 1994. هذا الرقم مشكل من عدة أصناف من الجمعيات الاجتماعية الصحية، الشباب، حماية البيئة، النساء و الأطفال و تمثل نسبة 10% من مجموع الجمعيات كما يوضحه الجدول الموالي:

جدول رقم 12: إحصائيات الجمعيات المحلية (قائمة 1994)

الترتيب	%	العدد	طبيعة الجمعية
1	31.80	11404	جمعيات أولياء التلاميذ
2	26.30	9427	الدينية المساجد
3	14.40	5187	لرياضية
4	10.18	3647	الثقافية و الفنية
5	5.42	1798	لاجتماعية
6	4.14	1484	الأحباء
7	2.40	862	الشباب
8	1.81	651	المهنية
9	1.47	527	الغلاخون
10	0.73	636	السعوفرن
11	0.63	228	العلمية
12	32.0	116	حماية البيئة
13	0.29	104	الطبية
14	0.15	57	الطفل
15	0.12	45	النسوية

أنظر القائمة المودعة في مركز الدراسات العربي

6 - ضبابية هذا الجانب و عدم جدية واقعه نجد لهما نموذجا في ولاية عنابة؛ فالغلاف المالي و عدد الجمعيات التي استفادت منه تنطبق عليهما كل مقاييس عدم العناية كما يوضحه المصنف الموالي لأشكال الدعم المقدم ما بين سنوات 1998 إلى 1999.

جدول رقم 13: قائمة الجمعيات المدعمة من طرف السلطات العمومية ولاية عنابة

السنة	فَسْمِيَة الدعم		التسمية
	من طرف وزارة العمل و الحماية الاجتماعية	من طرف الولاية	
1999	100.000 دج	500.000 دج	الاتحاد المحلي للسعوفرن
1999		300.000 دج	// // للسعوفرن
1999		300.000 دج	جمعية اليمامة لمساعدة الأطفال المسعوفين
1998		50.000 دج	جمعية حماية و ترقية المرأة و الفتاة
1999	مشروع مدعم من طرف وكالة التنمية الاجتماعية	1324856.51 دج	الحركة النسوية للتضامن مع المرأة الريفية
1999		500.000 دج	جمعية مساعدة مرضى الرذو
1999		300.000 دج	أولياء التلاميذ / المركز النفسي البيداغوجي
1999		300.000 دج	أولياء التلاميذ
1998		500.000 دج	أولياء تلاميذ مدرسة الأطفال الصم
1998		400.000 دج	الهلال الأحمر الجزائري
1998		700.000 دج	الجمعية الشطرية لمساعدة و توجيه الشباب
1998	200.000 دج	200.000 دج	جمعية حماية حقوق الطفل
1998		200.000 دج	جمعية الاستغلة نور
1999		300.000 دج	أولياء التلاميذ / المركز

هذه الضالة في التمويل المقدم للجمعيات العاملة في الحقل الاجتماعي المصوب نحو النوع الاجتماعي خاصة حسب المعلومات المحصل عليها، زاد من حدتها القرار الذي اتخذه مجلس الوزراء مع بداية هذه السنة و القاضي بتجميد أشكال الدعم المقدم للجمعيات لاعتبارات عدّة، و ربط في حالات الاستفادته منه بشروط كبيرة قد يكون البعض منها إيجابيا مثل وجود مشروع و الخبرة و الاعتماد المالي. لكن تطبيق هذه الشروط يبقى مرهونا في كل الحالات بتقديرات الإدارة و أحكامها، و السبيل الأوح الذي بقي للجمعيات هو الاستفادة من مصادر التمويل التقليدية مثل التبرعات، مساهمات القطاع الخاص، و الأموال المحصلة من الواجبات الدينية و هكذا أكبر عائق يواجه جمعيات النوع الاجتماعي يعود إلى أسباب ثقافية خالصة.

وحتى قبل هذا القرار، كان التمويل الحكومي في معظمه يذهب للجمعيات الوطنية على حساب الجمعيات المحلية ذات العلاقة المباشرة بمعاناة المواطن. وذلك لعدّة اعتبارات مرتبطة بطبيعة العلاقة بين القطاع الجمعي، و السلطة المركزية و التي تقوم من حيث الضعف و القوة على درجات الاقتراب و البعد عن مراكز القرار، مما يجعل الجمعيات المحلية رهينة حسابات الجمعيات الوطنية و مصادر التمويل على المستوى المحلي. مما

يجعل تطوير قدرات هذا الشكل من أشكال التنظيم الاجتماعي على المستوى المحلي و الوطني متوقفا على هذا الرهان.

وعليه، إذا كانت السلطة العمومية تمثل المصدر الأول للتمويل بالنسبة للجمعيات الوطنية والمحلية، فإن هذا العامل يتحكم إلى أبعد الحدود في قدراتها التجنيدية و هذا لأسباب عدة منها:

1. حجم التمويل هذا يخضع لتقديرات المصالح العمومية و يرتبط بخاصية الصالح العام و المنفعة العامة الذي تتمتع به هذه الجمعية أو تلك.

2. خضوع هذا التمويل لإجراءات بروقراطية معقدة مثل التعاقد المسبق مع الوزارة الوصية، و هذا يثنى الكثير من الجمعيات الوطنية و المحلية منها خاصة عن المطالبة به.

3. هذا العامل يعيق الانتشار الجغرافي للقطاع الجمعوي و يفسر إلى حد كبير تمركزه في المناطق العمرانية على حساب المناطق الريفية التي تشكل المراكز الأهم للفقر كما أشرنا إليه سلفا بالرغم من تكاثر عددها على مستوى كل الولايات الثمانية و الأربعين كما يوضحه الجدول الموالي:

جدول رقم 14: الجمعيات المحلية المعتمدة حسب قائمة سنة 1994

عدد الجمعيات	الولايات	عدد الجمعيات	الولايات
998	25 / قسنطينة	غير مطد	1 / أدرار
2269	26 / المدية	923	2 / الشلف
853	27 / مستغانم	422	3 / الأغواط
1129	28 / الشسبة	704	4 / أم البواقي
739	29 / مسكّر	1275	5 / باتنة
978	30 / ورقة	143	6 / بجاية
غير مطد	31 / وهران	1020	7 / بسكرة
277	32 / البيضن	452	8 / مشار
103	33 / الخزي	1098	9 / البليدة
586	34 / برج بوعريجة	869	10 / الويرة
1130	35 / بومرداس	336	11 / عنزاسات
345	36 / الطارف	392	12 / خبسة
74	37 / تڨوف	1264	13 / تلمسان
323	38 / تيسمسيفت	467	14 / خيلرت
857	39 / الوادي	1555	15 / خيزي ورو
422	40 / خنشة	2186	16 / العاصمة
254	41 / سوق اشراش	683	17 / الجلفة
855	42 / تيارزة	847	18 / جيجل
702	43 / مية	18000	19 / سطيف
709	44 / عين الدافة	غير مطد	20 / سجينة
213	45 / الخمامة	730	21 / سكيكدة
356	46 / عين تموشنت	728	22 / سيدي بلعبس
580	47 / غرداية	549	23 / عنابة
513	48 / عليزان	551	24 / قالمة
35800	المجموع		

انظر جريدة الوطن 3 أبريل 2000

7 - مصادر التمويل الذاتي: تعتبر التبرعات الفردية الطوعية العينية و النقدية الجزء الأساسي في هذا الجانب إلى جانب اشتراكات الأعضاء حسب الطاقة العضوية لكل جمعية و التي لا تتعدى 100 إلى 200 دينار جزائري عن كل عضو سنويا.

علما أن عملية الرعاية (السبونسينغ) تعتبر عديمة النتيجة لحدثة التجربة بالجزائر.

هذا يجعل الحجم الاجمالي لهذا الجانب من التمويل ضعيفا جدا، الشئ الذي يعرقل جملة العناصر المكونة لمقدرات الجمعيات و هو ما توضحه النسب المأخوذة من الشكل البياني المثبت في الدراسة التي اجراها الاتحاد الأوروبي حول عشرين جمعية سنة 1998 و

الذي استثنى منه الجمعيات النسوية المدافعة عن حقوق المواطنة خاصة هذه النسب هي: إسهامات الأعضاء تشكل 45%، القطاع الخاص 23%، الممولون الأجانب 16، تبرعات الأفراد 13%، آخرون 3%.

8 - ضخامة العدد: تشير آخر التقديرات الرسمية أن عدد الجمعيات بالجزائر قد وصل إلى 56 ألف جمعية محلية و 1000 جمعية وطنية، نسبة العاملة منها في الواقع لا تتجاوز 2 % كما بينته الدراسة الميدانية؛ سواء على المستوى المحلي أو الوطني مع غياب كلي لجمعيات النوع الاجتماعي على مستوى الريف بالرغم من أن البعض منها يحمل بعض النعوت التي قد توهم بالانشغال بقضايا الأسرة الريفية. أما الباقي فيمثل جمعيات تصريح، سواء على مستوى المقر أو النشاط و هو ما يهدد الإمكانات القليلة المتاحة لنشاط الجمعيات الفعلية.

9 - تتميز بعض الجمعيات من ناحية التأسيس بالخبوية و خاصة بالنسبة لجمعيات النوع الاجتماعي، مما له انعكاس على طبيعة القدرات بصرف النظر عن حقل الانتماء الايديولوجي.

هذه الخاصية مكنت بعض الجمعيات من الاستحواذ على مصادر التمويل على حساب الجمعيات الأخرى بأشكالها الثلاثة مما يجعلها تابعة من حيث الاستمرار إلى مصادر التمويل العام. و هو ما يفسر إلى حد ما توقف البعض منها عن النشاط الفعلي و خاصة تلك الجمعيات التي ينصب فعلها الاجتماعي على الفئات الأكثر حساسية و ضعفا على المستوى الوطني و المحلي.

10 - تعطل كذا قدرات القطاع الجمعي بالجزائر، على الأقل بسبب عدم القدرة على تجنيد العنصر المتطوع، المسير الدائم إلى جانب عدم تراكم الخبرة في مجال النشاط الجمعي مما يعرقل إمكانية الوصول إلى مصادر التمويل و المعلومات و ما يصاحبها من اهدار لقدرات التنسيق و التواصل بين الجمعيات.

11 - تعطل قدرات التسيير الداخلي الجماعي: و يرجع ذلك إلى مشكل طرق التسيير القائم على فكرة "الرئيس" و ذلك على مختلف المستويات و منها مستوى التوقعات و التخطيط، إدارة المشاريع و إنجازها، التنظيم، المراقبة، التجنيد و توظيف المصادر.

و عليه فإنه في الكثير من الأحيان، و نتيجة لهذا الشكل من أشكال التسيير، يقع الخلط بين تسيير الجمعية و تسيير المشاريع، هذه الخاصية قد لا تنطبق على بعض الجمعيات ذات النمط الإسلامي سواء من صنف جمعيات النوع الاجتماعي أو أخرى.

12 - ضعف القدرة على تسيير المشاريع: و هذا يرجع إلى الاتكالية على مصدر التمويل الأوحده و هو التمويل العمومي خاصة، بعض الجمعيات تبقى قابضة مترصدة لمصادر تمويل الدولة، الشيء الذي يجعل منها فاعلة على مستوى التخطيط لا على مستوى مراحل التنفيذ و التي تخضع بدورها إلى الأولويات التي تحددها الحكومة التي توجه عادة إلى المشاريع المخصصة من طرف الجمعيات ذات العلاقة المباشرة بها. و قد نستثنى من هذه القاعدة جمعية النساء المقاولات و كذا جمعية النساء الجزائريات من أجل التنمية.

13 - ضعف التنسيق بين الجمعيات الوطنية و العاملة في نفس القطاع و هذا يرجع إلى:

- التنافس السياسي و الايديولوجي للسيطرة على الساحة الاجتماعية خدمة لأغراض حزبية قطاعية أو إيديولوجية ذات الطابع المشروعاتي.

- و الأول يرجع إلى الخلط بين مفهوم العمل الحزبي و مفهوم العمل الجمعي في الأذهان نتيجة لحدثة التجربة المستقلة للقطاع الجمعي بالرغم من خلفياته التاريخية التأسيسية القديمة نسبيا.

- بناء استراتيجية العمل الجمعي و ترفيته على أساس المنافسة على المصادر المالية و التنظيمية على قلتها مما أدى إلى التناحر بدل التنسيق و التعاون.

14 - العوامل الفرعية الثلاثة أدت بدورها إلى انعدام المصادقية اتجاه الجمعيات الوطنية ذات التجربة الرائدة، مما جعلها عاجزة عن القيام بمهمة التنسيق بين الجمعيات المحلية العاملة في نفس ميدان نشاطها بل و التنافس المضعف للطاقات بين الجمعيات الوطنية العاملة في نفس القطاع و نموذجها الجمعيات النسوية ذات الطابع الوطني.

15 - ضعف عناصر القدرة في عملية التجنيد و توظيف الطاقات و منها تحديدا:

- أن جل الجمعيات، ووفق متطلبات الميدان، تعمل بطاقة بشرية لا تتجاوز العدد المطلوب قانونا، و هذا في حالة الجمعيات بنوعها المحلي والوطني ما عدا الإسلامية منها، سواء كانت جمعيات النوع الاجتماعي أو غيرها.

- ضعف شروط العمل الأساسية و منها:

- انعدام المقر.

- الافتقار للوسائل اللوجستكية الحديثة.

هذان العنصران ترى فيهما الحركة الجمعوية وسيلة السلطة العمومية للسيطرة على القطاع الجمعي و اخضاعه لتوجهاته، بينما السلطة تعتبرها العمومية دلالة على تواجد الجمعيات ميدانيا و مقياس نشاطها الفعلي.

و عليه نستخلص أن القطاع الجمعي بالجزائر يمثل طاقة تنظيمية من حيث العدد و الامكانيات البشرية قابلة للتطوير و الترشيح للمساهمة في استراتيجيات التنمية المستدامة و برامجها المسطرة للقضاء على ظاهرة الفقر أو تسييره على الأقل إذا توفرت الإرادة السياسية بضرورة هذا القطاع و اعتبار دوره أساسيا لفك المعضلات الاجتماعية.

غير أن ذلك لن يتأتى إلا إذا وظفت وسائل التقييم الحقيقية لرصد قدرات هذا القطاع المتعددة و إبراز ما هو سلبي و إيجابي فيها بعيدا عن عقلية محاولات الهيمنة و الوصاية الهادفة إلى تدجين هذا القطاع لأغراض سياسية، سواء كان ذلك من طرف مراكز السلطات العمومية و دوائر الحكم أو من طرف الجهات المانحة دوليا، اقليميا و محليا و هذا لا يتأتى على المستوى الوطني على الأقل إلا إذا تم تدارك و اخذ بعين الاعتبار القضايا الارتكازية التالية:

أولا: معالجة عدم الرضا بين مكونات القطاع الجمعي الاوسع و الناتجة عن العزل و الاقصاء المقصود من المشاركة في مناقشة القانون الجديد الذي سينظم القطاع الجمعي، وبالتالي عدم الاكتفاء بالاستشارة الانتقائية حول هذا المشروع الذي تخشى بعض الجمعيات أن يكون حاملا لبؤود و مواد قانونية تكون معطلة لفعل و قدرات الجمعيات.

هذه الحالة يمكن تجاوزها بتنظيم استشارة موسعة و مفتوحة على الجميع، على المستوى المحلي و الوطني معا، مع الأخذ بعين الاعتبار ضرورة مشاركة جمعيات النوع

الاجتماعي العاملة في حقل التنمية و محاربة الفقر بين النساء و ربوات البيوت المعيلات.

ثانيا: تدارك ضعف مخزون المعلومات و المعطيات الصالحة الدقيقة، ذات المصادقية و الأنية حول القطاع الجمعي و عدم اخضاعها للاعتبارات السياسية و ذلك لتمكين ذوي الاهتمام، من اصحاب الميدان في الفعل الجمعي و اصحاب الاختصاص لرصد قدرات الجمعيات و ابراز ما يمكن أن يعرقل استراتيجيتها فعلها الجمعي و تطوير قدراتها المستقبلية على مستوى مكانزمات التمويل، رسم المشاريع، المراقبة، المتابعة حتى تتمكن من المساهمة في تنفيذ المشاريع .

ثالثا: التطوير الإيجابي في سياسة السلطة اتجاه الجمعيات، و ذلك على مستوى الخبرة و وسائل التوجيه الذي لا يؤدي الى الوصاية. و من المسائل الايجابية تطوير الدليل الذي اصدرته الوزارة المكلفة بالتضامن الوطني لمعالجة عجز خبرة التأسيس و جعله يتماشى و الواقع الجديد لقطاع الجمعي و الحاجات المجتمعية.

رابعا: إعادة النظر في أنماط تعامل السلطة العمومية و تحديث خبرة المشرفين على القطاع الجمعي في الدوائر الوصية و ذلك بالتركيز على :

- تطوير أساليب التواصل و توزيع المعلومات.

- تمكين الجمعيات من الخبرة العارفة بمكانزمات الأداء الجمعي و خاصة في المناطق الريفية الأكثر فقرا.

- تطوير و إدخال ميكانزمات جديدة في طرق التعامل مع الجمعيات، مما يمكن من اقامة علاقة مباشرة بين مراكز السلطة العمومية ذات الاهتمام و الجمعيات.

- اعادة رسم دور الجمعيات في اجندة الدوائر الحكومية و بالتالي تغيير المواقف السلبية المتراكمة تاريخيا حول دور الجمعيات.

- العمل على تحقيق التوازن و التمركز الجغرافي للجمعيات و محاولة تشجيع تأسيسه على مستوى المناطق الريفية و اعطاء الأفضلية لجمعيات النوع الاجتماعي و جمعيات الفئات الأكثر ضعفا فيها؛ هذه المناطق الذي تعاني من اشد مظاهر الحاجة إلى الفعل الجمعي المصوب و خاصة اتجاه المرأة الريفية.

و هذا التوازن يمكن الشروع فيه باعادة احياء الاشكال التنظيمية التقليدية و تمكينها قانونيا من الوصول الى التمويل و دوائر رسم السياسات التنموية مع الأخذ بعين الاعتبار الكامن الثقافي المعرقل.

5 - تطوير القدرات الذاتية للجمعيات و تطويرها.

مهما يكن، و في إطار الخلاصة العامة، القطاع الجمعي بالجزائر بالرغم من العوائق الموصوفة سلفا استطاع أن ينمي جملة من القدرات و استراتيجيات العمل، قادر جزئيا على الاستجابة لرهانات المستقبل على مستوى الآجال، القصيرة، المتوسطة و الطويلة، شريطة أن تطور قدراته وفق بعض المعطيات التي نراها ممكنة و هي:

- في حالة الدعوة للمساهمة في البرامج التنموية المصوبة مثل برامج محاربة الفقر، العمل على ترشيد القطاع الجمعي لقدراته و التخلي عن الفردانية و خاصة بين

الجمعيات النسوية المتصارعة سياسيا حول الحق الواحد و العمل على تطوير ميكانزمات التعاون بين الجمعيات على المستوى المحلى و الوطني.

هذا يمكن الوصول إليه بتأسيس العمل وفق ميكانزمات التلاقى في شبكة معينة تتكون من الجمعيات العاملة في حقل من حقول التنمية المستدامة.

- خلق بنك للمعلومات حول قضايا التنمية موجه خصيصا للجمعيات العاملة في ميادينها.

- إعادة النظر في توزيع مصادر التمويل و اخضاعها لاجراءات صارمة وتحديد مقاييس الاستحقاق تحديدا دقيقا و شفافا و بعيدا عن الانتقاء ذو الطبيعة السياسية و الايديولوجية.

- اعادة رسم سياسة اسبقيات التمويل و اعطاء الأولوية للقطاع الجمعي العامل في حقول التنمية الاجتماعية خاصة.

- تطوير مصادر التمويل المحلى و معالجة القضايا الثقافية المحددة لمصادره ليصبح لجمعيات النوع الاجتماعي حقها المشروع فيه.

- جعل القانون المقبل أكثر واقعية و ليونة في مسألة الحصول على مصادر الدعم الوطني و الأجنبي و بالتالي اعطاء الفرصة للقطاع الجمعي لكي يكون أكثر تفتحا على مصادر التمويل الخارجي، بتطوير وسائل الاتصال و الخبرات مع تسهيل قنوات الاتصال مع المانح الخارجي و جعل هذا المانح أكثر اتصالا و انغماسا في عملية تقييم الحاجات و رسم المشاريع الممولة و بالتالي الخروج من دائرة الجمعيات الواسطة التي هي سمة هذا الصنف حاليا.

- تجسيد مطلب الحاجة الى تأسيس مجلس وطنى للجمعيات، و خلق دار للجمعيات لتسهيل التواصل بين الجمعيات مع دوائر المنظمات الدولية العاملة في حقول التنمية.

أخيرا فإن التحدى الذي يواجه القطاع الجمعي، الذي اصبح مطلبا اجتماعيا لمعالجة خطورة الوضع الاجتماعي و الاقتصادي و الذي اصبحت تعاني من تدعياته جل الشرائح الاجتماعية بالجزائر، يفرض عليه اعادة رسم استراتيجية بناء قدراته للمساهمة في البرامج الدولية و الوطنية. غير أن ذلك يبقى غير ممكن ما لم تأخذ المنظمات الدولية و المصالح الوصية الوطنية ف في التخلي عن الجمعيات الواسطة المبدرة لمصادر التمويل و امكانيات بنوك المعلومات الخاصة بها.

الشيئ الذي يقودنا الى التركيز في الأخير على ضرورة تطوير مخزون بنوك المعلومات المتوفرة لدى الهيئات الدولية و الوطنية حول أمور التنمية و جعلها سهلة الحصول بالنسبة للجمعيات العاملة في حدود القطاعات المحلية و التخلي عن سياسة الجمعيات الوسيط العاملة وفق عقلية الاستحواذ و الانقطاع عن الواقع المستهدف معالجته. و ذلك تنفيذا للتوجيهات الصادرة عن ندوة محاربة الفقر و المتمخضة عن الورشة التاسعة و التي تنص باختصار على التالي:

1 - تحديد مفهوم النوع الاجتماعي و دوره في تحقيق التنمية المستدامة و الدائمة وفق مبدأ الإنصاف، المساواة و السلطة في معاملة المرأة أسوة بالرجل و النظر إليهما مساواة من حيث الوضع للخروج من حالة عدم التوافق عند معالجة ظاهرة الفقر التي سمت المرأة خاصة و ذلك باتخاذ الإجراءات الضرورية للحد من الهوة التي تفصل بين المرأة و الرجل عند معالجة هذه القضية بالذات. و لا يمكن أن يحصل ذلك إلا بإعطاء وسائل

القدرة والسلطة للمرأة لتلبية حاجياتها و ترقية مشاريعها الاجتماعية، و إحدى وسائل هذه السلطة هي ترقية جمعيات النوع الاجتماعي العاملة في هذا المجال.

2 - المساواة عند تحديد المصادر المتوفرة و جعل سبيل التحكم فيها متساوية بين المرأة و الرجل.

3 - مشاركة المرأة في المشاريع المشتركة التي تهدف إلى تحسين وضعية الفقراء والتي تأخذ بعين الاعتبار إمكانية تدرس الفتاة الفقيرة في المناطق الريفية خاصة.

4 - العمل على الإفلات من الرقم الحصري لعمل المرأة Taux d'occupation والذي لا يتجاوز نسبة 9,72 % مقارنة مع الرجل (45 %)؛ و عدم المساواة هذه عمقها عدم التوازن الجهوي، و عليه يجب العمل على:

أولاً: ضمان حد التساوي في الحصول على تكوين مهني جاد و خاصة بالنسبة للفتاة قليلة التمدرس بفتح فرص للتكوين في مناطق الإقامة و تفعيل دور جمعيات النوع الاجتماعي في هذا المجال.

ثانياً: لتركيز على التكوين المؤدي الى تحسين قدرات تسيير المشاريع بالنسبة للمرأة المؤهلة للمقاوله، سواء كان ذلك على مستوى مناطق الإنتاج الفلاحي أو مناطق الإنتاج الصناعي مع تأطيرها جمعويًا.

ثالثاً: تشجيع جمعيات الدفاع عن حق المرأة في الشغل و خاصة في المناطق الريفية مع التركيز على فئة المطلقات، الأراامل المعيلات لأسرهن.

رابعاً: تقوية إمكانية المرأة في الصعود و احتلال مراكز القرار بشكل يوسع من امكانيات تمرير مشاريعهن الانمائية.

خامساً: خلق ميكانيزمات جديدة منتجة من طرف النساء العاملات في القطاع غير الرسمي و تنظيمهن جمعويًا لتمكينهن من الحصول على العائد منه.

سادساً: و أخيراً، العمل في إطار منظم و مؤطر على تطوير الدراسات الإحصائية الهادفة لفهم أكثر لمنصب عمل المرأة لإخراجه من حالة الذل و إدخاله في إطار المجهود العام لمحاربة الفقر.

Référence bibliographique

Contribution de la société civile à la construction d'un développement durable.

«Croissance, Emploi et Réduction de la Pauvreté». In *Rapport n° 16618 – AL. Rapport principal. Tome I. 30 octobre 1997.* (document de la banque mondiale).

Groupes secteur sociaux. Bureau Régional / Moyen – orient et Afrique du Nord.

Le mouvement associatif et l'environnement.

Benguerna. M. 2000. «pauvreté dans la région arabe». *pour une initiative maghrébine d'analyse, d'évaluation et de soutien aux ong* . projet régional.

Projet de lancement d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Programme des nations unies pour le développement (p.n.u.d)– alger.

Rapport préliminaire. *Rapport n° 16618 – al, Annexes* (document de la banque mondiale).

Kerked F. «*la relation de partenariat entre le mouvement associatif et les pouvoirs publics*». ministère du Travail de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle.

Séminaire d'information et de formation du mouvement associatif sur le développement solidaire. (alger le 26 – 27 octobre 1997). Ministère de la solidarité et de la famille

Stratégie National et Plan d'Action Pour la Réduction De la Pauvreté 2001 – 2005 (synthèse – décembre 1999). ministère chargé de la solidarité nationale.

Association de réflexion d'échanges et d'action pour l'environnement et le développement. (Zeralda – Alger du 29 novembre au 4 décembre 1997). Rencontre organisé par le chantier géoculturel et le chantier jeune de l'alliance pour un monde responsable et solidaire.

Textes législatifs et réglementaires :

Décret n° 72.178 du 27 juillet 1972 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 71/79.

Décret n° 88/16 de février 1988 fixant les modalités d'application de la loi n° 87/15 du 2 juillet 1987 relative aux associations

Loi n° 78/15 du 21 juillet 1978 relative aux associations.

Ordonnance n° 71/79 du 3 décembre 1971 relative aux associations.

الهوامش

* أستاذ مكلف بالدروس بقسم علم الاجتماع، كلية العلوم الاجتماعية و الإنسانية، جامعة الجزائر، أستاذ مشارك مكلف بالبحث في مركز البحوث في الاقتصاد التطبيقي من أجل التنمية.

[1] Document de la Banque Mondiale, *Croissance, emploi et réduction de la pauvreté*. 30 octobre 1997 p 3.

[2] تقرير المجلس الوطني الاقتصادي و الاجتماعي للسداسي الأول من سنة 1998

[3] نفس المصدر.

[4] أنظر تقرير الندوة الوطنية الاستراتيجية الوطنية لمحاربة الفقر، المشروع التمهيدي ص 14 أوت 200

[5] الخبر 3 مارس 2002 العدد 3411

[6] الخبر 27 مارس 2002 العدد 3432

[7] الخبر 6 نوفمبر 2001

[8] IGT 1998

[9] تقرير المفتشية العامة للعمل مارس 2002

[10] هما دائرتا قوراية و شرشال

[11] الخبر 3 مارس 2002

* مفهوم إجرائي نقصد به الأماكن ذات التواجد السكاني المكثف و المحددة تحديدا جغرافيا و تُتعت عاميا بالأحياء الفقيرة و المتواجدة عادة حول أطراف أماكن العمران أو في المناطق الريفية المعزولة.

[12] الديوان الوطني للإحصاء